



Supplément « Initiatives » **Le Monde**

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14566 - 6 F

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Le traité de l'Union ajourné **Nouvel échec pour M. Gorbatchev**

Une « UES » mort-née ?

PAUVRE Mikhaïl Gorbatchev ! Les efforts que déploie le président soviétique pour faire adopter par ses Républiques ce « traité d'union » qu'il réclame depuis des mois, l'opiniâtisme de commandement qu'il affiche à chaque échec, sont d'autant plus pathétiques qu'on ne saurait les lui reprocher : son désir de sauver ce qui peut l'être de son ancien pouvoir, de rassurer ses amis étrangers, de plus en plus inquiets de l'écroulement d'un empire toujours doté d'armes nucléaires, est bien compréhensible.

Sans doute est-il pour quelque chose dans le retard accumulé depuis deux ans, lorsque ce traité d'union était réclamé par plusieurs Républiques dont... le Lituanie, depuis lors indépendantes. Toutefois, est-ce que le temps perdu est maintenant irréversible, les événements dépassant à chaque étape les législateurs. Ainsi, la Constitution fédérale a bien été révisée, mais elle reste, dans le fond, celle de 1977, adoptée sous Brejnev. Et il est déjà trop tard pour la remplacer.

DE deux choses l'une en effet : ou bien cette « Union des Etats soviétiques » (UES) que doit instituer le processus en cours est un Etat à part entière, doté d'un président, d'un gouvernement, de forces armées, d'une diplomatie propre. C'est ce qui se passe aux Etats-Unis, en Allemagne et dans bien d'autres pays de type fédéral. C'était « la formule » l'Union soviétique d'antan. C'est ce que veut préserver, en partie au moins, M. Gorbatchev. Mais, précisément pour cette raison, parce que cet Etat fédéral était une « soviétique République » écrasant toutes les autres, cette formule est la plus difficile à mettre en œuvre.

Reste alors la seconde variante : l'UES est un simple pacte, une forme recouvrant un contenu d'autant plus indéfinissable que le mot russe « *Solouz* » a toutes sortes de traductions : union, fédération, confédération, ligas, association, alliance... C'est dans ces directions qu'il faut chercher, mais avec qui ? Les sept Républiques rassemblées lundi ne représentent même pas la moitié de l'effectif ancien, et il est clair qu'elles ne sont pas prêtes à accepter le même niveau d'intégration et de coopération.

UNE association « à la carte » est donc la seule possible. Non seulement pour parvenir à un résultat entre les sept, mais encore pour maintenir l'espoir d'un ralliement des récalcitrants. Les Ukrainiens se prononcèrent dimanche sur leur indépendance, mais M. Gorbatchev a déjà présenté l'absence de la seconde République de l'ex-URSS comme un grand malheur pour nous et une catastrophe pour l'Ukraine.

L'Occident, qui assiste déjà impuissant à la guerre civile yougoslave, observe avec quelque effarement l'effondrement de l'ancienne première puissance militaire du monde. Tout comme M. Gorbatchev, il a quelques raisons de regretter la fameuse « stabilité stratégique » d'antan. Mais c'est là le prix à payer pour la victoire de ses valeurs : les progrès de la liberté à l'Est.

M0147 - 1127 - 6,00 F



L'offensive de l'armée fédérale en Slavonie **Le président de la Croatie demande l'envoi d'urgence de « casques bleus »**

Radio Zagreb faisait état, mardi 26 novembre, d'une accalmie relative sur la plupart des fronts en Croatie. Toutefois, l'armée poursuivait son offensive contre la ville d'Osijek, en Slavonie, où des renforts de troupes fédérales ont été dépêchés. Dans un entretien accordé au « Monde », le président croate, M. Franjo Tudjman, demande, pour mettre fin à la guerre et

empêcher les destructions, l'envoi « dans une semaine, au plus tard dans deux semaines (...) d'une dizaine de milliers « casques bleus » de l'ONU. Tout retard serait, selon lui, exploité par l'armée et la Serbie pour conquérir de nouveaux territoires en Croatie. M. Tudjman constate, avec amertume, les divisions de l'Europe, qui ont contribué à la prolongation des combats.

« Tout cela est dû à l'indécision de l'Europe »

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Le président croate, M. Franjo Tudjman, est amer, déçu par la paralysie de la communauté internationale, de l'Europe comme des Etats-Unis, prodigues en bonnes paroles mais avares de gestes concrets pour mettre fin à la guerre en Croatie.

Au rythme auquel l'armée yougoslave, dominée par les Serbes, grignote du terrain en dépit de tous les accords de cessez-le-feu, M. Tudjman sait que le temps lui est compté. Dans un entretien accordé au « Monde » lundi 25 novembre, alors que la qua-

torzième trêve conclue depuis le début de la guerre (pour la première fois sous l'égide des Nations unies) était en passe de connaître le sort des trêves précédentes, il en appelle d'urgence à l'intervention des « casques bleus ». Pour mettre fin à « cette guerre et pour empêcher les destructions », les « casques bleus », dont toutes les parties en conflit ont accepté l'intervention, devraient arriver « dans une semaine, au plus tard dans deux semaines », déclare M. Tudjman. Mais, déplore-t-il, « les dirigeants de Belgrade et de l'armée pensent que leur dépitement ne se produira pas avant une quarantaine

de jours, et c'est pour cela qu'ils ont décidé de prendre le maximum de territoire dans les vingt-cinq jours qui viennent ».

Si les soldats fédéraux continuent à accentuer leur pression sur la Croatie, « nous continuerons notre guerre de défense ; nous résisterons de la manière la plus ferme, dit-il en ajoutant cependant : « Nous savons très bien que l'armée est trop puissante et que nous sommes incapables de les empêcher de faire ce qu'ils font ».

YVES HELLER

Lire la suite page 3 et l'Appel aux évêques serbes page 2

M. Mauroy pour un septennat non renouvelable

Le bureau exécutif du PS doit précéder, mercredi 27 novembre, sa préférence pour le mode de scrutin « mixte » dont les socialistes discutent depuis deux mois.

A travers ce débat, c'est le maintien de M. François Mitterrand dans ses fonctions au-delà de 1993 qui est en jeu. En se prononçant pour un septennat non renouvelable, M. Mauroy et M. Jean Poperon, ministre des relations avec le Parlement, suggèrent une solution qui éviterait au chef de l'Etat d'hypothéquer son propre mandat, comme il le ferait, au contraire, en proposant le quinquennat.

Lire page 8 l'article de PATRICK JARREAU et page 9 l'entretien avec M. JEAN POPERON

Mort de l'auteur dramatique François Billeloux

Lire page 26

Post-communisme en Asie centrale

Le nationalisme et le réveil de l'islam perturbent des régions où les classes politiques restent inchangées

Par Philippe Pons

A l'heure de l'effacement de l'empire soviétique, il est difficile de rencontrer en Asie centrale, cette énorme région aux confins de la Chine et de l'Afghanistan, un dirigeant qui n'ait pas été toute sa vie un démocrate dans l'âme, même si, un mois avant, il avait en poche sa carte du Parti communiste. Le communisme est mort mais on en cherche en vain le cadavre. Ses symboles peuplent encore places et bureaux. Dans les

rues, les petits pionniers arborent toujours leur foulard rouge ; lorsqu'on leur dit qu'ils portent l'emblème d'un parti défunt, ils répondent que personne ne le leur a dit. On fait l'inventaire des biens des PC dissous, mais, du président aux députés, ce sont les mêmes hommes, « ci-devant » communistes, qui se chargent de liquider un système qu'hier encore ils servaient. Aucune manifestation d'enthousiasme populaire ni sentiment de délivrance : dans les capitales de l'Asie centrale, désormais

« indopédoantes », continue à régner l'apathie socialiste, celle qui engendre la pénible gestion du quotidien qui absorbe les énergies. Avec des variations selon les Républiques, traduisant des degrés de libéralisation des régimes, le totalitarisme semble s'être décentré, c'est tout.

Pour l'avenir, des dirigeants citent comme modèle la Corée du Sud : un régime politique musclé et une économie formellement libérale, avec, pour ferment, un puissant ciment national. Partout, le levier du nouveau pouvoir est identique : le nationalisme. L'indépendance, la « renaissance nationale », le « patriotisme national » sont les mots amulettes qui ont supplanté la légitimité socialiste, ou qui l'ont simplement complétée, comme en Ouzbékistan. Mais de sérieuses hypothèques pèsent sur ce sursaut national de Républiques enclavées, privées des moyens d'une indépendance économique et militaire. A commencer par la définition même d'une identité nationale.

Lire la suite page 6

SCIENCES ♦ MÉDECINE

La mer d'Aral se meurt

En trente ans, la superficie de la mer d'Aral, en Asie centrale soviétique, a diminué de moitié. La raison en est l'irrigation extravagante de vastes régions qui, dans le même temps, ont reçu des quantités excessives d'engrais et de pesticides. Résultat : les sols et les eaux sont pollués à un degré inimaginable, avec des conséquences désastreuses sur la santé publique et sur l'économie régionale.

Lire pages 13 à 15

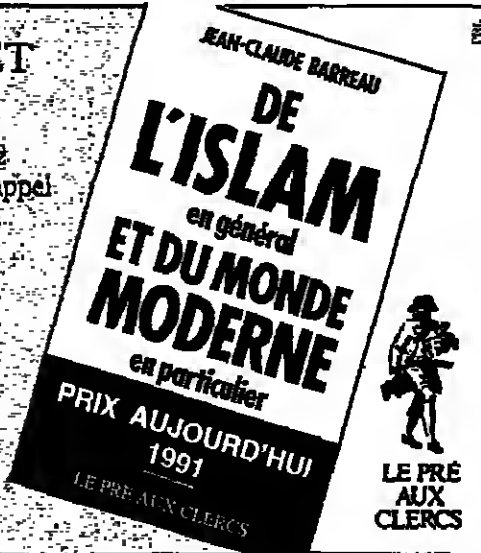
COLLECTION PAMPHLET dirigée par Christine Clerc

Ce livre est un pamphlet. Un pied de nez à tous les conformismes sur l'islam. Un appel au devoir d'irrespect pour briser le tabou.

Henri Tincq, *Le Monde*

Barreau montre comment l'interprétation littérale du Coran, de la Sunna et de la Charia n'inclinent pas, c'est peu de le dire, à l'affirmation des droits de l'homme (et encore moins de la femme).

Claude Imbert, *Le Point*



Les clignotants de TF 1

Erosion de l'audience et difficultés publicitaires

Les esprits chagrins qui croyaient qu'en entrant dans la course à l'Andam les chaînes de télévision avaient cessé de s'adresser à des citoyens pour ne plus courtiser que des consommateurs n'auraient encore risqué. Deux événements concomitants sont venus signaler le divorce entre la nécessité d'un retour à la qualité et les contraintes du big business. Au moment même où les profession-

nels de la télévision, au cours de la « Nuit des 7 d'or », lundi 25 novembre, ont donné une prime à l'intelligence (lire la chronique de Pierre Georges, page 27), Patrick Sébastien, animateur vedette des soirées du samedi sur TF1, a fait savoir, lui, dans le *Journal du dimanche* du 24 novembre que « la télé entre dans ses années poubelle ».

YVES MAMOU

Lire la suite page 20

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 5 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 E ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 13 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سكنا من الأصل

هكذا من الابد

DÉBATS

Yougoslavie

Appel aux évêques serbes

PÈRES, pasteurs du peuple serbe, nous nous adressons à vous dans la franchise et la douleur.

Faut-il rappeler les tragiques événements auxquels vous devez faire face ?

L'Etat serbe, utilisant ce qui reste de l'armée yougoslave, mène la guerre contre la Croatie. Il veut, dit-il, « défendre » la minorité serbe qui réside dans ce pays. Il est possible, en effet, quand tant de villes et de villages croates sont détruits, que cette minorité finisse par avoir besoin de protection. Pourtant, nous devons constater qu'avant le déclenchement du conflit et de la campagne psychologique qui l'a précédé, le gouvernement croate n'avait nullement l'intention de commettre un « génocide » : Serbes et Croates vivaient en paix.

Certes, pendant la seconde guerre mondiale, les Serbes de Croatie ont subi d'effroyables massacres, et jamais on n'a tenté de dévoiler les responsabilités comme on l'a fait en Allemagne au procès de Nuremberg. Cependant, nous le répétons, Serbes et Croates, depuis la guerre, ont vécu côte à côte dans les mêmes régions sans qu'intervienne autre chose que des incidents mineurs, gestes de déséquilibre, rares et isolés. Tout change aujourd'hui : dans les conditions suscitées par la guerre, les manières qui, d'habitude, se contentent de lancer des injures ou d'écrire des slogans commencent à tuer. Plus le conflit durera, plus ils seront rejoints par des gens ordinaires affolés par les destructions massives au point de croire que la patrie doit être nettoyée de son « ennemi irréductible ». C'est donc uniquement dans ces conditions que les crimes contre les Serbes de Croatie risquent de se reproduire. C'est pourquoi ceux-ci n'ont pas le moindre intérêt à ce conflit.

Au sein de la Yougoslavie, dirigeants serbes et croates se sont depuis longtemps affrontés. Quand les Albanais du Kosovo posèrent de graves problèmes à la Serbie en demandant pour leur région le statut de République, les responsables croates appliquèrent le principe : l'ennemi de mon ennemi est mon

allié. Le gouvernement serbe répliqua en incitant les Serbes de Croatie à demander eux aussi leur autonomie. Echange de bons procédés.

Puis tout s'est aggravé : les dirigeants serbes ont provoqué des désordres « spontanés » en Voïvodine et au Monténégro, ce qui leur a permis d'y installer des équipes à leur dévotion. Ils ont tenté la même opération en Croatie. Et comme les Croates ne voulaient pas manifester contre leur gouvernement, les Serbes de Knin, « spontanément », ont pris d'assaut les locaux de la police. En même temps, et aussi « spontanément », journalistes, écrivains et historiens serbes, qui ne s'en souciaient guère jusque-là, ont inondé la presse d'articles dénonçant le génocide commis par les Oustachis durant la seconde guerre mondiale. Ils ont ainsi ramené des passions vieilles de cinquante ans, ils ont tenté de convaincre l'opinion que les Croates n'avaient pas changé, qu'on ne pouvait leur faire confiance, qu'il fallait les arrêter par la force.

L'Eglise doit savoir faire face au peuple

Au printemps de cette année, à Belgrade, le peuple a manifesté contre le pouvoir communiste, commodément rebaptisé « socialiste ». Le gouvernement a répliqué en envoyant les chars. Pour détourner l'attention du peuple, la solution était toute prête : grâce à la psychologie de guerre, les incidents armés se sont multipliés dans les enclaves serbes en Croatie. Les Serbes ont oublié pourquoi ils avaient manifesté, ils se sont rassemblés pour « défendre les intérêts de la nation », la guerre a commencé et le Parti « socialiste » a gardé le pouvoir malgré les bouleversements qui balayaient l'Europe de l'Est.

Mais les vrais intérêts des Serbes en Croatie ? Durant les dernières années de l'entre-deux-guerres, les Croates se sentaient brimés et frustrés, car ils vivaient dans un royaume unifié et centralisé sous la couronne serbe. La guerre a donné à leurs extrémistes l'occasion d'une atroce revanche. Quelles seront les

conséquences du conflit actuel ? Et qui sera responsable ?

Pourquoi vous écrire tout cela, saints et vénérables Pères ? Parce que l'Eglise que vous guidez semble contribuer, sans doute inconsciemment, à ces incitations à la haine. En même temps que les propagandistes d'Etat - dont la valeur morale est douteuse - certains dignitaires de l'Eglise ont de plus en plus souvent écrit et prêché sur les souffrances passées des Serbes, sur les crimes des Oustachis, sur les fosses et les grottes où furent entassés les corps des victimes innocentes. Ce genre de considérations « grottesques », comme dit ironiquement le peuple, est même devenu le contenu inlassablement repris de la presse ecclésiastique.

Parmi les victimes des Oustachis, on trouve de vrais martyrs, car les bourreaux, souvent, s'en prenaient à l'orthodoxie, proposaient, avant le massacre, un dévot rebaptême, imposant le port d'un brassard marqué non pas S (Serbe) mais P (yougoslave, c'est-à-dire orthodoxe). Il est donc compréhensible et louable que l'Eglise célèbre ceux qui confessèrent leur foi jusqu'à la mort. Mais pareille glorification ne doit pas coïncider avec l'appel, implicite ou explicite, à la haine contre les lointains descendants des bourreaux. Si même cette glorification risque d'attirer les passions, mieux vaudrait sans doute attendre un moment plus opportun. L'Evangile nous révèle pleinement la personne, et donc la responsabilité personnelle, non la responsabilité collective, massivement pratiquée par la société archaïque et les régimes totalitaires. L'enfant croate broyé par une roquette, qu'a-t-il à voir avec les terroristes, eux-mêmes minoritaires, de 1941 ?

Aujourd'hui, aux lieux mêmes où tant de Serbes furent massacrés, la guerre s'embrase, l'armée assaille les Croates, beaucoup moins bien équipés. Les victimes sont avant tout les villes et villages croates. Il n'est pas question d'oublier les Serbes de Croatie, mais il faut conjurer le destin, il faut rompre l'enchaînement de la violence, de la haine, de la mort (dont ils risquent, disons-le encore, d'être à

leur tour victimes). Des chrétiens n'ont pas à demander aux autres de se repentir, mais, commençant par eux-mêmes, ils ont à retirer de leurs propres yeux la « poutre » des passions meurtrières.

Le peuple serbe est dans l'impasse. Malgré la propagande officielle, chacun sait bien que c'est l'agresseur, qui se défend, qui tire le premier. L'Eglise orthodoxe serbe ne doit pas se faire complice, serait-ce inconsciemment, d'une machine de guerre « national-communiste » (mieux vaut ne pas remplacer ici le mot « communiste » par le mot « socialiste »). Pour sauver l'avenir, il faut arrêter au plus vite cette guerre insensée. Les lamentations sur les victimes du passé doivent faire place à une vision lucide, critique, de la réalité.

C'est maintenant que votre parole de pasteurs est indispensable. Pour demander l'arrêt des combats - car l'essentiel, c'est qu'on ne tire plus.

Dans le passé, quand le peuple était attaqué, menacé dans son existence même, l'Eglise bénissait les défenseurs de la patrie et considérait la guerre comme un moindre mal. Aujourd'hui, le peuple est entraîné dans une agression qui d'ailleurs contredit les buts mêmes qu'elle se donne (nous pensons au sort des Serbes de Croatie). L'Eglise doit savoir faire face au peuple pour lui demander de ne plus faire le mal. Seule cette « protection » peut engager l'éternité.

Nous vous demandons pardon de nous adresser à vous avec une apparence de rudesse. L'amour ne veut pas la complaisance, mais la vérité. Et c'est l'amour pour l'Eglise et le peuple serbes qui nous a poussés à vous écrire. Avec notre respect et notre espérance.

« Ce texte est signé d'Olivier Clément, écrivain ; théologien orthodoxe, Nicolas Lossky, écrivain, théologien orthodoxe, Tatiana Gortcheva, écrivain, Elisabeth Behr-Sigel, écrivain, théologien orthodoxe, Pavle Rak, écrivain, Milovan Danilovic, écrivain.

COURRIER

Le fichier des juifs

Que faut-il faire du fichier des juifs établi durant l'Occupation et qui vient d'être retrouvé dans les archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants (le Monde du 13 et du 17 novembre) ? Voici quelques-unes des propositions avancées par les très nombreux lecteurs qui nous ont écrit à ce sujet.

Le réflexe des historiens

Je veux bien comprendre que le réflexe des historiens soit toujours de garder des documents. Mais l'enjeu est autre, votre texte le dit clairement : « Des archives portent en elles la possibilité d'être dévoyées. » Si bien gardé, si bien caché que soit ce fichier, rien ne vous garantit qu'un jour, le vent de l'histoire ayant tourné, il ne tombe entre des mains qui l'exploiteront à des fins infâmes. C'est en tout cas une éventualité qu'il ne faut pas négliger au bénéfice du travail des historiens. Même si mon pessimisme vous paraît excessif, au regard du passé, comme de la résurgence actuelle de l'antisémitisme en France et en Europe, il me paraît simplement réaliste. (...) Je considère que la protection des vies humaines est plus importante que la conservation d'un document, fût-il intéressant. Il faut donc le détruire soigneusement (ainsi que toutes les copies), car il est le seul qui, en France, discrimine la population juive d'une région.

BIANCA LAMBLIN (Paris)

Au nom de la loi

Vous avez interrogé des historiens, à propos de l'« avenir » du fichier des juifs. Bravo, c'est bien, c'est très bien. Mais nous, dans tout ça ? Fille ou fils de « réfugiés », morts en déportation, donc « fichés » nous-mêmes, n'avons-nous, une fois de plus, rien à dire dans cette sinistre histoire ? Faut-il nous en remettre, une fois de plus, à l'autorité des spécialistes ?

Nous sommes en fiches et nous ne l'acceptons pas, au nom des lois de la République française. Pas plus que nous n'acceptons d'être désignés par le « volontariat de Vichy ». C'est à nous de nous désigner - ou non - nous-mêmes. Nous refusons le fichier d'exception, « est-ce clair ? ». La loi nous protège. Quant aux archives malheureuses, s'ils s'intéressent à ce point aux « fichés », qu'ils s'adressent à ceux - leurs collègues - qui acceptent de répondre à leur légitime

curiosité. Enfin, pour ce qui concerne la préservation de la mémoire des disparus, nous nous en chargeons nous-mêmes.

JENNY FLOCKI et M. Emile COPPERMANN (Paris)

Contre leurs descendants

Je ne comprends pas comment vous n'avez pas pensé, et en tout cas envisagé, que ce fichier pourrait servir à nouveau, un jour, à des rafles et déportations ou à tout le moins, à l'application de mesures discriminatoires, sinon contre la plupart des juifs qui figurent dans le fichier, car ils ont sans doute presque tous disparu (entre autres à Auschwitz), du moins contre leurs descendants et les quelques survivants. Il suffit, pour le penser, d'admettre que l'hypothèse de l'élection de M. Le Pen à la présidence de la République n'est ni un fantasme ni une absurdité ; mais peut-être ne partagez-vous pas cet avis, auquel cas je vous félicite pour votre juvénile optimisme.

BERTHOLD GOLDMAN (Paris)

TRAIT LIBRE



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

Le Conseil de Surveillance s'est réuni le 24 octobre 1991 sous la Présidence de Monsieur Jean MARTINEAU. Il a procédé à l'examen des comptes au 30 juin 1991 et des éléments d'activité les plus récents présentés par Jean Baptiste PASCAL, Président du Directoire.

Au 30 juin 1991, le résultat net s'élevait à 115.730.000 francs dont 2.959.000 francs de profits de cessions comparé au chiffre du 30 juin 1990, 189.930.000 francs qui comprenait 105.177.000 francs de profits de cessions.

Le volume des loyers encaissés de crédit-bail et de location simple a progressé de près de 15 %.

Au 15 octobre 1991, la production du crédit-bail immobilier (engagements signés) atteignait, depuis le début de l'année, un montant de 820.000.000 francs comparé à 811.000.000 francs, à la même date de 1990. Ainsi pour l'année pleine, la société s'orientait-elle vers un volume d'affaires nouvelles analogue à celui de 1990 ce, en dépit d'un net ralentissement des investissements des entreprises.

Dans le domaine des propriétés locatives, INTERBAIL a poursuivi le programme stratégique qu'elle réalise progressivement depuis plusieurs exercices à savoir rénovations et acquisitions nouvelles d'immeubles de rapport.

Ainsi, les investissements engagés depuis le 1^{er} janvier, dans un marché devenu plus favorable à l'acquéreur, ont-ils atteint 290.000.000 francs. Ils concernent des immeubles et des sites susceptibles d'offrir des loyers modérés aux utilisateurs tout en préservant un rendement adéquat pour une société.

La plupart de ces investissements concernent la périphérie parisienne à l'exception d'un centre commercial à Denver aux Etats-Unis (48 295 m² de surfaces de vente) acquis pour moitié avec INTERSHOP HOLDING A.G. par le biais d'une nouvelle filiale « INTERBAIL COLORADO INC. » ; ce nouvel actif de 9 millions de dollars est d'ores et déjà rémunéré au taux de 10,50 %.

Afin de poursuivre son activité à bon rythme, pour accroître encore sa liquidité et pour

diversifier ses sources de refinancement, la société a réuni dans les neuf derniers mois 700.000.000 francs de ressources nouvelles à 10 et 15 ans.

Le 5 septembre dernier, INTERBAIL a acheté à la Banque du Phénix (groupe A.G.F.) la Société TREILHARD ENERGIE qui, sous le nouveau nom d'INTERCITÉS, va développer son activité en offrant principalement des financements par crédit-bail immobilier aux collectivités territoriales et à leurs concessionnaires. Ces financements concernent des installations et des équipements ouverts au public et secrétant des recettes propres. Le portefeuille d'INTERCITÉS à la date d'acquisition et les nouvelles opérations permettent d'espérer que cette filiale contribuera dès fin 1991 au résultat consolidé d'INTERBAIL pour un montant d'environ 2.800.000 francs.

Ainsi INTERBAIL (dont la société sœur INTERMUR va clôturer son premier exercice avec une production de 135.000.000 francs) a-t-elle voulu se doter avec INTERCITÉS d'un outil supplémentaire pour disposer de tous les instruments possibles de crédit-bail immobilier. Dans le même temps et fidèle à son choix d'entreprise financière à double activité, elle poursuit en l'adaptant aux circonstances du marché immobilier, son programme de rénovation et d'élargissement diversifié de son domaine locatif.

Le Directoire a indiqué au Conseil que, conformément à l'annonce qui en avait été faite en tout début d'année, il paraît possible de proposer aux actionnaires un dividende unitaire équivalent à celui de l'an dernier sur le capital augmenté.

A la date de rédaction du présent communiqué, le Président Jean MARTINEAU a pris acte de l'existence d'une convention d'actionnaires entre deux des actionnaires fondateurs d'INTERBAIL. Ceux-ci, INTERSHOP HOLDING A.G. et le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, ont informé les autorités de marché de l'existence et du contenu de cet accord.

BIBLIOGRAPHIE

Un militant de l'Occident

AN 2000
Déclin et renouveau
de la civilisation
occidentale,
d'Albert Chambon,
Editions du Cerf, 110 p., 65 F.

Le danger majeur qui pèse aujourd'hui sur l'Occident, l'Europe et spécialement la France, c'est le masochisme, le complexe de culpabilité, l'esprit d'abandon, le renoncement aux valeurs qui ont fait la richesse d'une civilisation incomparable, que le monde entier, jusqu'à ses détracteurs, envie. Démolition d'autant plus paradoxale qu'elle coïncide avec un développement technique fulgurant, une prospérité sans précédent, l'effondrement idéologique et politique de ses pires adversaires. Démolition qui n'est cependant pas irrémédiable, l'Occident portant en lui tous les moyens de sa guérison.

Telle est la conviction que s'emploie à faire partager aux lecteurs de son dernier petit livre, *An 2000. Déclin et renouveau de la civilisation occidentale*, Albert Chambon - un récidiviste. Ambassadeur « aux sentelles de Venise », non-conformiste inflexible, combattant de toutes les bonnes causes, volontaire en 38, résistant, déporté, représentant de la France en tous continents, ne reculant jamais devant le contre-courant, il s'est déjà dévoué, entre autres, à réhabiliter la France pour son rôle dans la seconde guerre mondiale, tant dans la bataille de 1940 que sous l'Occupation (1).

Dans son nouvel opuscule, aussi concis et catégorique que les précédents, il élargit son engagement à tout l'Occident et ne puise dans le passé que des stimulants pour l'avenir. Dans la démonstration contemporaine, Albert Chambon voit notamment, l'agonie de l'histoire trop oubliée et méconnue, une victoire posthume du nazisme. Un des principaux objectifs proclamés de la doctrine nazie n'était-il pas de « faire

disparaître de la surface de la terre la civilisation européenne-judo-chrétienne », le respect de la personne humaine, la défense des faibles, la compassion pour les déséchirés ? Hitler ne s'était-il pas promis de « débarrasser le monde de cette chènèbre dégradante que l'on appelle la civilisation » ?

Gagné ! Est-on tenté de dire devant les ravages de la culpabilité, des accusations de lâcheté, de racisme, d'impérialisme dont se laissent accabler comme à plaisir la France et les Français, devant la présente « société de mépris de l'homme » dont l'auteur dresse un catalogue impressionnant (encore que parfois discutable) : peut-on que parlez dans le même sac, par exemple, la multiplication des viols et les prélevements d'organes ? et surtout « le culte de l'argent » et les ravages de la corruption, récents mais de plus en plus dévastateurs en France.

Les idéaux du christianisme

La réquisitoire semblerait accablant si le dessin de l'auteur, loin de vouloir « désespérer Billencourt » (et Neully !), n'était de corriger « la grève de l'espérance ». La permission - estime-t-il - d'atteindre aux limites, et sa « réhabilitation » se situe dans le « déclin d'interdits » de 1968 ; de « nouvelles élites » se réclament, notamment dans la jeunesse, de la solidarité et de la fraternité et, depuis une vingtaine d'années, les associations non lucratives pour le redressement moral se multiplient (800 000 aujourd'hui).

Outre-Atlantique, les effets politiques de la remémoration sont indéniables. Albert Chambon ne croit cependant pas à une quelconque « américanisation » en ce domaine. Le règne des Etats-Unis sur eux-mêmes lui paraissant, même après la guerre du Golfe, trop profondément engagé. Seule l'Europe,

estime-t-il, peut être un foyer de renouveau, non seulement pour elle-même mais pour le monde entier.

La libération de l'Est de l'Europe, communisme de force, et l'élan de réchristianisation qui l'accompagne après des décennies d'athéisme officiel et de persécution, apportent, bien entendu, beaucoup d'eau à ce moulin, encore qu'Albert Chambon n'en tire parti qu'avec précaution ; mais, dit-il, c'est l'essentiel de son propos : que faire de ces peuples libérés ? Quel destin l'Occident, l'Europe de l'Ouest, en particulier, est-il en mesure de leur offrir ?

L'effondrement des dictatures est un phénomène purement négatif. Après plus d'un demi-siècle de guerre mondiale et de guerre froide, de violence et de tyrannie, briser les chaînes ne suffit pas à fonder une société démocratique : « Les problèmes ont fondamentalement changé. (...) Comment pourrions-nous proposer à ces hommes et à ces femmes rapés de matérialisme marxiste et assaillis de spiritualité l'alternative d'un régime comme le nôtre, placé sous le signe d'un matérialisme destructeur des valeurs fondamentales ? » Aussi Albert Chambon ne voit-il de salut que dans le retour, comme morale, aux idéaux du christianisme : valeur égale de tous les hommes, amour du prochain, « rédemption de la nature », le cosmos étant « une création de Dieu confiée à la responsabilité de l'homme ».

La seule condition, conclut Albert Chambon, est que « l'Occident cesse de se détruire lui-même », mission de confiance que seule l'Europe et la France en première ligne ont - nul n'en doute sinon elles-mêmes, selon l'auteur - la vocation d'assumer.

MAURICE DELARUE

(1) 100 000 Oubliés, Ed. Emile Paul, et Quand la France était occupée, Ed. France Empire.

URSS : la création d'une confédération ex-soviétique bute sur un nouvel obstacle

La signature du traité de l'Union a été ajournée

La cérémonie de parage du texte sur l'Union politique des États «souverains» de l'ex-URSS n'a finalement pas eu lieu comme prévu lundi 25 novembre.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce n'est en principe qu'un contretemps, qu'un nouveau retard apporté à l'établissement sur les ruines de l'URSS d'une confédération d'États souverains. Mais ce pourrait être beaucoup plus grave : les dirigeants de sept Républiques révoquent pour parapher le nouveau traité de l'Union, ont préféré se défendre sur leurs Parlements respectifs, rendant du coup hautement aléatoire un processus qui traîne déjà depuis des mois.

La cérémonie à laquelle devaient participer les membres du Conseil d'État qui avaient bien voulu venir à Novo-Ogarevo, dans la banlieue de Moscou, ne suscitait certes pas de véritable enthousiasme. Nul d'ignorer que le projet de traité élaboré le 14 novembre par ce même conseil était un projet «à trous» — plusieurs de ses dispositions essentielles restant ambiguës ou indéterminées. Le petit nombre de candidats à la nouvelle «confédération» incitait également à la modestie : lundi 25 novembre, comme onze jours plus tôt, sept Républiques seulement étaient représentées, avec une petite

différence toutefois. Le président de l'Azerbaïdjan, présent à la réunion précédente, avait cette fois décliné l'invitation : dans le Caucase, où la tension entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie atteint ces jours-ci des degrés extrêmes, il est question de tout, sauf d'union. Par contre, le président ouzbek, qu'on n'attendait pas, était, lui, venu, mais selon toute apparence pour jouer les trouble-fête. Pour le reste, M. Gorbatchev devait se contenter de la présence des quatre autres Républiques d'Asie centrale et de deux Républiques slaves, la Russie et la Biélorussie.

Ce n'était pas prodigieux, mais c'était mieux que rien, et l'initiative était à ces sept dirigeants de parapher le traité apparaissant au moins comme le symbole d'une volonté d'union, en dépit, ou à cause, des difficultés de l'heure. La séance s'acheva pourtant sur un résultat modeste : les participants, dominés par l'impression qu'ils avaient en réalité peur de cette «union», peur d'être tenus pour responsables de la création d'une structure héréditaire d'un État désormais bonni.

Il n'y eut donc ni cérémonie de signature ni conférence de presse commune, et M. Gorbatchev a paru seul devant les caméras pour expliquer qu'il avait été décidé de soumettre le projet à l'examen des Parlements des diverses Républiques. Partagé entre son souci de sauver les apparences et son désir de souligner l'extrême gravité de la situation, le

président soviétique fit d'abord valoir que le projet avait en quelque sorte été «paraphé collectivement», que tous les participants estimaient qu'il fallait éviter toute perte de temps. Après quoi, et presque dans un même souffle, il expliqua que les dirigeants des Républiques avaient préféré «se ménager une réserve de temps et d'espace pour les manœuvres politiques», avant d'ajouter sur le ton de l'indignation : «Les manœuvres, ça suffit. Le problème est que personne ne semble très bien savoir ce qu'il veut, en tout cas préfère éviter de s'exposer dans un combat douloureux. Transmettre le «bébé» aux parlements des Républiques représente donc un moindre risque, mais c'est aussi la certitude de nouveaux délais et de surcharges «nationalistes».

En principe, le projet de traité qui doit être remis «d'ici deux jours» aux parlements républicains reprendra l'essentiel des dispositions qui avaient fait l'objet d'un accord le 14 novembre. Les seules modifications mentionnées par M. Gorbatchev sont la suppression du poste de président du Soviet suprême de l'Union (mais le poste du président «du pays» est conservé, et il est toujours prévu que ledit président soit « élu par le peuple » sans que l'on sache quelle procédure est envisagée), et aussi la suppression d'un paragraphe fédéral indépendant. Mais certaines questions fondamen-

tales et qui paraissent résolues ont été remises sur le tapis : on a de nouveau débattu pour savoir si l'unité à créer devait être, selon l'expression de M. Gorbatchev, «un État ou une Union», et, toujours selon M. Gorbatchev, on a fini par maintenir la solution dérogée onze jours plus tôt, celle d'un État confédéral. Reste à savoir ce que cela signifie au juste et quelles seront les prérogatives des organes de cette confédération que l'on s'obstine, faute de meilleure idée, à nommer «Union des États souverains» — ce qui donne en russe le sigle SSG, mal sonnant sinon mal-odorant.

Tout cela n'empêche pas M. Gorbatchev de croire, ou en tout cas d'affirmer, que le traité pourrait être signé vers le 20 décembre. Ces dernières semaines, il avait souligné à plusieurs reprises qu'en l'absence de cette politique il serait impossible de poursuivre l'autre traité «post-soviétique», qui porte, lui, sur la constitution d'un espace économique commun. Quelle soit politique ou économique, la nouvelle Union n'arrive décidément pas à naître. Peut-être, comme l'écrit, mardi, la *Komsomolskaïa Pravda*, parce que les «forces centrifuges» sont aujourd'hui trop puissantes. Peut-être aussi parce qu'il faudra d'abord en passer par une étape que M. Gorbatchev rêve encore d'éviter : celle de la liquidation totale des derniers vestiges de l'ancienne Union.

JAN KRAUZE

L'élection présidentielle au Tadjikistan

L'opposition conteste la victoire de M. Rakhmon Nabiev

MOSCOU

correspondance

M. Rakhmon Nabiev, soixante et un ans, président du Parlement du Tadjikistan, a été élu, dimanche 24 novembre, président de cette petite République de l'Asie centrale soviétique.

Selon les premières estimations, il a recueilli 58 % des voix, devant largement son adversaire le plus sérieux, M. Davlat Khoudonazarov, président de l'Union des érudits de l'ex-URSS et candidat de l'opposition démocratique, qui a obtenu qu'un quart des suffrages.

M. Nabiev, conservateur de l'ère brejnévienne (il a dirigé le PC tadjik de 1982 à 1985), avait, en septembre dernier, effectué un retour inattendu à la tête du Parlement local après la démission contrainte de son président, M. Kaddridin Aslonov, accusé d'avoir suspendu les activités du Parti communiste dans la République. Instaurant le 23 septembre l'état d'urgence sur le territoire du Tadjikistan, M. Nabiev avait dû faire marche arrière quelques jours plus tard et admettre la suspension des activités du PC sous la pression des manifestations organisées par l'opposition démocratique et nationale.

liste. Cette fois encore, la situation pourrait dégénérer entre le Parlement (contrôlé à 95 % par les communistes) et l'opposition.

M. Khoudonazarov, au cours d'une conférence de presse, lundi 25 novembre, a appelé les forces et partis politiques du Tadjikistan à se rassembler face à «la menace totalitaire», non sans souligner que «les résultats des élections pourraient entraîner une vague de protestations». M. Khoudonazarov, considérant que les élections ont été truquées, réclame leur annulation et a adressé une protestation au président du Parlement et à la commission centrale des élections.

Cette dernière, comme le fait remarquer le quotidien moscovite *l'Indépendant* dans son édition de mardi, garde le silence et a toujours pas annoncé les résultats officiels alors qu'elle aurait dû le faire dès lundi.

L'accusation de fraude lancée par M. Khoudonazarov a été confirmée par M. André Plotnikov, député du Soviet suprême qui assistait en tant qu'observateur au premier vote au scrutin universel qu'ait jamais connu cette République.

MARIE JAMES

La guerre civile en Yougoslavie

Le Conseil de sécurité prépare une résolution

Le Conseil de sécurité adoptera dans les tout prochains jours une résolution dite intermédiaire sur la Yougoslavie pour soutenir les efforts de M. Cyrus Vance, l'ambassadeur spécial de l'ONU dans ce pays, où il doit retourner lundi prochain, à-t-on indiqué, mardi 26 novembre, de sources diplomatiques à New-York.

Cette résolution, vise également à inciter les parties yougoslaves à créer les conditions durables d'un déploiement envisagé de «casques bleus» de l'ONU. Devant la dégradation de la situation en Yougoslavie, l'Allemagne et la France avaient appelé à une «réunion

□ Les parlementaires yougoslaves perdent leur statut d'«invités spéciaux» au Conseil de l'Europe. — L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé, lundi 26 novembre, de suspendre le statut d'«invités spéciaux» accordé il y a deux ans aux représentants du Parlement de Yougoslavie. Pour M. Anders Björck (conservateur, Suède), président de l'Assemblée des «vingt-cinq», le Parlement fédéral de Belgrade n'a plus d'existence réelle et, de toute façon, il s'agit de «protéger contre les événements tragiques actuels». L'institution de Strasbourg parle ainsi sur l'éclatement de la fédération et la reconnaissance internationale de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. C'est pour cette raison que M. Björck a qualifié d'«historique» la décision du bureau de l'Assemblée d'examiner la demande de Ljubljana d'obtenir le statut d'«invité spécial». — (Corresp.)

urgente» du Conseil. Avant cette réunion, M. Cyrus Vance avait indiqué aux cinq membres permanents du Conseil (Chine, États-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne) que les «casques bleus» de l'ONU en Yougoslavie pourraient être déployés dans des zones de combat qui deviendraient de fait neutres.

Dans l'immédiat, les membres de la CEE du Conseil (Belgique, Grande-Bretagne, France) ont décidé de geler temporairement leur précédent projet de résolution qui envisageait la mise en place d'un embargo pétrolier. — (AFP.)

□ Amnesty International fait état de tortures et d'exécutions. — Au cours des quatre derniers mois, les différentes parties en conflit en Yougoslavie ont «violé de manière flagrante» les lois humanitaires et torturé des prisonniers ou en exécutant des civils, a affirmé, lundi 25 novembre, Amnesty International qui souligne que les informations qu'il parvient à recueillir sont souvent contradictoires et difficiles à vérifier. Le 21 septembre, treize réservistes de l'armée fédérale qui avaient déposé leurs armes et s'étaient rendus ont été tués par les membres d'une unité spéciale de la police croate à Karlovac, écrit l'organisation. Le 3 septembre, vingt et un civils avaient été tués lorsqu'un groupe paramilitaire serbe avait encerclé et incendié le village de Cetekovae. Amnesty cite un volontaire serbe qui affirme qu'à Vukovar des soldats de l'armée fédérale ont exécuté quatre-vingt gardes nationaux croates qui tentaient de se rendre. — (AFP.)

«Tout cela est dû à l'indécision de l'Europe»

Suite de la première page

Et ce, même si une contre-offensive croate est envisagée «en certains endroits, dans certaines régions du pays. Bien sûr, uniquement si l'armée continue [les combats]. Autrement, nous voulons respecter le cessez-le-feu».

Et tout état de cause, estime encore le président Tudjman, ancien général de l'armée yougoslave, ce ne sont pas les forces de l'ONU qui vont rétablir la paix. «C'est l'attitude de l'Europe et des États-Unis qui pourrait empêcher Belgrade et la Serbie de continuer cette guerre. Quant au nombre de casques bleus, à mon avis, une dizaine de milliers d'hommes suffiraient». Le président croate insiste : «La venue des casques bleus est une question technique. Ce qui est essentiel, c'est que le président français, le président américain et d'autres présidents européens fassent comprendre à la Serbie qu'elle ne peut pas continuer à agir comme cela», c'est-à-dire impunément.

Le président Tudjman ne se fait, toutefois, aucune illusion sur la capacité de la communauté internationale à agir. Après des mois de vaines tentatives de l'Europe pour arrêter la guerre, «la population croate est très déçue et très mécontente, car tout cela [pertes en vies humaines et destructions] est dû aux désaccords et à l'indécision de l'Europe. Il y a plus : les représentants de certains pays ont dit qu'il n'y avait pas d'intervention militaire (étrangère) en Croa-

tie; cela n'a fait qu'encourager, bien sûr, l'agresseur».

Sur qui peut compter la Croatie et de qui doit-elle se méfier ? «Tout le monde déclare être l'ami de la Croatie, mais personne ne fait le pas décisif qui empêcherait la Serbie [de poursuivre son agression]. La Croatie a été abandonnée, obligée de se battre seule, à mains nues, désarmée contre l'armée yougoslave. (...) Personne ne peut nier qu'en Croatie, c'est la démocratie; donc, véritablement, tout le monde est pour la Croatie, mais dans les faits c'est tout autre chose...». «Formels des déclarations», la Croatie n'a rien obtenu, malgré l'envoi d'émissaires de Zagreb dans les capitales européennes ainsi qu'à Washington, pour «mettre le monde entier au courant et demander de l'aide, une aide concrète pour arrêter cette guerre».

«Se battre à mains nues...»

Le président Tudjman n'est guère plus tendre avec les États-Unis qu'il ne l'est à l'égard des Européens. Washington, dit-il, attend que «l'Europe soit compromise, qu'y soient des conflits, pour apparaître». Les États-Unis, qui sont indubitablement «la force principale dans le monde», ont fait «des déclarations très fermes contre la Serbie», le Congrès américain a condamné l'agression serbe, et l'administration a envoyé «des gens très importants en Croatie». «Tout cela a son poids politi-

que, c'est important sur le plan politique. Mais moi, en tant que président, je suis critique par l'opinion publique, par des gens ordinaires, pour continuer à négocier avec l'Europe et les États-Unis alors que la guerre se poursuit».

«Nous défendons l'Europe contre le communisme»

Or «cette guerre, ce n'est pas uniquement une guerre pour défendre le territoire croate, la démocratie croate, le droit d'autodétermination du peuple croate. Le peuple croate est un petit peuple, mais l'un des plus anciens. Nous avons des écrivains contemporains de Molière qui ont été traduits en français. Nous défendons, donc, notre droit à l'autodétermination, mais nous défendons en même temps l'Europe contre une restauration du communisme. Car les dirigeants de l'armée yougoslave étaient en contact direct, étaient très liés avec les putschistes en URSS (qui ont tenté d'évincer le président Gorbachev).

Quant aux «corridors humanitaires» prônés par le président Mitterrand ainsi que par le secrétaire d'État français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, et que les Européens tentent, difficilement, de mettre en place «ils sont les bienvenus, mais peu de choses ont été faites jusqu'à présent et, en plus, ils ne résolvent pas le problème. L'Europe et les autres font semblant de faire quelque chose, et, en fait, ils ne font pas ce qu'ils devraient faire. Nous sommes reconnaissants au nom de tous les blessés, au nom de tous les réfugiés. Il serait cependant mauvais que l'Europe pense qu'elle a rempli son rôle» avec les corridors humanitaires.

YVES HELLER

POLOGNE

M. Walesa a subi un revers à la Diète

Le président Lech Walesa a subi un revers au cours de la session inaugurale de la nouvelle Diète (Chambre basse), lundi 25 novembre, à Varsovie. La coalition de cinq partis de centre-droit qui cherchent à former un gouvernement, toujours «introuvable» un mois après les législatives, a réussi à imposer son candidat à la présidence de la Diète. Avec l'élection de M. Wiesław Chrzanowski, un juriste de soixante-sept ans, leader de l'Union chrétienne-nationale, cette coalition a voulu montrer qu'elle est capable de former une majorité au sein d'un Parlement morcelé. Ces cinq partis cherchent à imposer l'avocat Jan Olszewski au poste de premier ministre, alors que M. Walesa a souhaité reconduire le chef de gouvernement sortant, M. Jan Krzysztof Bielecki, partisan d'une stricte politique d'austérité. Mais ce dernier, arguant du «respect de la démocratie» après des élections marquées par un refus de cette politique, a présenté, lundi, sa démission, qui devait être soumise mardi aux députés. Le FML a de son côté gelé les crédits à la Pologne dans l'attente d'un accord sur la réduction du déficit budgétaire, beaucoup plus élevé que prévu. — (AFP, AP.)

HONGRIE : un nouveau président pour le principal parti d'opposition

Une défaite pour les dissidents de la première heure

C'est la fin d'une époque. L'élection, samedi 23 novembre, de M. Peter Tölgyessy à la présidence de l'Alliance des démocrates libres (SZDS) marque un véritable tournant dans l'histoire du principal parti d'opposition en Hongrie. Les anciens dissidents au régime communiste de János Kádár, qui ont créé cette formation à la fin de 1988, ont subi une cuisante défaite au cours du congrès du parti à Budapest. Ils se retrouvent aujourd'hui en minorité au sein de leur mouvement, d'inspiration «sociale-libérale», qui a recueilli 24 % des voix aux législatives du printemps 1990. Le chef de file de ces intellectuels, le philosophe János Kis, avait indiqué le mois dernier qu'il ne souhaitait pas briguer un autre mandat à la tête du parti. Sa démission a révélé au grand jour la crise interne qui couvait au sein de la direction. Le candidat de la «continuité», M. Alajos Dobó, vice-président du Parlement, a été

largement devancé par M. Tölgyessy, partisan d'une politique plus modérée et consensuelle vis-à-vis de la coalition gouvernementale conservatrice, dominée par le Forum démocratique (MDF) du premier ministre, M. József Antall.

Les résultats du congrès de ce week-end représentent un cruel dévau pour une partie de l'intelligentsia magyare qui a longtemps incarné le fer de lance de la résistance anticommuniste. L'Alliance des démocrates libres, qui passe pour le pendant hongrois du KDR polonais ou de la Charta 77 tchécoslovaque, a joué un rôle clef au cours de la transition démocratique. Ses dirigeants, propulsés sur le devant de la scène du jour au lendemain, se sont distingués pendant les négociations dites de la table ronde durant l'été 1989, en refusant tout «compromis à la polonoise» qui aurait cédé à un partage du pouvoir avec les réformateurs du PC. A l'origine, un mouvement

isolé, le SzDSz, est rapidement devenu une force politique incontournable. Le président de la République, M. Árpád Göncz, est membre du parti ainsi que le maire de Budapest, M. Gábor Demszky.

Malgré ces succès, le SzDSz a eu du mal, depuis un an et demi, à s'imposer comme parti crédible de l'«alternance». Ronqué par des divisions internes et parfois perçu comme dogmatique et élitiste, son image de marque n'a cessé de se dégrader. M. Peter Tölgyessy, un avocat de 34 ans et ancien chef du groupe parlementaire, se veut le candidat de l'ouverture, capable de recentrer son parti. Mais il doit d'abord ressourcer ses propres rangs. Toutefois, à la suite de son élection, près de la moitié des anciens dirigeants «historiques» envisageaient de ne plus participer au directeur du parti.

YVES-MICHEL RIOIS

L'INTÉGRATION DES MAGHREBINS EN FRANCE

PAR MOHAND KHELLIL

En analysant le phénomène migratoire l'auteur définit le concept d'intégration tout en faisant une place aux croyances

religieuses et à la laïcité. Le droit de vote des immigrés et la question de la nationalité ont été étudiés avec soin tandis

qu'une liste d'obstacles à l'intégration a été dressée.

Collection «Sociologie d'aujourd'hui» dirigée par Georges Balme. 192 pages. 90 F.

Collection «Sociologie d'aujourd'hui» dirigée par Georges Balme. 192 pages. 90 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

لغة من اللغة

سكنا من الحول

EUROPE

BELGIQUE : après les élections législatives

M. Wilfried Martens a remis la démission de son gouvernement

BRUXELLES

de notre correspondant

Tout juste rentré d'Espagne, le roi Baudouin va essayer de trouver une majorité gouvernementale après les résultats, cruels pour les grandes formations traditionnelles, des élections législatives du dimanche 24 novembre (Le Monde du 26 novembre). Le souverain a reçu, lundi, le premier ministre sortant, M. Wilfried Martens, qui lui a remis sa démission, conformément à l'usage. D'autres entretiens suivront avec les chefs de parti. Après quoi, un « informateur » devrait être désigné pour dégager des tendances, puis un « formateur » - pas nécessairement le même homme - premier ministre en puissance.

Des reclassements devraient avoir lieu assez vite au niveau des pouvoirs locaux. Après les affrontements de la campagne électorale, les grands partis vont devoir recommencer à se parler pour la

formation des exécutifs wallon et flamand. Ces pouvoirs régionaux émanent des élus à la Chambre et au Sénat, qui, en attendant des élections spéciales, sont automatiquement les membres d'un conseil régional wallon et d'un conseil flamand.

La réforme de l'Etat en panne ?

Le fonctionnement de ces entités compliquées, imaginées dans le cadre du fédéralisme d'union, ne requiert que des majorités simples. Mais, à l'échelon national, une majorité des deux tiers est nécessaire, du moins si l'on veut poursuivre les réformes constitutionnelles que suppose la mise en œuvre complète du fédéralisme à la belge.

On affirmait lundi, dans l'entourage de M. Martens, que le plus urgent n'est pas cette « réforme de l'Etat » dont les électeurs sont las depuis longtemps. On reconnaissait d'avoir peut-être

pas assez prêté attention aux problèmes de la vie quotidienne, notamment ceux liés à la présence de fortes colonies immigrées dans certains quartiers. Discours analogues chez les socialistes, qui, conscients des « effets désastreux de la petite délinquance maghrébine », restent persuadés que la majorité des Belges n'est pas raciste et ne s'oppose pas, par principe, à l'intégration.

Les écologistes seront sans doute très courtisés par les partis traditionnels, soudeurs attentifs aux « problèmes de proximité ». Conscients de la menace extrême, les sociaux-chrétiens flamands (CVP) pourraient laisser au bord du chemin leurs anciens alliés de la Volksunie, voire du Parti socialiste flamand (SP), pour constituer avec le PS francophone une coalition élargie aux libéraux et à Ecolo, le parti écologiste wallon. Mais il y a aussi, au sein du CVP, une tendance favorable à une cure d'opposition pour lutter contre l'assure du pouvoir. Le politologue Xavier Mabille, grand commentateur des soirées électorales dans les médias francophones, observe que, en 1987, pour la formation du gouvernement, le discours était lieu entre les partis. Cette fois, elle risque d'avoir lieu, aussi, à l'intérieur des partis.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ITALIE : résultat paradoxal de dix ans d'enquête

Le « grand maître » de la Loge P2 ne répondra que de délits mineurs

ROME

de notre correspondant

Dix ans d'enquête pour aboutir à un procès dans lequel le principal responsable ne répondra que de délits mineurs : tel est l'étonnant paradoxe auquel fait face la justice italienne dans le procès de la Loge P2, ce scandale politico-financier qui ébranla le pays au début des années 80.

Il aura fallu dix ans d'une « maxi-enquête », dont chaque rebondissement est consigné dans le document de deux cent soixante-neuf pages rendu public le 19 novembre à Rome par le magistrat instructeur Francesco Monastero, qui a proposé un arrêt de renvoi, pour que puisse enfin s'engager le procès des protagonistes de la loge maçonnique « Propaganda due », dite Loge P2. Dernier chapitre, espère-t-on, de ce grand scandale politico-financier qui ébranla l'Italie au début des années 80.

Rejoignant les conclusions de l'enquête parlementaire préliminaire, le juge Monastero a estimé que la P2 était une association criminelle destinée à « modifier et à altérer l'essence même et le fonctionnement des pouvoirs constitués de l'Etat et ceux de la Constitution ». En d'autres termes, une tentative

pour créer un Etat dans l'Etat en n'ayant pas respecté les principes des services de renseignements et en se procurant les dossiers « sensibles » dans les grands ministères où, grâce à ses innombrables ramifications, la P2 avait pu s'infiltrer.

Gelli entre les mailles du filet

La date exacte du procès n'est pas encore fixée, mais seize des anciens dirigeants de la P2 devront répondre des accusations de « conspiration, espionnage, atteinte à la Constitution, extorsion et divulgation de secrets d'Etat ». Chacun de ces chefs d'accusation est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison. Compareront ainsi devant la cour d'assises le financier Umberto Ortolani et pratiquement tout l'ancien état-major des services secrets italiens, notamment les généraux Franco Picchiotti, Giancarlo Maletti, Raffaele Giordano, Pietro Musumeci et Giulio Gressini.

Le « grand maître » de la P2, le « vénérable » Licio Gelli, lui, ne sera cité que comme témoin et n'aura à répondre que de délits mineurs : « Calomnie, trafic d'influence et propagation de nouvelles concernant la sécurité de l'Etat », et ce ne sera pas le moindre des paradoxes dans cette affaire que de voir le « cerveau » et le principal responsable de la P2 passer en quelque sorte une nouvelle fois entre les

mailles du filet.

Mais la justice italienne se tienne de respecter ses accords d'extradition avec la Suisse, et Licio Gelli n'aurait été extradé en 1988 que pour comparaître dans le procès de la banqueroute du « Banco Ambrosiano », qui s'est ouvert au mois de mai 1990 à Milan, et qui met également en cause de nombreux responsables de la P2.

En attendant, le « grand maître » Gelli, qui, en 1988, en raison de problèmes cardiaques, avait obtenu d'être mis en liberté provisoire après une incarcération d'un mois à peine, a tranquillement refait carrière, à soixante-dix ans passés, dans l'édition cette fois, où ses mémoires, intitulées *Ma Vérité*, avaient valu au « vénérable » une incroyable publicité à la télévision et dans les journaux il y a deux ans.

Dans ses mémoires, Gelli ne fait pas mystère de sa profession de foi d'extrême droite (il partit comme volontaire à dix-sept ans combattre en Espagne aux côtés de Franco) et raconte sa rencontre avec Mussolini en 1938. Ce dernier lui aurait dit : « La nation sera fière de toi... ». Quant à la loge clandestine P2 qu'il dirigea en 1975 après en avoir été le secrétaire en 1970, Gelli n'y voit « qu'un club d'amis bien intentionnés » ; et de conclure, en se moquant des magistrats : « Ce sont tous des matraques, des obèses ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALLEMAGNE : président du groupe parlementaire CDU-CSU

M. Wolfgang Schäuble s'impose comme le dauphin incontesté du chancelier Kohl

M. Wolfgang Schäuble a été élu à la quasi-unanimité, lundi 25 novembre, à la tête du groupe parlementaire commun aux Partis chrétien-démocrate (CDU) et social-chrétien de Bavière (CSU). Il devient ainsi de facto le numéro deux de la CDU. Agé de quarante-neuf ans, il avait été victime, le 12 octobre 1990, d'un attentat commis au cours d'une réunion électorale à Oppenau. Il est depuis paralysé à vie et ne peut plus se déplacer qu'en fauteuil roulant.

BONN

de notre correspondant

M. Wolfgang Schäuble, qui est en tête de tous les sondages de popularité en Allemagne, est désormais le dauphin incontesté du chancelier Kohl. Le « mythe Schäuble » a suscité, ces dernières semaines, de nombreuses interrogations dans la presse allemande. Serait-il capable de surmonter à la longue son handicap physique pour assumer une charge difficile et se préparer à briger la chancellerie ? Il n'a jamais cherché à éluder la question et il a tenté d'y répondre en reprenant peu à peu une vie politique normale.

La nomination de M. Wolfgang Schäuble s'accompagne d'une promotion de plusieurs jeunes députés dans la hiérarchie de la CDU. M. Rudolf Seiters devient ministre de l'Intérieur. Lui-même succède à

M. Alfred Dregger, soixante et onze ans, représentant les générations de la guerre, un conservateur bon teint qui a permis au chancelier, à son arrivée au pouvoir, de contenir les ardeurs de l'aile droite de sa majorité. Né en 1942, M. Schäuble représente les espoirs d'une nouvelle génération de politiciens chrétiens-démocrates, nés pendant ou après la guerre, élevés dans le moule des démocraties occidentales et du rêve européen de Konrad Adenauer.

Une loyauté à toute épreuve

Avocat de formation, M. Schäuble avait été nommé par M. Helmut Kohl secrétaire général du groupe parlementaire, puis promu, en novembre 1984, ministre et chef de la chancellerie. Il était devenu ministre de l'Intérieur en 1989. D'une loyauté jusqu'ici à toute épreuve envers le chancelier, il s'est taillé la réputation de « remetteur de l'ordre partout où il passe ». Il fut le maître d'œuvre des négociations sur le traité d'unification conclu le 23 août 1990 avec le dernier gouvernement, chrétien-démocrate, de l'ex-RDA.

On reproche parfois à cet homme pragmatique de ne pas avoir de vision politique personnelle. Resté jusqu'ici dans l'ombre du chancelier, il en partage le conservatisme modéré et les sentiments européens.

HENRI DE BRESSON

AMÉRIQUES

Au procès du général Noriega à Miami

Un ancien chef du cartel de Medellín met en cause Cuba, le Nicaragua et des politiciens colombiens

Témoignage en charge contre le général Manuel Noriega, dont le procès se déroule actuellement à Miami (Floride), M. Carlos Lehder, l'ancien numéro trois du cartel de Medellín, qui purge une peine de prison à perpétuité aux Etats-Unis pour trafic de drogue, vient notamment de mettre en cause l'ancien président colombien, M. Lopez Michelsen, et le ministre cubain de la Défense, M. Raul Castro.

Ces derniers ont étroitement collaboré avec le cartel de Pablo Escobar, affirme Carlos Lehder, qui escompte des réductions de peine et une protection pour sa famille.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

M. Lopez Michelsen, au pouvoir à Bogota de 1974 à 1978, puis battu à l'élection présidentielle de 1982 par M. Belisario Betancur, est une personnalité de premier plan. Très

influent, il est encore le véritable chef du parti libéral (actuellement au pouvoir avec M. Gaviria) et il a sauvé la formation du dossier aux élections législatives du 27 octobre dernier.

Les graves accusations lancées par Carlos Lehder ont évidemment suscité une tempête politique à Bogota, où l'on admet volontiers que l'argent des narco a corrompu et continué de corrompre les institutions et les hommes. Les dollars sales envahissent de nouveau l'économie, d'autant que le directeur de la Banque centrale qui s'en plaint. Et si l'on en croit la rumeur publique, plusieurs campagnes présidentielles ont été en partie financées par les narco depuis une quinzaine d'années. Mais c'est la première fois qu'un notable de cette taille se voit impliqué publiquement.

M. Lopez Michelsen dément tout. Le million de dollars versé par le cartel pour sa campagne électorale de 1982, ses entretiens clandestins avec Pablo Escobar à Medellín, sa complicité de l'actuel ambassadeur de Colombie en Espagne, M. Ernesto Samper, sa supposée protection et ses interventions en faveur des narco. Il

dément aussi avoir été l'avocat du cartel à Cuba, face à M. Fidel Castro, qui défendait le général Noriega dans la grave querelle qui opposait, en 1984, l'ancien homme fort de Panama à Pablo Escobar, après la destruction en territoire panaméen d'un laboratoire de cocaïne appartenant au cartel. « C'est une infamie », dit M. Lopez Michelsen. Il admet - ce que tout le monde sait - avoir servi d'intermédiaire entre le cartel et le président Betancur rencontré en juin 1984 à Panama. Les hommes d'Escobar, qui proposaient alors une trêve en échange de leur non-extradition aux Etats-Unis. La négociation échoua. Le cartel est revenu plus tard à la charge avec le succès que l'on connaît : la non-extradition figure maintenant dans la Constitution.

Les accusations contre les dirigeants cubains ne sont pas moins graves. Pour la première fois, M. Fidel Castro est publiquement mis en cause pour ses liens avec les trafiquants de drogue. Mais c'est Raul, son frère, qui est le plus touché. Carlos Lehder affirme l'avoir rencontré à deux reprises à Cuba pour mettre au point le transit

des expéditions de cocaïne vers les Etats-Unis. « Les sandinistes, dit-il, ne pouvaient pas bouger un petit doigt sans l'autorisation de Castro ».

Mouilles jusqu'au cou

Au Nicaragua, Lehder prétend avoir eu également des entretiens sur le trafic de drogue avec M. Manuel Pinero, alias « Barberousse », chef des services secrets cubains au département Amérindien et lié au MC, l'organisation secrète du ministère cubain de l'Intérieur chargée de superviser toutes les opérations commerciales illégales permettant de récupérer des devises et de tourner l'embargo américain. Un service dont il a été beaucoup question pendant l'affaire Obco. « Panama, Cuba et le Nicaragua sandiniste ont été mouillés jusqu'au cou dans le trafic de drogue », affirme encore Lehder, selon lequel le cartel de Medellín aurait aussi versé au total 10 millions de dollars à la Contra du Nicaragua. Sa déposition risque de bouleverser la suite du procès Noriega.

MARCEL NIEDERGANG

Assassin présumé de John Kennedy

Lee Harvey Oswald était « un piètre tireur », selon le KGB

Lee Harvey Oswald, l'assassin présumé du président John Kennedy en novembre 1963, avait adhéré lors de son séjour en URSS à une société de chasse, mais était un mauvais tireur, selon un dossier du KGB. Le quotidien Izvestia, citant M. Viatcheslav Nikonov, un collaborateur du chef du KGB, M. Vadim Bakatine, indiquait, samedi 23 novembre, que sur les cinq volumes de son rapport, les chapitres concernant les écoutes et le contenu du courrier d'Oswald resteraient secrets, mais que le reste « sera livré au public ».

D'autre part, au cours de l'émission télévisée à succès « Vzglyad » (Je Regarde), ont été diffusés vendredi soir, à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de l'assassinat du président américain, une série

d'entretiens avec d'anciens camerades soviétiques d'Oswald. Celui-ci était arrivé en Union soviétique en octobre 1959 comme touriste et y avait séjourné jusqu'en mai 1962. Selon le KGB, il avait demandé l'asile politique et le citoyenneté soviétique. Il avait vécu à Minsk en Biélorussie, où il travaillait dans une usine d'électronique et où il s'était marié avec une Soviétique.


Oswald eût chassier et avait adhéré à une société de chasse, souligne le rapport cité par les Izvestia. Il avait acheté un fusil de chasse TOZ, revendu ensuite pour dix-huit roubles. Le KGB l'avait suivi à plusieurs reprises, et avait constaté qu'Oswald était « un piètre tireur », qui manquait souvent sa cible. - (AFP)

Une commission américaine étudie les moyens de renverser Saddam Hussein, selon le Washington Post. - Le gouvernement américain étudie les moyens de renverser le président irakien Saddam Hussein pour faire taire ceux qui estiment que la guerre du Golfe n'a servi à rien, écrivait lundi 25 novembre le Washington Post. Le Meison Blanche a contesté ces affirmations tout en réaffirmant qu'elle souhaitait le départ du président irakien. Le quotidien, qui cite des sources républicaines, souligne que le président Bush a à cœur de ne pas laisser ses adversaires démocrates se servir du maintien au pouvoir de Saddam Hussein comme d'un argument dans la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 1992. Une commission regroupant plusieurs agences spécialisées sous la direction de la Meison Blanche étudie des propositions telles qu'une aide militaire aux rebelles irakiens, affirme le quotidien. - (AFP)

Baisse de 16 points de la popularité du président Bush. - Le président George Bush a enregistré une baisse de 16 points de son indice de popularité au cours du mois de novembre, notamment en raison de sa politique économique, selon un sondage réalisé par la

chaîne de télévision CBS et le New York Times qui a été publié lundi 25 novembre. Alors qu'en octobre 67 % des Américains se disaient satisfaits de leur président, ils n'étaient plus que 51 % en novembre. Peu après la guerre du Golfe, la popularité du président était à son zénith avec plus de 90 % de satisfaction. Selon le même sondage, quelque 66 % des Américains interrogés se disent mécontents de la politique économique du président Bush alors que seulement 24 % l'approuvent. - (AFP)

Le traité CFE ratifié par le Sénat américain. - Le traité CFE de réduction des forces conventionnelles en Europe a été ratifié lundi 25 novembre par le Sénat des Etats-Unis, un peu plus d'un an après sa signature à Paris. Compte tenu des développements dans l'ex-URSS, le traité, qui établit des plafonds pour les armements conventionnels (artillerie, chars et avions de combat) déployés en Europe de l'Est et de l'Ouest par l'OTAN et le défait pacte de Varsovie, est dans sa forme actuelle à peu près anachronique. Toutefois, le Sénat américain y a ajouté un amendement prévoyant la recherche d'accords du type du traité CFE avec les Républiques se séparant de l'Union Soviétique. - (AFP)



Avant la fin de l'année offrez-vous une bonne réputation. Faites graver un Cross.

Il est encore temps de passer vos commandes pour vos cadeaux d'entreprise. Pour recevoir le catalogue de la gamme Cross et des possibilités de gravure, écrivez-nous à : Cross France, 11 rue Langier, 75017 Paris. Tél. : (1) 42 67 15 37.

Nom	Fonction
Société	Adresse
	Ville
Code Postal	Tél.

La personnalisation en série ou à l'unité, nécessite un délai de 3 semaines

ASIE

VIETNAM : la visite du ministre français des affaires étrangères

M. Roland Dumas a regretté la lenteur du processus de démocratisation

« Des progrès, mais peut mieux faire. Tel est, en quelques mots, le jugement que l'entourage de M. Roland Dumas portait, mardi matin 26 novembre, sur le comportement du régime de Hanoï, au terme du voyage officiel que le chef de la diplomatie française venait d'effectuer au Vietnam. M. Dumas achève sa tournée indochinoise en se rendant au Laos.

HANOÏ

de notre envoyé spécial

M. Dumas avait déjà rendu visite aux dirigeants de l'Union vietnamite en février 1990. En revenant au Vietnam moins de deux ans plus tard, il espérait voir renforcés les grands traits de l'évolution en cours : libéralisation politique, réformes administratives, introduction progressive de l'économie de marché, ouverture sur l'extérieur. Il n'a été qu'à demi rassuré.

Le ministre français des affaires étrangères a répété à ses interlocuteurs - son homologue, M. Nguyen Manh Cam, le premier ministre, M. Vo Van Kiet, et le secrétaire général du PCV, M. Do Muoi - un seul et même langage : la France attend du Vietnam qu'il se démocratise et qu'il poursuive sa mue éco-

nomique en s'ouvrant notamment aux capitaux extérieurs. Elle souhaite l'aider politiquement et financièrement à rompre une fois pour toutes son isolement. Encore faudrait-il qu'il affiche clairement ses intentions et les mette rapidement en pratique.

Pour la France, les conditions d'une transformation du régime de Hanoï n'ont jamais été aussi favorables. La fin de l'affrontement soviéto-américain, la normalisation entre le Vietnam et la Chine, la réconciliation d'Hanoï avec ses voisins d'Asie du Sud-Est, le processus de paix au Cambodge sont de nature à hâter sa réinsertion dans la région. La France entend, à sa mesure, contribuer à cette entreprise, à condition que le Vietnam ne lui donne pas motif à se décourager.

Politiquement, il est clair aux yeux de la France que l'évolution du Vietnam est trop lente. Dans le domaine des droits de l'homme, les communistes de Hanoï sont loin d'avoir fait leurs preuves. Lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Cam, M. Dumas a déclaré : « J'ai évoqué la situation des droits de l'homme en sensibilisant mes interlocuteurs à l'importance que cette question revêt en France ».

Après s'être réjoui que le régime ait opportunément libéré, il y a quelques jours, la romancière dissidente Duong Tho Huong, le ministre français a souligné qu'une « mesure de cet ordre puisse servir d'inspiration à

d'autres mesures de même nature ». Il a attiré l'attention de M. Cam sur le sort de prisonniers politiques dont il a fourni la liste. Offense en langue de bois, M. Cam a souligné « l'indulgence et la générosité » de son gouvernement envers les opposants.

Tandis qu'un peu partout le communisme agonise, les dirigeants vietnamiens s'affirment fidèles au credo marxiste-léniniste. « Le peuple assure M. Cam, accepte cette idéologie que nous croyons d'adapter aux conditions concrètes de notre pays ». Lorsque M. Dumas rappelle que « l'isolement de Hanoï n'était pas dû aux gouvernements étrangers mais à l'attitude du Vietnam lui-même » (notamment l'invasion du Cambodge), M. Cam exprime son désaccord et demande la levée de l'embargo américain qui le frappe.

Economiquement, la France regrette, à mots couverts, la lenteur du « dégel ». La signature, lundi, par l'Alcalde d'un contrat pour la fourniture de quatre contrats téléphoniques ne peut faire oublier les réticences de Hanoï à accueillir les investisseurs étrangers. En la matière, les textes existent mais ils restent souvent lettre morte. La vingtaine d'hommes d'affaires français qui accompagnaient M. Dumas n'ont pas obtenu grand-chose.

La difficulté pour un étranger d'acquiescer des biens, l'absence de garanties sur la propriété industrielle, les embûches de la double imposition

freinent les ardeurs d'investisseurs potentiels et excluent, à court terme, un essor important de la présence économique française. Détail piquant - et signe d'un certain pragmatisme - M. Cam a confirmé que Hanoï avait noué des contacts avec l'ancien premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, fervent apôtre du capitalisme musclé. « C'est un économiste de grand talent, a-t-il observé. Ses conseils seront les bienvenus ». Les divergences franco-vietnamiennes ont fait dire à M. Dumas :

« Il n'y a plus de tabous entre nous, nous pouvons maintenant parler de tout ». Elles n'empêchent pas quelques bonnes manières.

L'enveloppe de la coopération française augmentera de 30 % l'an prochain. Un centre franco-vietnamien de gestion verra bientôt le jour. Les deux français seront plus que doublés. Paris contribuera, pour 50 millions de francs, à l'apurement des dettes du Vietnam. Une Alliance française, inaugurée à Hanoï lundi par M. Dumas, commencera à fon-

ctionner au début de 1992. Enfin, la France soutiendra la candidature du Vietnam à l'accueil du sommet francophone de 1995.

Cela n'a pas empêché les Vietnamiens d'exiger que la conférence de presse commune de MM. Dumas et Cam soit intégralement traduite en anglais. Un détail que le chef de la diplomatie française, légèrement agacé, ne manqua pas de relever.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

■ BANGLADESH : grève des travailleurs du textile. - Quelque 250 000 travailleurs des entreprises publiques de jute et de textile ont entamé, lundi 25 novembre, une grève de quarante-huit heures au Bangladesh, pour protester contre des projets de dénationalisation. Ils ont bloqué les routes et voies de chemin de fer du pays. Une trentaine de personnes ont été blessées lors d'affrontements avec la police. - (UPI)

porter sur l'examen de la situation de l'agriculture et sur de nouvelles nominations au bureau politique. - (AFP)

■ INDE : libération d'un diplomate roumain. - M. Liviu Radu, diplomate roumain enlevé par des militants sikhs il y a plus d'un mois, a été libéré, a annoncé, mardi 26 novembre, son épouse à l'AFP. Elle affirme que son mari a pu regagner son domicile à New-Delhi.

Quatre organisations sikhs avaient revendiqué l'enlèvement de M. Radu, intervenu après la tentative d'assassinat contre l'ambassadeur de l'Inde à Bucarest, M. Julius Ribeiro, un ancien chef de la police au Pendjab, le 20 août

dernier. Lors de cette tentative, un des assaillants avait été tué et deux autres faits prisonniers par les forces de sécurité roumaines. - (AFP)

■ PHILIPPINES : les Etats-Unis restituent la base de Clark. - La base aérienne américaine de Clark a été officiellement restituée aux Philippines, lundi 25 novembre. En activité depuis quatre-vingt-dix ans, plus grande base aérienne américaine outre-mer, elle avait été dévastée en juin dernier par l'explosion du voléo Piosubio. Le Sénat de Manille ayant rejeté le nouveau traité américano-philippin, Washington devrait évacuer, dans les trois mois, son autre base, à Subic Bay. - (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

BURUNDI

Affrontements entre l'armée et les rebelles hutus

La calma semblait revenue, lundi 25 novembre en fin de journée, dans la banlieue nord de Bujumbura où des combats avaient éclaté samedi soir entre l'armée burundaise et la branche armée du mouvement Frelimo. La part pour la libération du peuple hutu.

Une dizaine de prisonniers ont été montrés à la télévision burundaise. Ils ont avoué avoir subi un entraînement en Tanzanie. Selon une bonne source, il y aurait eu plusieurs morts au cours des derniers jours lors d'autres affrontements dans les villes de Mayabé et Rugombo, dans le nord du pays.

Le premier ministre Adrien Sibomana a nié que des combats à l'arme lourde aient eu lieu lundi mais, selon diverses sources, l'armée a bien utilisé des canons pour déloger, la veille, des rebelles qui s'étaient retranchés dans une maison du quartier populaire de Cibirake, à Bujumbura, où trois policiers et un veilleur de nuit avaient été tués samedi soir. - (AFP, Reuters)

CUBA

Démarche de la CEE pour la libération de dissidents

Les ambassadeurs des Pays-Bas, du Portugal et de l'Italie à Cuba, représentant la CEE, ont effectué des démarches officielles pour obtenir la libération de trois dissidents du groupe « Critères alternatifs ». M^{rs} Maria Elena Cruz Varela et MM. Fernando Velazquez et Jorge Pomar, récemment arrêtés à La Havane, s'en sont aperçus lundi 25 novembre. Le groupe interdit d'entrer au pays, au mai dernier, de l'appel des dix intellectuels cubains, en faveur de réformes démocratiques. Sa présidente, M^{me} Cruz Varela, avait violemment été prise à partie par des manifestants pro-castristes, parmi lesquels des policiers en civil. Des semblables manifestations se sont déroulées devant le domicile de M. Elizardo Sanchez, président de la commission cubaine pour les droits de l'homme, arrêté puis relâché à deux reprises la semaine passée. « Le gouvernement aux abois, veut détruire l'opposition modérée avant que n'éclatent des explosions sociales », a estimé l'opposant cubain Roberto Luque. - (AFP, Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS

Le Monde et SPECTACLES

ZAÏRE

M. Karl I Bond a été nommé premier ministre

M. Nguz Karl I Bond, l'une des principales figures de l'opposition réunie au sein de l'Union sacrée et président de l'UPRZA (Union des fédéralistes et républicains indépendants), a été nommé premier ministre, lundi 25 novembre, par ordonnance présidentielle. Il succède à M. Mungu Diaka, qui devient ministre d'Etat.

Le président Mobutu a justifié ces nominations par l'accord, intervenu la semaine dernière, avec la médiation sénégalaise, entre les Forces démocratiques unies (FDU, ex-majorité présidentielle) et l'Union sacrée. M. Mobutu n'a fait aucune référence à M. Etienne Tshisekedi, ex-premier ministre, destitué fin octobre, et devenu le principal rival de M. Karl I Bond au sein de l'Union sacrée.

Le chef de l'Etat a, par ailleurs, lancé un « appel solennel et pathétique » à la Conférence nationale « pour parer au plus pressé et permettre au pays de disposer, dans les meilleurs délais, d'un projet de Constitution, d'une loi électorale et d'un calendrier électoral ». - (AFP)

■ HAITI : mise en place d'un important dispositif de sécurité autour de l'ambassade du Canada. - Des policiers et des soldats armés montaient la garde, lundi 25 novembre, autour de l'ambassade du Canada à Port-au-Prince, après que dix-neuf jeunes gens eurent brisé la porte de la salle d'attente, qu'ils occupaient depuis le 20 novembre, pour entrer dans des bureaux de l'édifice. Dans une déclaration, le président renversé Jean-Bertrand Aristide - a pris ses distances vis-à-vis du groupe, auquel le Canada a refusé l'asile. Les jeunes gens ont proclamé leur appartenance à une organisation radicale, le Front des militants réunis, qui serait liée à Cuba et à la Libye. - (AFP)

■ ITALIE : succès de la Ligue lombarde aux élections municipales de Brescia. - La Ligue lombarde, un mouvement régionaliste et xénophobe, a remporté, dimanche 24 et lundi 25 novembre, un important succès aux élections municipales de Brescia (Italie du Nord) : avec plus de 24 % des suffrages, elle dépasse d'une centaine de voix, selon la presse italienne, la Démocratie chrétienne, qui enregistre un recul de 7,5 %.

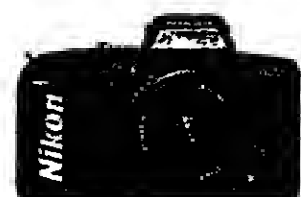
■ ROUMANIE : élections locales le 9 février 1992. - Les premières élections locales (municipales et départementales), depuis l'effondrement du régime communiste, auront lieu le 9 février prochain, a annoncé, lundi 25 novembre, Radio Bucarest. Aucune date précise n'a encore été arrêtée pour de nouvelles élections législatives et présidentielle. - (Reuters)



Nouveau Nikon F-401x.

Quand on s'y connaît en photo on choisit un Nikon, quand on n'y connaît rien aussi, d'ailleurs.

Ceux qui s'y connaissent en photo seront heureux d'apprendre que le nouveau Nikon F-401x a intégré les technologies qui ont fait le succès des boîtiers professionnels Nikon. La mesure matricielle, par exemple, analyse la lumière et le contraste de l'image, et détermine la meilleure exposition selon 25 programmes établis à partir de l'observation de 100 000 cas de photos. Ceux qui n'y connaissent rien seront encore plus heureux d'apprendre que tout cela se passe en une fraction de seconde dans l'ordinateur du F-401x, simplement en effleurant le déclencheur. Ils pourront dès lors se consacrer entièrement à la composition de leur image, sans se soucier de la technique. Prix indicatif sans objectif, moins de 2 900 F.



Nikon

Documentation complète disponible en dépliant à Nikon France S.A., 191, rue du Marche Reilly 94504 Champigny/Marne Cedex

هذا هو الخط

سنة ١٤١٢ هـ

PATRICIA HIGHSMITH

L'épouvantail

P.D. James

Mort d'un expert

Genevieve Dormann

Le bal du dodo

Le LIVRE de POCHÉ

La Pochothèque

Encyclopédie de l'art

Encyclopédie géographique

Littérature générale

ANATOLI RYBAKOV	Les Enfants de l'Arbat
RACHID MIMOUNI	L'Honneur de la tribu
GENEVIEVE DORMANN	Le Bal du Dodo
GRAHAM GREENE	Le Capitaine et l'ennemi
MORRIS WEST	De main de maître
PATRICIA HIGHSMITH	L'Épouvantail
MARION ZIMMER BRADLEY	La Trahison des dieux
BREYTEN BREYTENBACH	Mémoire de poussière et de neige
N.H. KLEINBAUM	Le Cercle des poètes disparus

Lettres gothiques

FRANÇOIS VILLON	Poésies complètes
-----------------	-------------------

Classique

GABRIELE D'ANNUNZIO	L'Enfant de volupté
---------------------	---------------------

Classique de la philosophie

SCHOPENHAUER	Le fondement de la morale
--------------	---------------------------

Bible/Romans

HERMANN HESSE	Peter Camenzind
KNUT HAMSON	Mystères

Bible/Essais

MICHEL MAFFESOLI	Le Temps des tribus
------------------	---------------------

Collectif sous la direction de ROGER-POL DROIT

Présences de Schopenhauer

Policiers

AGATHA CHRISTIE	Le Bal de la Victoire
-----------------	-----------------------

RD. JAMES	Mort d'un expert
-----------	------------------

Thrillers

DOROTHY UHMAK	La mort est un jeu d'enfants
---------------	------------------------------

Science-fiction

J. BAYLEY	Le Rayon zen
-----------	--------------

Langues modernes

FRANZ KAFKA	Brief an den Vater
-------------	--------------------

PATRICIA HIGHSMITH	Trouble at the Jade Towers
--------------------	----------------------------

ASIE

AFGHANISTAN : après avoir ouvert le dialogue avec les moudjahidins

L'URSS accentue son désengagement militaire et politique

L'URSS a pratiquement « lâché » le président Najibullah lors des discussions qu'elle vient d'avoir à Moscou avec une délégation de moudjahidins afghans. Par ailleurs, des combats entre rebelles et gouvernements afghans font rage depuis le 20 novembre à la frontière soviétique.

La pagaille est telle en URSS que l'événement consistant par la venue, pour la première fois, à Moscou, du 10 au 15 novembre, d'une délégation de moudjahidins afghans en lutte contre le régime de Kaboul, n'aurait pas été un véritable « scoop ». L'URSS a accepté un désengagement militaire complet, qui équivaut à un « lâchage » du président Najibullah. D'autres éléments suggèrent que Moscou accorde désormais à ses interlocuteurs islamistes une légitimité au moins égale à celle reconnue au « régime de Kaboul » : l'expression qui figure dans le communiqué final.

Les moudjahidins qui se sont rendus à Moscou sous la présidence de M. B. Rabbani, avaient qu'ils disposaient d'une carte maîtresse par rapport à un interlocuteur ayant russe désormais une opinion publique : ils détenaient plusieurs

dizaines de soldats soviétiques, pour certains depuis le début des années 80. Arrivés à Moscou en affirmant que la résistance ne les libérerait pas tant que les combats continueraient, les rebelles en sont repartis en ayant, selon toute apparence, obtenu assez de garanties pour élargir un premier prisonnier, le 18 novembre, puis pour annoncer de prochaines libérations.

Allant bien au-delà de l'accord encloué, le 13 septembre, par les Américains et les Soviétiques en vue d'arrêter, le 1^{er} janvier 1992, les livraisons d'armes à leurs protégés afghans respectifs, Moscou a décidé de mettre fin à ses livraisons de carburant aux forces armées de Kaboul, et de retirer ses derniers conseillers militaires.

Sur le plan politique également, l'URSS semble être allée fort loin dans les concessions. Alors que le communiqué de Moscou ne fait pas allusion à la nécessité d'un cessez-le-feu préalable – souhaité par Kaboul – il évoque la mise en place, pour organiser des élections, d'un gouvernement « islamique » de transition, hypothèse que le plan de paix en cinq points des Nations unies du 21 mai ne mentionnait pas.

En outre, les Soviétiques ont accepté l'installation au Pakistan (à Peshawar, « capitale » des Afghans en exil) d'une commission de travail avec les rebelles. L'URSS a également condamné sa propre intervention militaire de la fin de 1979 avec,

en prime, l'annulation des accords passés avec « le régime de Kaboul » depuis le coup d'État de 1978.

A ce point, la balle est dans le camp des islamistes. Leur tentation, explicitée par M. Rabbani à son retour, est de pousser au maximum leur avantage avec un interlocuteur si bien disposé. Même les trois factions qui n'avaient pas jugé bon de se rendre à Moscou – les deux branches du Hezb et l'« Ittihad » – sont tentées de se joindre au dialogue, comme ce sont elles qui détiennent la plupart des prisonniers, il y a là du grain à moudre.

Galvanisés par le « djihad »

Mais on devrait rapidement s'écarter sur les limites d'une phase qui écarte trop d'interlocuteurs. Tout d'abord, quel que soit le communiqué par Moscou, le président Najibullah peut être tenté de se défendre avec l'énergie du désespoir. Il trouvera ici et là, jusqu'en Occident, l'oreille complaisante de tous ceux qui inquiètent une prise de pouvoir d'extrémistes islamiques galvanisés par un « djihad » (guerre sainte) en passe d'être gagné, ou le risque de chaos consécutif à un effondrement du régime de Kaboul.

En outre, les commandants de l'intérieur, l'autre force militaire afghane, n'étaient pas représentés à Moscou. Or ils n'ont jamais accepté

de laisser « les politiciens de Peshawar » parler en leur nom. Beaucoup l'ont répété lors d'une réunion qu'ils ont eue, les 22 et 23 novembre dans les montagnes de l'Est du pays, annonce l'AfP d'Islamabad. Déjà, le plus célèbre d'entre eux, le commandant Massoud – qui a fédéré une partie du Nord-Est sous son commandement – a exprimé sa préférence pour un gouvernement de transition non pas « islamique », mais composé « de personnalités intégrées et compétentes ».

Enfin, les pays musulmans qui ont soutenu la résistance – Pakistan, Iran et Arabie saoudite – vont, eux aussi, peser dans le jeu. Leur priorité est d'être présents dans la redistribution des cartes qui suit, en Asie centrale, l'effondrement de l'empire soviétique.

Déjà Islamabad, indique l'AfP, a annoncé l'envoi d'une importante délégation dans six Républiques musulmanes soviétiques. Son objectif sera de jeter avec elles les bases d'accords politiques, économiques et culturels. Un tel dessin suppose évidemment que la paix revienne en Afghanistan. Si le Pakistan, sanatoire de la résistance, se convainc que là est la priorité, les voix extrêmes des rebelles devront en tenir compte. Même s'il est de fait que, jamais, de mémoire d'Afghan, une solution « extérieure » n'a triomphé chez eux.

JEAN-PIERRE CLERC

Post-communisme en Asie centrale soviétique

Suite de la première page

Le nationalisme d'où elles se réclament aujourd'hui doit en effet composer avec des frontières tracées artificiellement à partir de 1924, séparant des ethnies qui avaient renoncé à la tête sous la coupe du socialisme, mais qui à présent se redressent : et avec des populations, notamment d'origine slave, qui se trouvent désormais privées du privilège d'appartenir à l'ethnie du pouvoir central, réduites à l'état de minorités dont la présence est assimilée à une « russification » humaine.

Le réveil des « ethno-nationalismes » sera le grand problème des prochaines années dans les pays d'Asie centrale (1). Ces vastes régions tampons de l'ancien Turkestan avaient été au dix-neuvième siècle rattachées, pour partie à l'Empire russe et pour partie à la Chine. Après 1917, Staline acheva l'entre-crise des peuples de ce pays en divisant la région en cinq Républiques, rassemblant chacune le plus gros de l'ethnie dominante sur le territoire concerné. Les Turcs, comme les Kazakhs et les Kirghizes traditionnellement nomades, les Ouzbeks largement les plus nombreux ou les Turkmènes au Sud et des iranophones, les Tadjiks. Leur répartition en Républiques est des plus approximative et entame les complémentarités économiques tissées au fil des siècles.

Les bolcheviques eurent certes raison, sur la force, des résistances « blanches », qui ensanglantèrent alors la région. Mais les ressentiments restaient et la persécution a brusquement fait sauter le couvercle. La démocratisation a en outre entamé des privilèges de clans ou de groupes et a vivifié les antagonismes. La proclamation des indépendances a finalement attisé le feu nationaliste, vite manipulé par des dirigeants en quête de légitimité.

Symbiose islam-nation

Les affrontements meurtriers entre ethnies qui ont eu lieu en 1990, par exemple à Osh en Kirghizie ou à Fergana, entre Ouzbeks et Turcs Meskhet, semblent être les signes précurseurs d'autres antagonismes violents. Mais si les problèmes frontaliers entre Républiques ne manquent pas, ces émeutes aux limites de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan semblent moins dues à des hostilités ethniques qu'à des tensions manipulées. A Osh, explique le ministre de l'intérieur du Kirghizstan, M. Felix Koulov, il s'agissait surtout d'un « PC à majorité kirgize, profondément corrompu, régnant sur une région où le pouvoir économique est entre les mains des Ouzbeks et des mafias des marchés ».

Les ethnies de la région sont certes diverses et les rivalités tribales au sein de chacune d'elles en font des mouvements superficiellement unifiés. Mais elles ont en commun un héritage turc (exceptés les Tadjiks, appelés autrefois les « Perses de l'Est »), une religion (l'islam), des langues apparentées et, jusqu'au

début du dix-neuvième siècle, l'alphabet arabe. Elles se retrouvent unies aujourd'hui dans un même rejet du colonialisme russe, qu'il ait été tsariste ou bolchevique.

Les signes de xénophobie anti-slave s'accroissent. Ils engendrent un malaise qui s'est traduit par une accélération des départs et la formation d'associations de défense de la culture slave qui pourraient se muer, en cas de tension, en mouvements politiques. Beaucoup de Russes éprouvent aujourd'hui le douloureux sentiment de ne plus être chez eux dans ces Républiques où pourtant

l'athéisme. Le réveil religieux aujourd'hui pourrait constituer le ferment d'une force politique, encore embryonnaire, mais dont le poids est de plus en plus sensible. Au Tadjikistan, une personnalité comme le cadé Taradjon-Zoda représente bien ce courant du clergé officiel qui a reconnu de l'influence en entrant en lutte contre les communistes et assume un rôle politique grandissant.

Retour au pan-turquisme ?

Dans le souci de démontrer la supériorité des valeurs humaines que véhicule leur culture, sur le socialisme, les intellectuels d'Asie centrale, bien qu'attachés à la laïcité introduite par le socialisme, sont néanmoins amenés, comme leurs homologues slaves suivant l'exemple

dante et à une aire culturelle définie essentiellement comme une communauté respectant la loi islamique. Ce qui incite certains intellectuels à relancer l'idée d'une unification de la région, d'un grand Turkestan s'étendant de la mer Caspienne jusqu'aux frontières de la Chine. Ce retour au pan-turquisme du début du siècle fut défendu, lors d'un symposium récent tenu au Kirghizstan, par le titulaire de la chaire d'histoire moderne de Tachkent. Mais cette idée, principalement ouzbèke, est encore loin de faire l'unanimité. Les Tadjiks, qui se situent dans l'aire culturelle persane, la rejettent catégoriquement, alors que les autres peuples du Turkestan craignent les tentations hégémoniques des Ouzbeks.

Sur le plan de la politique régionale, la renaissance des ethno-natio-



bon nombre sont nés. Victimes des déportations de conditions de vie qui les poussèrent vers le Sud ou de la politique des cadres menés par Moscou, ces « petits Blancs », comme les autres ethnies minoritaires des Républiques d'Asie centrale, sont aujourd'hui sommés d'apprendre les langues locales pour accéder à certaines professions. Et la reconnaissance de l'identité nationale passe par la réactivation, non seulement des langues nationales, mais aussi de l'écriture arabe dont l'interdiction avait coupé ces peuples de leur histoire. En lui substituant l'alphabet latin, les autorités soviétiques avaient brisé la continuité d'une tradition littéraire fortement influencée par l'islam.

Aujourd'hui, le ferment du réveil de l'identité est précisément un retour à l'islam. Etre musulman signifie ici se sentir membre de la communauté originelle de la région. Partout resurgissent les mosquées et se développent les études coraniques avec, à la clé, l'enseignement de l'arabe.

L'islam imprègne cependant plus fortement les populations de tradition séculaire du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan que celles, autrefois nomades et moins sensibles au prosélytisme, du Kazakhstan et du Kirghizstan. Rien d'étonnant dès lors à ce que les premières soient les plus menacées par un risque de montée du fondamentalisme.

Peu affecté par l'arrivée des Russes au milieu du dix-neuvième siècle, l'islam fut victime à partir de 1917 des campagnes en faveur de

polonais, à recourir au capital ethnique que constitue la religion. Sans écouler de contradictions, un intellectuel ouzbek ou tadjik se dira ainsi athée et néanmoins musulman par son appartenance culturelle. Pour la grande masse de la population, en revanche, l'indépendance signifie simplement le retour à l'islam. De là à présumer un Etat islamique, il y a certes un pas que la majorité des laïcs se refusent de franchir mais qui, pour les croyants, serait un aboutissement logique.

Les populations d'Asie centrale se sentent appartenir en même temps à une ethnie (voire une tribu), à une République aujourd'hui indépen-

dantes en Asie centrale soviétique pourrait avoir des effets inattendus : de l'autre côté de la frontière chinoise, vivent les mêmes minorités ethniques (Kazakhs, Ouzbeks, Kirghizes, Tadjiks et Kirgizes), séparés de leur communauté d'origine par les hasards de l'histoire et sinisés. Ils pourraient un jour être tentés par l'indépendantisme et la nouvelle ferveur religieuse qui se manifeste de l'autre côté de la chaîne du Sinkiang.

PHILIPPE PONS

(1) Lire l'article d'Olivier Roy (le Monde du 23 août).

L'HERMÈS
Editeur universitaire depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

PROCHE-ORIENT

Après les discussions prévues à Washington à partir du 4 décembre

Syriens et Palestiniens accepteraient de poursuivre les négociations de paix à Chypre

Après sept heures d'entretiens, lundi 25 novembre à Damas, les présidents Hafez el-Assad et Hossni Moubarak n'ont pas, semble-t-il, réussi à rapprocher les points de vue syrien et égyptien sur la poursuite du processus de paix. D'autre part, de sources palestiniennes dans la capitale syrienne, on laisse entendre que des négociations de paix à Chypre les négociations bilatérales avec Israël, après la reprise de celles-ci à Washington, le 4 décembre.

DAMAS

de notre envoyé spécial

Le président Moubarak a quitté Damas sans faire aucune déclaration. « La nécessité d'une coordination arabe » sur laquelle « les deux présidents ont insisté », selon le communiqué commun publié à l'issue des entretiens, paraît relever du vœu pieux. A une semaine de la date annoncée par les Etats-Unis pour la suite des conversations bilatérales à Washington entre Israël, la Syrie, le Liban et une délégation jordanienne-palestinienne, aucune réunion de l'ensemble des négociateurs arabes n'a encore eu lieu. Damas n'a pas encore, de son côté, fait publiquement connaître sa réponse quant à sa participation aux négociations de Washington, même si celle-ci ne fait aucun doute.

Avant de se rendre dans la capitale américaine, la Syrie et l'OLP, qui coordonnent dans cette affaire leurs positions, une délégation palestinienne se trouvait encore dimanche à Damas - voudrait-elle s'assurer, d'une part, que les pourparlers se poursuivraient bien désormais dans la capitale fédérale, et, d'autre part, que la délégation palestinienne disposera bien à Washington des mêmes facilités qu'à Madrid, c'est-à-dire des mêmes possibilités de contact avec les dirigeants de l'OLP qui ne sont pas officiellement partis présents dans le processus de paix. Sur ce dernier point, on indique de sources palestiniennes que M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, et M. Chafic el-Hout, membre du comité exécutif,

qui se trouvent déjà à New-York à l'ONU, devraient y rester le temps des pourparlers de Washington.

La présence de l'OLP non loin du lieu des négociations est importante pour Damas qui craint « l'influence » des parties arabes pro-américaines sur nos délégation palestinienne des territoires occupés, de plus intégrée dans une délégation commune avec la Jordanie. Déjà, à Madrid, des divergences étaient apparues entre les délégations palestinienne et syrienne; l'intervention des représentants de l'OLP présents sur place avait été nécessaire pour trouver un terrain d'entente. Pour l'OLP comme pour Damas, la Jordanie est le maillon faible du processus et, en privé, les Syriens ne cachent pas leur mécontentement devant l'attitude « émissaire » d'Amman. La réponse positive de la Jordanie à la reprise des pourparlers à Washington, aussitôt l'invitation lancée par les Etats-Unis, est sévèrement jugée ici et pourrait expliquer l'ajournement jusqu'à maintenant de la visite que devait effectuer dans la capitale jordanienne la délégation syrienne aux négociations.

Mésentente

entre Le Caire et Damas

Toujours de sources palestiniennes, on affirme, d'autre part, que si Washington devait accepter « une nouvelle fois » l'exigence d'Israël de déplacer les pourparlers bilatéraux au Proche-Orient, Syriens et Palestiniens proposeraient « un lieu neutre » et accepteraient Chypre. Le premier ministre israélien s'est déjà prononcé en faveur de cette localisation. Par ailleurs, Syriens et Palestiniens insistent sur la nécessité d'un « gel » des colonies israéliennes dans les territoires occupés dès la reprise des pourparlers, tout en laissant entendre que sur cette affaire on peut attendre jusqu'au 23 janvier, date à laquelle l'administration américaine devra soumettre au Congrès la demande de garantie de 10 milliards de dollars réclamée par l'Etat hébreu pour sa politique d'intégration des nouveaux immigrants. « Le moment sera décisif », dit-on, pour savoir jusqu'où les Etats-Unis sont prêts à aller afin de faire aboutir le processus de paix.

Avant la reprise de la deuxième phase des négociations bilatérales, Damas voudrait bien aussi obtenir une intervention de Washington.

pour débloquent le dialogue de sourds qui a eu lieu à Madrid. En effet, si on laisse entendre que tout est négociable, rien ne peut être pour Damas avant qu'Israël ait accepté le principe du retrait total des territoires occupés et, en particulier, du Golan.

Rien ne permet de penser, à ce stade, que le président Moubarak, dont la visite était attendue depuis vendredi dernier, aura réussi à accomplir la position syrienne, notamment sur le refus de Damas de participer aux négociations multilatérales, troisième phase du processus de paix prévue par les Etats-Unis, avant que des progrès substantiels aient été obtenus dans les négociations bilatérales. Le refus, non déclaré, de l'Egypte de participer à un sommet à cinq (Syrie, Egypte, Jordanie, OLP, Liban) souhaité par Damas et l'OLP pour coordonner les positions arabes, comme son empressément en faveur de la reprise des pourparlers bilatéraux (auxquels Le Caire ne participe pas directement) et de l'ouverture des négociations multilatérales, ne sont pas de nature à satisfaire Damas. Le « compromis » proposé par le ministre des affaires étrangères égyptien, M. Amr Moussa, s'est-il dit la participation à une séance d'ouverture des négociations multilatérales qui ne serait que de pure forme - les vraies négociations ne s'engageant que deux ou trois mois plus tard - n'a pas encore, semble-t-il, convaincu la Syrie.

Tout en maintenant le contact, il ne fait pas de doute, après les grandes retrouvailles de l'hiver 1989, que le fossé s'est de nouveau élargi entre Le Caire et Damas qui n'a comme allié dans ce processus que l'OLP, une alliance fondée avant tout sur la crainte commune de l'isolement. La Syrie est l'un des rares pays arabes à n'avoir pas réagi à l'élection du vice-premier ministre égyptien, M. Boutros-Ghali, comme prochain secrétaire général de l'ONU, et les références de celui-ci à son rôle dans les accords de Camp David ne peuvent qu'indisposer Damas qui s'était aussi opposé à la proposition égyptienne, renouvelée lors du récent sommet de la francophonie, de lier l'arrêt des colonies de peuplement israélien dans les territoires occupés à la levée du boycott arabe d'Israël.

FRANÇOISE CHIRPAUX

AFRIQUE

ALGERIE : sur fond de crise économique et politique

La presse stigmatise la « pénétration juive »

Généralement mécontents de la façon dont la presse algérienne rend compte de leurs activités, les partisans du Front islamique du salut (FIS) ont pris l'habitude de défilier en dénonçant la « presse juive ». L'accusation apparaît largement imméritée si l'on prend en compte le mal que se donne cette même presse pour démasquer les multiples facettes d'un « complot juif » qui minerait l'Algérie.

ALGER

de notre correspondant

L'hebdomadaire le jeune Indépendant vient d'apporter sa contribution en publiant, en feuilleton, le Protocole des Sages de Sion, célèbre faux antisémite fabriqué par la police israélienne à la fin du siècle dernier. Pour faire bonne mesure, le dernier numéro consacre aussi quatre pages à un procès qui s'est déroulé, en 1990, en Suède, où l'animateur marocain d'une station de radio islamique, pro-syriaire des thèses révisionnistes sur l'holocauste nazi et grand pourfendeur de la « mafia juive », avait été poursuivi pour injures raciales. « Un islamiste condamné pour avoir critiqué le sionisme », titre, indigné, l'hebdomadaire.

Censé révéler les dessous d'une conspiration juive en vue de dominer le monde, le Protocole des Sages de Sion figure dans la vitrine de plusieurs librairies d'Alger, spécialisées dans la production islamiste d'Arabie saoudite. Mais sa parution dans le

Jeune Indépendant atteint, cette fois, un vaste public, attaché à un périodique qui mêle, avec une trouble dévotion, les ragots les plus malveillants aux articles à forte teneur sexuelle.

D'autres publications, à vocation moins douteuse, se sont malheureusement placées, elles aussi, sur ce créneau porteur qu'est l'antisémitisme. Dernier épisode d'une campagne de presse commencée il y a de longs mois, l'Hebdo libéré vient de consacrer un dossier de sept pages aux « banquiers qui veulent déstabiliser l'Algérie ». L'article dénonce les liens entretenus par différents organismes officiels avec un bureau de consultants, installé à Paris et, surtout, dirigé par des juifs.

Complaisance coupable « à un moment où des Algériens sont lâchement assassinés en France et où leurs meurtriers, pris le couteau encore dégoulinant de sang entre les mains, sont tout bonnement acquittés par les tribunaux français ». Pour que ne subsiste aucune ambiguïté sur leurs intentions, les trois auteurs de l'article rappellent que l'un d'eux s'était déjà courageusement collé au « lobby sioniste international » en publiant, en 1987, un dossier intitulé : « Que veulent les juifs ? », qui lui avait alors valu quelques ennemis.

Exodes

Aucun organe d'information, même parmi les plus sérieux, ne semble devoir échapper à cette campagne. Rendant compte des subtils négociations qui avaient décidé de la forme de la table autour de laquelle allait s'asseoir les négociateurs à la conférence de Madrid, le journal

parlé d'Alger Chaîne 3, la station de radio francophone, avait qualifié l'affaire de « paupérisation ». Quelques jours plus tard, le quotidien le Matin, journal habituellement de meilleure tenue, critiquait sur une chaîne de télévision française, dénonçant ces « médias occidentaux enjupés jusqu'à la moelle » qui n'hésitent pas, à la veille de la conférence de Madrid, à diffuser des « films narrant les souffrances » et la « grandeur » d'un peuple qui fait son lit sur les cadavres de milliers de Palestiniens.

Fort de 120 000 personnes avant l'indépendance, la communauté juive d'Algérie ne compte plus, aujourd'hui, que quelques dizaines de vieillards. Chiffre qui rend parfaitement vaines les frayeurs du quotidien en langue arabe El Khabar, qui, dans deux articles récents, s'efforce à dénoncer les dangers de « la pénétration juive dans l'Etat et la société algérienne ».

Malgré tout, il est peu probable que la campagne en cours s'arrête. Frappés par une crise économique et politique sans pareille, en proie à un profond malaise d'identité, les Algériens, déjà enclins à accuser l'étranger d'être à la source de leurs maux, sont, pour la plupart, d'autant mieux préparés à dénoncer les juifs que leurs sentiments de solidarité avec le peuple palestinien sont mis à rude épreuve par l'évolution politique internationale. Dans ces conditions, le filon antisémite devrait encore livrer quelques belles péripéties.

GEORGES MARION

DJIBOUTI

Un cessez-le-feu pour favoriser le « dialogue politique »

Après avoir fait savoir qu'un cessez-le-feu interviendrait mercredi 27 novembre, un porte-parole des rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), le docteur Abbate Ebo Adon, a déclaré lundi à Djibouti, que « la confrontation militaire » devait « laisser la place au dialogue politique ». Selon M. Abbate, cette décision, prise unilatéralement par le FRUD, constitue un « signe de bonne volonté » de la part des « maquisards », soucieux de mettre fin aux affrontements qui les opposent aux forces gouvernementales, mobi-

lisées à Tadjoura et à Obock, dans le nord du pays (le Monde du 26 novembre).

L'annonce de ce cessez-le-feu a été faite le jour même de l'arrivée à Djibouti de M. Paul Djijoud, directeur des affaires africaines au ministère français des affaires étrangères. Le Quai d'Orsay avait estimé, dimanche, que la crise djiboutienne ne pouvait trouver de « solution durable que dans le dialogue et la réconciliation » et que la France, « comme on le lui a demandé », faisait « les gestes nécessaires dans ce sens ». - (AFP, Reuters.)

AFRIQUE DU SUD : violences dans les mines. - A la suite de nouvelles violences, qui ont fait huit morts et trente-cinq blessés, dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 novembre, dans la mine Président-Steyn de Welkom (Etat libre d'Orange), environ mille cinq cents mineurs ont été transférés, lundi, dans une autre mine, a-t-on appris de source policière. Selon la direction de la mine, la plupart des victimes ont été poignardées ou tuées à coups de gourdin, durant leur sommeil. - (AFP.)

MAROC : signature d'un traité de coopération avec l'Italie. - L'Italie et le Maroc ont signé, lundi 25 novembre, un « traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération ». Ce document a été paraphé par les ministres des affaires étrangères des deux pays, en présence de Hassan II qui se trouve en visite officielle à Rome et doit être reçu, jeudi, au Vatican, par Jean-Paul II. - (AFP.)

NIGERIA : les élections ont été marquées par des violences. - Plusieurs personnes sont mortes, lors d'élections visant à départager les futurs candidats aux postes de gouverneurs de province, dimanche 24 novembre. Selon les autorités, un policier a été lynché dans l'Etat de Plateau (région de Nasarawa, au centre du pays), tandis qu'à Isiala-Ngwa, dans l'Etat d'Abia, des bagarres, survenues à l'intérieur d'un bureau de vote, ont fait un mort et un blessé grave. - (Reuters.)

SOMALIE : au moins six cents morts en neuf jours. - Les affrontements claniques, qui se sont poursuivis, lundi 25 novembre, à Mogadiscio, ont fait « au moins six cents morts » en neuf jours, selon l'organisation Médécins sans frontières qui évalue à quatre mille cinq cents le nombre des blessés. Un bateau, affrété par le Comité international de la Croix-Rouge et chargé de quelque 800 tonnes de vivres, a pu finalement accoster dans la capitale et devait être déchargé mardi. - (AFP.)

DIPLOMATIE

Avant la conférence de Budapest

La Croix-Rouge internationale redoute des controverses sur le statut de la délégation de l'OLP

GENÈVE

de notre correspondant

A quelques jours de la conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-rouge qui doit se réunir à Budapest, du 29 novembre au 6 décembre, on cherche à Genève à éviter d'éventuelles controverses sur le statut de la délégation palestinienne.

Si les Nations unies, à l'époque où y régnait une majorité automatique, ont reconnu l'Etat palestinien, la Suisse, qui ne fait pas partie de l'ONU mais qui est depositaire des conventions de Genève, ne s'est jamais prononcée sur ce point. Dans les milieux de la Croix-Rouge, on espère mettre à profit l'évolution des esprits liée à

la conférence de Madrid pour parvenir à un compromis avant l'ouverture de la réunion de Budapest. L'OLP n'avait pas présenté sa candidature à la dernière conférence en 1986 mais avait souhaité une « déclaration positive » à son égard. On estime à Genève qu'il n'appartient pas à la Croix-Rouge mais aux Etats de se prononcer politiquement et on voudrait éviter que le dialogue avec les gouvernements en cette période de bouleversements historiques ne soit compromis par un problème politique spécifique.

Le CICR entend mobiliser l'attention sur des problèmes concrets tels que la famine, le droit à l'assistance et la question de l'ingérence, l'environnement et la guerre, les

enfants dans la guerre (des enfants soldats sont dressés à tuer dans certaines armées dès l'âge de neuf ans) et les prisonniers de guerre. On devrait parler aussi de l'interdiction des armes chimiques ou incendiaires non détectables et de celle de la pose indiscriminée de mines (dans des pays comme l'Afghanistan, l'Angola et le Cambodge, des enfants sont encore chargés de mines pour avoir survécu à une mine), et des démanches à entreprendre auprès des gouvernements afin de les dissuader de produire de nouvelles armes (qui auraient déjà fait leur apparition) ayant pour effet de rendre aveugle.

ISABELLE VICHNIAC

LIBAN : pour la première fois

L'armée a riposté à une attaque israélienne dans le Sud

BEYROUTH

de notre correspondant

Nouvelle escalade dans le sud du Liban : l'armée israélienne a bombardé, lundi 25 novembre, une patrouille de l'armée libanaise en bordure de la « zone de sécurité » créée par Israël, faisant trois morts et deux blessés graves. L'armée libanaise a riposté, et un duel d'artillerie a duré deux heures avec les Israéliens et leurs suppléants de l'armée du Liban du Sud.

Cette attitude libanaise est nouvelle. Elle n'a militiquement pas de portée, mais elle est politiquement la seule possible pour le gouvernement de Beyrouth s'il ne veut pas retomber dans ses contradictions passées. On craint beaucoup dans la capitale libanaise que les négociations bilatérales arabo-israéliennes du 4 décembre ne soient l'occasion d'une vague de pressions de la part d'Israël dans la zone frontalière. Le Liban a communiqué lundi son accord aux Etats

Unis concernant sa participation à ces entretiens bilatéraux en précisant, après consultation avec la Syrie, qu'il exige l'application complète de la résolution 425 du Conseil de sécurité prévoyant le retrait des Israéliens du territoire libanais. L. G.

JORDANIE : six militants islamistes condamnés à mort. - Six des dix-huit membres du réseau intégriste de l'Armée de Mohamed, ont été condamnés à mort, lundi 25 novembre, en Jordanie, pour attente à la vie de l'Etat. Ils sont accusés d'être à l'origine d'attentats contre des intérêts occidentaux, notamment le Centre culturel français, le 30 janvier 1991, et les succursales de la British Bank à Amman en octobre 1990 et en janvier 1991. La Cour, une juridiction spéciale formée de trois juges militaires, a condamné à la détention à perpétuité trois autres membres du réseau. - (AFP.)

Nos prix vont vous donner des ailes.



TWA met à prix très doux un grand nombre de destinations aux Etats-Unis, au départ de Paris et de la province. Pour partir, appelez dès maintenant votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11 à Paris.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMERIQUE

Validité 7 jours min., 21 jours max. Le voyage doit être commencé entre le 1^{er} octobre et le 15 décembre 91 ou entre le 1^{er} janvier et le 21 mars 92, et terminé le 31 mars ou plus tard. Supplément du cabotage en destination (150 F par trajet). Réserve et achat du billet 7 jours min. avant la date de départ. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

27 11 1991

لكن من اجل

POLITIQUE

Le débat sur les institutions

M. Mauroy prend position pour un septennat non renouvelable

M. Pierre Mauroy s'est prononcé, lundi 25 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, pour une réforme de la Constitution rendant non renouvelable le mandat présidentiel de sept ans. Le premier secrétaire du PS a indiqué, d'autre part, qu'une réforme du scrutin législatif consistant à créer une liste complémentaire nationale répartie à la proportionnelle pourrait être proposée cette semaine par son parti.

M. Pierre Mauroy s'était gardé, lors des débats de la direction du Parti socialiste sur le « projet » actuellement soumis aux militants, de prendre position sur les institutions. Les trois « options » entre lesquelles les adhérents du PS sont invités à choisir ont été avancées par les amis jospinistes du premier secrétaire, à commencer par M. Lionel Jospin lui-même, partisan d'un régime présidentiel. M. Gérard Le Gall, responsable des études politiques du PS, plaide pour le « réformisme institutionnel », c'est-à-dire une adaptation de la pratique sans modification du

texte de la Constitution. M. Pierre Moscovici, membre du secrétariat national, rêve d'un régime parlementaire, impliquant l'abandon de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Indépendamment de ces options, le « projet » prévoit la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, lequel ne serait renouvelable qu'une fois. Dans les cent dix propositions adoptées par le PS en janvier 1981 et qui formaient le programme de M. François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, il était écrit que le mandat du chef de l'Etat serait « ramené à cinq ans, renouvelable une fois, ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé ». Cette alternative a pris aujourd'hui, compte tenu du projet de référendum annoncé par M. Mitterrand le 10 novembre, une signification particulière.

S'il proposait aux citoyens de ramener la durée du mandat à cinq ans, le président de la République paraîtrait, au moins implicitement, se préparer à donner sa démission avant le terme du septennat pour lequel il avait été élu en 1981. Si la formule retenue était, au contraire, celle que suggèrent M. Mauroy et, dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jean Popere,



ministre des relations avec le Parlement, la réforme n'aurait pas d'incidence sur la situation du président. L'opposition pourrait toujours reprocher à M. Mitterrand de prétendre interdire aux autres ce qu'il

fait lui-même — exercer la fonction « suprême » pendant quatorze ans, — mais il serait facile au chef de l'Etat d'observer qu'avant lui le général de Gaulle et M. Valéry Giscard d'Estaing ne s'étaient pas fait

faut de solliciter des électeurs la même durée. Le septennat unique a ses partisans à droite, le plus notable étant M. Raymond Barre. M. Jacques Chirac avait évité, dans son article du *Monde* (du 24 octobre dernier), d'être trop précis. Il se bornait à estimer qu'un « trop long exercice du pouvoir » tend à « affaiblir » la légitimité de son détenteur. L'ancien premier ministre, deux fois candidat à l'Elysée, ajoutait, toutefois, que l'usure du pouvoir, pourrait être évitée si le président de la République se présentait « à intervalles plus brefs à l'épreuve du suffrage universel ». Le septennat unique ne répond évidemment pas à cette préoccupation, encore que M. Chirac n'ait pas précisé sous quelle forme le chef de l'Etat devrait, selon lui, mettre sa fonction en jeu dans les urnes. Le président « nouvelle manière » pourrait lier son sort au résultat des élections législatives (thèse de M. Barre en 1986) ou à un référendum.

Dans la conjoncture présente, la formule du septennat unique tendrait à démentir l'hypothèse selon laquelle M. Mitterrand déciderait de provoquer une élection présidentielle avant les élections législatives de mars 1993. L'affrontement avec l'opposition se produirait lors de ce

scrutin-ci, ce qui repose le problème de la loi électorale. Si le chef de l'Etat entend aller au terme de son mandat, il ne peut que tenir à reformer un mode de scrutin qui, tel qu'il se présente actuellement, permet à une formation atteignant « 37 % des voix d'obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée ». Cet effet essentiel du scrutin majoritaire, dont le PS avait profité en 1981, a été dénoncé en ces termes par M. Mauroy après la dernière réunion du bureau exécutif, le 20 novembre.

Si c'est ce mécanisme-là qu'il faut casser, la formule de la « liste supplémentaire » de soixante au cent députés élus à la proportionnelle — formule qui, selon M. Mauroy, a « une longueur d'avance » au sein du PS — ne peut y parvenir. Le premier secrétaire a rappelé sa préférence pour un système beaucoup plus proportionnel, à deux tours, sur lequel, a-t-il laissé entendre, M. Edith Cresson pourrait engager la responsabilité du gouvernement devant les députés. La confrontation entre cette formule et celle de M. Michel Rocard, soutenue par M. Laurent Fabius, n'est, visiblement, pas terminée.

PATRICK JARREAU

Trois options dans le projet socialiste

Le projet socialiste, qui sera soumis au congrès extraordinaire du PS les 13, 14 et 15 décembre, propose, dans sa troisième partie, intitulée « Objectifs du socialisme démocratique », trois options sur le réajustement des institutions. Les militants devront trancher entre ces trois solutions. La première, « Pour un nouvel équilibre institutionnel », présentée par M. Gérard Le Gall, juge « irréversible » l'élection du président de la République au suffrage universel, vante la « souplesse » de la Constitution, dont l'« ambivalence » permet de « mettre l'accent, selon les périodes, sur l'une ou l'autre de ses dimensions — présidentielle ou parlementaire — », et ajoute : « Pour satisfaisantes qu'elles soient

globalement, les actuelles institutions doivent être graduellement réformées et réajustées dans un sens nettement plus favorable au Parlement », en particulier par la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, renouvelable une seule fois, par un recours plus restrictif à l'article 49-3 et par l'amélioration des procédures parlementaires.

La deuxième option, « Pour un régime parlementaire », présentée par M. Pierre Moscovici, propose de « revenir sur la présidentialisation excessive de la V^e République et d'abord de remettre en cause l'élection du président de la République au suffrage universel direct ».

La troisième option, « Pour un régime présidentiel à la française »,

présentée par M. Lionel Jospin, préconise la suppression du poste de premier ministre. « Dans cette perspective », dit le texte, « le Parlement recevrait des pouvoirs accrus, notamment financiers, mais il ne pourrait empêcher le gouvernement de mettre en œuvre sa politique sous l'autorité du président ». Les auteurs de cette proposition ne tranchent pas entre le maintien et la suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République. Quelle que soit l'option retenue, le projet est favorable à un réajustement des pouvoirs en faveur du législatif, notamment par « la limitation de l'utilisation de l'article 49-3 » et « la fixation à cinq ou dix ans du mandat présidentiel ».

Réunis en « séminaire » Les responsables fédéraux du PS souhaitent un mode de scrutin « simple »

Les premiers secrétaires fédéraux du PS se sont réunis, à huis clos, samedi 23 et dimanche 24 novembre, à Gouvieux, dans l'Oise, pour un « séminaire » au cours duquel ils ont émis le souhait que la question du mode de scrutin pour les élections législatives soit réglée « vite » et de façon « simple ». Ils ont insisté aussi pour que les socialistes ne donnent pas l'impression de chercher à « jouer » avec le Front national, en lui permettant d'entrer au Palais-Bourbon afin de gêner la droite.

Une quinzaine de fédérations, et non des moindres, n'étaient pas représentées à cette réunion : celle du Pas-de-Calais, par exemple, ou encore celles du Val-d'Oise et de l'Eure. La plupart des principaux dirigeants du PS, dont MM. Daniel Vaillant, chargé des fédérations, Claude Bartolone, chargé des relations extérieures, Henri Emmanuelli, trésorier, Michel Charzat, responsable du projet, se sont exprimés devant les participants. Dans sa conclusion, M. Pierre Mauroy est revenu sur la préparation du projet, qui doit s'achever au congrès extraordinaire des 13, 14 et 15 décembre et qui, selon les dirigeants fédéraux, ne mobilise pas les militants autant qu'ils l'auraient souhaité.

M. Gérard Moine, directeur du cabinet de M. Edith Cresson, a remplacé celle-ci pour expliquer aux premiers secrétaires fédéraux les orientations gouvernementales. Celles qui concernent l'emploi font l'objet d'une campagne de propagande du parti, mais les participants ont exprimé leur préoccupation devant les plans de licenciement dans certaines entreprises publiques.

P. J.

■ Danze élus de gauche créent l'Agora. — Onze jeunes élus socialistes — MM. François-Xavier Bordeaux, Charles Malcot, Christian Martin, Alexandre Medvedovsky, Pierre Moscovici, Régis Passerieux, Jean-Pierre Philippe, François Rechen, Olivier Rousselle, Manuel Valls et Gérard Weitzer, — ainsi qu'un radical de gauche, M. Thierry Brillard, ont lancé, samedi 23 novembre à Bordeaux, l'Agora, mouvement qui entend occuper un espace « complémentaire » à celui des partis et aider ceux-ci à trouver « les forces de rénovation » qu'ils ont « du mal à trouver en eux-mêmes ». Ils ont décidé, notamment, d'utiliser toutes les voies de recours juridiques possibles pour faire condamner les dirigeants du Front national qui tiennent des propos racistes.

■ Le PCF réunit son comité central. — Le comité central du Parti communiste français se réunira les 3 et 4 décembre à Paris pour débattre de la préparation des élections cantonales et régionales de 1992.

LES CONSTITUTIONS FRANÇAISES

Il y a deux siècles — autre bicentenaire — notre pays se dotait de sa première constitution écrite (3-14 sept. 1791).

La France jouit d'un laboratoire d'expérience institutionnelle sans équivalent long-temps conséquence d'une instabilité aujourd'hui révolue, l'ensemble des constitutions peut être considéré comme source de richesse pour notre patrimoine politique.

Ce livre est peuplé de grands textes fondateurs — monarchiques, impériaux, républicains — et de grands thèmes : Président, Parlement, Dissolution, Référendum ; mais il comporte aussi des dates — 10 Août 1792, 18 Brumaire des Républicains — et

des noms — Bonaparte, de Gaulle — aux résonances quasi mythiques.

Didier Linotte est diplômé de l'Institut d'Etudes

Politiques de Paris et agrégé de droit public. Il est actuellement professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et Avocat au barreau de Nice, après avoir été Recteur de l'Académie (1986-1989).

En vente chez votre libraire ou :
LITEC
27, place Dauphine 75001 PARIS - 26, rue Soufflot 75005 PARIS
198, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

Pour vous,
Giacometti sculpteur
c'est :

- La « Femme-cuiller » sous influence africaine (p. 10 à 14)
- La « Boule suspendue » dans sa période abstraite (p. 10 à 14)
- La « Pointe à l'œil » en plein surréalisme (p. 10 à 14)

Avant de courir
à l'exposition Giacometti,
lisez Télérama cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

LES CLEFS

Les clefs du savoir

Le système politique français
Yves Mény

Montchrestien

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

POLITIQUE

et sur le mode de scrutin

Un entretien avec M. Jean Poperen

« L'élection du président de la République au suffrage universel fera bientôt figure d'archaïsme en Europe », nous déclare le ministre chargé des relations avec le Parlement

M. Jean Poperen vient de tenir dans plusieurs villes de France des rencontres publiques, sous l'égide de Vu de gauche, la revue qu'il anime (le Monde du 21 novembre). Il s'explique ici sur la « recomposition » de la gauche, mais aussi sur la réforme des institutions, qui l'intéresse directement comme ministre chargé des relations avec le Parlement.

« D'où vient, selon vous, la nécessité de réformer les institutions ? »

« Le dessaisissement du Parlement est inscrit dans la Constitution. Ceux qui ont porté cette Constitution en 1958 et 1962, donner un grand coup pour rééquilibrer les pouvoirs de l'exécutif. Tout le monde conviait aujourd'hui que le coup était beaucoup trop fort. Il est donc impératif de rééquilibrer. Si l'on se contente d'une réforme de petit ou de moyen format, elle passe certainement par le développement de l'initiative législative des parlementaires, probablement par une nouvelle formule pour l'élaboration de l'ordre du jour, peut-être par un allongement de la durée des sessions mais comme presque tous les parlementaires démissionnent aussi de leurs mandats locaux, la question va se poser avec force de la compatibilité des divers mandats. »

« Êtes-vous favorable à un mandat unique, comme l'a proposé M. Fabius ? »

« Je pense que cette hypothèse sera à considérer dans l'avenir. Tant qu'il n'y a pas de contrainte, comment imaginer qu'un élu local lâchera son mandat quand le voisin et concurrent garde le sien ? »

« Quelle est votre position sur le quinquennat ? »

« La durée du mandat présidentiel est, en effet, une question d'importance. Personnellement je me demande si un mandat de cinq ans renouvelable est vraiment la bonne solution et si un septennat non renouvelable n'offre pas une meilleure assurance. Il a l'avantage de donner du temps au président, mais de prévenir le risque d'un temps trop long. Je serais plutôt favorable à cette formule. »

« Tout cela, c'est ce qu'on peut faire dans le proche avenir. Mais, au-delà, se posent d'autres questions, qui sont sans doute les vraies questions. Peut-on rendre tout son poids au législatif tant qu'il fonctionne sous la menace de la dissolution ? Et le gouvernement peut-il travailler dans la sérénité, dans la durée, s'il doit être sous la menace permanente de la « crise » gouvernementale ? »

« Et, plus loin encore, il est une autre question, que nul n'ose évoquer : ce n'est pas de bon ton. C'est celle de l'élection du président de la République au suffrage universel. N'y a-t-il pas de toute façon déséquilibre, dans un pays comme la France, tant que l'élection présidentielle se fera au suffrage universel ? Et comment imaginer une harmonisation avec l'Europe, où cette singularité fera bientôt figure d'archaïsme ? Il faut y réfléchir : je n'ai pas de solution alternative toute prête. Mais c'est ainsi que nous préparons la VI^e République. Il faudra y penser pour un plus lointain avenir. Mais il est significatif que toutes ces réformes « grand format » que je viens d'évoquer, ce n'est là que se sentent une vocation « présidentielle » les écartent. »

« Quelle modification du mode de scrutin pourrait, selon vous, obtenir une majorité à l'Assemblée nationale ? »

« Toute formule qui introduirait une part de proportionnelle afin de permettre la représentation des petites formations politiques, j'en suis sûr, des soutiens assez larges. Mais il faut d'abord - même si ce n'est pas suffisant - que la proposition à laquelle on aboutira soit l'expression de la grande majorité des socialistes. M. Chirac, œuvre en démocratie, tant de s'indigner : mais n'est-il pas normal que le parti majoritaire se concerte avant de proposer ? »

« La rééquilibrage des institutions en faveur du Parlement n'implique-t-il pas une dose beaucoup plus forte de proportionnelle ? »

« Non. Je crois qu'à partir du moment où tous les courants qui ont une existence réelle dans le pays



obtient une majorité à l'Assemblée nationale ?

seront représentés, une des conditions de cette revalorisation sera créée. En restant dans une logique majoritaire ?

« On ne facilitera pas ce qui reste une aspiration forte et qui doit être l'axe stratégique du PS, c'est-à-dire la recherche d'un regroupement majoritaire, en agissant autrement. Nous devons aller désormais vers de grands rassemblements, de grandes mouvances, dans la vie politique française. Les conditions mûrissent pour que se constituent, d'un côté, ce qu'on appelle, suivant les cas, on parle de mouvement, du progrès ou de la réforme, et de l'autre un parti plus conservateur. Nous sommes en situation, même si nous traversons des temps difficiles, de réunir autour de nous les diasporas aujourd'hui dispersées : celle des écologistes, dont nous pouvons trouver la coopération si nous acceptons de remettre en question la logique productiviste ; celle des communistes, qui s'efforcent de se guérir de leur traumatisme et dont beaucoup sont disponibles tout en n'ayant aucune intention d'aller au PS ; celle des centristes, pour qui la question est de savoir si, à l'avenir, ils vont se retrouver avec la droite ou avec nous, mais dont je crois qu'ils peuvent nous rejoindre si nous faisons ce qu'il faut. »

« Nous devons offrir à ces forces la perspective de travailler ensemble et, à un moment ou à un autre, imaginer des structures d'accueil, de confrontation et éventuellement d'action commune, sans que pour autant le PS cesse d'exister. Voilà vingt-cinq ans, avant Epinay, on n'a pas commencé par décrire le mort de la SFIO. On a travaillé ensemble et ensuite on a construit un nouveau parti. Nous sommes à nouveau, comme il y a un quart de siècle,

dans une phase transitoire, de mutation, parce que nous sommes devant un autre paysage politique, donc devant une autre hypothèse stratégique. »

« Découvrir un nouveau « Nouveau Monde » »

« Comment articulez-vous cette perspective de recomposition avec la question du mode de scrutin ? »

« Les deux choses vont de pair. C'est aussi la préoccupation qui anime la direction du PS lorsqu'elle recherche un accord avec les forces démocratiques qui souhaitent une ouverture du mode de scrutin. Le PS a vocation à rassembler - c'est pour quoi il est bon que nous gardions une forte logique majoritaire - mais, en même temps, compte tenu du stade où nous en sommes du regroupement - je ne crois pas que nous puissions envisager, à court terme, des accords électoraux qui nous amèneraient éventuellement à nous effacer, ici ou là, pour tel ou tel candidat -, ce qu'il faut, c'est un mode de scrutin permettant à des composantes plus faibles du rassemblement d'être présentes. C'est dans l'effort pour rassembler, et face à la menace léniniste contre la démocratie française, que peut se préparer le sursaut pour gagner. »

« Rompre avec la logique productiviste » : en période de chômage, est-ce un message porteur ?

« Dans l'immédiat, vous avez raison, il nous faut nous accrocher pour, pied à pied, contrer le chômage par la mise en œuvre des mesures Cresson-Aubry. La société d'est prête à autre chose, psychologiquement, culturellement. Mais il n'est pas interdit à un responsable politi-

que de réfléchir en perspective. Or, il faudra bien se préparer à aborder la question de la redistribution du temps de travail, sauf à décider qu'on accepte un chômage structurel de 10 % à 15 % (et après-demain davantage) de la population active. Plus généralement, l'humanité se détruira et détruira son milieu naturel si elle ne met pas en question la course-poursuite sans fin production-consumation. »

« Cinq siècles après 1492, nous avons à découvrir, à apprendre, un nouveau « Nouveau Monde » : non plus des terres, mais une société complètement bouleversée par une accélération fantastique du renouvellement technique. Je me demande si ce qui se passe à l'est n'est pas, un peu, le produit de la contradiction entre un système et cette accélération. Et nous, à l'ouest, nous avons, aussi, du mal à suivre, à prendre le rythme. »

« L'Europe n'apparaît pas vraiment comme un thème central de votre réflexion... »

« Au contraire, toute notre démarche doit être rapidement « européenne ». L'un des sujets d'inquiétude, c'est que les forces de la gauche européenne - soit spontanées soit politiques, soit syndicales - n'ont pas beaucoup progressé dans leur cohésion, alors que l'Europe dépense peu à peu les obstacles. En tout cas, après leur tour de France, les animateurs de Vu de gauche ont en tête la suggestion de Vladimir Fedorovitch de préparer des rencontres européennes. Pourquoi pas à Saint-Petersbourg ? »

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI et PATRICK JARREAU

BIBLIOGRAPHIE

La face cachée du mitterrandisme

Quand les historiens entreprendront de raconter la France mitterrandienne des années 80-90, ils bénoiront Pierre Favier et Michel Martin-Roland d'avoir eu l'audace de mettre en chronique, à chaud, cette tranche de vie politique à nul autre pareille. Certes, l'œuvre documentaire de ces deux journalistes de l'AFP, qui ont eu accès à certaines des archives de l'Etat et qui ont tenu à confronter les résultats de leurs investigations aux témoignages des principaux acteurs - à commencer par le président de la République lui-même - échappe pas aux inévitables scories de toute entreprise de dégrossissement menée au rythme de l'actualité.

Il est même arrivé à ces deux démineurs d'écheveaux d'apartir, paradoxalement, anachroniques. Ainsi le premier tome de leur *Décennie Mitterrand*, consacré au début du premier septennat de François Mitterrand, de 1981 à 1984, et publié il y a un an au beau milieu des préparatifs de la guerre du Golfe, avait-il illustré le décalage entre le mitterrandisme flamboyant de 1981 et le mitterrandisme pragmatique de 1990 (le Monde du 10 novembre 1990).

Le deuxième tome de la *Décennie Mitterrand*, qui remonte le fil des « épreuves » des années 1984-1988, ne raconte pas un tel handicap. Non seulement ce livre constitue le meilleur des reportages intimistes que l'actualité ait inspirés sur le fonctionnement des rouages de l'Etat, apportant sur les épisodes les plus controversés de ces dernières années, des révélations puisées aux sources les moins accessibles, mais en outre il fournit mille enseignements pour la compréhension du présent et du proche futur politique. Il initie avec bonheur à la face cachée des choses mitterrandiennes.

Quel plaisir, d'abord, d'être ainsi initié à partager autant de « secrets d'Etat » par le tronc de la sermoie !

Voici François Mitterrand en colère. Nous sommes en 1983. Le chef de l'Etat reproche à Pierre Mauroy, Charles Hernu et Claude Cheysson d'avoir été trop aimables avec Saddam Hussein en lui promettant la livraison de cinq Super-Etendard. Car Paris veut aider Bagdad en guerre contre l'Irak. François Mitterrand ne peut que constater, au vu du contrat approuvé par le ministre de la Défense, que la parole de la France

est engagée. Impossible de faire machine arrière. On organise donc une formidable opération d'information médiatique pour faire croire que la France ne veut pas livrer ces avions à l'Irak. Saddam Hussein ne personne participe à cette entreprise de désinformation : le 13 octobre, le dictateur irakien convoque les journalistes français pour se plaindre des tergiversations de la France. En vérité, les Super-Etendard ont été livrés depuis quatre jours...

L'affaire Greenpeace

Voilà François Mitterrand en fureur. Nous sommes toujours en 1983. Le service « action » de la DGSE vient de rater l'opération montée contre les irakiens en guise de représailles après l'attentat qui a coûté la vie à cinquante-huit soldats français, le 23 octobre, dans l'explosion de l'immeuble le Drakkar à Beyrouth. C'est un fiasco total : les irakiens ont repéré et désamorcé la Jeep piégée que les agents français avaient placée contre le mur d'enceinte de l'ambassade d'Irak dans la capitale libanaise... Le président de la République est irrité. « On ne va pas en rester là ! », s'écrie-t-il à l'adresse de son chef d'état-major particulier, le général Saurinier. Ce sera l'opération « Brochet ». Le bombardement de la base israélienne de Baalbek.

Voilà, surtout, en 1985, l'affaire Greenpeace, conçue par une DGSE déterminée à « prendre sa revanche sur l'humiliation » subie deux ans auparavant à Beyrouth. Et un François Mitterrand attentif devant le désastreux bilan de cette nouvelle intervention des services de contre-espionnage. Il avait donné son accord à l'amiral Lacoste, chef de la DGSE, pour une opération visant à « empêcher » Greenpeace d'entraver la campagne de tiras navales à Mururoo, mais pas l'ordre de saboter le Rainbow Warrior, affirmait Pierre Favier et Michel Martin-Roland. « L'absence d'ensemble d'ordre formel et précis du chef de l'Etat peut s'expliquer par le fait que cette action n'a pas pour but de tuer, ajoutent les deux journalistes. S'il s'agit d'une « opération homo » (homicide), selon le jargon des services secrets, François Mitterrand, à l'instar de l'attentat de Beyrouth et du raid sur Baalbek, deux ans auparavant, aurait alors eu connaissance

de la nature et du détail du plan avant de le déclencher. »

Il reste qu'il y avait du Watergate dans l'air... Le président de la République n'a-t-il pas estimé ensuite que l'affaire pourrait être étouffée ? « Il semble que Mitterrand ait pensé qu'il pourrait tenir suffisamment longtemps pour que, le jour où la vérité finirait par éclater, elle ait perdu, avec le temps, l'éclat du scandale. » La vérité ? François Mitterrand se confie à Claude Estier, un soir de septembre 1985, après avoir été obligé de se séparer de Charles Hernu et le président du groupe socialiste du Sénat rapporte ses confidences : « Il me dit que plus de trente agents ont participé à l'opération en Nouvelle-Zélande et les révélations du Monde sur les noyades de combat sont exactes. »

Une singulière actualité

Quatre ans plus tard, François Mitterrand décrit son état d'esprit de l'époque à Pierre Favier et Michel Martin-Roland. « Pour moi, c'était une exécution folle, une affaire lâche des services secrets, remplie de minables, de molondins, dit-il. Aujourd'hui, mon interprétation, mon « impression », c'est que tout cela fut un coup monté entre amiraux. Les marins de la-bas ont concocté leur affaire et Lacoste, lui-même oirail, a chargé ses services d'exécuter cette « belle opération ». Quant à Hernu, vous le connaissez, il a dû dire : « Ah ! La bonne idée ! »

De l'affaire Greenpeace à celle d'Ouvéa, en passant par le Carrefour du développement et par le dossier Gordji, Pierre Favier et Michel Martin-Roland promettent ainsi sur les hommes qui nous gouvernent et sur leurs actes un regard décapant d'entomologiste. Et le plus extraordinaire est que leur moisson inédite garde une singulière actualité.

Ce que disait François Mitterrand en novembre 1984, au moment où il venait de battre le record d'impopularité des présidents de la République, renvoie inévitablement aux sondages d'aujourd'hui : « La France poursuivra sa politique et, quant à moi, même si les sondages descendent jusqu'à zéro, je continuerai. » Le débat sur la réforme des institutions donne une saveur étrange à son explication de l'abandon, en 1984, du

projet de référendum sur l'extension du champ du référendum : « Je n'ai jamais cru que l'opposition accepterait ma proposition de référendum. Je n'ai jamais compté sur sa bonne volonté spontanée dans ce domaine. »

Le chef de l'Etat fait-il, à l'horizon 1993, un pronostic analogue à celui qu'il formulait devant Jacques Chaban-Delmas, un an et demi avant l'échéance de 1986 ? « Les élections législatives seront probablement perdues parce qu'il nous aura manqué six mois, un an pour que l'opinion ressentisse suffisamment les effets du renversement de politique. (...) Je désignerais un premier ministre dans la majorité nouvelle. Quant à moi, je conserverai mes fonctions. Pour atténuer les effets secondaires, nous mettrons ce qu'il faudra de proportionnelle dans le mode de scrutin. »

Enfin, que conclure de la réponse négative que François Mitterrand faisait à ses deux interlocuteurs, en novembre 1990, quand ils évoquaient l'idée de réduire le mandat présidentiel à cinq ans pour être en même temps le chef de l'exécutif et les députés ? « Ce ne serait pas bon, disait-il, car cela aboutirait à une parlementarisation qui ferait du président un chancelier allemand... »

Vivement le troisième tome !

ALAIN ROLLAT
1) La Décennie Mitterrand, 2) Les épreuves, de Pierre Favier et Michel Martin-Roland, Seuil, 765 pages, 145 F.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

50 ans de la culture générale

Différents et complémentaires

Philippe Borel

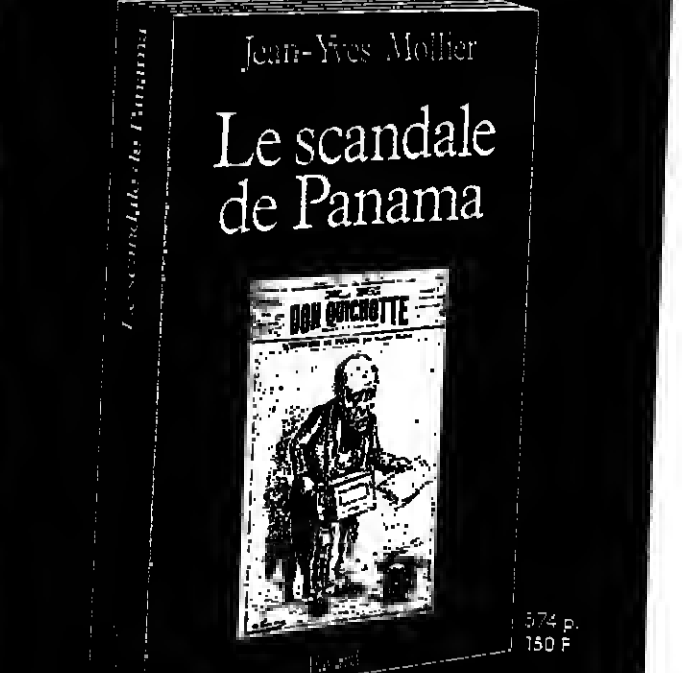
1) Histoire / 2) Géographie / 3) Littérature / 4) Philosophie / 5) Sciences / 6) Arts / 7) Sports / 8) Divers

PANAMA

Archéologie d'une gabegie politique

L'aventure de cette « affaire » racontée avec minutie par Jean-Yves Mollier éclate en septembre 1992... Avec une galerie de personnages que l'on dirait sortis des chemins de la liberté de Jean-Paul Sartre, l'auteur nous fait entrer dans le saint des saints du monde des affaires à la Belle Époque. Il explique aussi les raisons qui font changer ce nouveau monde industriel et financier français.

Lauriel Lemire, Le Coix



Jean-Yves Mollier montre fort bien comment ce scandale protège-forme a renforcé l'antiparlementarisme, l'anticapitalisme et l'antisémitisme ambiants. Il soutient en outre, ce qui est plus neuf, que la pression des « affaires » sur le monde de la politique et de la presse était depuis longtemps entrée dans les mœurs de la République... Son analyse est étayée et intelligente.

Jean-Pierre Rioux, Le Monde

Mollier a retrouvé dans les archives des masses de documents, grâce auxquels il apporte des détails inédits et troublants.

Pierre Guichard, L'Événement du Jeudi

L'Histoire chez FAYARD

مكتبة من الكتب

سنة من الاصل

POLITIQUE

Les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur

M. Gaudin en tête, selon l'IFOP

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Selon un sondage d'opinion réalisé par l'IFOP à la demande du Parti républicain (1) et publié dans le *Méridional* du 23 novembre, les listes d'union de l'opposition patronnées par le président sortant (UDF-FR) du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin, arrivent en tête du scrutin des régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elles seraient en première position dans tous les départements, sauf dans le Vaucluse.

Ces listes recueillent en moyenne, en effet, 29 % des intentions de vote, devant celles du Front national (24 %), celles de la majorité présidentielle (21 %) et celles du Parti communiste (10 %).

En tête des intentions de vote dans le Vaucluse (25 %) et deuxième dans les Alpes-de-Haute-Provence (23 %), les Alpes-Maritimes (26 %) et le Var (26 %), le Front national progresse de 4,5 % par rapport aux régionales de 1986 et se rapproche du score régional réalisé par M. Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de

1988 (24,50 %). Ce sondage apparaît, en outre, défavorable à M. Bernard Tapie, chef de file de la majorité présidentielle, devancé d'un point par M. Gaudin dans les Bouches-du-Rhône (27 % contre 26 %).

Si le PC reste à son niveau d'éclatage (12,1 % en 1986), les écologistes, en revanche, effectuent une remarquable percée en faisant notamment jeu égal avec la majorité présidentielle dans le Vaucluse (21 %) et les Alpes-de-Haute-Provence (20 %), où se présente le ministre des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco.

G. P.

(1) Ce sondage est le premier qui ait été réalisé sur l'ensemble des six départements de la région. Il a été effectué du 18 octobre au 7 novembre auprès d'un échantillon de 2 200 personnes. M. Bernard Tapie a protesté contre sa publication, estimant qu'en donnant à ses listes l'étiquette du Parti socialiste et en restaurant le nom de certaines personnalités qui ne sont pas candidates ou qui n'ont pas l'aval de M. Tapie il « ne tient pas compte de l'ouverture à la société civile et pose des questions qui ne correspondent pas aux choix qui seront proposés aux électeurs ». Il a annoncé son intention de porter plainte.

Un bon plan pour l'emploi



Martine AUBRY en direct sur le 3614 code PS

LE MERCREDI 27 NOVEMBRE A PARTIR DE 18 H 30

Le Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle répondra à toutes vos questions

Cette semaine, vos enfants ouvriront tout grand leurs yeux devant :

- Pas de panique sur La 5 (p. 134)
- Freddy V sur Canal + (p. 100)
- Le hors-série Télérama sur les Livres de Jeunesse (en kiosque cette semaine).

Avant de fermer les yeux sur tous leurs caprices, lisez Télérama cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

Le Conseil de l'Europe recommande d'accorder le droit de vote aux étrangers

STRASBOURG

de notre correspondant

Dans une convention adoptée, lundi 25 novembre, le Conseil de l'Europe, qui réunit vingt-trois pays d'Europe occidentale, ainsi que la Hongrie et la Tchécoslovaquie, s'est prononcé pour l'octroi du droit de vote aux étrangers résidents dans les pays membres. Cette convention internationale sera ouverte à la signature des États le 5 février 1992.

La convention demande aux Vingt-

cinq d'accorder aux étrangers la liberté d'expression, de réunion et d'association qui, contrairement à ce qui est en vigueur en France, n'est pas prévue dans toutes les législations nationales. Pendant les premières années de séjour, les immigrants pourront siéger dans des organismes consultatifs. Après une période de résidence de cinq ans dans le pays d'accueil, les étrangers devront bénéficier du droit de vote et de l'éligibilité aux élections locales.

Aujourd'hui, cette disposition n'existe que dans neuf pays européens : Danemark, Finlande, Islande, Islande, Pays-Bas, Norvège, Suède,

Suisse, Royaume-Uni. Dans plusieurs de ces pays, il ne s'agit en fait que d'un droit limité : aux ressortissants du Conseil nordique en Finlande et en Islande ; à ceux du Commonwealth et d'Irlande en Grande-Bretagne.

Le texte adopté par le Conseil de l'Europe prévoit cependant que les gouvernements qui le souhaitent puissent, indépendamment du fait qu'ils ne sont pas tenus juridiquement de le signer, pour obtenir un délai d'adaptation pour surmonter des difficultés constitutionnelles. Cette clause vise surtout le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales.

MARCEL SCOTTO

Après une période de résidence de cinq ans

POINT DE VUE

Dans la laideur du siècle

par Tahar Ben Jelloun

Le vingtième siècle aura du mal à présenter à l'histoire un visage propre. Jellonné de guerres particulièrement meurtrières, érigé en « la solution finale » en système démenté et froid, envoyant des millions d'êtres humains en camps de concentration et dans les chambres à gaz, mettant en place des totalitarismes divers et variés, assistant tranquillement à de « petites guerres » entre pays pauvres, maintenant des injustices d'ordre colonial, ce qui prive des peuples de leur patrie, sans parler du génocide des Arméniens toujours contesté et non reconnu par la Turquie... le vingtième siècle n'est décidément pas un siècle humain.

Bien sûr, la démocratie et l'indépendance se généralisent, la liberté gagne du terrain, les droits de l'homme ne sont pas aussi bafoués qu'avant, l'individu en tant qu'entité singulière s'impose de plus en plus. Bien sûr, il y a eu des progrès. Mais voilà que pour froisser l'âme de ce siècle les pays développés s'acheminent vers une guerre contre ceux qu'ils appellent des « envahisseurs » ou des « occupants ». Le programme contre l'immigration et pour la pureté de la race blanche présenté par le Front national s'inscrit tout naturellement dans la laideur de ce siècle. Ce qui est grave avec ces cinquante propositions, ce n'est pas ce qu'elles proclament, c'est qu'elles aient pu être pensées et annoncées. La tactique du Front national, c'est d'aller à chaque fois assez loin. Dans l'esprit de ses dirigeants, il en restera toujours quelque chose dans la perception et le comportement d'une partie de la France. C'est le propre de l'escalade. A chaque fois on se permet un degré de plus dans la haine raciale. Comment ce travail de propagande est fait avec méthode et selon des prévisions, au bout de dix ans, on est arrivé à la situation où un Français sur trois dit se reconnaître dans les « idées » du Front national.

Et cela n'est pas une spécialité française. Un peu partout en Europe on exploite la peur et la haine des étrangers. Est-ce que cela va permettre aux Européens de mieux raffermir et de consolider leur identité ? Pendant longtemps, les Allemands ont coexisté (sans se mélanger) avec leurs immigrés turcs, comme les Belges ont fait place aux Marocains. Aujourd'hui, une vague d'attentats racistes s'empare d'une partie de cette Europe blanche et qui tient à le rester.

Cette vague vient de toucher la Suède, pays connu pour sa tradition d'accueil et d'hospitalité. C'est dire combien le fond de l'air est triste et déprimant en cette terre de civilisation et de culture. Certes, en Allemagne, la présidence du Bundestag a demandé à tous les partis représentés au Parlement de « condamner l'intolérance et la violence ». En Italie, après la chasse aux vendeurs ambulants africains et maghrébins, notamment à Florence, après l'expulsion dramatique des Albanais et l'instauration de visas pour tous les Arabes, la classe politique prend conscience de l'ampleur du phénomène ; le ministère de l'Intérieur a proposé la régularisation des clandestins. En Espagne, ce sont les gardes-côtes qui refoulent avec violence les candidats à l'immigration. Le 10 octobre dernier, l'Union du Maghreb arabe a rendu publique, à Rabat, une déclaration où elle exprime son inquiétude : elle a réclamé une charte portant sur les droits et obligations des travailleurs émigrés dans la CEE. Une charte ne change pas les mentalités ni n'efface le processus quotidien d'offense et de mépris.

L'Europe oublie de réagir

Ceux qui ont peur, ceux qui ont raison d'être inquiets pour l'avenir de leurs enfants et pour leur vie, ce sont bien les Européens. Ils assistent en silence à la dégradation des valeurs républicaines ; ils ne savent plus quoi faire ni où s'adresser pour ne plus être considérés comme des intrus qui menaceraient la sécurité des uns et nuieraient les fantasmes de pureté des autres. Ils sont au centre de tous les débats et ne s'expriment pas ; ils sont estompés dans l'ombre de leur existence. Des hommes politiques puisent dans ce thème de quoi affoler les Français ou tout simplement de quoi être complaisants avec eux sans tenir compte de la vérité des faits et des séquelles de l'histoire. Un plaignant de la France, un candidat à son propre et de ses slogans valent à coup sûr une hausse dans les sondages.

Alors, il n'y a plus de morale, plus d'exigence, plus de révolte. C'est la fatigue de l'esprit, l'usage des volontés et l'absence d'imagination. Mais où sont passés les jeunes gens courageux qui, dans les années 70, barraient la route aux militants d'Occident et d'Ordre nouveau ? On ne voit guère de meetings à la Mutualité. Tout cela est passé de mode ; c'est devenu ringard. On a l'impression que toute l'Europe oublie de réagir. L'individu perd un peu plus de son être. Il verse dans l'individualisme.

Si aujourd'hui la France — le peuple

M. Rossi (div. g.) se démet de son mandat de maire de Fos-sur-Mer. — M. Claude Rossi (div. g.) a annoncé, lundi 25 novembre, sa démission de maire de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) pour se consacrer à « une mission en matière d'environnement » que vient de lui confier le conseil général des Bouches-du-Rhône.

de France, et cette expression se fait encore un sens — ne se mobilise pas de manière vive et significative contre le projet de société raciste, elle risque demain d'assister, impuissante à la déchéance de ses valeurs essentielles. Car les immigrés ne sont qu'un écran sur lequel viennent s'imprimer les images annonciatrices d'un système autoritaire et totalitaire. L'âme de ce pays risque de périr non de vieillesse mais de résignation.

Lorsque des tombes juives ont été profanées à Carpentras, M. François Mitterrand avait marqué son indignation en se mêlant à la foule qui menifestait place de la République. Aujourd'hui, c'est le présent et l'avenir de la démocratie et de la liberté qui sont en jeu et mis en danger. Ce serait peut-être le moment de redescendre dans la rue à la tête de toutes les forces de progrès pour dire un énoncé magistral aux « théories » de l'intégrisme raciste.

COMMUNIQUE DES CADRES ET DU PERSONNEL CFE/CGC DU GROUPE BULL

Des licenciements par dizaines de milliers chez Air France, BULL, Citroën, Michelin, Peugeot, Renault, Rhône-Poulenc, Thomson... et dans tous les secteurs de l'économie. Plus de trois millions de chômeurs.

L'augmentation de nos charges sociales, la diminution progressive de notre pouvoir d'achat.

Quand la presse annonce : « La France a le regret de vous faire part de la disparition de son industrie informatique » ou « La dernière automobile de marque française vient d'être produite ».

La réalité aux yeux de cette fiction et il sera trop tard.

Est-ce une fatalité ? Non, si nous tous, consommateurs, avons le réflexe d'exiger et de comparer de manière bienveillante la production française avant d'acquiescer à un poste de télévision, une machine à laver, un micro-ordinateur, une automobile, un billet d'avion...

Non, si nous, décideurs dans notre entreprise, avant d'acheter ordinateurs, véhicules ou tout autre bien d'équipement, nous avons aussi le réflexe de privilégier l'offre de notre production nationale.

Non, si chacun d'entre nous, dans notre entreprise, avons la volonté de faire de « made in France » un véritable label de qualité.

Non, si nous cessons ce syndrome de vouloir trouver des vertus trop souvent illusoire aux produits étrangers, et ce, tant que la balance commerciale de notre pays, comme celle de l'Europe, sera aussi désastreuse.

Alors, nous tremblons seuls pour nos emplois et l'avenir de nos enfants.

En ce qui concerne l'informatique française, le Personnel et les Cadres de BULL, depuis plus de soixante années, forment un haut potentiel de compétences dans ces techniques d'avenir. Des milliers de clients à travers le monde nous ont fait confiance et attachent leur satisfaction. Nous voulons que notre pays reste présent dans cette difficile compétition internationale, mais vitale pour une indépendance nationale et européenne.

Permettez que ce personnel ait le droit de s'engager, entre mille sujets, d'avoir :

- imposé la technologie de BULL CPS, où nous sommes leader, dans les standards internationaux de la carte à microprocesseur ;
- conçu et produit le micro-ordinateur de la planète à travers la société REE venue rejoindre le groupe ;
- produit un ordinateur de grande et moyenne puissance, le DPS 7000, de conception entièrement française, et que celui-ci se soit hissé à la première place de l'indice de satisfaction client de DATAPRO, organisme international réputé et peu enclin à toute forme de favoritisme.

N'appelons surtout pas cette démarche « protectionnisme ou chauvinisme », alors qu'il s'agit d'une simple réciprocité.

En effet, trouvez-vous normal que, alors que les constructeurs de matériels informatiques japonais et américains reçoivent plus de 90 % des commandes de marchés publics de leurs pays, les constructeurs européens ne s'en voient même pas attribuer 50 % par leurs gouvernements ? Trouvez-vous aussi normal que au moment où le gouvernement français demande aux entreprises publiques de protéger l'emploi, il continue à laisser ses administrations et ses entreprises nationalisées attribuer plus de 70 % de leurs besoins informatiques aux constructeurs étrangers ?

BULL n'est pas la seule victime ; citons l'exemple du marché des micro-ordinateurs de l'éducation nationale donné à des constructeurs étrangers ; depuis, la société française GOUPI, autre constructeur de micro-ordinateurs, a déposé son bilan... Un beau gâchis.

Pour l'informatique comme pour les autres secteurs de l'industrie française, notre avenir est bien entre nos mains.

Les cadres et le personnel du Groupe BULL, 121, avenue de Malesherbes, 75764 Paris cedex 16.

A l'Assemblée nationale

Adoption du projet de loi sur la publicité comparative

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, lundi 25 novembre, le projet de loi renforçant la protection des consommateurs, qui légalise la publicité comparative. Le texte a été voté par 276 voix contre 265. Le groupe communiste s'est abstenu. Grâce à un amendement du rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Alain Berme (PS, Indre), l'Assemblée nationale a rétabli un article annulé par le Sénat, qui prévoit que, pour la fixation de rémunérations telles que le SMIC ou le RMI, l'indice des prix à la consommation ne prendra pas en compte le prix du tabac. Cela a interdit pas à l'INSEE de continuer à calculer un indice reflétant les consommations véritables (le *Monde* du 26 novembre).

Au cours de la même séance, les députés ont adopté en deuxième lecture, par 286 voix contre 8, le projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs.

Enfin, par un vote à main levée, l'Assemblée a adopté le projet de loi relatif à l'effectif des conseils régionaux, qui augmente le nombre de sièges dans quinze régions pour tenir compte des résultats du recensement de 1990.

Le Sénat repousse les crédits de travail et ceux des affaires sociales.

Le Sénat a examiné, lundi 25 novembre, le budget du ministère du travail. Les crédits du ministère ont été repoussés par les communistes et par la majorité sénatoriale, qui ont également rejeté le budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration.

RECTIFICATIF. — Dans l'analyse du scrutin qui a eu lieu vendredi au Sénat sur le projet de loi de finances pour 1992 (le *Monde* daté 24-25 novembre), il fallait lire : « Ont voté contre : 16 PC sur 16 » au lieu de « 6 PC sur 16 ».

JUSTICE

Après l'accident mortel d'Antibes

Trois ans de prison avec sursis requis contre le propriétaire du bateau

M. David Morris, un Britannique accusé d'avoir provoqué la mort d'un jeune vacancier de vingt-deux ans et blessé gravement une jeune fille dans un accident de la navigation survenu à Antibes, en août 1988, a comparu, lundi 25 novembre, devant le tribunal correctionnel de Grasse présidé par M. Pierre Chollat. A son arrivée au tribunal, dans une atmosphère tendue, il a été violemment pris à partie par les familles des parties civiles qui l'ont injurié et bousculé. M. Dominique Tournet, substitut du procureur de la République, a requis contre lui une peine de trois ans de prison avec sursis.

NICE

de notre correspondant régional

Pendant des mois, on a fouillé les ports de la Côte d'Azur et de la Riviera italienne à la recherche d'un puissant cabin cruiser à coque blanche rayée de bleu. Ce navire avait tué, le mercredi 17 août 1988, près d'Antibes, un jeune vacancier de vingt-deux ans et blessé gravement l'une de ses amies de vingt ans qui se livraient, avec trois autres de leurs copains, à la pratique d'un jeu nautique original, le « ski-bus ».

Les cinq jeunes gens, tous originaires d'Alsace, avaient pris place sur une sorte de boudin en caoutchouc tracté par une vedette à moteur. Soudain, les remous provoqués par un grand bateau qui n'avaient pas vu arriver les avaient déséquilibrés et projetés à la mer.

Deux d'entre eux avaient été touchés par les hélices de ce bateau. Le premier, Thomas Di Fava était mort sur le coup, le corps déchaqueté. L'autre, Sylvie Winkler, avait eu une jambe lacérée. Une seconde jeune fille, Nathalie Geng, vingt ans, et deux garçons, les frères Christophe et Serge Schmitt, âgés de vingt et un et vingt-trois ans, avaient été commotionnés. Quant au bateau, à bord duquel se trouvaient plusieurs adultes et enfants, il avait continué sa route comme si rien ne s'était passé. Et il était resté introuvable.

L'instruction marquant le pas, des rumeurs prirent naissance, de nature à indigner les familles des victimes. La justice, croyait-on savoir, avait identifié les auteurs de l'accident, mais il s'agissait de personnalités « intouchables ». Les enquêteurs de la gendarmerie maritime de Toulon se rendirent en Espagne où un renseignement avait pu faire croire que le bateau meurtrier appartenait à la flotte du frère du président syrien, M. Riffat El Assad. Il y eut, ensuite, une piste italienne, puis libanaise.

Au début de septembre 1990, enfin, on possédait du bateau l'aspect. M. Roger Jobe Bell, alerté par un article du *London Sunday*, permit d'identifier le propriétaire, M. David Morris, qui est interpellé puis inculpé d'homicide involontaire, blessures involontaires, fuite après un accident de la navigation et non assistance à personne en danger. Il admit que son bateau a pu provoquer l'accident mais qu'il ne s'est aperçu de rien.

Trois ans et trois mois après la tragédie d'Antibes, M. Morris se dit « heureux de l'opportunité de se défendre avec dignité devant le tribunal ». D'allure très « british ».

grand, mince, en costume bleu sombre à fines rayures blanches, lunettes corallées, cet expert immobile âgé de cinquante-six ans fait preuve d'une totale impassibilité. L'un de ses avocats, M. Avery Gibo-Kane, qui le connaît depuis vingt ans, le décrit, elle-même, comme un homme froid qui ne montre pas ses émotions, « stiff upper lip » (littéralement « dont la lèvre supérieure ne tremble pas »). Mais il est, cependant, « navré » de ce qui est arrivé.

« Manœuvres perturbatrices »

La version : la vedette tractant le « ski-bus » est arrivée, de la gauche, par l'arrière, l'a rattrapé et lui a coupé la route. Les témoignages des victimes, un rapport d'expertise maritime et deux reconstitutions tendent, au contraire, à démontrer que le bateau rattrapé était celui de M. Morris. Ce dernier conteste les résultats de la reconstitution à laquelle il a participé en septembre 1990.

Faillie importante de deux sa défense, il a été le seul à ne ressentir aucun choc alors que plusieurs de ses passagers ont affirmé avoir entendu un « bruit sourd » contre la coque. La jeune Marie-Anne Bell s'est même demandée « si elle n'avait pas été dans l'eau ». Plusieurs autres éléments laissent planer un doute sur l'attitude de M. Morris. Trois mois après l'accident, il a mis en vente son bateau, qu'il n'avait plus utilisé. L'acquéreur a constaté que le gouvernail avait été faussé et qu'une des hélices était endommagée. Il apparaît, enfin, étonnant que M. Morris n'ait pas eu connaissance de l'affaire à laquelle la presse locale et nationale avait donné un grand retentissement.

Août de l'audience, les parties civiles n'ont guère été tendues. Me Michel Dossetto (Marseille), a accusé M. Morris de « jeu sadique » et s'est indigné, que, dans ce dossier, « le mépris se soit ajouté à la violence ». Deux jours plus tard, le substitut Tournet s'est déclaré « convaincu qu'il avait menti », et a explicitement évoqué l'hypothèse selon laquelle le bateau était, en fait, piloté par un enfant.

Les défenseurs de M. Morris se sont efforcés, de leur côté, de jeter le doute sur les circonstances réelles de l'accident. M. Gérard Cénas (Aix-en-Provence), qui a plaidé la relaxe de son client sur le point de la responsabilité, a fait savoir qu'il n'avait pas fait supporter sur son rapport de la gendarmerie maritime d'excitant pas que la jeune femme pilotant le bateau tracteur ait pu effectuer des « manœuvres perturbatrices » et aurait donc eu une part de responsabilité.

GUY PORTE

Le procès de la COGEDIM au tribunal correctionnel de Paris

Présentations et zakouski

Le procès dit de la COGEDIM s'est ouvert, lundi 25 novembre, devant le 31^e chambre correctionnelle. Après les présentations d'usage, les avocats ont contesté l'instruction du dossier.

Ce fut superbe. D'un même mouvement, ils se levèrent comme à l'office pour écouter M. Mario Stasi égrener le long chapitre de leurs doléances à l'endroit de la justice. Et derrière l'ancien bâtonnier, magnifiques de candeur, ces rois du béton se prirent à rêver d'innocence reconquise, consacrée. Une minute, ils oublièrent l'humiliation de leur garde à vue, de la prison parfois, bref, d'une instruction vécue comme une épreuve, la effaçant presque le souvenir encore frais, en début d'audience, de leur passage obligé entre une haine de gendarmes et de photographes.

Ils découvraient, ces quelques semaines inculpés, une justice décidée à mettre les petits plats dans les grands. Au point de réserver pour six semaines, au plus, le prétoire d'ordinaire réservé aux affaires délicates de terrorisme. Au point d'accueillir à bras ouverts les avocats par dizaines et les journalistes par centaines. Et c'était un étrange spectacle, dans cette chambre correctionnelle transformée en étuve, que d'observer chacun se soulever poliment avant le combat.

Car ce ne furent que présentations et zakouski. Tous ces pairs on infortune débattant à la barre d'éluder leur patronyme et ceux de leur père et mère. Ce fut tout juste si une rumeur bourdonnante de cocktail s'interrompit quand M. Michel Meur, PDG de la COGEDIM, ou M. Jacques Perche, président de la SCRECO, s'avancèrent. Tout juste si l'on tourna la tête au passage de M. Casco Carino, gérant de la CTMT et accusateur de la COGEDIM.

Quant à M. Joseph Choukroun, l'unique détenu, disons qu'il fut carrément négligé, portant tout à la fois sur ses épaules son supposé militantisme au Service d'action civique gailliste, le SAC, ses mésaventures judiciaires passées, et la fat d'avoir attiré l'attention du flic dont l'acquitte entraîne sa chute et celle de ses complices. Sans lui, point d'affaire, point de ces fausses factures dont il va bien falloir s'occuper.

Comptabilité buissonnière

Mais en ce jour d'ouverture, il ne fut pas question des 200 millions de francs qui firent comptabilité buissonnière, M. Choukroun, cinquante-neuf ans, à l'inquiétude sur tout de la fidélité du croquis de presse de TF1. « N'oubliez pas mes moustaches ! » Elles ne furent pas oubliées.

Il restait à la présidence du tribunal, M. Claude Noquet, le devoir de constater l'absence de

trois inculpés, dont les frères Gomez qui dirigèrent la société Gorman, et à enregistrer la constitution des parties civiles : celles de deux entreprises, de l'Etat français et enfin de M. Jacques Bidou, ancien juge banni de la magistrature, déclarant sur le champ que « l'Etat français est absolument coupable de ce qui s'est passé ».

A défaut de s'en prendre à l'Etat, une première vague d'avocats s'en prit rudement au juge d'instruction David Peyron demandant notamment au tribunal de renvoyer le procès. M. Roger Doumth, l'un des conseils du PDG de la COGEDIM, s'étonnant que son client puisse être jugé tout en restant inculpé dans un dossier encore à l'instruction, se fit un plaisir de rapporter l'un de ses dialogues avec le juge : « M. Meur reste inculpé ? »

— Oui.
— De quoi ?
— C'est général.
— Comment, général ?
— Il y a des faits précis.

— Mais vous êtes saisi en rem !
Et M. Doumth, mimant l'incompréhension, se déclara : « Le juge reste saisi ! In personam ! M. Meur restera donc toute sa vie inculpé. Que deviennent nos règles les plus sacrées ? Le tribunal lui fit la grâce d'un sourire.

Suite des débats mardi 26 novembre.

LAURENT GREILSÄMER

Dans les milieux judiciaires

Les syndicats expriment leurs réserves à propos de la réforme de la procédure pénale

Après la communication de MM. Nallet et Sapin sur la réforme de la procédure pénale au conseil des ministres du 20 novembre (*le Monde* du 21 novembre), l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui se félicite du maintien du juge d'instruction, déplore la lourdeur de la nouvelle procédure qui, selon elle, « affaiblira l'efficacité de la justice pénale ». L'USM craint que cette réforme ne soit vouée à l'échec faute de moyens.

Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui dénonce « les incohérences de cette réforme », commente les déclarations de M. Mitterrand sur le Conseil supérieur de la magistrature. « Comment peut-on envisager de repenser le rôle des

acteurs du procès pénal sans connaître leur statut ? », note le SM, qui dénonce également l'absence de logique qui conduit à confier la mise en détention et sa prolongation à une collégialité tout en laissant au juge d'instruction le soin de répondre aux demandes de mises en liberté. « Si l'on ne peut que se féliciter d'un renforcement des droits de la défense, conclut le SM, l'absence de toute disposition visant à renforcer le contrôle de l'autorité judiciaire sur la police et le refus de permettre au garde à vue de communiquer avec un avocat risquent fort d'en limiter la portée. »

Enfin, le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche), qui dénonce les « pressions corporatistes et politi-

ques qui ont pesé sur le gouvernement », se dit « déçu par l'imprécision des propositions ». Le SAF regrette que les trois préalables qu'il avait définis aient pu être retenus, par la chancellerie : accès aux gardes à vue pour les avocats, accès permanent au dossier pénal, et création, pour les avocats, d'un « exemplaire de défense » de tous les procès-verbaux des procédures. Le SAF approuve cependant l'instauration de la collégialité, mais il estime que sa portée est « réduite à néant », notamment par deux « anomalies » du projet : le juge d'instruction fera partie de la collégialité et les demandes de mise en liberté continueront à être confiées au seul juge d'instruction.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

CORRESPONDANCE

M. Alexandre Reza et la joaillerie Chamnet

M. Alexandre Reza, joaillier, qui avait porté plainte pour abus de confiance contre les frères Chamnet, nous adresse, au titre du droit de réponse, la lettre suivante, après l'article de Daniel Schneidermann publié dans le *Monde* du 10 octobre :

L'article du 10 octobre signé de M. Schneidermann et intitulé « Acharnement confraternel de M. Alexandre Reza », outre son parfait outrageant à mon égard, recèle des lacunes et des inexactitudes qu'il me faut corriger. Je me permettrai donc de rappeler quelques faits.

De 1980 à 1987, j'ai confié à la Maison Chamnet divers bijoux et joyaux pour une valeur totale évaluée à 50 millions de dollars. Rappelons-je que la pratique de « confier », dont M. Schneidermann paraît me faire grief, est traditionnelle dans notre profession, sans autre garantie que la parole donnée et la réputation d'honnêteté des parties. Cette pratique était certes pour moi l'occasion de réaliser quelques ventes, mais elle permettait surtout à la Maison Chamnet de bénéficier d'un stock de pierres et de parures important — dont on veut bien admettre qu'elles étaient exceptionnelles et parmi les plus belles — sans en supporter au préalable les frais d'investissement.

M. Tiennot Grumbach, nouveau président du Syndicat des avocats de France. — Le conseil syndical du Syndicat des avocats de France (SAF, gauche) issu du congrès qui s'est tenu le 2 novembre à Port-Marly (Yvelines) (*le Monde* du 5 novembre) a élu samedi 16 novembre son nouveau président, M. Tiennot Grumbach, du barreau de Versailles. M. Grumbach, ancien bâtonnier, succède ainsi à M. Marc Guillemin qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat.

La mère de Lucie inculpée d'homicide volontaire. — Myriam Farnetier a été inculpée, lundi 25 novembre, d'homicide volontaire par M. Marie-Caroline de Botass, juge d'instruction à Lille, à la suite de la découverte du corps de sa fille Lucie, dissimulé dans un jardin de Villeneuve-d'Ascq (Nord). Selon le procureur de la République, la jeune femme, âgée de vingt-sept ans, qui a reconnu avoir échangé avec un orfèvre la fillette âgée de deux ans avant de s'enlever un emménagement, souffrirait de « troubles relationnels » (*le Monde* daté 24-25 novembre).

Bien évidemment, je n'ai jamais imaginé que mes bijoux, bijoux de confiance, pourraient dévaluer des pierres m'appartenant, les disperser à travers l'Europe, les vendre sans m'en avertir, ou les donner en nantissement à des tiers. C'est ce contredit avec la vérité de prétendre que j'imposais aux frères Chamnet « des pratiques contraires à tous les usages commerciaux », alors que les frais financiers que je leur ai fait supporter sur huit ans ont été plus que modérés.

Précisons-je que de 1980 à 1987, tandis que ma maison payait 1 109 630 francs de frais d'acompte sur les bijoux achetés par Chamnet, les frais d'acompte que leur ont été décomptés ne se sont élevés qu'à 511 840 francs pour huit ans et pour un montant de ventes de 34 236 773 francs !

Nous sommes loin des 23 % que j'aurais appliqués « au contraire de tous les usages commerciaux », aux frères Chamnet, profitant du fait qu'ils étaient « pris à la gorge ».

Comment peut-on dire que le plaçant, moi en l'occurrence, se trouve « en position quelque peu délicate, par excès de confiance pour avoir maintenu trop tard le giron autour du cou des Chamnet aux abois », et que « les précautions prises par Alexandre Reza se retournent contre lui » ? Comment oser demander « qui dupa qui » et chercher des raisons obscures, dont « la rage d'avoir vu pour une fois sa confiance trahie », à ce qu'il s'y a que tenté à faire valoir son bon droit, et pourquoi laisser entendre qu'elle aurait pu être fatale à une maison biennetennière, alors que le montant de ma créance est de 26 millions de francs et que la faillite « officielle » du montant du passif vérifié de la Maison Chamnet se monte à 1 milliard 700 millions de francs ?

Aujourd'hui, la justice étant saïe, je cherche, il est vrai, à récupérer pour mon entreprise les pierres et les bijoux détournés, ne pouvant comme beaucoup d'autres dans cette affaire perdre des millions sans me manifester.

M. Schneidermann conclut que l'analyse de mon attitude au tribunal serait « plutôt de la compétence d'un psychanalyste... » Ne pourrions-nous pas le consulter ensemble ?

[Le ton de la lettre de M. Reza confirme bien les impressions traitées dans la compte-rendu d'audience lacrimale. Cette lettre se contredit à chaque fois qu'on s'efforce de la lire. Elle ne peut se lire qu'en la lisant, et non à l'interprétation qu'en fait M. Reza. — D. S.]

DIAGONALES

PRÉSENTATEUR. — D'abord un grand bravo du public de notre émission « L'Inutile, pour quoi faire ? », et de tout notre plateau dont auquel une question brûle les lèvres : j'ai un peu envie de dire, ces cinq millions de coups de rame, en pleine morosité française, quelle leçon en tirer, en direction des jeunes, notamment...

Jeune. — C'est vrai qu'en tant que jeune-an, disons ça, vu qu'on rame au niveau gâfre-an...

Présentateur. — Je ne te coupe pas la parole, tu as l'âge de mon fils, mais ce comble du grenat, à quoi d'Abouville va le faire servir, vous permettez que je vous appelle Gérard ? Je vois, nous, hommes d'aujourd'hui, on se jure l'info rien que l'info, mais on est des hommes avec nos tripes, et ce pouvoir de la notoriété, parce qu'enfin pourquoi le nier, tu permets que je te dise tu ?

Editorialiste d'opposition. — Au milieu des « affaires », des manœuvres policières, de l'effondrement de l'Etat, du renouveau des valeurs, merci pour cet air pur du courage solitaire ! C'est la raison pour laquelle je pose la question fondamentale, centrale et majeure : après les coups de rame, le coup de balai antisocialiste, vous ne croyez pas ?

Secrétaire d'Etat à l'exploitation des exploits. — Toutes ces félicitations officielles, cette rosée du mérite maritime...

Editorialiste d'opposition. — Vous ne savez plus faire que ça, dans une France en loques...

Secrétaire d'Etat. — Je ne t'ai pas interrompu... N'est-ce pas la preuve, dis-je, n'est-ce pas la preuve, je le dis, n'est-ce pas la preuve que le gouvernement tient le cap du mouvement et...

Présentateur. — Nous avons là, justement, le record des avaleurs d'escargots, je ne sais plus combien d'escargots à l'heure, j'ai un peu envie de vous demander à tous les deux,

n'est-ce pas Gérard, le dépassement personnel, ça veut dire quoi, en 1991, bientôt 92 ?

Avaleur d'escargots. — Moi, c'est un peu différent, je cherchais avant tout à...

Pay. — J'irai très loin, au contraire. Si j'écoute ces deux records de la répétition écorçante, qu'est-ce qui se dit là, qu'est-ce qui fait retour ? Est-ce que ça n'aurait pas à voir avec les visqueux, de l'ordre du matriciel, hein, quoi ? Ce phallus paternel trépassé quatre fois chevillé par la mer-mère, j'y entends rumeur de quelque chose qui...

Prêtre divorcé. — Moi qui suis resté croyant à ma manibère, désolé mais, merde, ça pue la queue d'abeille, ton truc, Gérard, le transcendance à plein nez, je me trompe ? Te patience, hiii, ça me rappelle le type qui disait : l'éternité, ça doit être long... surtout vers la fin !

Penseur de la modernité. — Pough, elle n'est pas de toi ! En tout cas, comment ne pas voir là un nouveau triomphe de l'humain sur la barbarie, de l'éthique sur les ruines du politique, du personnel sur le collectif, de l'inné sur les fariboles égalitaristes de l'acquis ? Avouez, d'Abouville, que sans vos ancêtres, sans votre parole...

Gauchiste attardé. — Un balayeur malien, effectivement, n'aurait pas idée de balayer l'océan pour le plaisir, ni les moyens. Un haze de classe, rien de plus ! A propos, est-il exact que d'Abouville a prévenu l'exclusivité de ses impressions à votre chaîne ? Si oui, si la vérité n'est plus qu'une dernière réponse au plateau offrant, c'est bien simple, je quitte ce plateau,

et le monde entier saura que...

Présentateur. — Nous n'avons rien à cacher, n'est-ce pas Gérard ? Auparavant, une pose de cette pub tant décriée mais sans laquelle... Nous nous retrouvons dans un instant.

Pub. — Cessez de ramer ! Une nouveauté chevillante : la poudre Dabo...

Marin éprouvé. — Un point technique me préoccupe, cher Gérard, moi qui ai l'astuce et le courage de fabriquer mon eau douce avec une pompe à vélo, quand ton ballast s'est bouché par 58 noueds dans les rafales, et que tu rames babord...

Purista. — Ça m'étonna da vous, un vrai marin ne dit jamais : rame, mais : aviron.

Présentateur. — C'est vrai, ça, Gérard, on ne doit pas dire : rame ? Qu'en pensez, je me tourne vers lui, l'auteur de « Mers amères » ?

Auteur de « Mers amères ». — En principe, mais c'est l'usage qui décide. C'est comme pour la TVA sur les artistes. Car vous ne savez pas la dernière ?

Présentateur. — Il va falloir rendre l'antenne... Avons déjà débordé de plusieurs spots, merci le Journal, où je vous retrouve dans un instant. Je crois que ça en valait la peine. Alors, d'un mot, Gérard, si tu avais à résumer, là, en quelques secondes, on me fait signe... Quand on est au milieu de l'océan, qu'on doute des chances d'arriver, des raisons d'être parti, je pose carrément la question, c'est l'esprit de l'émission, on pense à quoi, je veux dire, à ses parents, à Dieu, à ses furoncles, à la prochaine défarfante, à quoi ? Je sais que c'est émuvant, d'être là, au milieu d'un si beau plateau. Crois bien que nous-mêmes... Pardon Gérard. La pudeur, nous connaissons. Qui veut répondre ?

Avaleur d'escargots. — Il faudrait une seconde émission.

Tous. — Oh oui !
Régie. — J'envoie le générique de fin, coco ?

لوحة في البيت

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Par une lettre à tous les médecins, dentistes et sages-femmes

Le ministère de la santé veut relancer le dépistage du sida

M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, a annoncé, lundi 25 novembre, la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer la lutte contre le sida. En particulier, une lettre sera adressée dans les prochains jours à tous les médecins, dentistes et sages-femmes pour qu'ils incitent leurs patients à subir un test de dépistage du virus du sida.

Sans doute conscients des limites des campagnes d'incitation à l'utilisation des préservatifs, les pouvoirs publics ont décidé de lancer une vaste campagne d'incitation au dépistage du virus du sida. Actuel-

lement, estime-t-on au ministère de la santé, entre 100 000 et 200 000 personnes sont, en France, séropositives. Et, parmi celles-ci, environ 70 000 seraient suivies par un réseau de soins. Restent donc 30 000 à 130 000 personnes que le gouvernement espère encourager à aller se faire dépister de manière à ce qu'elles puissent « bénéficier d'une prise en charge à la fois médicale, psychosociale ou juridique » dans le cas des hémophiles ou des transfusés.

Concernant ces derniers, le ministère de la santé leur demande de s'adresser à leur médecin traitant habituel qui doit être, en principe, informé des éventuelles transfusions reçues par le patient. Dans le cas contraire, c'est ce même médecin qui devra se mettre en

rapport avec l'établissement dans lequel le patient a été hospitalisé. C'est également ce praticien qui aura pour tâche d'expliquer au malade les avantages de se faire dépister le plus précocement possible (prévention de la transmission à son ou ses partenaires sexuels, prise en charge médicale précoce). Pour les patients n'ayant pas de médecin traitant, le ministère de la santé indique qu'ils peuvent s'adresser directement à l'établissement où ils ont été hospitalisés et demander toutes les précisions qu'ils souhaitent obtenir concernant d'éventuelles transfusions.

D'autre part, tous les médecins, dentistes ou sages-femmes vont recevoir dans quelques jours une lettre leur rappelant que la consultation est le moment privilégié pour rechercher des facteurs de risque éventuels (toxomanie, comportements sexuels, transfusion) et prescrire un test de dépistage.

F. N.

M. Patrick Matet nouveau directeur de l'Agence française de lutte contre le sida

M. Bruno Durieux a annoncé que M. Patrick Matet a été nommé directeur de l'Agence française de lutte contre le sida, en remplacement de M. Dominique Charvet, nommé directeur de la protection judiciaire de la jeunesse au ministère de la justice.

[Né en 1950, M. Patrick Matet qui a été diplômé de l'École nationale de la magistrature en 1979, a tout d'abord exercé comme juge à Saint-Nazaire, puis à Rochefort. En juin 1989, il devient chef du cabinet du garde des sceaux. En octobre 1990, il est chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État à la défense puis, en mai 1991, chef de cabinet du secrétaire d'État au commerce extérieur.]

Le professeur Didier Sicard à la tête de la Commission consultative de la transfusion sanguine

Le professeur Didier Sicard a été nommé président de la Commission consultative de la transfusion sanguine.

[Né le 28 janvier 1938, le professeur Didier Sicard est professeur de médecine interne à l'hôpital Cochin (Paris). Spécialiste des maladies infectieuses, il a dirigé la faculté de médecine de Valenciennes (Laos) de 1974 à 1978. Conseiller médical du directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, le professeur Sicard est coordonnateur du CISH (structure de prise en charge du sida) des hôpitaux Cochin, Farnier et Broussais depuis 1989.]

EN BREF

Deux blessés, dont un policier, après le plastage d'un immeuble à Aix-en-Provence. — Une fusillade a éclaté, lundi 25 novembre, entre une patrouille de police et un groupe d'hommes qui venaient de faire sauter un immeuble en construction dans la ZAC d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Un policier a été blessé au cours de l'échange de coups de feu, ainsi qu'un membre du commandement de plastiques qui a été emporté par ses complices lors de leur fuite.

Un mort et un blessé dans un règlement de comptes à Marseille. — Alors qu'ils étaient attablés dans le bar de l'Union dans le quinzième arrondissement de Marseille, un homme a été tué et un autre grièvement blessé, lundi

soir 25 novembre, par des inconnus en armes qui ont fait irruption dans l'établissement. Les noms des victimes n'étaient pas déterminés mardi 26 novembre, par les enquêteurs de la brigade criminelle du SRPJ de Marseille, qui estiment toutefois qu'il devait s'agir d'un règlement de compte.

Le prix mondial Cino Del Duca au professeur Juvet. — Le prix de la Fondation Del Duca, doté de 200 000 F, a été attribué au professeur Michel Juvet, spécialiste français de l'étude du sommeil et du rêve.

M. André Miquel nommé administrateur du Collège de France. — M. André Miquel vient d'être nommé administrateur-président de l'Assemblée des profes-

seurs du Collège de France par décret du président de la République (Journal officiel du 24 novembre). M. Miquel qui est nommé pour trois ans remplace à la tête du Collège de France M. Yves Laporte qui prend sa retraite.

[Né le 26 septembre 1929 à Mèze (Hérault), ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de grammaire et docteur en lettres, André Miquel est spécialiste de l'Orient et de l'Islam. Il a exercé à Aix-en-Provence, à l'École pratique des hautes études, puis à Paris-VIII et Paris-III, avant de devenir professeur au Collège de France en 1976. Administrateur général de la Bibliothèque nationale (1984-1987) et président depuis 1989 du conseil supérieur des bibliothèques, il est l'auteur d'un rapport sur les bibliothèques universitaires qui fit du bruit à sa parution en février 1989.]

TAUROMACHIE

La mort du matador français Nimenno II

La lumière, puis l'ombre

Le plus célèbre matador français, Christian Montcouquiol - dit Nimenno II, s'est donné la mort lundi 25 novembre dans sa maison de Cavaillac (Gard). Après une terrible blessure dans les arènes d'Arles, le 10 septembre 1989, et malgré une rééducation intensive, il n'avait jamais admis ne plus pouvoir porter le costume de lumière. Il était âgé de trente-sept ans.

C'était à Séville, le 23 avril 1977, sortant des arènes, Luis Bolívar, ami et confident du fameux « Belmonte », faisait remarquer à quelques amis qu'il entourait : « J'ai vu aujourd'hui dans la Maestranza, surgir l'ombre du plus grand et ce nom est si grand que je n'ose l'écrire ». Peut-être le trait est-il forcé. Mais ce jour-là, en état de grâce, le fragile novillero qui, par fidélité à sa ville d'adoption (il était né à Spire en Allemagne), porte son nom, a conquis la cité qui est à la tauromachie ce que Bayreuth est à la musique. La mort absurde, qu'en ce jour de novembre l'été et surprise dans ce village de Cavaillac, qui comme tous les villages gardois est titillé par « la fièvre du bou », il l'a connu. Pour être mieux que quiconque. Tout au long de sa vie, il a fréquenté, vêtu d'or et d'argent, pour rouler sur le sol le feu qui, sans cesse ressuscité, cherche, comme en avant, à l'éventurer. Ce geste de désespoir, cette tristesse qui soudain envahit ce corps maigre par des années de combats sauvages, prouve bien que les toreros sont des hommes comme les autres. Il est mort seul. Seul est aussi le matador qui s'approche de la bête haléante pour l'ultime assaut.

Nimenno II avait choisi l'arène pour s'exprimer, vivre sa passion et recueillir son histoire. Celle d'un gamin qui ne rêvait que de taureaux noirs et puissants, qu'il savait si bien faire glisser le long de son corps. Il a connu les heures difficiles des débutants qui doivent affronter des bêtes dont on ne connaît ni l'âge ni l'origine, le doute mais aussi de grandes journées où la foule, à l'heure des TGV et des jets, sait encore acclamer les derniers préteurs de la liturgie paternelle. L'échec parfois. Enfin

Une allure précieuse

On n'oublie pas quand s'avance le paseo, son allure précieuse avec ce bras gauche, décollé du corps, qui bat l'air comme le balancier d'une horloge. Il avait ce quelque chose de guindé qui disparaissait lorsque le taureau jaillissait du toril et se jetait sur sa cape. Nous ne reverrons donc plus, à l'heure où le soleil découpe les ombres sur le sol, ce pays royal qui, sous les ciels lumineux du Sud, se jouait de la vie - d'été - armé d'un chiffon rouge. Il nous avait dit : « Quand le bête passe bien, quand mon corps est en parfaite harmonie avec le taureau, quel plaisir, quelle joie ! Le public le ressent, c'est la fête ».

La fête s'est achevée il y a deux ans, sur les bords du Rhône. Par un après-midi venté de septembre, un taureau de Mur, l'arène, l'écroule et le torero se fait éjecter. Il retombe lourdement sur le tapis. Convulsé, brisé, le costume à jamais sali. C'est ce jour-là que Nimenno II est mort.

« Qu'il repose en paix », ont murmuré les vieux aficionados apprenant la nouvelle de Cavaillac. Ceux-là même qui le découvrant quand pour le premier fois, en 1967, tel un gamin espiègle ravi de jouer un bon tour, il apparaissait dans une arène. C'était à Terreson, il avait trois ans.

JEAN PERRIN

POLICE

Un accord franco-britannique

Sécurité cordiale

dans le tunnel sous la Manche

Un protocole entre les gouvernements français et britannique a été signé, lundi 25 novembre à Saragat (Pyrénées-Orientales), par le ministre de l'Intérieur français, M. Philippe Marchand, et son homologue britannique, M. Kenneth Baker, pour définir des règles relatives « aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire et matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle » concernant le tunnel sous la Manche.

Les contrôles des voyageurs dans les trains directs entre Paris et Londres auront lieu en cours de route. Quant aux personnes plaçant leurs véhicules à l'intérieur des « caisses » d'Eurotunnel pour traverser le Channel, elles ne seront contrôlées qu'une fois : du côté français pour les voyageurs allant en Grande-Bretagne, du côté britannique pour ceux qui se rendront en France, dans des commissariats de police conjoints qui seront créés à chaque extrémité du tunnel.

« Nous continuerons à contrôler l'entrée des personnes mais il faut simplifier les procédures », a commenté M. Baker. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de l'Accord franco-britannique, qui prévoit le renforcement des contrôles aux frontières communes des Douze.

S'agissant de la sécurité générale, du côté français, ce sont les douaniers qui assureront les contrôles de sécurité (fret, véhicules, voyageurs), tandis que la police de l'air et des frontières (PAD) assurera les missions de police générale et judiciaire, ainsi que la prévention des actes terroristes en se chargeant des interventions sur les objets suspects avec une équipe de démineurs. Camions, fret et trains seront passés au crible d'un dispositif à haute technologie (détection neutronique et radioscopie) chargé de détecter la présence d'explosifs. Du côté anglais, la police du Kent et du Sussex seront en charge de la sécurité.

Les grands principes de la coordination des services de secours ont été définis, qu'il s'agisse du partage des responsabilités ou de la mise en place d'un PC de crise. En matière de coopération judiciaire, le protocole a prévu l'apparition d'une sorte de « frontière » judiciaire : au beau milieu du tunnel, lorsqu'une infraction sera commise sur le territoire de l'un des deux États, celui-ci sera pleinement compétent et appliquera sa propre législation.

ERICH INCIYAN

DÉFENSE

Pour en faciliter l'exportation

Le constructeur du char Leclerc demande à l'armée d'en accélérer la mise en place

Pour gagner des marchés à l'exportation, le groupe GIAT-Industries, qui fabrique des armements terrestres, demande à l'armée de terre française d'accélérer - pratiquement de deux ans - la mise sur pied de son premier régiment de chars Leclerc dans l'espoir de pouvoir constituer une « vitrine » pour la clientèle étrangère.

Les sociétés Dassault, Matra et Thomson-CSF, auxquelles le ministère de la défense, M. Pierre Joxe, vient de refuser d'acheter la version « exportation » du Mirage-2000 en dépit de leurs pressions (Le Monde des 1 et 2 novembre), ont fait un écho. A sa manière, le président-directeur général du groupe GIAT-Industries, M. Pierre Chiquet, les a imitées, au motif qu'un matériel d'autant plus cher qu'il a d'abord été retenu par l'armée française. Devant la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Chiquet a récemment estimé « nécessaire qu'un régiment de chars Leclerc soit constitué en France avant 1994 afin de conforter les démarches de GIAT-Industries à l'exportation ». « Les perspectives de vente du Leclerc à l'exportation », a expliqué le PDG de GIAT-Industries, sont prometteuses. Les négociations en cours ne pourront aboutir que si le démarrage du programme n'est pas affecté par une réduction des commandes

nationales. Quelle que soit la qualité des structures commerciales et des matériels, il est indispensable que l'armée de terre se dote de chars Leclerc dans la mesure où il s'agit de contrats de coopération entre États, qui dépassent le seul cadre de la vente commerciale ».

M. Chiquet n'a pas davantage donné de précisions. Mais on sait (Le Monde du 11 septembre) que plusieurs pays étrangers s'intéressent au Leclerc, notamment l'Arabie saoudite (pour 500 exemplaires), les Émirats arabes unis (390), la Suède (120) et le Qatar (50).

Une dépense globale de 63 milliards de francs

En souhaitant la mise sur pied d'un régiment français pour 1994, l'industriel anticipe de deux ans. Au rythme de ses commandes annuelles qui se font en compagnottes (1), l'Armée de terre ne peut espérer disposer avant 1996 d'un régiment complètement opérationnel, soit quatre-vingts Leclerc en ligne répartis en deux groupes de quarante (au lieu des cinquante-deux, voire des soixante-dix chars AMX-30 B2 que compte actuellement un régiment blindé, selon qu'il est basé en France ou en Allemagne). Entre la commande et la livraison, il peut s'écouler trois ans. Le programme Leclerc, à raison de huit cents exemplaires de série pour la France, représente une dépense globale (études, développement et industrialisation

compris) de 63 milliards de francs. Les exigences formulées par GIAT-Industries sont liées au fait que le programme était, à l'origine, de cent Leclerc par an pour les besoins français alors qu'il est maintenant prévu d'en fixer le rythme à moins de quarante exemplaires. Cette réduction de plus de la moitié des objectifs de la programmation militaire bouleverse les données industrielles de l'opération.

Avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs prévu en 1991 pour environ 18 000 chars, GIAT-Industries en a tiré la conclusion qu'il a besoin du label national pour exporter en dépit d'un marché de l'armement qui décline. Ses commandes à l'exportation ont atteint 850 millions de francs en 1989 ; 3,7 milliards en 1990 et 3,5 milliards pour les neuf premiers mois de 1991. « La politique du groupe vise à sauvegarder cet acquis, malgré la baisse des commandes budgétaires », a expliqué aux députés M. Chiquet qui voit - sans le dire expressément - dans la constitution, dès 1994, d'un régiment français de Leclerc l'unique charge d'aider l'industriel à présenter son matériel et à former les équipages au profit de clients étrangers.

J. I.

(1) En 1989, première année du contrat, la France a commandé 16 Leclerc ; 10 en 1990 ; 12 en 1991 et probablement 30 en 1992.

Qui a dit "Je ne pensais pas qu'un jour, je pourrais jouer comme un homme" :

- Wolfgang Amadeus Mozart (p. 60)
- Jean-Pierre Léaud (p. 28)
- Yves Montand dans le hors-série Têlerama (en kiosque cette semaine).

Avant de tout croire, lisez Têlerama cette semaine.

Têlerama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

SCIENCES • MEDECINE

Une mer dilapidée

Stérilisation des sols, pollution de l'eau douce : l'« aménagement » inconsidéré de la région de la mer d'Aral est fatal à la nature et à la population

La mer d'Aral se meurt. La mer d'Aral est morte. Il suffit de quelques chiffres pour s'en convaincre. Avant 1960, cette mer intérieure était, par sa superficie, le quatrième « lac » du monde après le Caspien, le lac Supérieur et le lac Victoria. Cette superficie était d'environ 68 000 kilomètres carrés; sa profondeur moyenne de 16 mètres; son volume d'eau de 1 100 kilomètres cubes était alimenté par les apports annuels de quelque 41 kilomètres cubes de l'Amou-Daria et des quelque 13 kilomètres cubes du Syr-Daria; dans son eau se trouvaient 10 à 11 grammes de sel par litre (1) vivait vingt-quatre espèces animales commercialisables donnant 48 000 tonnes de produits de la pêche (2) dont plusieurs dizaines de millions des 3 millions d'habitants de la région tiraient leurs moyens d'existence.

En 1990, la superficie de la mer d'Aral n'était plus que de 35 000 kilomètres carrés et son niveau avait baissé de près de 19 mètres; son volume d'eau s'est réduit à 450 kilomètres cubes, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, à eux deux, ne lui apportant guère plus de 1 kilomètre cube d'eau par an, et encore cette eau est-elle extrêmement polluée; sa salinité est montée à 30 grammes par litre, était entendu qu'il ne s'agit pas de sel marin mais de carbonate et de sulfate de calcium, de chlorure et de sulfate de magnésium et de sodium et aussi d'autres produits peu recommandables; les espèces animales aquatiques qui vivaient il y a seulement trente ans ont quasiment toutes disparu; les pêcheries ont totalement cessé depuis 1979. Et outre, les marais et roseaux, biologiquement très riches, qui occupaient de vastes surfaces, en particulier dans les deltas des deux fleuves, se sont réduits comme de vagues peaux de chagrin, ce qui a beaucoup appauvri la faune et la flore terrestres de la région et est fatal à une proportion importante de la population.

Tout le monde est d'accord sur l'étendue de ce désastre écologique et humain. Et tout le monde est aussi d'accord pour désigner le coupable : l'irrigation inconsidérée par les volumes d'eau prélevés et les modalités de leur répartition qui a été développée — sans aucun respect pour les hommes et l'environnement, sans aucune attention aux méthodes rationnelles de culture par irrigation — dans le but de faire de cette partie des Républiques soviétiques d'Asie le « grenier » à coton (et, aussi à fruits et légumes) de l'URSS.

La lecture de quelques articles (3) est terrible pour les « décideurs ». Mais l'étude historique que le professeur René Létolle (université Pierre-et-Marie-Curie) est en train de terminer est très instructive : elle montre que l'irrigation n'est pas une chose nouvelle dans cette région.

Curieusement, l'existence même de la mer d'Aral est attestée, depuis

130 000 ans (plus ou moins 10 000 ans), par les études qui ont été menées sur le terrain mais elle a été ignorée au moins jusqu'au dix-septième siècle en Europe occidentale (et même en Russie) : on confondait Caspienne et mer d'Aral et on affirmait que l'Amou-Daria (l'Amou-Daria) et le Syr-Daria (le Syr-Daria) se jetaient dans la mer Caspienne. Ce qui a été vrai à certaines périodes du passé pour l'Amou-Daria : ce fleuve, en effet, jusqu'en 1221 et depuis une époque imprécise, coulait effectivement vers la Caspienne en empruntant la vallée actuellement sèche d'Ouzboy ou se déversait en partie dans la dépression du Sary-Kamy (la « Rosolère jaune »).

Des principautés florissantes

Au Moyen Âge, des principautés musulmanes florissantes se développent à Khiva, Boukhara, Samarcande, etc., et les khans font des deltas marécageux leurs réserves de chasse personnelles tandis que les cultures irriguées prospèrent le long des fleuves. Les Mongols de Gengis Khan (vers 1160-1227) puis, dans une moindre part, les Turcs de Tamerlan (1336-1405) apportent la déolation.

Pendant le dix-septième siècle et même le dix-huitième siècle, les Russes sont occupés à pénétrer la Sibirie et ne s'intéressent guère à cette partie de l'Asie centrale. A ceci près qu'ils avancent pourtant peu à peu : au début du dix-neuvième siècle, ils arrivent au Syr-Daria qu'ils remontent au fil des années malgré la résistance que leur opposent les Khans des principautés de Khiva, de Boukhara et de Samarcande. En 1873-1874, ils partent en même temps de la Caspienne et de Tachkent et prennent sans difficulté ces deux dernières villes. Khiva est conquise peu après par des troupes parties des forts établis auparavant le long du Syr-Daria et ayant traversé le désert du Kyzylkoum en plein hiver.

Pour assurer leurs conquêtes, les Russes construisent un chemin de fer partant de la Caspienne tellement vite (800 kilomètres en trois mois) que la ligne n'est pas très solide. Ils entreprennent donc une deuxième voie, longue par une ligne télégraphique (4) qui part d'Orenbourg, contourne la mer d'Aral, remonte le Syr-Daria pour arriver à Tachkent en 1914.

Dès cette époque, les Russes veulent faire de cette région d'Asie centrale un territoire de peuplement : même si les volontaires sont rares, les réseaux d'irrigation sont agrandis dans le Ferghana, autour de Tachkent et de Merv à partir de 1880. Bien entendu, la première guerre mondiale arrête les travaux et la révolution, et la guerre civile qu'elle entraîne, met tout le pays sens dessus dessous. Pourtant, dès 1918, Lénine avait, par décret, attribué de gros crédits pour l'irrigation en Asie centrale à partir des eaux des deux fleuves tributaires de la mer



La mer d'Aral. Mais peu de choses avaient été faites en 1939, année où la deuxième guerre mondiale arrête tout encore une fois.

Cinq ou six ans après la fin de la guerre, Staline reprend le projet. En particulier, il veut que l'eau coule à nouveau dans l'Ouzboy. On s'attaque en premier à ce qui est le plus facilement réalisable : l'irrigation est à nouveau étendue dans le Ferghana, autour de Tachkent, de Boukhara et de Merv. Mais, en 1954, est commencé « l'opération » à la main-d'œuvre inépuisable du goulag, la réalisation d'un projet gigantesque : détourner une bonne partie des eaux de l'Amou-Daria vers la Caspienne en creusant, sur quelque 1 300 kilomètres, le canal du Karakoum. Le projet est tellement énorme que le canal n'avait toujours pas atteint la Caspienne en 1988.

« Si un peu est bien... »

Dans le même temps est entrepris le réseau — plus modeste — qui a permis de presque doubler en moins de dix ans les zones cultivées : on est ainsi arrivé à quelque 80 000 kilomètres carrés, dont la moitié est utilisée pour le coton et le reste pour le riz, le blé, les fruits, les légumes et des plantes fourragères. Les autorités soviétiques se vantaient de débuts heureux et prospères (rappelons que les statistiques et les cris de victoire officiels sont toujours d'une vénération douteuse). Mais il leur faut vite déchanter même si les problèmes sérieux qui commencent à se poser ne sont pas annoncés.

Les terres mises en culture sans vraies études agronomiques, écologiques, économiques, préliminaires ne sont pas naturellement très fertiles, c'est le moins qu'on puisse dire. On y répand donc des quantités incroyables d'engrais, d'eau et de pesticides selon le principe soviétique rapporté dans la revue *Worldwatch* de janvier-février 1991 : « Si un peu est bien, beaucoup est encore mieux ». Selon Dmitri Orekhine, chaque hectare cultivé reçoit, par an, 500 à 600 kilos, parfois même 700 à 800 kilos d'engrais, soit vingt fois plus en moyenne que le reste des terres agricoles de l'URSS. On ne lésine pas non plus sur les pesticides chimiques (30 kilos à l'hectare), ni sur les défoliants — parfois très dangereux — qui facilitent, paraît-il, la récolte du coton.

L'eau, d'autant plus précieuse que la région est semi-désertique, est gaspillée d'une façon extravagante. L'irrigation se fait non pas par des tuyaux enterrés arrosant au goutte à goutte, comme on le fait depuis longtemps ailleurs et surtout dans les pays très secs, mais par canaux à ciel ouvert où l'évaporation fait s'évaporer 7 kilomètres cubes d'eau par an. En outre, les parois des canaux ne sont pas revêtues d'un enduit imperméabilisant : d'autres volumes importants d'eau s'infiltrent ainsi dans la terre. Si bien que 55 % à 60 % seulement de l'eau prélevée dans les fleuves parvient aux terres à irriguer. Et là, l'insensibilisation de l'arrosage et des travaux agricoles fait que l'on met beaucoup trop d'eau : de 7 500 à 12 500 mètres cubes par hectare, 20 % à 100 % en plus de ce qu'il est vraiment nécessaire pour les cultures!

D'où les infiltrations très importantes d'eau chargée d'engrais, de produits chimiques toxiques. Or c'est cette eau qui sert à l'alimentation des populations, qui « imbibe » les sols, le sous-sol, les produits agricoles et qui se déverse dans la mer d'Aral.

Et tout ça pour des rendements déjà bas au départ et que la salinité croissante des sols fait sans cesse diminuer, comme elle réduit aussi maintenant la superficie des terres cultivables.

Les conséquences néfastes de cette « mise en valeur » insensée sont multiples. De 90 millions à 140 millions de tonnes de sols salés desséchés s'envoient chaque année sous l'effet du vent et retombent sur des centaines de milliers de kilomètres carrés de terres qu'ils n'arrosent pas, bien évidemment. La diminution considérable de la surface de la mer d'Aral aurait même des effets sur la climatologie de toute la région : températures estivales encore plus élevées et températures hivernales encore plus basses, gelées printanières plus tardives et gelées automnales plus précoces, ce qui écourte d'une dizaine de jours la saison végétative.

Les activités économiques liées à la pêche dans la mer d'Aral ont évidemment disparu. A ceci près que les usines de traitement de poisson de la région ont travaillé — et travaillent

peut-être encore — avec des poissons venus des ports de la Baltique et même de Vladivostok puis, éventuellement, repartant en boîtes vers leur point de départ!

Mais les conséquences les plus dramatiques de l'« aménagement » de la région de la mer d'Aral sont celles qui concernent la santé publique. L'eau « potable » est si polluée par des produits chimiques toxiques que les cas de maladies intestinales, rénales et hépatiques, de cancers de la gorge et du tube digestif, se sont multipliés de façon incroyable, en particulier chez les enfants, le lait de leurs mères étant, lui aussi, quasiment impropre à la consommation : 29 fois plus de diarrhées, 23 fois plus de typhoïdes, 9 fois plus de néphrites, etc. Cette situation désastreuse est encore aggravée par l'absence de réseaux d'égouts et la quasi-inexistence de services médicaux. Plus tristes encore sont les importantes malformations congénitales qui se multiplient et la mortalité infantile qui atteint désormais 110 pour 1 000 bébés de moins d'un an contre 23 pour 1 000 pour l'ensemble de l'URSS (5).

YVONNE REBEYROL

(1) Rappelons que la salinité moyenne de la mer est de 35 grammes par litre.

(2) Selon les statistiques soviétiques, qui, on l'admet maintenant, sont le plus souvent sans aucune valeur.

(3) « Desiccation of the Aral Sea: A Water Management Disaster in the Soviet Union », de Philip P. Micklin, dans *Science* du 2 septembre 1988; « Les scénarios pour sauver Aral », de Dominique Conil, dans *Libération* du 14 novembre 1988; « A Disappearing Soviet Sea: The Aral Sea Ecological Calamity », de Bill Keller, dans *International Herald Tribune* du 21 décembre 1988; « Mer d'Aral : auto-psyse d'une catastrophe », de Jean-René Germain, dans *Science et Vie* de septembre 1990; « La mer d'Aral menacée de disparition », de Dmitri Orekhine, dans *la Recherche* de novembre 1990; « The Aral Sea: Going, going... », de Lester R. Brown, dans *Worldwatch* de janvier-février 1991.

(4) L'importance des lignes télégraphiques dans l'empire russe est bien mise en valeur dans *Michel Strogoff*, le roman de Jules Verne publié en 1876.

(5) Selon le bulletin de l'Institut national d'études démographiques, *Population et Société*, de juillet-août 1991, quelques taux de mortalité infantile des enfants de moins d'un an sont de : 151 pour 1 000 en Guinée-Bissau, 107 pour 1 000 en Haïti, 104 pour 1 000 au Soudan, 93 pour 1 000 en Bolivie, 73 pour 1 000 en Egypte, 63 pour 1 000 au Brésil, 7,2 pour 1 000 en France, 4,5 pour 1 000 au Japon.

La « règle du bâillon »

Soutenue par le président George Bush, la droite républicaine est en passe de rendre l'avortement de plus en plus difficile aux Etats-Unis

WASHINGTON

de notre correspondant

La bataille contre l'avortement avait été au cœur de la révolution néo-conservatrice des années 80; elle pourrait bien être un des thèmes dominants de la campagne pour l'élection de 1992. Le président Ronald Reagan avait été en première ligne pour obtenir le renouveau de la fameuse décision prise par la Cour suprême en 1973, l'arrêt « Roe contre Wade » qui avait fait du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans certaines conditions une des libertés protégées par la Constitution. Longtemps, George Bush fut dans le camp des partisans du « libre choix », avant de se lancer soudainement dans celui de la droite républicaine.

Sa plate-forme de 1988 contenait un texte « dur » contre l'avortement. Il imposait au président de ne nommer que des juges opposés à l'arrêt « Roe contre Wade ». Une des tactiques suivies par les républicains dans les Etats des législatures rendant l'interruption volontaire de grossesse de plus en plus difficile. Mission accomplie dans l'Utah, dans le Missouri, en

Louisiane. Dans ce dernier Etat, les élus ont voté une loi interdisant les plus répressives de l'histoire du pays : les médecins risquent dix ans de prison pour une interruption de grossesse et même dans les cas de viol, inceste ou danger pour la vie de la femme, l'avortement n'est autorisé qu'à certaines conditions très restrictives.

Dans le district de Columbia (DC) abritant la capitale fédérale et dont le budget doit être approuvé par le gouvernement, le président a mis son veto à une disposition votée par les élus qui autoriserait cliniques et hôpitaux disposant de fonds publics, à donner des conseils sur les possibilités d'avortement. Les femmes du district doivent aller s'informer ailleurs.

Les opposants à l'avortement ont remporté cette semaine une autre victoire importante, en obtenant une extension, au niveau national, de ce qui existait déjà à Washington. Ils ont imposé ce que l'on appelle ici la « règle du bâillon ». Dans toutes les cliniques, hôpitaux et centres de planning familial fonctionnant sur fonds fédéraux, les médecins ne seront plus autorisés à informer leurs patientes sur les possibilités légales d'interruption volontaire de grossesse.

Il y a longtemps que l'administra-

tion républicaine cherchait à glisser cette disposition dans la législation sociale. Cette année, la Chambre des représentants, à majorité démocrate, avait introduit dans le budget un amendement prohibant expressément la « règle du bâillon ». M. Bush y a opposé son veto, et les démocrates n'ont pas réussi, mardi 19 novembre, la majorité des deux tiers nécessaire pour passer outre au veto présidentiel. Pour la vingt-quatrième fois depuis le début de son mandat, M. Bush a ainsi utilisé son droit de veto, sans que les démocrates aient été une seule fois capables de s'y opposer.

Associations féministes et liberté d'expression

La bataille a été serrée : il n'a manqué que 12 voix pour atteindre la majorité des deux tiers. Les partisans de l'avortement, que l'on trouve dans les deux partis, ont fait valoir que la « règle du bâillon » allait à l'encontre du premier amendement sur la liberté de parole et aboutissait à imposer des normes à une relation médecin-patient devant rester libre et confidentielle. Ils ont avancé que certaines de ces institutions médico-sociales préféreraient

mettre la clef sous la porte. La clientèle de ces centres médicaux étant essentiellement composée de femmes pauvres, de ces femmes qui ne consultent qu'une seule fois durant toute leur grossesse et qui n'iront pas ailleurs, cela se fera au détriment de la santé publique (une ville comme Washington a un taux de mortalité infantile de l'ordre de celui que l'on trouve dans certains pays du tiers-monde). Cela veut dire encore que seules les femmes riches, parce qu'elles vont dans des établissements médicaux privés, auront accès à l'information sur l'avortement.

Le président doit se garder à droite, ou il risque déjà d'avoir des concurrents, les David Duke et Patrick Buchanan, dans les primaires de l'an prochain. C'est de mauvais augure : les présidents défaits dans leur propre parti lors d'une campagne pour un second mandat ont été battus (Gerald Ford en 1976 et Jimmy Carter en 1980); mais le président doit aussi se garder au centre, où de nombreuses associations féministes dans le Parti républicain n'apprécient pas la politique sur l'avortement.

ALAIN FRACHON

SCIENCES ET AVENIR

HEREDITE

LES PROGRES DE LA GENETIQUE

Il ne se passe pas de mois sans qu'un nouveau gène responsable d'une nouvelle maladie soit localisé. Ces progrès spectaculaires et rapides offrent de nouveaux espoirs à la médecine, qu'il s'agisse des maladies héréditaires ou les gènes sont seuls coupables ou de l'expression de prédispositions génétiques pour lesquelles le mode de vie entre en jeu. La connaissance des gènes eux-mêmes ouvre de nouvelles perspectives du côté du diagnostic prénatal et des thérapies géniques. Décrypter le patrimoine génétique humain, c'est également dévoiler les mécanismes encore inconnus de certaines maladies.

Au même sommaire

ARCHÉOLOGIE

• La grotte sauvée des eaux

• Au temps de l'homme des glaces

PHYSIQUE

• Entretien avec P.G. de GENNES

• Nous ne sommes pas des oracles

• Les ruses de la matière molle

EN VENTE PARTOUT 25F

سكتة من الحظ

Recherche à risques

La manipulation du vivant impose des règles de sécurité très strictes. Les biologistes en tiennent-ils suffisamment compte ?

LES techniques de la biologie moléculaire, en plein développement depuis dix ans, présentent-elles un danger particulier pour la santé des chercheurs ? Les consignes de sécurité permettent-elles de réduire ce risque dans des limites acceptables ? Les personnels de ces laboratoires sont-ils suffisamment avertis des précautions à prendre ?

Tels étaient, dans leurs grandes lignes, les thèmes du colloque national qui se tenait à l'Institut Pasteur de Paris, les 18 et 19 novembre, sur « les risques biologiques en laboratoire de recherche ». Pour les acteurs de cette discipline, la prise de conscience remonte à plus de cinq ans. Au début de l'année 1986, deux chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris meurent d'un cancer. Tous deux travaillent dans des laboratoires spécialisés en biologie moléculaire. Le 17 juin 1986, les professeurs François Jacob et Raymond Dederer, alors respectivement président du conseil d'administration et directeur de l'Institut Pasteur, révèlent que parmi deux cents personnes ayant travaillé « au cours des dix dernières années » ou travaillant « dans les laboratoires de recombinaisons génétiques et de toxicologie génétique » de l'établissement, « cinq cas de cancer » ont au total été décelés (le Monde du 19 juin 1986).

Tragique coïncidence ? Conséquence d'un travail à risques, d'autant plus insidieux que les produits manipulés — produits radioactifs, mutagènes ou cancérogènes — sont pour la plupart inodores et invisibles ? A l'époque, les études épidémiologiques françaises indiquent qu'il se produit environ un cancer par an dans une population de quatre cents personnes. Compte tenu de l'imprécision des données concernant la date d'apparition des cinq cancers évoqués, rien ne permet d'établir avec certitude un lien entre l'activité de ces chercheurs et leur maladie : il faudra pour cela attendre les résultats d'une longue enquête épidémiologique, confiée à un comité d'experts sous la présidence du professeur Jean Bernard, et dont les premières conclusions ont été rendues publiques en février 1990 (voir encadré). Mais l'affaire suscite immédiatement une vive émotion dans la communauté scientifique, et relance avec force le débat sur les risques potentiels liés aux manipulations génétiques.

Recommandations

Aujourd'hui, couramment employées dans les laboratoires de biologie, les substances nécessaires à la manipulation du vivant sont en effet loin d'être inoffensives pour la santé humaine. A commencer par les produits chimiques nécessaires aux expériences, dont un grand

nombre sont connus pour leur toxicité. L'Institut national de recherches et de sécurité (INRS, Paris) a ainsi publié en 1986 une série de recommandations concernant « l'utilisation de produits hautement mutagènes ou cancérogènes dans les laboratoires de biologie » (nitrosamines, hydrocarbures polycycliques, amines aromatiques), où sont longuement détaillées les règles à respecter lors de la manipulation de ces substances. Destinées à être diffusées dans tous les laboratoires concernés, cette fiche médico-technique souligne que des précautions similaires sont déjà utilisées « avec succès lors de l'utilisation de substances radioactives, dont les risques pour la santé sont voisins » (1).

Avec le développement des manipulations génétiques dans les années 70 est apparu un autre type de danger, provenant des substances radioactives indispensables au « marquage » des fragments de patrimoine génétique étudiés par les chercheurs. Les risques, certes, ont sensiblement diminué avec l'évolution des techniques, notamment en ce qui concerne le séquençage des gènes. « Dans ce domaine, la toxicité des produits utilisés est allée en diminuant depuis le début des années 80 », affirme le docteur Laurence Mousset, médecin du travail à l'Institut Pasteur. Ainsi le phage 32, encore largement utilisé il y a quinze ans, est-il aujourd'hui remplacé dans la majorité des cas par le soufre 35, infiniment moins dangereux pour l'organisme.



Reste le vivant lui-même, le matériel de base des biologistes moléculaires. Qu'il soit viral ou bactérien, c'est lui qui recèle pour la santé humaine le véritable danger. « La majorité des manipulations présentent aujourd'hui une étape ou moins où est utilisé du matériel biologique, en culture ou issu de prélèvements », précise Jean Gony, responsable du bureau hygiène et sécurité de l'INSERM. Ainsi les virus, dont l'étude est indispensable à la mise au point de vaccins ou de traitements thérapeutiques, sont également utilisés comme « vecteurs » de nombreuses manipulations génétiques.

C'est le cas notamment du virus de la vaccine, qui fut longtemps utilisé pour vacciner l'espèce humaine

contre le varicelle, et que « manipuler », aujourd'hui, des centaines de chercheurs dans le monde. Pratiquement pendant près de deux cents ans, la vaccination par le virus de la vaccine a permis, en 1980, d'achever l'éradication de la variole à la surface du globe. Le risque associé à la vaccination (3 à 10 cas de complications graves sur 1 million) devenant ainsi supérieur au risque présenté par la maladie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dès lors recommandé que cette vaccination soit interrompue. Ce qui fut fait, excepté pour les personnes présentant un risque d'infection particulier.

Mais, dans le même temps, les recherches sur le virus de la vaccine se sont poursuivies. Elles se sont

même multipliées, et le patrimoine génétique de cet agent infectieux est devenu un vecteur de choix pour effectuer des manipulations génétiques sur des cellules de mammifères en culture. Face aux risques potentiels encourus par le personnel de laboratoire travaillant sur ce virus, quelle attitude choisir ? Aux États-Unis, les autorités sanitaires ont opté en majorité pour la vaccination. En France, le Conseil supérieur d'hygiène publique la déconseille : il estime que cette mesure risque de créer « un plus grand nombre d'encéphalites post-vaccinales » que n'en provoque l'exposition en virus sans vaccination, et recommande en revanche d'« exclure des postes de travail sur le virus de la vaccine les personnes présentant une immunodéficience notable et, au moins temporairement, les sujets atteints de dermatose et en particulier d'eczéma » (2).

Les « bonnes pratiques »

Même si, à en croire le biologiste Didier Lamy (société Transgène, Strasbourg), « les perfectionnements récents des nouveaux vecteurs vont assurer aux expérimentateurs une sécurité accrue », le cas du virus de la vaccine n'en est pas moins exemplaire des multiples risques auxquels sont confrontés les biologistes moléculaires. Selon la virulence et la pathogénicité des virus étudiés en laboratoire, des « niveaux de risque » (pour la santé individuelle comme pour la collectivité) ont

donc été déterminés, qui conditionnent les mesures de précaution à mettre en œuvre. Il en va de même pour les bactéries pathogènes, dont le pouvoir infectieux a été classé en cinq catégories.

Partant de ces classifications (3), quatre niveaux de sécurité biologique (NSB) ont été définis, en France, par les principaux organismes de recherche concernés (CNRS, INRA, INSERM, Institut Pasteur). Ces normes, qui visent à assurer « la protection des travailleurs et de l'environnement », prennent en compte l'aménagement et l'équipement des laboratoires : confinement plus ou moins strict, sas d'accès, filtrage de l'air, désinfection.

Elles insistent également, et c'est peut-être là l'essentiel, sur la définition et le suivi de ce que l'on appelle les « bonnes pratiques » de laboratoire. En matière de sécurité biologique, en effet, les confinements physiques ne peuvent rien si l'on ne prend pas, à tous les postes de travail, de réelles précautions (protection vestimentaire, respect des règles de manipulation, gestion des déchets). « Or, curieusement, le risque est d'autant plus élevé que le laboratoire est spécialisé, du fait de la banalisation de l'agent pathogène et d'un relâchement parallèle des mesures de sécurité », estime Pierre Courvalin, responsable à l'Institut Pasteur de l'unité agents antibactériens.

C'est dire la nécessité, soulignée par tous les participants du colloque et, aujourd'hui prise en compte par la plupart des organismes de recherche, de faire de la prévention une « partie intégrante » de l'expérimentation biologique. « Il faut que les chercheurs et les techniciens pensent eux-mêmes à introduire les mesures de prévention dans chacune des étapes de leur expérimentation. Pour en arriver là, ils doivent accepter de consacrer une part de leur temps à suivre une formation adaptée », martèle Roland Choquet, délégué national de la prévention à l'INRA. Une mesure d'autant plus indispensable qu'au-delà de la pathogénicité des agents infectieux le danger potentiel présenté par les recombinaisons génétiques elles-mêmes reste pour l'essentiel, faute d'un recul suffisant, inconnu à ce jour.

CATHERINE VINCENT

(1) Documents pour le médecin du travail, n° 25, 1986.

(2) Bulletin épidémiologique hebdomadaire (direction générale de la santé) n° 66, novembre 1990.

(3) Dans les années 80, ces classifications ont été successivement adoptées par les États-Unis, l'OMS et divers organismes européens. En France, elles ont été établies en 1989 par une norme AFNOR.

Le cancer à la trace

La commission d'enquête, formée en 1986 après la découverte de cinq cas de cancer parmi les chercheurs de l'Institut Pasteur, a rendu publics ses premiers résultats en février 1990. Il s'agissait, dans ce premier temps, d'une étude de mortalité : sur 3 765 personnes ayant travaillé au moins six mois à l'Institut Pasteur du 1^{er} janvier 1971 au 31 décembre 1986, 145 décès ont au total été enregistrés. « Ce qui, précisent les experts, correspond globalement à une mortalité plus faible que celle de la population française pour les tranches d'âge considérées » (le Monde du 9 février 1990).

Sur ces 145 décès, 123 causes médicales ont pu être identifiées. Là encore, les décès par cancer sont apparus moins nombreux que ce que l'on pouvait statistiquement attendre (51 contre 77,7). La commission souligne toutefois qu'il faut noter une fréquence plus élevée que dans la population générale de tumeurs des os, du pancréas et du cerveau, en précisant que

Etude statistique

Afin d'étudier la morbidité par cancer (proportion de personnes souffrant d'une affection particulière dans un groupe donné) et la distribution des différentes maladies selon les activités professionnelles au sein de l'Institut, 20 personnes ont été retenues parmi celles ayant développé un cancer depuis 1971. Les travaux auxquels elles ont participé seront comparés à ceux de 100 personnes indemnes de cette maladie, ayant également travaillé

plus de six mois à l'Institut entre 1971 et 1986. Les conclusions de cette deuxième étude devraient être connues à l'été 1992.

Parallèlement à cette enquête, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de Lyon a entamé une étude internationale « sur le risque de cancer chez les travailleurs des laboratoires de recherche en biologie ». Initiée grâce à un financement du programme « Europe contre le cancer » de la CEE, en collaboration avec neuf instituts de recherche étrangers (Canada, États-Unis, Finlande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Suisse), cette étude comporte trois objectifs prioritaires : « mieux définir les expositions présentes et passées dans les laboratoires de recherche ; identifier les populations concernées et mettre en place des méthodes de suivi dans chaque pays ; déterminer la méthodologie la plus appropriée pour l'évaluation de l'incidence du cancer et de la mortalité au sein des groupes étudiés ».

Menée d'octobre 1988 à juin 1990, l'étude préliminaire du CIRC a porté sur 30 000 personnes employées dans des instituts scientifiques, dont près des deux tiers sont assignés à un travail de laboratoire. « Toutes les sources d'information ont été systématiquement évaluées, aussi bien en ce qui concerne les populations d'étude que les expositions ou les méthodes de surveillance à long terme », précise le docteur Annie Sasso, épidémiologiste au CIRC et coordinatrice de l'enquête. Lancée dans le courant de l'été 1990, l'étude définitive pourrait porter sur 70 000 personnes, qui seront suivies par les différents instituts de recherche sur une période de vingt à vingt-cinq ans. Un nombre dont la signification statistique devrait se révéler d'autant plus instructive qu'elle permettra de suivre l'apparition de tumeurs rares, et de confronter les risques encourus dans différents domaines d'activité scientifique.

Ca. V.

L'enfant roi

Un tambeau macédonien a été découvert sur le site de l'antique Miéza

ATHÈNES

de notre correspondant

Le tombeau d'une petite fille datant du dernier quart du IV^e siècle avant Jésus-Christ, c'est-à-dire du début de l'ère hellénistique, contenait divers objets et bijoux en or, des figurines en terre cuite et des vases, a été mis au jour dans la nécropole de l'antique Miéza, au nord de Naoussa (à quelque 80 kilomètres à l'ouest de Salonique).

Le tombeau a été découvert l'été dernier par hasard par un agriculteur près du village de Kopano, a indiqué l'archéologue grecque, M^{me} Vasso Misailidou-Despotidou, qui l'a examinée. Il sera transporté prochainement au Musée de Verria où il sera exposé avec les dix objets en or, les vingt-quatre figurines et les quinze vases et céramiques qu'il contenait.

Le tombeau « appartenait à une fille d'une famille fortunée ou d'une famille d'hétairoi (compagnons du roi) comme le montrent les riches objets et sa décoration », selon l'archéologue. Les objets « sont rares et uniques, et les types de la plupart des figurines étaient inconnus jusqu'à présent en Macédoine », a-t-elle ajouté.

Grecque depuis des siècles

Des antiquités sont régulièrement découvertes par les agriculteurs dans la région de l'ancienne Miéza, une des plus importantes villes de la Macédoine antique avec Pella et Aigai (ouest de Salonique), les deux anciennes capitales. C'est à Miéza, plus calme et moins étouffante que Pella, que Philippe II envoya son fils Alexandre (le Grand) étudier avec Aristote.

Les fouilles archéologiques en Macédoine connaissent un essor particulier depuis 1975, année où le

premier ministre de l'époque et actuel chef de l'État, M. Constantin Caramanlis, d'origine macédonienne, accorda des crédits exceptionnels. Cette politique n'est pas innocente. Elle vise à démontrer le caractère grec de la Macédoine depuis des lustres, face aux revendications de Skopje, la capitale de la République yougoslave de Macédoine créée par Tito après la seconde guerre mondiale.

D'importantes découvertes ont eu lieu à Pella et dans la nécropole de Liosio (à l'ouest de Salonique) où des tombes archaïques du VI^e siècle avant Jésus-Christ ont notamment été mises au jour, prouvant, selon les archéologues, le caractère grec indubitable de la région.

Mais c'est à Vergina (site de l'ancienne Aigai) qu'ont eu lieu les plus remarquables découvertes. Les fouilles dirigées par l'archéologue grec, M. Manolis Andronikos, ont permis de trouver les fameux tombeaux royaux, dont celui de Philippe II mis au jour en 1977. Les magnifiques trésors, les multiples objets en or et en argent notamment, trouvés dans les tombeaux, sont exposés au Musée archéologique de Salonique.

DIDIER KUNZ

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugnet-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-52-72-73
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléfax : 46-52-79-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie du « Monde » 12, r. M. Gutenberg 94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	571 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SCIENCES • MEDECINE

POINT DE VUE

Infirmières et pédiatrie

La grève des infirmières, très suivie dans les hôpitaux de Paris et de sa région, touche, semble-t-il, à sa fin. Grâce à leur mouvement de grève, les infirmières ont obtenu des promesses d'améliorations de leurs conditions de travail et de créations de postes. On aimerait donc les croire satisfaites. Les responsables administratifs et politiques de la santé doivent être également satisfaits, sachant que le coût de mesures telles que la création de postes sera nul si l'on ne trouve pas, comme actuellement, de candidates pour des postes existants, qui restent non pourvus. La population, enfin, ne peut qu'être soulagée de supposer que le fonctionnement des hôpitaux va redevenir normal. Pourquoi donc revenir sur un problème que chacun voudrait croire réglé pour de bon ?

C'est que les trois cents pédiatres réunis au sein du Groupe d'études en néonatalogie et urgences pédiatriques de la région parisienne craignent qu'en réalité rien n'ait été réglé grâce aux mesures annoncées. A leur avis, la dégradation progressive du fonctionnement des hôpitaux, en Ile-de-France en particulier, risque en conséquence de se poursuivre.

Le fonctionnement des hôpitaux de la région, en effet, est perturbé en permanence par la pénurie d'infirmières. En 1988, déjà, une grève s'était terminée après l'obtention d'une amélioration des salaires. La pénurie d'infirmières, pourtant, n'a fait depuis que s'aggraver. Les services de réanimation pour enfants, et les services de réanimation et de soins pour nouveau-nés d'Ile-de-France, qui sont particulièrement touchés, ont tous l'air de se dégrader, en dehors de tout mouvement de grève, les plus grandes difficultés à fonctionner, faute d'un nombre suffisant d'infirmières.

Alors que le nombre des lits est, dans ces spécialités, à peine suffisant pour faire face aux besoins de notre région lorsque tous les services fonctionnent « au maximum », les chefs de service sont forcés soit de fermer des lits, et d'aggraver en conséquence la pénurie de ceux-ci, soit de solliciter un surcroît de travail de leurs infirmières, aggravant leur

désaffection pour ces postes de travail. Il en résulte que les SAMU ont souvent des difficultés extrêmes à trouver des places disponibles pour des nouveau-nés atteints de pathologies graves mais parfaitement curables. L'état, du fait des congés du personnel, c'est parfois impossible. En 1991, par exemple, plus de cent enfants ont dû être hospitalisés dans des services imparfaitement adaptés à la gravité de leur pathologie ; dix ont dû être transférés d'Ile-de-France en province pour y trouver une place disponible.

En dehors de son caractère « incroyable » pour les parents qui en font les frais, cette situation menace directement la médecine néonatale et la réanimation d'enfants. Les progrès réalisés depuis vingt ans dans ces disciplines sont assez bien connus. Ils ont contribué par exemple à la diminution considérable de la mortalité néonatale, qui est passée de 12,5 pour 1000 en 1970 à 4,1 en 1989 ; chaque variation de 1 pour 1000 correspondant à peu près à la vie ou à la mort de 800 enfants. Pour parvenir à ces résultats, des techniques d'investigation, comme l'échographie du cerveau, et des techniques de soins, comme la ventilation artificielle ou l'alimentation par voie veineuse, ont été développées et régulièrement améliorées.

De plus en plus difficiles à remplacer

Dans les conditions actuelles, ce n'est pas seulement la possibilité d'effectuer de nouveaux progrès, de faire survivre toujours plus d'enfants nouveaux, qui est menacée, mais la capacité même de maintenir les résultats déjà acquis, d'empêcher par exemple la mortalité de remonter. Cette menace est d'autant plus sérieuse que la pénurie d'infirmières va vraisemblablement s'aggraver encore, comme le savent les responsables, puisque le nombre d'élèves dans les écoles d'infirmières est en diminution constante, illustrant bien le refus des jeunes de se diriger vers une profession qui ne connaît pourtant pas le chômage. Le manque d'infirmières se manifeste le plus dans les services ayant une activité

intense et continue, comme la réanimation infantile, et, apparemment, dans la région Ile-de-France.

Les caractéristiques spécifiques de l'activité des infirmières dans les services de réanimation néonatale et infantile et le niveau élevé des compétences techniques requises expliquent que la pénurie d'infirmières y soit très aiguë. L'activité des infirmières y est, en effet, continue, identique de nuit et de jour, dimanche et fêtes. Elle exige d'être constamment debout, dans des locaux surchauffés pour les soins aux nouveau-nés. Le « stress » enfin est permanent. Ces caractéristiques requièrent des infirmières assez jeunes. Mais les congés de maternité, fréquents de ce fait, alourdissent encore la charge de travail de leurs collègues présentes et aggravent les difficultés de fonctionnement, puisque les infirmières en congé de maternité ne sont pas remplacées. Il faut ajouter à cela que le développement des techniques de soins intensifs, l'apparition de matériels de plus en plus sophistiqués et complexes ont exigé des infirmières un niveau croissant de compétence technique et une véritable spécialisation.

Plusieurs années d'activité professionnelle sont nécessaires pour qu'une infirmière connaisse parfaitement toutes les techniques et puisse les enseigner à ses collègues plus jeunes. Ces véritables techniciennes, dont on exige de surcroît de grandes qualités humaines, n'ont, malgré leur grande valeur pour les services, aucune reconnaissance administrative, aucune possibilité de promotion à l'intérieur des services. A leur départ, inévitable dans ces conditions, elles sont de plus en plus difficiles à remplacer.

Activité continue pénible et haut niveau des compétences requises caractérisent donc l'aspect « technique » de la profession d'infirmière en réanimation infantile. L'aspect « administratif », c'est l'absence de possibilité de promotion et de niveau de rémunération adaptés aux exigences de ces postes.

Il est facile d'imaginer pourquoi la pénurie d'infirmières est sans doute plus aiguë en Ile-de-France que dans d'autres régions. L'impossibilité pour

les infirmières de se loger à Paris et les contraintes supplémentaires que représentent de longs trajets domicile-travail sont par exemple des explications logiques.

Aux difficultés de fonctionnement par manque d'infirmières, il faut encore ajouter celles qui résultent de la désaffection des jeunes médecins pour la médecine d'urgence des nouveau-nés et des enfants. Les causes en sont analogues à celles de la désaffection des infirmières : pénibilité dont la rémunération ne tient pas compte, faible possibilité de promotion, comparaison défavorable avec d'autres spécialités moins exigeantes et mieux payées. La conséquence est la difficulté croissante pour trouver des médecins compétents pour prendre les gardes de nuit, même en faisant appel, de plus en plus souvent, à des médecins étrangers en cours de formation spécialisée. Certaines des difficultés

de fonctionnement des services de soins intensifs pour enfants et nouveau-nés de la région Ile-de-France, et, plus largement, des services hautement spécialisés fonctionnant en « temps continu » pourraient sans doute trouver des solutions à condition d'en avoir la volonté politique. Pour le problème des infirmières, le plus dramatique à l'heure actuelle, ces solutions devraient à notre sens inclure : 1) la création de possibilités de promotion interne et de nouveaux niveaux de rémunération correspondants ; 2) l'amélioration des rémunérations pour le personnel d'encadrement et pour le travail de nuit ; 3) un grand programme de logement « aidé » pour les infirmières à Paris ; 4) l'augmentation du nombre des postes d'infirmières en réanimation pour permettre un fonctionnement correct malgré les congés de maladie, de maternité et les congés annuels.

Ainsi devrait-il être possible de reconstruire des équipes soignantes, faites d'infirmières et de médecins compétents en nombre suffisant, et d'éviter l'urgence, autrement très probable dans les toutes prochaines années, d'un nouveau scandale de la santé : l'incapacité des hôpitaux à faire face aux urgences de l'enfant.

► Ce texte a été rédigé au nom des trois cents pédiatres du GEN-UP de la région parisienne. Il est signé par les docteurs et professeurs : Guy Moriette (médecine et réanimation néonatale, Port-Royal), Françoise Beaufille (réanimation infantile, Robert-Debré), Michel Delben (médecine et réanimation néonatale, Antoine-Bécclère), Jean-Pierre Fournet (réanimation infantile, Montreuil), Claude Lejeune (médecine néonatale, Louis-Mourier).

BIBLIOGRAPHIE

La vie en ses entrailles

Artistes et morts », c'est la description anatomique du corps figée dans son intimité du fait de la cire, mais aussi de la photographie. Il est important de comprendre le livre dans sa démarche de révélateur mais en tant que compagnon pour approcher l'homme ; entassement banal à première vue d'os et de chair.

A une époque où le corps est si dévot, il nous fait garder en mémoire la promesse de la cire qui a su figer à merveille par les mains de l'artiste le corps humain. D'un musée qui pourrait être banal, l'ouvrage de Michel Lemire nous dicte l'anatomie.

Ces pages, où l'homme est découvert, sont des enseignements où notre narcissisme impénitent est toujours présent. Evoquer ici Vinci, Orfila, Rouvière, Delmas, c'est laisser dans l'ombre de nombreux anatomistes mais qui tous nous ont permis de connaître l'être humain. Comment oublier Broca ?

On a écrit que l'anatomie était à l'agonie, qu'elle était morte. Il n'en est

rien, car chaque jour, la réflexion, le geste du médecin, quel que soit son exercice, revient à l'organe. Il faut bien le répéter et dans le temps et dans l'espace. Etrange parcours que de mettre à l'extérieur ce qui est en dedans. Conscience l'intimité pour que la vie soit.

Michel Lemire attire notre attention dans trois champs : la vue, la forme et la pensée. La vue, car à regarder les photographies de la vie figée en ses entrailles nous voudrions chasser cette idée que le cœur batte. La forme, ici il s'agit de l'homme au plus secret de lui-même, dans cette nudité intérieure. Mais la présence anatomique s'impose à nos yeux toujours évidente de remplir leur fonction, la cire donne plus qu'une coloration. Ce qui est étrange, c'est l'impalpable mélange de l'os et de la chair.

Si révolution il y a, elle est dans le moyen d'expression, quittant le marbre pour protéger à l'infinité la vie, la cire, la pensée, elle est bien présente.

L'homme, c'est nous. Que de désigner tel nerf et ses branches, de mettre à nu pour une fois un cœur mais aussi de le teinter d'une opalescence glacée, c'est dire toujours et encore que nous vivons mais que la poussière n'est pas loin. Tout ce langage que l'on croyait perdu est « gardé » au sens noble du terme dans la cire. Michel Lemire vient à temps pour nous rappeler l'intense œuvre des anatomistes, du désir d'enseigner, de la culture, et surtout que l'homme dans sa pensée veille sur lui toujours.

► Le docteur Etienne-Charles Frédy est professeur de médecine légale et vice-président de la Société de médecine légale et de criminologie de France.

► Artistes et morts, par Michel Lemire. Editions Raymond Chabaud, B.P. 524-32, allée Marina, 64105 Bayonne, Cedex. 446 pages, 395 francs.

L'Unicef est présent dans 128 pays... et dans ces 128 pays l'avenir des enfants est un peu moins gris.

1. Afghanistan	19. Chine	37. Guinée	51. Les Îles Turques et Caïques	67. Mali	Nouvelle-Guinée	100. Vanuatu	113. Suriname
2. Algérie	20. Colombie	38. Guinée-Bissau	52. Inde	68. Maroc	85. Paraguay	101. République arabe syrienne	114. Swaziland
3. Angola	21. Comores	39. Guinée équatoriale	53. Indonésie	69. Maurice	86. Pérou	102. République centrafricaine	115. Tanzanie
4. Argentine	22. Congo	40. Guyana	54. Iran, Rép. Isl. d'	70. Mauritanie	87. Philippines	103. République dominicaine	116. Tchad
5. Bangladesh	23. Corée, Rép. de	41. Haïti	55. Irak	71. Mexique	88. Région du Pacifique (88 + 100)	104. Roumanie	117. Thaïlande
6. Barbade	24. Côte, Rép. Dem. de	42. Honduras	56. Jamaïque	72. Mongolie	89. Les États Fédérés de Micronésie	105. Rwanda	118. Togo
7. Belize	25. Costa Rica	43. Antigua-et-Barbuda	57. Jordanie	73. Mozambique	90. Fidji	106. San Tomé-et-Principe	119. Trinité-et-Tobago
8. Bénin	26. Côte d'Ivoire, Rép. de	44. Les Îles Vierges britanniques	58. Kenya	74. Myanmar	91. Kiribati	107. Sénégal	120. Tunisie
9. Birmanie	27. Cuba	45. La Dominique	59. Laos, Rép. Dem. pop.	75. Namibie	92. Les Îles Marshall	108. Seychelles	121. Turquie
10. Bolivie	28. Djibouti	46. La Grenade	60. Lesotho	76. Népal	93. Nioué	109. Sierra Leone	122. Uruguay
11. Botswana	29. Égypte	47. Montserrat	61. Liban	77. Nicaragua	94. Palaos	110. Somalie	123. Venezuela
12. Brésil	30. Salvador	48. Saint-Kitts-et-Nevis	62. Libéria	78. Niger	95. Samoa	111. Soudan	124. Viet Nam
13. Burkina Faso	31. Équateur	49. Sainte-Lucie	63. Madagascar	79. Nigéria	96. Les Îles Salomon	112. Sri Lanka	125. Yémen
14. Burundi	32. Éthiopie	50. Saint-Vincent et Grenadines	64. Malaisie	80. Oman	97. Tokelau		
15. Cambodge	33. Gabon		65. Malawi	81. Ouganda	98. Les Tonga		
16. Cameroun	34. Gambie		66. Maldives	82. Pakistan	99. Tuvalu		
17. Cap-Vert	35. Ghana			83. Panama			
18. Chili	36. Guatemala			84. Papouasie-Nouvelle-Guinée			

L'Unicef anime, dans 128 pays, des programmes de développement qui visent à améliorer la santé, l'alimentation et l'éducation des enfants et de leurs mères.

Une présence permanente et soutenue dans le monde entier
Cette année encore, 14 millions d'enfants vont mourir avant l'âge de 5 ans. La maladie, la malnutrition, le manque d'eau salubre feront d'ici à l'an 2000 deux fois plus de victimes que les deux guerres mondiales réunies. La mission de l'Unicef est justement de protéger les enfants contre la faim, les maladies endémiques et les effets les plus dévastateurs de la pauvreté. Dans 128 pays, les programmes de l'Unicef privilégient les actions à moyen et à long terme. Dans les cas extrêmes (guerres ou catastrophes naturelles), l'Unicef procède aussi à des interventions d'urgence.
Au cours de la dernière décennie, l'Unicef a contribué à faire passer la couverture vaccinale des enfants de 15 % à 80 % et a permis à 700 millions de personnes d'avoir accès à l'eau potable.

Un financement volontaire des États et des citoyens

Depuis plus de quarante ans, l'Unicef agit. Ses compétences et son efficacité sont universellement reconnues. La totalité de ses ressources financières est constituée des contributions volontaires des Gouvernements et du secteur privé (30 % de son budget). Vous avez un rôle important à jouer en informant vos collaborateurs, vos relations professionnelles ou politiques de la nécessité de contribuer financièrement aux actions de l'Unicef. Si vous souhaitez vous-même effectuer un don, à titre personnel ou au nom de votre entreprise, complétez ce bon de soutien et retournez-le avec votre don à l'UNICEF 75210 PARIS Cedex 16. Nous vous remercions d'avance de votre participation.

COMITÉ FRANÇAIS
unicef
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
75210 Paris Cedex 16.

Si vous souhaitez contribuer à l'action de l'Unicef
Je souhaite effectuer mon soutien aux actions de l'Unicef. Je vous adresse un bon de soutien à l'Unicef. Le montant de mon don est de :
100 F 200 F 500 F 1000 F 2000 F 5000 F 10000 F
Par chèque bancaire CCP 800 000 000 ou par carte de crédit (VISA, MASTERCARD, AMERICAN EXPRESS, EUROCARD, etc.)
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____
Téléphone : _____
Signature : _____
Date : _____

هذا هو الحظ

فيلم في ليل

AGENDA

Programmes du mercredi 27 novembre au mardi 3 décembre

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Archives du film présentent : **Dernier Atout** (1942), de Jacques Becker, 16 h ; Une femme extraordinaire (1965), v.o., de Robert Parrish, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI

La Chien jaune (1932), de Jean Tarride, 18 h ; Les Fantômes du chapelier (1982), de Claude Chabrol, 20 h ; 10 ans de Pardon : Out West (1916), de Roscoe Arbuckle ; Charlot et Fanny en bombe, de Charles Chaplin ; Leap Year (1921), de James Cruze, 18 h 30 ; Le Retour du proscrit (1916), de William S. Hart, The Soul of the Beast (1923), de John Griffith Wray, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Hommage à la Warner Bros : Rat Boy (1985), v.o. s.t.f., de Sondra Locke, 14 h 30 ; Chouchou d'or (1933), v.o. s.t.f., de Mervyn Le Roy, 17 h 30 ; Le Cour et un chasseur solitaire (1986), v.o. s.t.f., de Robert Ellis Miller, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-44)

MERCREDI

L'Empire des médias : Jeune Public ; le Voyage de Bédouin (1985), d'Henri Gruel, Un gosse de la butte (1963), de M. Delfez, 14 h 30 ; Actus des années : Eclair journal, 16 h 30 ; Quatrième Pouvoir (1985) de Serge Leroy, l'Id du maître (1979) de Stéphane Kurc, 18 h 30 ; la Séd... les Mécènes de la fiction, 20 h 30 ; Théâtre et Télévision : Evire Jouvray 40 (1987) de Benoît Jacquot, Voyage au bout de la nuit (1990) de Benoît Jacquot, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40) ; Biarritz Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (45-59-19-08) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Espace Saint-Michel, 3 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Faureta, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Paronnas, 14 (43-20-32-20).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (It., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-50-00).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ; Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRAPHIE (Fr.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Paronnas, 14 (43-20-32-20).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Secourge, 5 (42-22-87-23).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

CLIQUE UP (français, v.o.) : Utopia, 5 (45-74-94-94).

LES COMMENTAIRES (français, v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 6 (45-62-41-48).

CROC-BLANC (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-75-23) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; v.f. :

PARIS EN VISITES

MERCREDI 27 NOVEMBRE

« Promenade à travers le vieux quartier de Saint-Séverin », 15 heures, métro Meubert-Mutuelité (Lutèce visites).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, 6, boulevard du Palais (C. Merle).

« Marchés et les abattoirs de La Villette », 14 h 30, Mairie de La Villette.

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 15 heures, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels et jardins du Marais et la place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réunion de Paris).

« Peinture vénitienne de la Renaissance », 18 h 30, Musée du Louvre passage Richelieu (M. G. Labianc).

CONFÉRENCES

Cité de La Villette, 17 heures : « La visiothèque », avec Jacques Guichard.

Rax, 2 (42-36-83-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-75-23) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-50-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

DELICATESSEN (Fr.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia, 5 (45-74-94-94).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

OVERTEMENTO, LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-40-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

EUROPA (Don-Su., v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9 (47-07-55-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERIKA, TERRA INCOGNITA. Film néo-zélandais de Diego Riquelme, v.o. : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

L'AMOUR NÉCESSAIRE. Film italien de Fabio Carpi ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Sept Paronnas, 14 (43-20-32-20).

ANGELS. Film suisse-espagnol-français de Jacob Berger, v.o. : Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Cinoches, 13 (45-61-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-82).

BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film américain d'Henri Gruel ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (la Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16)

CULTURE

MUSIQUES

Charles et Liza révisent

Les deux stars mettent au point, un peu tardivement et en direct, un duo prometteur

LIZA MINNELLI
ET CHARLES AZNAVOUR
Au Palais des Congrès

On a beau dire, le statut de star n'épargne pas les nécessités du travail. Pour avoir un instant oublié, Charles (Aznavour) et Liza (Minnelli) ont dû, au lendemain de la première d'un duo attendu, le 21 novembre, ils ont dû redresser le tir et ont retravaillé leur copie comme des potaches. Trop long, conçu en deux parties solides ponctuées de deux mal léchées, le show ne tenait pas les promesses vendues. Le spectacle commençait par une leçon de piano et de français, Cbries en sweat-shirt, Liza en adolescente: « Ton nom, c'est un mot merveilleux... »

Liza l'Américaine bafouillait un peu, les lumières s'éteignaient puis les surajustements en haut d'un grand escalier miniature, lui en smoking, elle en robe papillon rose. Des chichés qui avaient de quoi décourager le spectateur le plus convaincu de la bienveillance du mariage entre une reine de Broadway et un crooner cent fois couronné.

Duo enfumé

Liza s'éclipse après quelques essais franco-anglais, où les voix se tuent mutuellement. La première partie appartient à l'hôte. Pas tout à fait à la France, car Aznavour joue le jeu. Le ton est à la comédie musicale et à l'Amérique en paillettes. Mais, subitement, trop occupé à présenter ses nouveautés, le chanteur de charme oublie son swing. Le public ne s'y trompe pas qu'il préfère trembler aux premiers accords de *Tu t'as dit aller, j'me voyais déjà la Bohème* et autres morceaux autobiographiques.

Ici aussi, Aznavour a dû élaguer. Il a même dû de son catalogue le tube du moment, *Napoli chérie*, initialement interprété au stade avec l'aide d'une bande préenregistrée en guise de fond sonore. Étonnante décadence pour un chanteur dont la voix n'a pas mouli, et que l'embauche de quelques choristes et musiciens français nous aurait

peut-être évités (1). Liza n'échappera pas à l'artifice, réapparue pour un duo enfumé ponctué de déclarations d'amour mutuelles et bilingues, juste avant l'heure des chocolats glacés.

The show must go on... Et Liza Minnelli se l'approprie en maître dès la fin de l'entr'acte. Irrésistible, charmante, sûre de son fait. Après une courte leçon de danse à l'adresse de Charles (*J'aime Paris au mois de mai*), la salle s'envole avec elle, s'enflamme pour un numéro de désobéissance, une chorégraphie décapante, un air soudainement enfantin. La voix libre, le geste parfait, Liza revendique le droit à l'égoïsme (se chanter des chansons écrites pour elle il y a vingt-cinq ans, par exemple) et raconte en mimant: ses *old friends* (son batteur et chef d'orchestre William Lavorgna en première ligne), la chanson de Roy Orbison qu'elle va chanter, là, tout de suite, parce qu'elle est belle, son nouveau film (*Stepping out*, de Lewis Gilbert).

Liza et ses dix-sept musiciens forment un couple parfait. Partager cette complicité, se glisser dans ce moule si impeccable, fut un défi de plus pour Charles Aznavour. Mais gageons qu'après trois semaines de répétitions intensives, et forcées, devant le public du Palais des Congrès, le duo de charme saura retrouver une brillante que les ailes de vies de star remplissent à ras bord ont un instant terni.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Comme les vingt-cinq musiciens américains de *West Side Story* donné au Châtelet (le Monde du 19 novembre), les dix-sept musiciens de Liza Minnelli sont venus en France munis de visas de tourisme, ignorant ainsi la législation qui régit les prestations des musiciens étrangers. En signe de protestation, le syndicat CGT des musiciens de Paris et de la région parisienne, qui souligne les difficultés rencontrées par les artistes américains à se produire aux États-Unis, ont occupé fort discrètement tous les soirs la fosse d'orchestre du Palais des Congrès pendant une demi-heure.

À 20 h 30, jusqu'à 16 décembre. Tél.: 40-68-00-72.

CINÉMA

Famille, je vous aime

Première mondiale - et triomphale - à l'Opéra de Marseille pour le film vécu d'Henri Verneuil, né Achod Malakian

MAYRIG
de Henri Verneuil

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale
Jusqu'à la nuit qui avait des débuts attendus, tout était à l'unisson de l'émotion, lundi soir à l'Opéra de Marseille, où Henri Verneuil et une partie de son équipe présentaient en première mondiale *Mayrig* dont la seconde partie, 588, rue de Paradis, tout aussi intensément autobiographique, sortira le 15 janvier prochain.

Dans la belle salle art déco qui n'avait pas connu de projection de film depuis celle du *Monde du silence* de Cousteau, mis en images par le tout jeune Louis Malle, en 1952, on pleura beaucoup et l'on eut très heureux. Du pouliller, composé en partie de membres de la forte communauté arménienne de la région, ceux-là mêmes qui pendant le tournage avaient été des figurants enthousiastes, à la corbeille, où avait pris place le maire, Robert Vigouroux. Se trouvait là également l'un des interprètes principaux, Omar Sharif, qui sanglotait carrément.

Il faut dire qu'on aura vu rarement saga plus affective, apothéose plus achevée du sentiment pur et du premier degré pour raconter une histoire étonnante et forte. Celle de l'immigration turque de la famille Malakian (devenue Zakarian dans le film), débarquée un matin d'hiver sur le quai de la Joliette la peur au ventre et les mains vides, et composée d'un petit garçon qui deviendra plus tard Henri Verneuil, de son père, de sa mère et des deux sœurs de celle-ci.

Mayrig - maman arménienne - a d'abord été un roman et un énorme succès de librairie (600 000 exemplaires vendus), puis un scénario pestiféré pendant quatre ans et qui a connu quarante-deux versions successives. C'est aujourd'hui dix heures de film (pour un budget de 140 millions de francs), soit un diptyque cinématographique et une série de télévision. La boucle était bouclée sous le drapeau de l'Opéra en un symbole spectaculaire et rassurant. Henri Verneuil, né Achod Malakian, n'était-il pas la preuve vivante et fût-ce que la France peut être reconnaissante envers ses travailleurs



Omar Sharif et Claudia Cardinale

immigrés, pour peu qu'ils soient comme les Malakian, extrêmement travailleurs, modestes et persévérants?

Henri Verneuil l'efficiet, le bâtisseur de polars fortement charpentés, le manieur de stars, Fernandel (plus la vache), Gabin, Belmondo et les autres, joue et gagne ici sur la sincérité. Après un premier quart d'heure d'une réelle et terrible intensité où sont rappelés - et monifiés - en prophète les horreurs du génocide arménien, on ne quitte plus la famille pour un récit à petits pas, pudique et vertueux qu'une voix off quasi permanente et plutôt métaphorique (celle de Richard Berry) alourdit quelque peu.

Cœur de Turc

La tabouïse ne Paradis (reconstituée au pavé près par un des derniers grands architectes décorateurs, Pierre Guffroy), le tramway qui grince, la pluie, la neige, l'usine, l'école, un peu de racisme ordinaire, mais le fouil fraternel du boulanger pour cuire le gigot de Noël, la confiture de roses de Tante Anna, les femmes qui s'écrochent les mains à couvrir des chemises, la pleursie de l'enfant vécu comme une maladie collective par tout le clan, les

alliances plus tard qu'on fondera pour offrir une chevalière en « or véritable » au jeune diplômé méritant.

Famille je vous aime crient les images, chantent les violons de Jean-Claude Petit, il faudrait avoir un cœur de Turc pour ne pas écarquer une larme, deux larmes et même trois à la santé des vaillants interprètes qui jouent le jeu sans barguigner, surtout Claudia Cardinale (Mayrig), Isabelle Sadocyan (tante Anna) et un nouveau venu, Jacky Nercessian dans le rôle d'Apkar, « l'homme à la tête de requiem », tubard et boiteux, à qui ses tontonnières, autrefois, claquent un fer au pied comme à un cheval.

À la fin Henri Verneuil, courbé sous l'ovation, présente sur scène son équipe, il parla très bien comme dans son film, il dit que ses parents « avaient fermé la parenthèse de la vie », puis il ajoute: « Puisque je suis dans ma ville, demain j'ai leur rendre visite au cimetière Saint-Pierre, allée 18 et je leur dirai que vous leur avez fait un triomphe ce soir. » L'ovation redoubla. C'est alors que dans les coulisses on vit s'approcher une très vieille dame appuyée sur sa canne. Ce n'était pas Claudia Cardinale échangée du second film (où on la verra à quatre-vingt-cinq ans) mais l'institutrice marseillaise qui eut la mission sacrée d'apprendre le français au petit Malakian. Elle apportait en offrande un mouchoir brodé il y a bien longtemps par une des tantes bien-aimées de cet homme tout fier et embarrassé que sa mémoire venait soudain de rejoindre et de légitimer.

DANIEL HEYMANN

CIRQUE

Fugues de clowns

LES MACLOMA

au Théâtre Tristan-Bernard

Il ne jonglent pas avec des quilles ou des boules multicolores mais avec des notes, et avec eux la gamme en voit de toutes les couleurs. Les Macloma sont des clowns musiciens, trois hommes pantomimes-caoutchoucs qui laissent parler un air d'opéra, une sonate ou une fugue dans un spectacle rigolard, rythmé à en perdre haleine.

Il escaladent un piano commandé comme un petit blanc à la terrasse d'un café, jouent de l'accordéon géant, branchant les violons d'une cantatrice da foure sur 220 volts, massacrent les violons et descendent au bazooka tout aéroplane pétaradant qui viendrait les déranger au beau milieu de leur concert. Les Macloma dansent aussi, draguant dans les bals-musettes. Lorsqu'ils parlent, ils sortent des sabirs incroyables italo-franco-américains. Ils sont bonnes sœurs, gémis ou bien nains. Ils tiennent un monde peuplé d'images fortes et colorées qui fascinent les enfants, attendrissent les adultes. Ca cirque-là ressemble au théâtre italien et voltigeur de Dario Fo. Les Macloma sont des chefs d'orchestre truculents, naïfs, mais jamais dupes.

B. M.

64, rue du Rocher, 75008 Paris. Du mardi au samedi, à 21 heures; dimanche, à 15 h 30. Tél.: 45-22-08-40.

Oublier Leningrad?

La première tournée européenne de l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg

MUSIQUE RUSSSE
au Théâtre des Champs-Élysées

Plantes vertes qui montent la garde au pied des escaliers, robes très haute couture, visons des grands soirs, le Théâtre des Champs-Élysées recevait, samedi 23 novembre, le Philharmonique de Saint-Petersbourg (ex-Leningrad), le chef d'orchestre Yuri Temirkanov et le pianiste Mikhaïl Rudy. Les meilleures places de ce concert de gala sont à 850 F. Comme souvent en pareille occasion, le public est inattentif, exotique en un tel lieu, bruyant, ignorant, dans sa désinvolture, les règles en usage dans les salles de concert: on tousse bruyamment, on crie « Vive Saint-Petersbourg! » lorsque le chef traverse le hall à l'issue du concert pour aller prendre une coupe offerte par une grande marque de champagne « partenaire exclusif de la soirée ». Il est des « victoires » qui ne devraient pas se muer en revanche. Nostalgie ne rime pas avec démocratie, démocratie avec Sainte Russie.

Un jeu petit sec et anguleux

À l'évidence conçu pour ce public de « généreux donateurs », le programme de ce concert de tournée (quatorze apparitions publiques dans cinq pays d'Europe) n'est pas de ceux qui donnent des « ampoules au cerveau »: *Prélude de la Khovan-chichina de Moussorgski*, *Deuxième concerto de Rachmaninov*, *Huitième symphonie de Dvorak* (celui du léninisme après-midi, pas devantage: *Cinquième et Casse-Noisettes* de Tchaïkovski). Il fut un temps où Leningrad jouait aussi Chostakovitch, Brahms, Sibelius ou Bartok en tournée.

Venons-en au concert proprement dit. Cet orchestre risque de perdre rapidement de son lustre si l'on persiste à penser, dans l'ex-cité impériale, que Yuri Temirkanov est le meilleur successeur possible à Evgeny Mravinsky, qui fut, rappelons-le, l'un des plus grands chefs d'orchestre du vingtième siècle (1), même si son répertoire était limité, et son caractère plus épouvantable encore que celui de Tchaïkovski. Un patron qui a tissé cet ensemble à la première

place en Union soviétique (l'une des premières dans le monde: un honneur que cet orchestre partage avec celui qu'Arnold Katz a fondé à Novossibirsk).

Car chez Temirkanov, l'« art » de la mise en scène tient lieu d'art de la direction: podium légèrement décoré et incliné vers la gauche de façon que les deux tiers de la salle puissent admirer son profil, éclairages savamment dosés, miniques destinées à faire rire, grands gestes accompagnant la musique, mains jointes qui signent d'imploration, déhanchements pathétiquement vulgaires. La salle frémit. Aux prises avec le *Deuxième concerto* de Rachmaninov, Mikhaïl Rudy (une œuvre qu'il ne domine pas aisément: son jeu y est petit, sec et anguleux, malgré des moments d'une simple beauté) souffrit de l'« insouciance » de Temirkanov (dans les passages les plus difficiles à négocier, les « états de grâce » par la seule faute du chef).

Après l'entracte, Temirkanov a réussi à aplatiser les rythmes, à éteindre les mélodies de la *Huitième symphonie* de Dvorak. Cela nous semblait impossible (le Monde du 6 novembre). Nous nous trompions.

ALAIN LOMPECH

(1) Deutsche Grammophon a publié un coffret de deux disques compacts étonnamment représentant les trois dernières symphonies de Tchaïkovski sous la direction de Mravinsky. Enregistrées en 1960 à Londres, lors d'une tournée de l'orchestre, ces interprétations n'ont guère de rivales.

► L'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg se produira le 28, à Toulouse, à la Halle aux grains. Au programme, le pianiste Eliseo Virasolaza dans le *Troisième concerto* de Prokofiev et la *Cinquième symphonie* de Tchaïkovski. Tél.: (16) 61-21-09-00.

► PRÉCISION. - L'omission d'un mot a rendu illogique le début de l'article de Gérard Condé consacré à *Arnold Katz* (le Monde du 26 novembre). Il fallait lire: « Cet opéra de Haydn est le seul à n'avoir pas été représenté en France. Aussi bien est-il à peu près dépourvu d'action dramatique. »

du 8 novembre au 14 décembre

Coeur Ardent

LAISSEZ-VOUS EMBARQUER PAR BENNO BESSON... LIBERATION

Satire joyeuse et grinçante... Le décor est une merveille... LE MONDE

Un de ces textes si magnétiques qu'ils vous claquent... LE MOUVEMENT DU JEUDI

LOCATION: 100 RUE DE LA CROIX-ROUGE, PARIS 11

26 nov - 21 déc / 20 h 30

UN FULGURANT VOYAGE POÉTIQUE

TRANSIBÉRIEN

BLAISE CENDRARS

L'effacement 2

MISE EN SCÈNE DOMINIQUE LARDENOIS

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE

21 bd Jourdan, 75014 PARIS. Rés. 45.89.38.69

(Publicité)

FESTIVAL

DES LIVRES À PRIX RÉDUITS

(1100 m² d'exposition)

LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS

LIVRES D'OCCASION

Romans, érotisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants...

Un très grand choix dans tous les domaines

Du 28 novembre au 1^{er} décembre 1991, de 9 h à 19 h 30

Hôtel Marcure - Paris Vaugirard - 69, boulevard Victor, Paris-15^e

ENTRÉE: 10 F Métro: Porte de Versailles

LES ÉLÉMENTS DE L'AMBIANCE EN VRAI BOIS

Nombres combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles: chêne, noyer, merisier ou laque.

CAPÉLOU

21, rue de la République, 92011 PARIS. Tél.: 47.47.11.11. Métro: Porte de Vincennes

کتابخانه

كثير من الجيد

18 Le Monde • Mercredi 27 novembre 1991 •

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE CHOPIN-LEYEL : Dimanche 1^{er} décembre 14 h 30, Lundi 2 (16 h 30), Mardi 3 (18 h 30), Mercredi 4 (15 h et 20 h 30), Jeudi 5 (20 h 30), Vendredi 6 (15 h et 18 h 30), Samedi 7 (14 h 30 et 17 h), Lundi 8 (15 h)

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

EN FÊTE - Film de Jacques STEVENS

Pagodes dorées, temples, villages isolés, marchés flottants, côtes ancrées, trésors archaïques, tribus des confins de la Birmanie et du Laos, Triangle d'Or, Nord-Siam, Bangkok, porte du Siam.

PROCHAIN SUJET : ARGENTINE-CHILI, du 12 au 27 JANVIER - Tél. 45-61-19-99

MERCREDI

Collection L'Art du Cinéma

THAÏLANDE

THÉÂTRE

Ces éternels beaux draps

Entre les planches des maisons et des cercueils, des comédiens jouent à exorciser la mort

LE CHANT DU BOUC

de la Bosnie

« Monsieur le Prince dit qu'il était mort, et que les morts ne mangent point. Fallait-il pourtant qu'il prit quelque nourriture, ou qu'il mourût véritablement. Finalement, et un autre médicament qui le voyait plus ordinairement, s'avisaient de convenir qu'il était mort, mais de soutenir qu'il avait des morts qui mangeaient ; et en effet ils lui amenèrent quelques gens surs qui firent les morts tout comme lui, mais qui mangeaient. Cette adresse le déterminait, mais il ne voulait manger qu'avec eux. Cette fantasia dura assez longtemps. »

Le nouveau spectacle de François Tangy, *Chant du bouc*, rappelle cette page des *Mémoires* de Saint-Simon : Henri de Bourbon, prince de Condé, trouvait son équilibre à jouer la mort. *Chant du bouc* est aussi une « éthanatos-pantomime ».

Le théâtre de l'action est de tous côtés clos de planches : il existe des cabanes, des isbas, dont les murs sont faits de bois, mais la bière, surtout, est une caisse de planches. Le second (et dernier) élément constant du lieu, ce sont des draps. Grands draps de lin, de chanvre, ou d'ort dans des draps, on y meurt, et un drap fait usage de suaire.

Acrobates accomplis

Pénombre de limbes. Séjour d'êtres décolorés, ralentis, incertains sur leurs pauvres jambes, penchés en avant comme sous une voûte trop basse. Ils errent, ils déplacent planches ou draps. Parfois ils versent le corps de l'un d'entre eux sur un corbillard de passage (le climat est ici plutôt d'un village d'autrefois en montagne, et, rangé au fond de l'église près de la porte, le corbillard n'y est pas une voiture, mais rien de plus qu'une charrette à bras, juste

deux ou trois planches (encore elles) fixées à deux roues de fer.

Flots de musique grave, sentie, enlève pendant une messe des morts, et pas de texte : un défilé à perdre sa langue. Seuls, pas nettement écoutables, quelques souffles de phonèmes d'ailleurs, venus de loin. Pas plus de six mots reconnaissables : ce sont des paroles de Woyzeck à sa femme Marie, quand il va la tuer. « Trouver son équilibre à jouer la mort », disions-nous du prince de Condé. Et c'est la petite note spéciale de *Chant du bouc* : ces nombres muets, flottants, se retrouvent parfois en un point de leurs évalutins incertains, sur une position qui ne peut, physiquement, se produire, et elles s'y tiennent, puis, « adriennement » pour-rait-on dire, la quittent, toujours au ralenti - des acteurs capables de cela ne peuvent être que des acrobates accomplis.

Il leur arrive aussi de prendre place devant un drap jeté sur une grande table, comme pour s'associer à un repas. Mais elles ne mangent pas, comme les invités du prince.

Spectacle conçu et exécuté avec précision et soin. Dans la ligne de l'art de la mort, les morts, compassés ou non, qui ont été faits déjà. C'est une mise en l'honneur des morts. Parade à sensations : les morts qui bougent c'est épatant, même au théâtre, et cela peut prétendre sonder des eaux profondes - ce dont l'auteur, François Tangy, ne se prive pas dans le dépliant distribué au public. C'est comme tout : être subjugué, amusé, étonné, au choix. En tout cas, bravo aux exécutants, aussi impossibles qu'éminents : Frode Bjornstad, Laurence Chabot, Patrick Condé, Yves-Noël Genod, Muriel Héary, Jean Rochereau, François Tangy, Nadia Vondereyden.

MICHEL COUNNOT

► Du lundi au samedi à 21h. Dimanche à 17h. Jusqu'au 7 décembre. Tél. : 43-57-42-14.

CULTURE

Pierre Pradinas, faiseur d'histoires

Un metteur en scène-contour rencontre Rabelais, son monde et ses fureurs

LES GUERRES MICROCHOLINES

à la Maison des arts de Créteil

Pierre Pradinas, metteur en scène, aime toutes les images, brutes, en demi-teinte, les quiproquos et coups de théâtre. A Créteil, il met en scène les *Guerres microcholines*, la saga allumée de Picrocholo, tyran cinglé et couard qui rêve de devenir maître du monde et dont les armées ravagent et pillent les domaines de Grandgousier.

« J'avais envie de monter Rabelais », explique Pradinas, traitant en exubérance, voix cassée de fatigue, œil pétillant. C'est une épopée truculente et drôle, mais jamais infantile. Elle est grave et candide, parle de toutes les guerres. Mais attention, je n'ai pas voulu apporter ma petite pierre à une quelconque réflexion sur une question à la fois millénaire et conjoncturelle. Cela ne veut pas dire que je prends les choses à la légère : quand je pense à la guerre, je pense à celle de 14-18, surtout. Celle de nos grands-parents, celle dont je retrouve les traces en Corréze où je suis né. Les troupes à gaz dans les greniers ou les moineaux aux morts frappés de la devise « Maudite soit la guerre ». Je pense aux Croix de bois, de Raymond Bernard, à la boue, la sueur, le sang, ou aux grandes fresques comme Ran, de Kurosawa ou encore à une tapisserie médiévale. » Pierre Pradinas aime le cinéma. Il a réalisé *Un tour de manège* et va bientôt repartir en tournage.

Ces *Guerres microcholines* ne sont donc pas un spectacle pour enfants adapté de la version expurgée du Lagarde et Michard, même si on peut commencer les enfants. Il n'est pas inspiré de Mirapolis non plus. Ce n'est pas Rabelais version grande bouffe et humour grivois, mais c'est son authenticité, avec ses fureurs, ses millions d'images secondaires. La guerre de Pierre Pradinas est grand-guignolesque. Langues, tripes, cornes et dents, litres d'hémoglobine pleuvent sur l'écran, bien fraîche, bien verte d'un joli petit pré. Le général couragieux se

fait amputer la jambe en direct et le traître sera pendu par la gorge à un croc de boucher. Une guerre sans dentelle, atrocement drôle en plus. « Ce qui m'amuse dans cette « riposte », c'est la blague, le bluff. Quand Pierre Jean dit : je vais t'arracher le cœur, eh bien que le cœur vole ! » Formidable bluff aussi que l'incarnation de Gargantua : deux hommes, l'un juché sur les épaules de Cannon Ball, enlisse enfouï dans les entrailles de Gargantua. Une performance.

Une adaptation éblouissante

Guerre loufoque et grinçante servie par des comédiens déboulés et « polyvalents » qui jonglent avec différents personnages - légionnaire africain, puis griot, troubadour ou chevalier. Tantôt Picrocholo, tantôt Barbare bave aux dents, Denis Lavant tourbillonne dans une mise en scène BD. Il y a Gabor Rassov aussi, dont l'adaptation du texte de Rabelais modèles années 90 est éblouissante. « C'est de la trahison de la plus haute espèce », poursuit Pierre Pradinas, mais de la plus haute fidélité tant elle respecte le rythme et la richesse de la langue de Rabelais, inventive et fleurie. Il ne faut pas oublier qu'il écrivait, avant la grammaire.

« C'est épatant comme il respecte le ton de l'époque. Lorsque la mort était omniprésente. A chaque détour de phrase, Rabelais rappelle qu'il faut vivre, accepter de vivre malgré tout, reconstruire sur un champ de bataille dévasté. » La vie. Une tragédie. Montrer une tragédie, pour quoi ? « Qu'il Non ! C'est si difficile de travailler sur un texte vieux de trois siècles. Je ne suis pas encore parvenu à trouver une façon de dire les vers, ce rythme indispensable. Qu'il Non ! parce qu'il y a une urgence à monter des auteurs vivants. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Petits salons. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 15 h 30. Jusqu'au 18 décembre. Tél. : 49-80-18-88.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Emile NAOUMOFF
piano
MOZART
SCHUBERT
SCHUMANN
SCHNITZKE

MIDIS MUSICAUX
le 29 : Bernard ZINCK
piano
MOZART, BRAHMS
PROKOFIEV
le 2 : RIAN de WAAL
SCHUBERT, GODEWSKY
le 5 : Quintet
YSAYE
MOZART

PRO QUARTETT
présente
ENSEMBLE AMADEUS
NOBERT BRAHMIN
violin
MARTIN LOVETT
violoncelle
BRUNO PASQUIER
alto
G. PLUDERMACHER
piano
MOZART

Orchestre des Champs-Élysées
ISOLDE SIEBERT
dir. : Philippe HERREWEGHE
MOZART, HAYDN

ORCHESTRE ET CHORALE
KUENTZ
Bicentenaire
MOZART
GRANDE MESSE
EN UT MINEUR
Vépres solennelles
L. GRIFFITH - M. GEORG
A. BRAND - P. LANGSHAW

le 2 : Christophe ROUSSET
clavier
Villan
CHRISTIE
clavier
LE ROUX, RAMEAU
BOCHERINI
COUPERIN
le 3 : Thomas MOSER
ténor
HELMUT DEUTSCH
piano
HAYDN, MOZART
SCHUBERT
le 6 : Quartet de TOKYO
MOZART

LES MUSICIENS DE L'OPERA DE PARIS
et la Musique de Chambre
MOZART, HAYDN
SAINT-SAENS

« SI MOZART M'ETAIT CONTÉ »
ORCHESTRE DE CHAMBRE
BERNARD THOMAS
Entouré d'une pléiade de grands solistes
Les plus belles pages de l'œuvre de Mozart avec l'Action Musicale Philip Morris

ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX-AQUITAINE
Dir. : Alain LOMBARD
Sol. : Viktor TRETIAKOV
violin
PROKOFIEV

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

ARMIN JORDAN
dirigeant
REGIS PASQUIER
violin
HAYDN - MARTIN MOZART
N. M. V. P. 18-88

DECEMBRE 91

Concerts Radio France

- Dimanche 1^{er} - 11 h
Salle Gaveau - Concert/Brunch
Prokofiev
Bernold / Walter / Babayan
- Jeudi 5 - 20 h 30
Châtelet
Régis - Messiaen - Mozart
Orchestre Philharmonique de Radio France
Janowski / Zacharias
- Jeudi 5 - 20 h 30
Salle Pleyel
Schumann - Mahler
Orchestre National de France
Rizzi / Daberto
- Samedi 7 - 18 h
Conservatoire d'Art dram.
Weber - Beethoven
Schubert
Ciccolini
- Dimanche 8 - 11 h
Salle Gaveau - Concert/Brunch
Beethoven - Schubert
Rachmaninov
Brady
- Lundi 9 - 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Hommage à Paul Tortelier
Orchestre National de France
Y. P. Tortelier/Postropovitch...
- Lundi 9 - 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Musique traditionnelle de l'Inde
- Mardi 10 - 20 h 30
Grand Aud. de Radio France
Haendel - Poulenc
Durufle - Mozart
Orchestre Philharmonique de Radio France - Kojine / Alain
- Mardi 10 - 20 h 30
Salle Gaveau
Schumann - Brahms
Chœur de chambre de Radio France
Creed / Ivaldi / Lee

Radio France

Location 42 30 23 08

Connaissiez-vous Melomane ?

Le journal de la musique de Radio France

mensuel à partir de janvier 92

Spécimen gratuit 42 30 18 18

L'Auditorium

Jazz 21 h

- 6 décembre Michel Portal, Trilok Gurtu
- 7 décembre Michel Portal invite Trilok Gurtu, Nana Vasconcelos et Joe Lavano
- 10 décembre Michel Portal New Unit Michel Portal, Andy Emler, François Moutin, Daniel Humair, Richard Galliano
- 11 décembre Martial Solal Quartet Martial Solal, Lee Konitz, Miroslav Vitous, Daniel Humair
- 12 décembre Bireli Lagrène
- 19 décembre Stéphane Grappelli Trio Stéphane Grappelli, Marc Fosset, Jean-Philippe Viret
- 20 décembre Michel Legrand Trio Michel Legrand, André Ceccarelli, Marc-Michel Lebevilion

Location 40 28 28 40

Minitel 3615 Châtelet

LAARTE DE PARIS

CULTURE

Le Venezuela à Paris

Cinéma, architecture ou muséographie : à la découverte d'un pays qui a changé d'âme

CARACAS

de notre correspondant

Venezuela égale pétrole : c'est l'image simpliste que projette en Europe et aux États-Unis ce pays deux fois grand comme la France et peuplé de vingt-deux millions d'habitants. Une vision caricaturale bien sûr et incomplète. L'or noir est à la fois la richesse et la malédiction du Venezuela, à en croire ses plus grands écrivains, comme Gallegos, Euzar, Pietri. Dix milliards de dollars de revenus par an, mais aussi de graves distorsions de la vie publique et une société inquiète, perturbée, mal adaptée.

Pourtant ce qu'on appelle ici la *bonanza* pétrolière a contribué à un boom culturel remarquable quoique à peu près ignoré jusqu'à présent à l'étranger. En vingt ans, le Venezuela n'a pas seulement construit des routes, des supermarchés à l'américaine. Il a changé d'âme, a vu surgir des générations ambitieuses de peintres, d'architectes, de sculpteurs, de musiciens, de cinéastes.

Une autre image donc du Venezuela : c'est ce que souhaitent montrer les promoteurs d'une série de manifestations culturelles qui ont lieu à Paris jusqu'en juillet 1992, année symbole à Caracas où l'on met à l'ordre du jour une « redécouverte » de l'Amérique et de l'Europe. Dans les deux sens.

Première phase à la Maison de l'architecture, rue de Chaillot, et jusqu'au 12 janvier 1992. Une exposition sur le thème : « Venezuela, architecture et tropiques, 1989-1990 ». On y verra des

œuvres déjà exposées à la Biennale de Venise en septembre-octobre. Par exemple, l'édifice de bureaux aux lignes géométriques réalisé en 1990 par Elen de Garay à Caracas. L'abbaye moderne néoédificienne construite en 1989 à Guigue, dans l'État de Carabobo par Jesús Tenreiro, l'un des architectes les plus inspirés de la nouvelle vague vénézuélienne. La violente lumière tropicale est exploitée au maximum dans ces bâtiments intégrés à un environnement où le soleil, la pluie, le vent sont des compagnons familiers. L'enthousiasme des Vénézuéliens - qui doivent participer à Paris à des tables rondes avec des architectes français - ne saurait cependant dissimuler les fautes dues souvent aux lenteurs bureaucratiques.

C'est qu'il reste beaucoup à faire dans cette métropole à l'échelle de la vallée de l'Avila, à 900 mètres d'altitude, entourée, cernée, submergée par des quartiers populaires, les *ranchitos*, en constante dégradation et en expansion. La rencontre de Paris devrait favoriser une réflexion sur le gigantisme échelonné de plusieurs mégapoles - San-Paolo ou Mexico - d'Amérique latine ou du tiers-monde; des villes, pour reprendre une formule de Sharpman « dont personne n'a voulu étudier les formes, dans lesquelles personne ne peut ou ne veut plus se promener. Des villes qui avancent, dévorantes, dans les chemins de l'irréversibilité ».

Caracas écrivait par exemple Humboldt en 1799 est « l'endroit le plus frais et le plus sain de toute l'Amérique en raison de la proximité des montagnes couvertes de neige ». Heureuse époque ! De neiges, il n'y en a point sur l'Avila.

Le courant d'air qui balaie la vallée d'est en ouest réduit certes la pollution urbaine. Mais la paisible cité coloniale - encore presque intacte dans les années 40 - a explosé. Le dictateur Gomez avait joué les barons Hausmann jusqu'à sa mort en 1935. « Nous devons oublier le petit Paris et l'appeler New-York », affirmait un administrateur du tyran des Andes qui exploitait déjà la manne pétrolière. Exagération manifeste ! L'Hôtel Majestic, joyau de cette période de fièvre relative, avait quatre étages mais pas d'ascenseur.

« L'électrisme créole »

Dans les années 50 en revanche, la dictature de Perez Jimenez, a vu grand et bâti dans un style néo-mussolinien. Des HLM, aujourd'hui l'un des quartiers les plus chers de la capitale, où la police ne se hasarde guère; l'université centrale construite par l'architecte Raul Villanueva, admiré par toute une génération de nouveaux professionnels; le cercle militaire; des voies express urbaines et aussi les premières pierres de Ciudad Guayana, sur l'Orénoque, dans la zone des gisements de minerai. La nouvelle génération de bâtisseurs se penche donc sur cette ville étrange en s'efforçant, dans la mesure du possible, de réintroduire les jeux de lumière, le palmier, les plantes tropicales exubérantes, un peu de cette nature si belle et si proche pour se rapprocher de ce que Juan Pedro Posani appelle joliment « l'électrisme créole ». Lourde et noble tâche. Caracas comme Los Angeles n'est pas vraiment une ville. Mais plutôt un archipel où

les îlots - quartiers autonomes - sont reliés par des autopistes inaccessibles aux piétons. Seul le métro, français, et orgueil des Caraqueños qui respectent rigoureusement sa propriété dans une cité aux murs couverts de graffiti, est devenu ce lien indispensable entre ceux de l'est et de l'ouest de la grande métropole. Et, miracle, l'esprit souffle dans cette cité anarchique qui avance en se défaisant. Le théâtre Teresa Carreno, un petit MET vénézuélien qui a poussé ses gradins de béton à l'ombre des tours géantes de soixante-quatre étages du Parque Central est l'un des plus belles réussites du genre en Amérique latine.

Musées des beaux-arts, musée d'art contemporain, cinémathèque nationale, une cinquantaine au moins de galeries de peinture : Caracas ne manque pas aujourd'hui de lieux culturels de qualité. On le doit en grande partie à l'obscure et à la compétence de Jose Antonio Abreu, ministre de la culture du gouvernement Carlos Andres Perez, économiste et musicien, inspirateur depuis vingt ans des orchestres de jeunes (on en compte plus d'une centaine aujourd'hui dans tout le pays) et promoteur de nombreuses fondations (de l'architecture, Naumann, Beracasa, du Banco consolidado, etc.) autorisées à recevoir des fonds de l'État et du secteur privé. Ce mécénat original est à la base de l'actuelle explosion culturelle. Et M. Abreu a été sensible aux arguments des représentants à Caracas de l'Union latine dirigée à Paris par M. Rosillon, en faveur de cette première série de manifestations culturelles vénézuéliennes en France. « Nous avons une culture tournée vers l'in-

terieur dit-il. Nous voulons maintenant regarder au-dehors et nous faire connaître... »

Deuxième phase de ce programme : le cinéma. Plusieurs films dont certains inédits passent jusqu'au 3 décembre au Latina. Parmi les œuvres attendues, on note quatre films de Roman Chabaud, qui n'est plus tout à fait un inconnu (Prix national du cinéma en 1991), en particulier *La Oveja Negra* (« la brebis galeuse »), et *El pez que fuma* (« le poisson qui fume »), deux plongées dans le monde des maisons de prostitution, des petits voyous au grand cœur et des policiers corrompus. Une inspiration que l'on retrouve

chez nombre de cinéastes vénézuéliens apparemment obsédés par les lois du milieu et la délinquance.

« Nous sommes encore peu connus, dit Atahualpa Lichy, et notre cinéma est en crise. Dans les années 70, nous produisions dix-sept films par an, tous rentables. Les coûts de production sont maintenant excessifs, 300 000 dollars en moyenne. Nous recherchons donc des coproductions avec les autres pays d'Amérique latine qui affrontent les mêmes difficultés. »

MARCEL NIEDERGANG

► Maison de l'architecture. Tél : 40-70-01-65.
► Le Latina, 20, rue du Temple, 75004 Paris. Tél : 42-78-47-86.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente s/ saisie, Pal. Justice de PARIS, JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991, à 14 h 30.

APPARTEMENT à PARIS (6^e)

147, boulevard Raspail et 111, boulevard du Montparnasse
AU 6^e ÉTAGE SUR COUR, composé de : 2 PIÈCES, CUISINE, W.-C.
S'adresser : M. André FABRE, avocat à PARIS (7^e), 44, rue de Lille. Tél : 42-61-15-96 (main de 9 h 30 à 12 h 30).

Vente s/ saisie, Pal. Justice de CRÉTEIL (94000), JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991, à 9 h 30.

PAVILLON D'HABITATION à FONTENAY-SOUS-BOIS (94120)

91, AVENUE DANTON, élevé sur sous-sol, Rez-de-chaussée : entrée, cuisine, 2 PIÈCES, 1^{er} ét. : 2 PIÈCES, salle d'eau, w.-c., grenier au-dessus, JARDIN.
S'adresser : M. TH. MAGLO, avocat, 4, allée de la Tolson-d'Or, CRÉTEIL (94000). Tél : 49-80-01-85.
Mise à prix : 380 000 F. Vis. s/pl. le 30 nov., de 11 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991, à 14 h 30, EN UN LOT.

à PARIS (7^e), 6 et 8, rue Valadon

dans le bâtiment A, au 2^e étage :
APPARTEMENT de 2 P.P. (cuis.+ cave)
Mise à prix : 150 000 F.
S'adresser pour renseignements : M. Yves CRESPIN, avocat à PARIS (16^e), 97, avenue Victor-Hugo. Tél : 45-53-83-03. Au greffe du T.G.I. de PARIS.

Vente sur saisie au Palais de Justice de CRÉTEIL (94000), le JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991, à 9 h 30, 1^{er} SEUL LOT.

TROIS LOCAUX à USAGE INDUSTRIEL OU COMMERCIAL

à CHOISY-LE-ROI (94600), 23 à 27, AVENUE DE LUGO
4, rue Falet et 1 à 3, rue du Docteur-Roux, bât. A, au r.-dc-h., 1^{er} et 2^e étages.
MISE A PRIX : 500 000 F.
S'adresser : M. TH. MAGLO, avocat, 4, allée de la Tolson-d'Or, CRÉTEIL (94000). Tél : 49-80-01-85.
Visite sur les lieux le MARDI 10 DÉCEMBRE 1991, de 11 h à 12 h.

Vente sur LICITATION, au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991, à 14 h. EN 9 LOTS :

3 APPARTEMENTS à LEVALLOIS-PERRET (92)

43, rue Louis-Rouquier
aux 2^e et 3^e étages, et 1 TRIPLEX aux 4^e, 5^e et 6^e étages.
2 PIÈCES au rez-de-ch. et 4 CAVES
M. à P. : 896 923 F. - 885 641 F. - 1 638 463 F. - 338 461 F. - 394 872 F. - 56 410 F. - 39 487 F. - 90 256 F. - 39 487 F.

Avec faculté de baisse de M. à P. d'un quart en cas de non ench., s'adresser à M. Jean-Yves TOULLEC, avocat associé de la SCP. CANU, RICOIR, RIVOIRE, TOULLEC, DUVERNOY, 93, rue Sadi-Carnot à VANVES (92). Tél : 47-36-59-78. Vis. s/pl. le 30 nov., de 11 à 12 heures.

Vente sur LICITATION, au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991, à 14 h. EN 3 LOTS :

UNE PROPRIÉTÉ à MONTJAVOULT (60)

Rendit « CASTEL NINA », dite « Sous les Fontaines »

APPARTEMENT 2 P.P. à NEUILLY/S/SEINE (92)

TERRAIN BOISÉ 4 080 m² à VAUDANCOURT (60)
M. à P. : 150 000 F. - 650 000 F. - 2 000 F.

S'adresser à M. Jean-Yves TOULLEC, avocat associé de la SCP. CANU, RICOIR, RIVOIRE, TOULLEC, DUVERNOY, 93, rue Sadi-Carnot à VANVES (92). Tél : 47-36-59-78. Vis. s/pl. le 30 nov., de 11 à 12 heures.

Vente sur LICITATION, au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 9 DÉCEMBRE 1991, à 14 h. EN 7 LOTS :

3 LOCAUX COMMERCIAUX

3 APPARTEMENTS - 1 PIÈCE-DÉBARRAS

à PARIS (8^e)

90, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ

1^{re} BOUTIQUE de 29 m² env. à usage de mode, access. chaus-sures. Bail 9 ans du 1^{er} janvier 1983.
Loyer trim. : 14 944 F. CAVE en sous-sol.

2^e LOCAL COMMERCIAL de 34 m² env. au 1^{er} et LOUÉ à Usage de galerie d'art. Bail 9 ans du 1^{er} janvier 1982.
Loyer trim. : 6 644 F.

3^e BOUTIQUE de MODÈS contre : au rez-de-ch. Boutique de 80 m² env. façade s/rue : 5 m 30 prol. s/cour.
A l'entresol : atelier 45 m² env. - CAVE 50 m² env.
Bail 9 ans du 01/01/1989 - Loyer annuel : 288 000 F

4^e APPARTEMENT 5 P.P., Bât. A, escal. A, au 3^e ét. 127 m² env. CHAMBRE 8 m² env. au 5^e ét. Escal. A - CAVE n° 2, au s/sol, escal. C.

5^e APPARTEMENT 4 P.P., 78 m² env. au 4^e ét. Bât. A, esc. B - CAVE n° 7, au s/sol, escal. C.

6^e APPARTEMENT 2 P.P. 30 m² env. 5^e ét. Bât. A, Esc. A

7^e PIÈCE MANSARDÉE 5 m² env. 5^e ét. Bât. A, escal. A
LES 4^e, 5^e, 6^e et 7^e lots SONT LIBRES

M. à P. : 1^{er} lot : 770 000 F. - 2^e lot : 425 000 F. - 3^e lot : 2 750 000 F. - 4^e lot : 2 150 000 F. - 5^e lot : 1 400 000 F. - 6^e lot : 770 000 F. - 7^e lot : 40 000 F.

S'adresser à M. LAMOTTE, avocats, 100, rue Saint-Dominique, Paris-7^e. Tél : 45-55-71-44, de 10 à 12 heures. VISITES S/P.L. les 30 NOV. et 4 DÉC., de 9 à 10 heures (lots 1, 2, 3), de 10 heures à 12 heures (lots 4, 5, 6, 7).

Evolys

FONDS COMMUN DE PLACEMENT GARANTI
24 % MINIMUM EN 3 ANS

« Evolys », Fonds Commun de Placement Garanti, est un fonds commun de placement à capital variable, qui investit dans des valeurs mobilières et immobilières.

RENDEMENT GARANTI ET DISPONIBILITÉ

En effet, à l'issue de la période de 3 ans, le rendement minimum est garanti de 24 % minimum en 3 ans.

D'UN RENDEMENT ÉLEVÉ SUR UNE COURTE PÉRIODE :

+ 24 % minimum garantis en 3 ans.

D'UNE SOLIDE GARANTIE :

La garantie dont bénéficie EVOLYS lui est conférée par la solidité du montage financier dont il fait l'objet, renforcée par une gestion rigoureuse et originale.

La combinaison d'ingénierie et de techniques financières assurée par SOGEPOSTE, permet de connaître, dès la souscription, le montant minimum de rachat à l'échéance.

Ainsi quel qu'il arrive, EVOLYS permet de retrouver en 3 ans, son capital initial valorisé de 24 % au minimum.

D'UNE GRANDE DISPONIBILITÉ DE VOTRE ARGENT :

Votre argent est bien sûr toujours disponible, et en plus, dès le premier anniversaire d'EVOLYS la 1^{re} décote est remboursée, puis ensuite chaque trimestre, vous pouvez récupérer tout ou partie de la somme investie dans EVOLYS, et ce à une valeur de rachat garantie et connue à l'avance, avec une rémunération annuelle minimale de 4,5 %.

Ces conditions sont accordées à tout porteur quelle que soit la date de sa souscription.

EVOLYS, c'est aussi une grande facilité d'accès car le montant minimum de la souscription est de 5.000 francs seulement. Il bénéficie, de plus, du régime fiscal avantageux des plus-values sur cessions des valeurs mobilières.

Jusqu'au 16 décembre 1991 inclus, les souscriptions s'effectuent en exonération totale de frais.

EVOLYS, c'est un savoir-faire et une expérience au service de la simplicité.

FCP Evolys décembre 1991, agréé par la CDB le 13.09.1991 - Taux actualisé 7,43 %
Fonds Commun de Placement bénéficiant de la garantie de la Caisse des dépôts et consignations.

SOGEPOSTE

Filiale de La Poste
et de la Caisse des Dépôts et Consignations

LA POSTE

هنا من ليد

كلنا في القلعة

COMMUNICATION

Après la mort du magnat britannique de la presse

Les banques accordent un répit méfiant au groupe Maxwell

Les représentants d'une trentaine de banques, réunis lundi 25 novembre à Londres, ont accordé un répit de plusieurs semaines aux frères Maxwell, héritiers de l'empire de presse construit par leur père, Robert Maxwell, pour présenter un plan de restructuration du groupe. La perspective d'assister à la liquidation d'une partie des actifs reste cependant forte.

LONDRES

de notre correspondant

Trois semaines après la mort de Robert Maxwell, environ cent banques, représentant une trentaine d'institutions financières, se sont réunies, lundi 25 novembre à Londres, pour évaluer la manière dont les 300 millions de livres (8 milliards de francs environ) de crédits contractés par les différentes sociétés du groupe pouvaient être garantis. Cette réunion n'a abouti à aucune décision spectaculaire, MM. Kevin et Ian Maxwell, présidents respectivement de Maxwell Communications Corporation (MCC) et de Mirror Group Newspapers (MGN) ayant obtenu un délai (jusqu'au 20 décembre) pour présenter un plan d'assainissement

financier. Un comité de surveillance de cinq banques a été formé pour approuver les propositions de restructuration (vente de nouveaux actifs notamment) et les demandes de nouveaux crédits. Pendant cette « période de grâce », la banque d'affaires N. M. Rothschild agira en tant que conseiller financier du groupe.

Les banquiers ont des raisons d'être inquiets. La Swiss Bank Corporation tente ainsi depuis plusieurs semaines d'obtenir une garantie sur un prêt de 57,5 millions de livres (575 millions de francs) gagé à l'origine sur un portefeuille d'actions japonaises. Ces titres auraient été vendus par mégarde par feu Robert Maxwell, ce dernier n'ayant pas su qu'elles constituaient une caution bancaire.

Une affaire mystérieuse

L'Office britannique des fraudes graves (SFO), requis sur plainte de la Swiss Bank Corporation, a entamé une procédure judiciaire. Cette affaire, pour le moins mystérieuse, a entraîné la crise actuelle, qui a été aggravée par la menace de Goldman Sachs, la banque d'investissement de Wall Street, de vendre les 10 % qu'elle détient dans MCC. Certains banquiers, qui

estiment qu'environ 150 millions de livres (sur un total de 800 millions) de prêts sont insuffisamment gagés, envisageaient ces derniers jours la nomination d'un administrateur judiciaire. A la suite de la mort de Robert Maxwell, le cours des actions des deux principales compagnies du groupe, MCC et MGN, a enregistré une chute brutale. L'action MCC est passée de 121 à 36 pence (elle s'est redressée à 44 pence lundi, après la réunion des banquiers), entraînant une perte d'environ 400 millions de livres.

La famille détient 68 % des actions de MCC et 51 % des actions de MGN, mais celles-ci garantissent pour l'essentiel des prêts bancaires. Les frères Maxwell sont prêts à envisager différentes solutions pour dégager des liquidités, notamment l'émission d'obligations pour une valeur de 250 millions de livres sur la société MGN. La dissolution du groupe de presse, envisagée en dernier ressort, pourrait signifier la vente du *Daily Mirror*. Des repreneurs existent, mais la vente de ce titre aurait des conséquences politiques très importantes avant les élections parlementaires britanniques, puisqu'il représente le principal soutien du Parti travailliste.

Les clignotants de TF1

Suite de la première page

Pour ne pas devenir éboueur, Patrick Sébastien s'apprête donc à quitter TF1. Si l'on en croit les propos du célèbre animateur, chacun s'apercevra au jour que la variété à la française avait ses lettres de noblesse. Surtout si on la compare aux nouvelles émissions à l'audience du style « La nuit des héros » (A2), qui repousse plus loin encore, selon lui, les frontières du bon goût.

Si au cours de la « Nuit des 7 d'or », chacun a regretté la mise à mort de « Cinéma, cinéma », la fin prochaine d'une émission comme « Sébastien c'est fou » ne fera pleurer personne. Pourtant les deux décès n'ont pas le même importance. Le départ de Patrick Sébastien a en effet valeur de clignotant pour la politique commerciale de TF1. Cette chaîne, qui a bâti son audience en grande partie sur des émissions-phares de variétés les mercredi, vendredi et samedi, subit aujourd'hui une érosion sensible de son audience. Au total, plus de 2 millions de téléspectateurs ont déerté les soirées du samedi animées par Patrick Sébastien.

Si l'on en croit l'étude menée par OPTV News, un journal de centrales d'achat, TF1 a perdu sur le public des plus de quinze ans, entre septembre 1990 et septembre 1991, 7,1 % de part d'audience le



mercredi, 12 % le vendredi et 11,2 % le samedi. Si l'on personnalise, Jean-Pierre Foucault, Patrick Sébastien et Patrick Sébastien sont les victimes d'une lassitude générale du gros bataillon des téléspectateurs pour les variétés. Bien que la nouvelle Cinq, contrôlée par Hachette ait échoué à augmenter son audience et que la grille d'Antenne 2 souffre d'incohérences, TF1 enregistre la ses premiers ratés. Une émission comme « La nuit des héros », qui, le samedi sur A2, met en scène les actes de bravoure de citoyens ordinaires, a drainé les deux millions de téléspectateurs qui manquent aujourd'hui à Patrick Sébastien sur TF1.

Cette érosion de l'audience sur les points forts de TF1 ne peut manquer d'inquiéter ses dirigeants. Pour la bonne raison que les bénéfices de la chaîne (300 millions de francs en 1990) demeurent certes remarquables si on les compare au déficit global du secteur public et privé, mais s'avèrent étrangement minces face aux résultats de Canal Plus (plus de 1 milliard de francs de bénéfices en 1990).

Il est noté le mot « anomal

qu'une chaîne qui fait 40 % de parts de marché et engrange plus de la moitié des recettes publicitaires qui sont allées à l'audiovisuel affiche un résultat financier aussi mince. Cela ne s'explique que parce que les centrales d'achat, grandes actrices du jeu publicitaire, privent TF1 de la maîtrise de ses recettes. La grille n'est pas aussi rentable qu'elle pourrait l'être et les émissions du matin sont quasi vierges d'écrans publicitaires.

Les commissions énormes des centrales

Si l'on en croit un expert qui tient à garder l'anonymat, les centrales d'achat ont refusé de prendre en compte la montée en puissance de TF1 et n'ont pas modifié la répartition des recettes publicitaires entre les différents types de médias. Presse écrite, affiches ou audiovisuel, les grandes enveloppes sont restées stables. C'est à l'intérieur de chacune d'elles que les répartitions ont lieu.

En outre, les commissions énormes que les centrales prélèvent sur les revenus publicitaires des chaînes contribuent à lui ôter toute marge de manœuvre. « En fin d'année, une fois le point mort passé, ces commissions peuvent atteindre 50 % des recettes publicitaires elles-mêmes », affirme un membre du conseil d'administration de TF1. Un rapport de forces qui met le diffuseur le plus puissant en position de ne prévoir son résultat que vers les trois derniers mois de son exercice. Lequel ne se fixe qu'à l'issue d'un rapport de forces avec les centrales d'achat.

Que l'audience globale de TF1 tombe en dessous de 40 % - ce qui n'est pas encore le cas, loin de là - et la chaîne ne pourra rien objecter au déplacement de la manne publicitaire en direction des diffuseurs concurrents. La question qui se pose aujourd'hui à la chaîne dirigée par M. François Bouquies est de savoir si elle peut encore continuer d'asphyxier les chaînes concurrentes en achetant au plus élevé, les émissions à succès des concurrents, les exclusivités sportives et autres machins à fabriquer de l'audience. Si le service public comptait à redresser la tête et si M6 continuait à grignoter de l'audience, il est clair que la position de TF1 devient inconfortable.

YVES MAMOU

SCIENCES

Les grands prix de l'Académie

L'Académie des sciences a distribué 2 549 000 F de prix, bourses et subventions lors de sa séance solennelle annuelle qui s'est tenue lundi 25 novembre. L'éditrice Odile Jacob a reçu le prix de l'information scientifique (60 000 F). Parmi les quelques quatre-vingt-cinq prix scientifiques décernés, les quatre « grands prix », dotés cette année d'une enveloppe de 1 580 000 F sont allés à :

- M. Bernard Guinot (Bureau international des poids et mesures), prix du Commissariat à l'énergie atomique (200 000 F) pour son œuvre, et notamment ses travaux sur le temps atomique et ses dérivés.

- MM. Michel Delhay (professeur honoraire à l'université de Lille) et Roland Borghi (faculté des sciences de Rouen), prix du Gaz de France (200 000 F) pour leurs travaux sur la micro-analyse chimique par effet Raman (M. Delhay) et sur les écoulements turbulents réactifs (M. Borghi).

- M. Dominique Langevin et M. Jacques Meunier (CNRS-Ecole normale supérieure), prix de l'Institut français du pétrole pour leurs travaux sur les microémulsions eau-huile.

- M. François Lavelle (chef du service de cancérologie de Rhône-Poulenc Rorer), M. Françoise Guéritte-Vogelstein (INSERM) et M. Daniel Guéard (CNRS), prix Léon-Veluz (120 000 F) pour leurs travaux sur la chimiothérapie des maladies tumorales.

- M. Thierry Magnin (université de Lille-Villeneuve-d'Ascq), prix Fehinay (100 000 F) pour ses travaux sur la fatigue des métaux.

- M. Jean-Christophe Yacuzzi (université Paris-Sud), prix Jaffé (50 000 F), pour ses travaux sur la théorie des systèmes dynamiques.

- M. Maurice Israël (CNRS), prix fondé par l'Etat (50 000 F), pour ses travaux sur la biochimie des synapses cholinergiques responsables de la transmission de l'information dans les réseaux nerveux.

- M. Richard Kerner (université

□ Le prix Salem en mathématiques américain Curt McMullen. - Le prix Salem 1991 a été décerné au mathématicien Curt McMullen, de l'université de Berkeley (Californie) « pour son travail sur l'itération et les nombres algébriques ». Créé en 1968, ce prix est attribué tous les ans à un jeune mathématicien.

Pierre-et-Marie Curie), prix Alexandre-Joannides (50 000 F), pour son œuvre en mathématiques, mécanique et physique.

- M. Jacques Bellini (CNRS) et M. Jean-Louis Mariotti (CNRS), prix Kodak-Paul-Landucci (40 000 F) pour leurs recherches sur la radiologie.

- M. Jean Noel (Institut national polytechnique de Lorraine), prix Paul-Duistau-Emile-Blintet (40 000 F) pour ses travaux sur la pervaporation.

- M. John Ramsay (université de Zurich, Suisse), prix Letard (40 000 F), pour ses travaux sur l'analyse mathématique de la déformation fine et ses applications aux problèmes de terrain en géologie.

- M. Gilles Thomas (CNRS-Institut Curie), prix Léon-Alexandre-Blancin (40 000 F), pour ses travaux sur les altérations génétiques observées dans les tumeurs solides humaines.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lasserre, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lacroix
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Collette
Robert Solé
adjoint au directeur
de la rédaction

Jacques Arnauld
Thomas Farnoux
Philippe Herveaux
Jacques-François Simon

Daniel Verrier
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1989)
Jacques Farnoux (1989-1992)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-26-25
Télécopieur : 40-85-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-30-10
Télécopieur : 40-85-30-10

Horaires au 1^{er} novembre 1991. Pour toutes informations et réservations : 36 15 (3615) code AF.

BERLIN 7H30	DÜSSELDORF 7H15	HAMBURG 7H30	STUTTGART 7H45
COLOGNE 7H00	BEGRAD 8H45	BRUXELLES 7H30	LISBONNE 8H15
AMSTERDAM 7H15	BIRMINGHAM 7H25	LONDRES (STANSTED) 8H20	GENÈVE 7H15
ATHÈNES 9H45	BOLOGNE 7H45	ZÜRICH 8H00	OSLO 9H55
VIENNE 8H10	TURIN 7H25	STOCKHOLM 7H55	COPENHAGUE 8H25

Chaque matin, nos croissants décollent avant les autres.

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL
DES F. V. T. ET DES F. V. T. D. V. T.

AIR FRANCE

23 La CEE mobilise 500 millions d'écus en faveur de l'ex-URSS
La récession américaine est terminée

24 La DG Bank renonce à demander réparation aux banques françaises
L'OPA sur les Wagons-lits

24 Marchés financiers
25 Bourse de Paris

Avec une hausse de 0,9 % en octobre

File d'attente

Après cinq années de hausse, les effectifs salariés avaient diminué de 0,2 % au deuxième trimestre et 23 000 emplois avaient donc été perdus en France. Au troisième trimestre, on a pu constater un léger rétablissement : le nombre des salariés des secteurs marchands non agricoles a progressé de 0,1 % et à peu près 18 000 emplois auraient été créés. Dans les deux cas, à la baisse comme à la hausse, ces mouvements expliquent largement l'aggravation du chômage, telle qu'elle se poursuit depuis treize mois maintenant, si l'on excepte la petite accalmie de décembre 1990. Comme l'évolution démographique amène 150 000 personnes de plus sur le marché du travail, en rythme annuel, il faudrait que la vitalité économique soit très puissante pour que se créent des emplois en nombre suffisant, et pour que l'on puisse ensuite espérer une amélioration du chômage.

Tel n'est pas le cas et l'on voit aussitôt les conséquences dans les chiffres d'octobre, qui, mécaniquement, battent les records précédents. Avec la sortie du système scolaire, le chômage des jeunes augmente, de 12,2 % pour les hommes, de 3,9 % pour les femmes, en un an. Les contrats d'emploi précaire sont rompus et figurent pour près de la moitié dans les motifs d'entrée dans le chômage. Les licenciements économiques augmentent et proviennent essentiellement de l'industrie. Signe évident, l'aggravation du chômage est plus sensible chez les hommes que chez les femmes d'âge. Plus symbolique encore, le chômage des cadres s'est accru de 30 % en un an et en a frappé 31 000 de plus. Enfin, le chômage de longue durée (qui a fait l'objet d'un colloque européen, la semaine dernière à Paris) ne fait que s'amplifier. En attendant la reprise de la croissance, sans cesse reportée, la tendance ne sera pas inversée de sitôt. Pendant de longs mois encore, le volume des demandeurs d'emploi va se gonfler. Et, quand bien même le mouvement de création d'emplois reviendrait, il n'aurait pas d'effet immédiat sur les statistiques de l'ANPE. Les postes vont en effet d'abord à ceux qui n'ont pas été touchés par le chômage, puis à ceux qui viennent tout juste d'y entrer, et seulement après aux plus anciens inscrits. Dénoncé de longue date, ce phénomène de « file d'attente » rend le sort des exclus du marché du travail encore plus intolérable. Tous les efforts des pouvoirs publics ont été jusqu'à présent incapables d'apporter une correction. Qui ne serait pourtant qu'une question de solidarité.

ALAIN LEBEAUCHE

Le chômage frôle la barre des 2,8 millions

En octobre, le chômage a encore augmenté de 0,9 %, en données corrigées, selon les statistiques - publiées le 25 novembre par le ministère du travail. Au sens du BIT (Bureau international du travail), le taux de chômage par rapport à la population active s'établit à 9,7 %, contre 8,9 % un an plus tôt. Avec 2 796 100 inscrits, en données corrigées, le nombre des chômeurs frôle les 2,8 millions, chiffre qui avait déjà été dépassé le mois dernier en données brutes, qui atteignent maintenant 2 872 400 (+1,4 %).

Sur un an, la hausse est de 11,1 %, en données corrigées, et de 11 % en données brutes. Au total, depuis le début de 1990, on compte 264 500 demandeurs d'emploi supplémentaires, à comparer aux 168 500 chômeurs de moins qui, sur la même période, n'ont pas quitté l'ANPE pour retrouver un emploi.

Cette nouvelle aggravation sur-

vient alors que le marché du travail a été moins actif qu'en septembre et que le rythme de la détérioration paraît se ralentir un peu. Les nouvelles inscriptions sont en baisse de 4,5 % en un mois et de 1,5 % en un an, en données corrigées. A nouveau, l'intérêt et les contrats à durée déterminée représentent 46,5 % des entrées, et les licenciements économiques s'accroissent de 8,6 % en un an. Phénomène plus préoccupant, les sorties du chômage reculent de 2 % en un an, en données corrigées. Les départs pour une formation sont en baisse (-10,2 % en un an) et le chômage de longue durée (plus d'un an), qui représente 30,3 % du total, a augmenté de 11 % sur un an.

Quant aux offres d'emploi, toujours très faibles avec 43 200 propositions enregistrées en cours du mois, elles ont diminué de 12,4 % en un an.

A. L.

Grand mariage dans la distribution

Le Printemps revient sous bannière tricolore

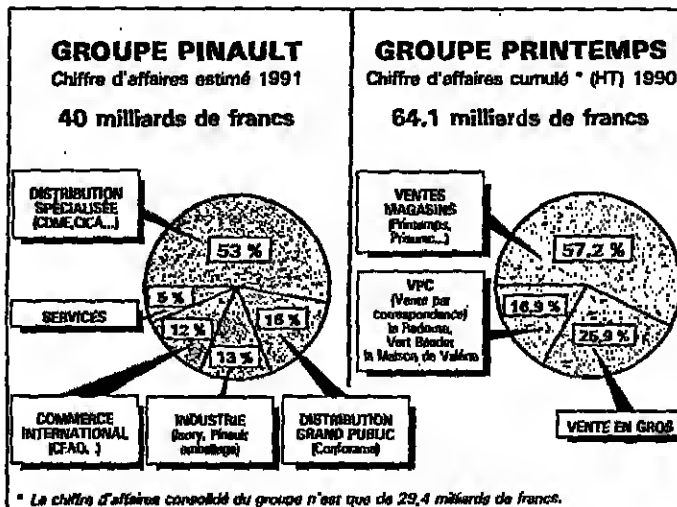
Les familles suisses Nordmann et Maus, propriétaires des magasins Au Printemps depuis vingt ans, ont cédé leur participation au groupe qu'anime M. François Pinault (le Monde du 26 novembre).

« Il s'agit d'un heureux dénouement (...). Si le Printemps était tombé sous la coupe d'une entreprise étrangère ou d'un financier qui l'aurait revendu par morceaux, la France aurait perdu un grand groupe de la distribution. » Content, mais l'air d'autant plus fatigué qu'il contrastait avec la mine rayonnante de son nouvel actionnaire, M. Jean-Jacques Delort, président du directoire du Printemps, accusait manifestement le coup de six mois de conflit avec les familles Maus et Nordmann, en commentant, lundi 25 novembre, le rachat de l'entreprise qu'il dirige depuis 1977 par M. François Pinault, dont le chiffre d'affaires se trouve propulsé de 40 à 70 milliards de francs.

En ne dépensant que quelques sous...

L'opération, en deux temps, prévoit d'abord que le groupe Pinault rachète pour 3,3 milliards de francs la participation des Maus-Nordmann pour obtenir indirectement 40,56 % du Printemps (et 37,31 % des voix). Ensuite, il lancera une offre publique d'achat (OPA) pour détenir les deux tiers du grand magasin. Au total, à 1 105 francs l'action, l'opération lui coûte « sensiblement » plus de 5 milliards, à condition que le Conseil des Bourses de valeurs accepte que l'OPA se limite aux deux tiers du capital.

Dans un troisième temps - et c'est l'idée la plus lumineuse du montage - le Printemps rachètera (à un prix que fixeront les experts) Conforama, que M. Pinault a payé il y a quelques mois à peine 4,4 milliards de francs. Le produit de cette vente lui permettra de couvrir « à quelques centaines de millions près », le rachat du Printemps. En ne dépensant que quelques sous, et malgré un lourd endettement (14,5 milliards après



Le chiffre d'affaires consolidé du groupe n'est que de 22,4 milliards de francs.

l'intégration du Printemps), l'industrie bretonne fait donc faire un pas décisif à son groupe, dont le pôle dominant sera désormais la distribution grand public, avec un éventail d'enseignes des plus renommées (Conforama, Au Printemps, Printemps, Armand Thierry, La Redoute, Vert Baudouin...).

L'opération n'a pu se faire que grâce au soutien du Crédit lyonnais, présent à tous les maillons de la chaîne : actionnaire du Printemps et de Pinault, il avait avancé des fonds cet été aux Maus-Nordmann. Vendredi 22 novembre, il a permis le dénouement en ouvrant un crédit relais de 3,3 milliards de francs à M. Pinault.

Plusieurs éléments se sont conjugués pour permettre à M. Pinault de soustraire le Printemps aux appétits de plusieurs grands noms de l'établissement financier (notamment Euris) et de concurrents étrangers, en particulier les allemands Quelle, numéro deux européen de la vente par correspondance, et Kaufhof, numéro deux des grands magasins outre-Rhin (1). Les événements se sont accélérés dans la soirée du jeudi 21 novembre, lorsque M. Pinault a surenchéri sur l'offre qu'il avait présentée en septembre (au prix de 1 020 francs), chassant ainsi les dernières réticences des familles

actionnaires, empêtrées dans une mauvaise affaire aux Etats-Unis (le Monde du 15 novembre).

M. Pinault avait le soutien des managers du Printemps, soucieux de préserver l'intégrité du groupe, en conflit depuis six mois avec les actionnaires (2) : le grand risque était qu'un grand « vétéran » (venu par correspondance, VPC) européen ne conserve que la Redoute et transforme les magasins du boulevard Haussmann en bureaux. Le projet a été suffisamment sérieux pour que la Ville de Paris fasse savoir, le 18 novembre, qu'elle s'y opposerait. M. Delort peut être rassuré : « Il n'y a strictement aucun plan de désinvestissement. La Redoute, notamment, ne sera pas cédée », promet M. Pinault. Reste que tout commence pour ce nouveau tandem, dont l'un des moindres défis sera de s'entendre... Le Toulousain Delort et le breton Pinault ont tous deux une forte personnalité.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Ce dernier candidat se consolait en représentant 49 % d'Horten (numéro quatre du même secteur allemand).
(2) En juin, les Maus-Nordmann ont empêché le Printemps de racheter Euro-marché.

La chute de la livre sterling contraint la Banque d'Angleterre à intervenir

Des incertitudes économiques et politiques planent sur la monnaie britannique

La Bundesbank, la Banque de France et la Banque d'Angleterre sont de nouveau intervenues, lundi 26 novembre, pour freiner la chute de la livre sterling sur le marché des changes. Celle-ci a des causes purement monétaires (la force du deutschemark, entraînée par la baisse du dollar), mais aussi économiques et politiques.

LONDRES

de notre correspondant

La Banque d'Angleterre est prête à utiliser massivement ses réserves (44 milliards de dollars de réserves de change) pour soutenir la livre sterling et éviter ainsi au chancelier de l'Echiquier d'avoir à prendre la pénible décision d'annoncer une baisse des taux d'intérêt pour défendre la monnaie. Depuis plusieurs mois, M. Norman Lamont

cite en exemple la fermeté de la livre, comme preuve (malgré la récession) de la réussite de sa politique économique. La baisse des taux d'intérêt, de 11 % à 10,5 % en septembre, avait été saluée comme une victoire.

Procéder aujourd'hui à un durcissement du crédit aurait pour conséquence probable d'augmenter la pression sur les nombreux ménages ébranlés par les échéances hypothécaires, de décourager la consommation et d'accroître les coûts de l'industrie. Une telle décision serait extrêmement dommageable sur le plan politique pour le Parti conservateur. Au bout du compte, un tel cycle accentuerait les pressions sur la monnaie. La livre n'est pas tombée au niveau plancher que lui fixent les règles du mécanisme de change du système monétaire européen (2,778 marks), mais, à moins de 2,84 marks, elle a atteint malgré tout son cours le plus bas depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne au SME, le 8 octobre 1990.

Un décalage de plus en plus net

Le gouvernement s'efforce de convaincre du caractère artificiel de cette mini-crise monétaire, aussi provoquée par des facteurs économiques et politiques. Un décalage de plus en plus net apparaît entre les déclarations volontairement optimistes du chancelier de l'Echiquier s'agissant de la reprise économique et les signes tangibles annonçant celle-ci. La CBI (Confederation of British Industry, le patronat britannique) ne nie pas

que l'économie commence à sortir de la récession, mais se montre beaucoup plus prudente que le Trésor. Le patronat prévoit une croissance de 1,7 % en 1992, après une chute de 2 % cette année, alors que le gouvernement parle d'une croissance de 2,25 % en 1992.

La situation de l'emploi reste extrêmement préoccupante, ainsi que le niveau d'investissement des entreprises et la faiblesse de la consommation des ménages. Les deux indices les plus encourageants sont l'inflation et la hausse des exportations. Les marchés des changes réagissent aussi au climat d'incertitude politique croissant en Grande-Bretagne, alimenté par la perspective de voir le gouvernement britannique refuser de signer les traités, notamment sur l'union économique et monétaire, lors du sommet européen de Maastricht.

Le débat européen a pris un tour de plus en plus virulent avec l'opposition marquée de M^{me} Margaret Thatcher à l'égard de la monnaie unique, sa demande d'un référendum sur cette question et la fin de non-recevoir opposée par M. John Major.

Les divergences entre le premier ministre et son prédécesseur entraînent de facto une crise au sein du Parti conservateur. Plusieurs responsables du parti l'ont accusé aujourd'hui la « dame de fer » d'envenimer celle-ci par son intransigence, renforçant ainsi les chances d'une victoire électorale du Parti travailliste, lequel dispose déjà d'une avance de plusieurs points dans les sondages.

LAURENT ZECCHINI

Alors que le deutschemark reste à un niveau élevé

La baisse du dollar secoue le système monétaire européen

Rien ne va plus dans le système monétaire européen (SME), victime de la baisse du dollar, qui pousse à la hausse un deutschemark déjà dopé par d'inquiétantes perspectives de nouveaux relèvements des taux d'intérêt en Allemagne.

La devise américaine, déjà déprimée par les mauvaises nouvelles en provenance des Etats-Unis, risque de glisser encore davantage, au cas où une nouvelle baisse des taux d'intervention de la Réserve fédérale pourrait être à nouveau décidée. Outre-Atlantique, de bons observateurs en viennent à se demander s'il ne faudrait pas ramener à 3 % le taux de l'argent à court terme, actuellement de 4,75 %, afin de vraiment stimuler l'économie, et d'obtenir enfin un gonflement d'une masse monétaire désespérément plate.

N'écarter pas, en outre, le risque d'une nouvelle et très forte baisse des cours à Wall Street, conséquence d'un dramatique réajustement des prévisions sur un marché qui anticipe à tout prix la reprise depuis octobre 1991. Dans ces conditions, on n'écartera pas de voir le billet vert coté, en ce moment, 1,58 deutschemark et 5,40 francs chuter à 1,55 DM ou 5,30 francs ou même bien moins.

Ajoutons que le dollar, stable à Tokyo jusqu'à maintenant, commence à fléchir sur cette place, revenant de 129,50 yens à 128 yens après les déclarations du gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, selon lesquelles le yen devrait se raffermir pour freiner l'augmentation vertigineuse de l'excédent commercial nippon.

Les pires intentions

De ce côté-ci de l'eau, on soupçonne la banque fédérale d'Allemagne des pires intentions en matière de taux directeurs, que les opérateurs voient relevés à nouveau d'ici à la fin de l'année ou au début de la suivante. A cet égard, l'annonce pour le mois d'octobre d'une augmentation des prix de 0,5 % en Rhénanie-Westphalie et d'une progression de 4,8 % de la masse monétaire M3 (1) contre 4,5 % en septembre, donc au sommet de la fourchette assignée, fait très mauvais effet. En Allemagne, rappelons-le, des négociations salariales très dures se sont engagées. Seul côté positif de

la situation, la hausse du mark satisfait la Bundesbank dans la mesure où elle contribue à la lutte contre l'inflation en abaissant le coût des importations, notamment les matières premières.

L'ascension de la devise allemande ne fait pas l'affaire des autres monnaies du SME, qui suivent difficilement. Des rumeurs insistantes, et fantaisistes, de réajustement recommencent à courir en ce moment. A Paris, le cours du mark, après un bref recul, est presque remonté au niveau qu'il atteignait avant le relèvement des taux directeurs de la Banque de France, lundi 18 novembre, soit 3,4185 francs, au point que les marchés redoutent un nouveau relèvement. Du coup, les taux d'intérêt français se sont tendus, fléchant ou dépassant 10 % sur le court terme, et retrouvant, en quelques jours, la barre des 9 % sur le long terme, contre 8,70 % il y a quelques jours.

FRANÇOIS RENARD

(1) M3 regroupe en Allemagne les monnaies, billets et dépôts à vue ; les dépôts à terme jusqu'à quatre ans ; les dépôts d'épargne à durée légale de préavis.

La mort de l'économiste Charles Prou

L'économiste Charles Prou est mort vendredi 22 novembre (le Monde du 26 novembre). Une pénible maladie, dont il souffrait depuis plusieurs années, l'avait affaibli au point qu'il n'a pu supporter une intervention chirurgicale en soi bénigne.

Né à Marseille en 1919 dans une famille d'ingénieurs, il avait achevé ses études à l'université d'Aix. Après avoir pris part aux opérations militaires de 1944-1945, il entre comme rédacteur au ministère des finances et, quelques années plus tard, prend place parmi les premiers dans l'équipe qui, à la direction du Trésor, service des études

économiques et financières (SEEF), assume la conception et la première mise en place du système français de comptabilité nationale. Cette collaboration se poursuivra après 1954, date à laquelle il passe l'agrégation de sciences économiques et devient professeur d'université. C'est peu après qu'il assume, d'abord avec Edmond Malinvaud, puis seul, la création de la modeste mais remarquable organisation d'enseignement dont il devait rester le responsable jusqu'à la fin de sa carrière en 1987 : le Centre d'études des programmes économiques (CEPE).

Le CEPE répondait à une demande : celle des hommes qui assumaient la première insertion d'organes d'études économiques

dans les grandes affaires et dans l'administration : Marcel Boiteux à EDF, Jacques Lesourne à la SEMA, d'autres encore. Ils avaient constaté les lacunes que présentaient alors (en technique statistique, en économie mathématique) la formation traditionnelle des économistes en France. Sous des formes qui ont bien sûr évolué, l'objectif initiallement formulé - l'adaptation de formations lacunaires aux exigences d'une vie pratique en évolution rapide - est resté pertinent. C'est pourquoi le CEPE existe encore. Les hommes et les femmes qui en ont suivi les cours sentaient le besoin de se piper à des disciplines difficiles. A ce prix, ils voyaient s'ouvrir devant eux des carrières utiles, parfois brillantes (Michele

Rocard a été élève du CEPE) ; mais cette conversion était souvent douloureuse. Dans ce moment de crise, Charles Prou était pour eux, avec sa modestie d'homme profondément chrétien, un maître. Ses compétences techniques étaient profondes et son ouverture à l'autre remarquable. C'est pourquoi sont innombrables les manifestations de reconnaissance qu'il a inspirées et les attachements durables dont il a été l'objet. Ces sentiments s'orientent aujourd'hui vers sa femme, sa fille, sa petite fille, avec émotion.

CLAUDE GRUSON

► Ancien directeur général de l'INSEE.

PAUL MAILLARD

COMMENT financer votre retraite

UN LIVRE "CAPITAL"

85 F DUNOD

كلنا من الامل

CANAL+ DE LAURIERS



remercie

Le Monde et le **CFCE**

pour le prix

FINANCIMAGE 1991

(IMAGE FINANCIÈRE INTERNATIONALE)

CATÉGORIE BANQUES, ASSURANCES, SERVICES

Ce prix vient récompenser la politique de communication menée par le Groupe sur les places financières étrangères.

Que soient remerciés, à cette occasion, les établissements étrangers qui l'ont aidé dans ses activités de communication au cours des douze derniers mois : ABD Securities (Dresdner Bank), Bear Stearns, BNP Securities, BZW, Commerzbank, CSFB, James Capel, Kleinwort Benson, Merrill Lynch, Morgan Stanley, UBS Phillips & Drew.

Déjà présent dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne, Belgique, Espagne, et développant ses initiatives sur plusieurs continents, CANAL+ confirme ainsi sa vocation internationale.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES

JRIERS

E 1991
IONALE
ICES, SERVICE

AUTRES

ECONOMIE

ETRANGER

Après avoir conseillé le gouvernement polonais

L'économiste radical Jeffrey Sachs recommande à M. Boris Eltsine une «thérapie de choc»

Conseiller du nouveau gouvernement de Russie, l'économiste radical de Harvard (Etats-Unis), M. Jeffrey Sachs, recommande au président, M. Boris Eltsine, «une thérapie de choc» pour sortir le pays de la profonde crise qu'il connaît. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, celui qui a conseillé plusieurs États latino-américains, et, depuis deux ans, la Pologne, (le Monde des 9 et 10 décembre 1990) critique l'attitude des Occidentaux, qui continuent à vouloir «le maintien d'un centre fort» dans l'ex-Union soviétique («une erreur» à ses yeux) et juge insuffisant l'accord sur la dette signé avec le G7 le semaine dernière. «L'Ouest doit accorder une aide de 15 milliards de dollars à la Russie en 1992», a-t-il déclaré.

miste radical de l'université Harvard, est très critique à l'égard des Occidentaux. «Comme dans le cas de la Pologne ou de la Hongrie, ils doivent faire un effort important pour aider aujourd'hui la Russie», estime l'expert américain. Pour lui, le report du paiement du capital dû d'ici au 31 décembre par l'ex-URSS, accordé par le G7 jeudi 21 novembre (le Monde du 23 novembre) est «insuffisant» et révèle «une perspective à court terme» des pays industrialisés. «L'Ouest doit accorder un soutien de 15 milliards de dollars à la Russie en 1992 : 5 milliards d'aide alimentaire, 6 au titre de soutien à la balance des paiements et 4 pour alimenter un fonds de stabilisation du rouble», explique-t-il.

«1992 sera terrible»

Ces aides doivent permettre à la Russie de mettre en œuvre «la thérapie de choc» qu'il recommande à M. Eltsine, une stratégie de la transition au marché très semblable à celle qu'il a conseillée il y a deux ans au gouvernement polonais. «Avec l'hypoinflation, l'effondrement de la production et des échanges, les pénuries, la crise est si profonde qu'il n'y a pas, ici, d'alternatives», explique-t-il, plaçant en faveur d'«une libération très proche des prix, de l'instauration d'un

taux de change unique et flottant du rouble dès 1992, d'une réduction rapide des subventions et d'un vaste programme de privatisations».

Les conséquences, notamment sociales, d'une telle politique, seraient naturellement difficiles à supporter, avec une dévaluation massive de la monnaie, une envolée des prix, et l'apparition du chômage. «1992 sera terrible, quoi qu'il arrive», d'où la nécessité, à ses yeux, «d'engager immédiatement ces profondes réformes». M. Sachs se dit convaincu de la détermination de M. Eltsine.

La transition au marché est-elle possible dans une seule République de l'ex-URSS, en l'occurrence la Russie? Comme la nouvelle équipe de M. Eltsine qu'anime M. Egor Gaidar, l'économiste américain juge que, même seule, «la Russie doit agir vite, stabiliser le rouble et stopper l'inflation; les autres Républiques seront obligées de suivre». Une telle attitude ne va-t-elle pas provoquer une guerre économique entre les Républiques? «L'Ouest s'appuie sur ce risque pour justifier sa défense d'une union puissante, d'un centre fort. C'est une erreur. Ce n'est plus possible.» Pour M. Sachs, «le maintien d'un commerce libre entre les Républiques est la principale priorité. Le reste est moins important». La libération des prix sera d'ailleurs, selon lui, un st-

Selon l'OCDE

La reprise américaine sera lente mais la récession est terminée

La reprise aux Etats-Unis sera relativement lente, mais une rechute dans la récession semble exclue. Tel est en substance le pronostic que porte l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) sur la santé de l'économie américaine. «La récession ayant été relativement peu prononcée, la reprise ne sera sans doute pas aussi rapide que celles qui ont caractérisé la période d'après-guerre», écrit l'OCDE, qui ajoute que le taux de chômage «s'inscrira néanmoins en baisse».

L'OCDE estime qu'au recul de la production nationale au premier semestre de cette année (-1,9 % en rythme annuel) a succédé un redémarrage dans la seconde partie de l'année, redémarrage de l'ordre de 2,7 % en taux de croissance annuelle. L'année prochaine, l'expansion s'accélérerait pour atteindre 3,3 % au cours du premier semestre puis se poursuivrait encore au second. Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de croissance du PIB (produit national brut) atteindrait 3,1 % en 1992 après le recul de cette année (-0,2 %) et des taux positifs de 4,5 % en 1988, 2,5 % en 1989, 1 % en 1990.

investissements, qui croîtraient en 1992 de 8,1 % en volume après avoir reculé de 5,1 % cette année et stagné en 1990. Dans cette reprise, le secteur logement serait particulièrement dynamique (+12,9 %). Autre facteur de reprise : les exportations. Elles progresseraient de 7,1 % en volume l'année prochaine après seulement +4,7 % cette année. La consommation privée, elle aussi, apporterait son soutien à la reprise, augmentant de 2,6 % après des progressions très faibles les années précédentes : +0,4 % en 1991 et +0,9 % en 1990.

Cette amélioration progressive de la situation outre-Atlantique ramènerait le taux de chômage à 6,4 % de la population active en 1992, contre 6,7 % en 1991 et 5,5 % en 1990. La hausse des prix, qui s'était accélérée à la fin de la phase d'expansion et avait atteint 4,5 % en 1989 puis 5 % en 1990, reviendrait à 3,8 % en 1992 après +4,1 % cette année. Signe d'un certain assainissement de la situation américaine : le déficit de la balance des paiements courants devrait se limiter à 60 milliards de dollars, nettement moins qu'en 1990, année au cours de laquelle il avait atteint 92 milliards de dollars.

ÉRIK IZRAELEWICZ

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Présent à Moscou, où il travaille avec la nouvelle équipe de jeunes économistes dont s'est entouré M. Eltsine, M. Jeffrey Sachs, écono-

Après l'accord entre le G7 et huit Républiques

LA CEE mobilise 500 millions d'écus en faveur de l'ex-URSS

L'ex-URSS va pouvoir enfin mobiliser le crédit de 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs) que la Communauté européenne a décidé de lui accorder pour l'achat de produits agricoles et alimentaires en décembre 1990. Les ministres des Finances des Douze, réunis dimanche 24 et lundi 25 novembre à Bruxelles, ont enfin donné leur feu vert à l'opération, estimant que les dispositions prises à propos de la dette soviétique dans le cadre du G7, donnaient des garanties de remboursement suffisantes à la CEE.

M. Ivan Silaev, premier ministre de Russie et président du comité

économique intermédiaire, devait signer le contrat mardi à Bruxelles, au nom de l'Union ainsi que des Républiques qui bénéficieront des crédits. Les crédits, rassemblés par un consortium de banques, sont immédiatement disponibles, si bien que la délégation soviétique devrait être en mesure de passer sans délai les premiers contrats.

En octobre, les douze ont décidé d'accorder à l'URSS des crédits supplémentaires pour un montant de 1.250 milliard d'écus, soit 8.750 milliards de francs, mais les modalités de ce prêt n'ont pas encore été arrêtées. (Corresp.)

EN BREF

Commando viticole en Bretagne pour contrôler les vins importés. - Des viticulteurs appartenant au groupe d'action viticole de l'Hé-rault ont mené, lundi 25 novembre, une action de commando dans des chais installés au port de commerce de Brest, où ils ont répandu 200 à 300 hectolitres de vin. Cette «expédition» en Bretagne était destinée à montrer que les producteurs sont décidés à contrôler tous les points d'entrée du vin d'importation et non seulement Sète. - (Corresp.)

UNEDIC : les négociations reprennent le 27 novembre. - Bloquées en apparence à l'issue de la séance du 14 novembre (le Monde du 16 novembre), les négociations sur le régime d'assurance-chômage vont bien reprendre le 27 novembre, comme prévu. Le CNPF a officiellement annoncé cette décision après que des organisations syndicales eurent, oralement, fait des propositions «convergentes» pour réduire le déficit de l'UNEDIC.

Les ventes d'automobiles devraient baisser de 2,9 % dans le monde en 1991. - Les ventes mondiales d'automobiles neuves devraient baisser de 2,9 % en 1991, selon un rapport publié lundi 25 novembre par la société de conseil britannique DRI Automotive. Avec 34,4 millions d'unités vendues contre 35,5 l'an dernier, elles enregistreraient ainsi leur plus fort recul depuis la récession du début des années 80. La Grande-Bretagne (-20 %), les Etats-Unis (-8,5 % à -9 %) et le Japon (-4 % au lieu de +38 % l'année précédente), sont les marchés les plus touchés. Celui de l'Allemagne, en revanche, devrait enregistrer une croissance de 3,6 % cette année, avec 4,1 millions d'unités vendues.

Élections professionnelles à EDF-GDF : la CGT reste majoritaire. - 91 % des 150 259 salariés inscrits (non compris les effectifs du centre de Guadeloupe) ont participé, le 21 novembre, aux élections professionnelles d'EDF-GDF, soit un taux de participation identique à celui du précédent scrutin

de 1988. En recueillant 53,22 % des 132 193 suffrages exprimés, la CGT abandonne 1,64 point par rapport à 1988. Les autres organisations syndicales ont obtenu les résultats suivants : CFDT, 25,24 % (+1,19 point); FO, 12,70 % (-0,05); UNCM-CGC, 5,71 % (+0,38); CFTC, 3,13 % (+0,11).

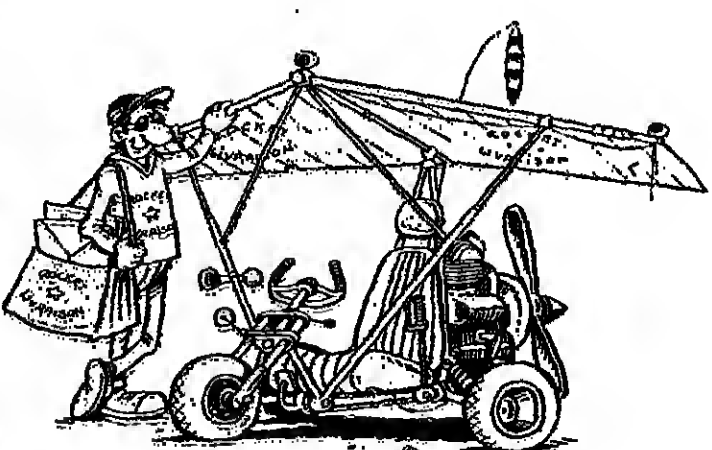
Ouverture de dimanche : Virgin Megastore condamné en appel. - La première chambre de la cour d'appel de Paris a finalement condamné, lundi 25 novembre, la société Virgin Megastore à verser 200 000 francs à la CGT, pour avoir ouvert dix fois, fin 1990, son magasin des Champs-Élysées à Paris, en dépit d'une interdiction judiciaire. Le 5 février, le juge d'instance avait condamné le distributeur à payer 500 000 francs d'astreinte à la CGT.

Construction d'une fonderie d'aluminium en Iran. - Un contrat pour la construction d'une fonderie d'aluminium à Bandar Abbas, au sud de l'Iran, a été signé dimanche 24 novembre par le ministre iranien des mines, la compagnie d'aluminium de Dubaï (Dubai) et un consortium européen réunissant les sociétés George Wimpey Group (Grande-Bretagne), Asa Brown Boveri (Suisse), HKD Humboldt Wedag und Riedhammer GmbH (Allemagne) et la société française ECL. L'usine, dont le coût est estimé à 1,5 milliard de dollars (8,1 milliards de francs), devrait produire 220 000 tonnes d'aluminium à partir de 1994, les deux tiers étant destinés à l'exportation.

BASF supprime 5 000 emplois. - Le groupe allemand BASF, numéro trois mondial de la chimie avec un chiffre d'affaires de 40 milliards de deutschemark dans la spécialité, a décidé de supprimer 5 000 emplois d'ici à la fin de 1992, dont 4 000 en Allemagne. Cette mesure, qui touche 3,8 % du personnel de la firme (BASF employait 130 675 personnes au 30 septembre), est due aux très mauvais résultats pour les neuf premiers mois (32 % de profits en moins). Pour la même raison, BASF projette de céder ses filiales gaz et pétrole en Amérique du Nord.

POUR UN ENVOI FACILE DE VOS DOCUMENTS EN EXPRESS, DEUX SOLUTIONS :

- 1. LES ENVOYER EN EXPÉDITION AVEC "TED".
- 2. LES EXPÉDIER AVEC TED 250 FRANCE.



"Ted"

autre nom de Teddy l'aviateur de chez Rocket-Livraison. Ici avec son U.L.M. à acétylène, détenteur du record Champaubert - Chigny-les-Roses en 24'32". 1658 expéditions dont 903 arrivées à destination. Son projet : Paris - Marseille en 8 h 50 (le vent dans le dos).



TED 250 FRANCE

la nouvelle enveloppe pré-payée de EMS CHRONOPOST pour l'envoi facile de vos documents urgents. Détenteur du record de fiabilité : suivi informatisé pour une livraison garantie le lendemain avant midi dans toute la France métropolitaine à un prix compétitif.

EMS CHRONOPOST
LES MAÎTRES DU TEMPS.

5.000 ESSAIS GRATUITS : METTEZ TED 250 FRANCE A L'ÉPREUVE

Pour pouvoir mettre gratuitement TED 250 FRANCE à l'épreuve de vos envois express, appelez vite le 0 5 4 3 2 1 0 0 (N° Vert - appel gratuit), ou retournez ce bon d'essai à EMS CHRONOPOST - Promotion des Ventes - 41, rue Camille Desmoulins - 92442 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.

Nom : _____ Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
Fonction : _____ Téléphone : _____ APE : _____

* offre limitée aux 5 000 premières demandes (1 échantillon par client et par entreprise) Valable jusqu'au 31/12/91.



سكنا من لاص

COURSE D

du 27 nov

PARIS

Cours relevés à 13 h 47

36-15

25/11

[illegible]

هكذا في الأصل

Naissances

Naissances

Mariages

11/11/2011

1

el.: 42.36.94.48 - 45.08.86.45

56, avenue Montaigne
PARIS 8^e

ARTS ET SPECTACLES

47, Passage des Panoramas,
75002 PARIS
tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

100

سیدہ امینہ

Membre des services spéciaux français

Un des auteurs présumés de l'attentat contre le « Rainbow Warrior » arrêté en Suisse

M. Gerald Andriès, l'un des auteurs présumés de l'attentat commis en juillet 1985 contre le *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace, a été arrêté samedi 23 novembre à Bâle (Suisse). Il a été interpellé alors qu'il franchissait en train la frontière franco-suisse. L'homme ne disposait pas de passeport, mais d'un simple permis de conduire. Au cours d'un contrôle de routine, les policiers suisses ont constaté qu'il faisait l'objet, depuis 1986, d'un mandat d'arrêt international lancé par les autorités néo-zélandaises. Recherché pour meurtre, destruction criminelle et association de malfaiteurs, M. Andriès se serait trouvé à bord d'un yacht aperçu dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande) au moment de l'attentat qui avait provoqué la mort d'un photographe portugais, Fernando Pereira. Peu après l'explosion, M. Andriès avait été brièvement retenu par la police dans l'île de Norfolk (Australie).

Sous-officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), utilisant divers pseudonymes, l'adjudant Andriès avait été mêlé à l'affaire Greenpeace au cours de laquelle les services français avaient fait exploser le coque de l'organisation écologiste pour empêcher celle-ci de contraindre les essais nucléaires français dans le Pacifique-sud. Equipier du voilier *Ouvéa*, qui apportait des mines explosives aux sapeurs de combat de la DGSE, M. Andriès aurait auparavant fait l'acquisition à Londres, le 29 mai 1985, du Zodiac équipé d'un moteur d'occasion qui avait été retrouvé le 10 juillet à Auckland après le sabotage du *Rainbow Warrior*.

Après le service « action » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), où il serait plus spécialement chargé de la lutte contre les groupes de guérilla, M. Andriès a été affecté au 2^e régiment parachutiste d'infanterie de marine à l'île de la Réunion, puis comme instructeur au 6^e régiment parachutiste d'infanterie de marine à Mont-de-Marsan (Landes), où il s'occupait d'entraîner les recrues pour la préparation au brevet de chasseur opérationnel. Plus récemment, il devait faire partie des conseillers militaires auprès du ministre en chef Pierre Schoedoncker, qui tourne un film au Viêt Nam, avec l'aide d'une compagnie détachée de l'armée de terre française et avec l'accord des autorités locales, sur la guerre d'Indochine et la bataille de Dien-Bien-Phu en 1954.

Sida et transfusion sanguine

Les sommes nécessaires à l'indemnisation des personnes contaminées seraient prélevées sur les contrats d'assurances

Le conseil des ministres du mercredi 27 novembre examinera le projet de loi d'indemnisation des personnes « hémophiles et polytransfusées » contaminées par le virus du sida à partir de l'usage thérapeutique du sang (1). Pour alimenter le fonds d'indemnisation créé par ce texte, le gouvernement aurait, en définitive, retenu la solution qui avait la préférence du premier ministre : l'augmentation des taxes sur les contrats d'assurances. Il aurait, de la sorte, exclu le recours à la contribution sociale généralisée, à l'impôt sur le revenu et à la cession d'actifs de l'Etat.

On indiquait mardi 26 novembre au ministre du budget que la totalité des sommes qui seront nécessaires à l'alimentation du fonds d'indemnisation créé par la prochaine loi proviendrait de l'augmentation des taxes sur les contrats d'assurances de biens (assurance automobile, à l'exception de la responsabilité civile, multirisques habitation, assurances d'entreprises). Une telle solution avait dans son principe déjà été envisagée ces derniers mois. Elle avait donné lieu, fin octobre, à un accord signé entre le gouvernement et les compagnies d'assurances. Au terme des disposi-

tions qui avaient alors été retenues, une somme de 1,2 milliard de francs aurait pu, pour la première année, être dégagée. Il était alors prévu de créer une taxe supplémentaire d'environ 0,4 % (soit environ 20 francs) sur chaque des 55 millions de contrats d'assurances domaniaux existant en France. Dans cette hypothèse, le reste des sommes nécessaires devait être financé par le budget de l'Etat.

Un tel accord n'avait pu — à cause notamment de l'opposition de deux des trois associations de défense des personnes contaminées — entrer en vigueur. Le président de la République devait par la suite personnellement s'engager en faveur de l'adoption sur ce thème d'un texte de loi. Le texte de l'avant-projet prévoyait « la répartition intégrale des dommages » et s'appliquait à l'ensemble « des victimes d'un préjudice résultant de la contamination par le virus du sida consécutif à une transfusion de sang ou à une perfusion de produits à base de sang réalisés sur le territoire de la République française avant le 31 décembre 1989 » (soit environ 5 000 personnes), les sommes nécessaires à l'alimentation du fonds devaient se révéler beaucoup plus élevées que prévu. Les professionnels de l'assurance se situaient à environ 12 milliards de francs (le mardi 22 novembre).

Il restait dès lors à trouver le mode d'alimentation du fonds. Au terme de plusieurs réunions interministérielles et en dépit de l'oppo-

sition manifestée par plusieurs ministères et par les assureurs, il semble acquis que seuls les contrats d'assurances de biens seront taxés. On pense ainsi pouvoir dégager 4 milliards de francs dès 1992, une somme qui pourra être recueillie les années suivantes, permettant ainsi, pense-t-on, de répondre progressivement à l'ensemble des demandes de dédommagement. Plusieurs solutions sont encore à l'étude concernant le calcul de cette taxe additionnelle : soit une taxe d'un montant fixe (100 francs environ) sur chaque contrat, soit une taxe calculée par pourcentage (2 % environ du montant annuel des primes et cotisations). « Dans les deux cas, les inconvénients sont majeurs, souligne-t-on au siège de la Fédération française des sociétés d'assurances. La première solution pénaliserait gravement les petits contrats ; quant à la seconde, elle imposerait des contraintes financières importantes et fort mal venues aux entreprises. » On espère chez les assureurs que le Parlement amènera le texte du projet de loi qui prévoit malgré tout un éventuel recours à la CSG de manière à diversifier l'origine des sommes nécessaires à l'alimentation du fonds d'indemnisation.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

(1) Le projet de loi comportera un article unique qui devra être ajouté au chapitre 3 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social.

Le rapport Legrand sur les percées alpines

Le doublement du tunnel du Fréjus est envisagé

LYON

de notre bureau régional

Devant les élus concernés des Alpes du Nord, réunis lundi 25 novembre à la préfecture de la région Rhône-Alpes à Lyon, M. Maurice Legrand, ingénieur général des ponts et chaussées, a présenté son rapport sur les percées alpines.

D'ici à l'an 2010, le trafic entre la France et l'Italie transitant par les Alpes devrait être multiplié par deux et demi et aboutir à la saturation des voies actuelles de passage, tant au nord, par les tunnels routiers et

ferroviaires du Mont-Blanc, du Fréjus et du Mont-Cenis, que surtout au sud, par la voie côtière. La première demande d'étude prospective concernant une nouvelle percée franco-italienne avait été émise par M. François Mitterrand, en juillet 1990, lors du 25^e anniversaire du tunnel du Mont-Blanc à Chamonix. Le rapport que vient de publier M. Maurice Legrand apporte quelques éléments de réponse (le *Monde* daté 15-16 avril 1990).

Compte tenu de l'évolution du trafic et des conséquences des restrictions imposées à la circulation des poids lourds en Autriche et en Suisse, les chemins qui mènent à Rome passent par la vallée de la Mauricie (Savoie). La mise au gabarit de la future liaison à grande vitesse TGV entre Lyon et Turin par un tunnel de 54 kilomètres pour un coût supérieur à 10 milliards de francs apparaît la solution la plus appropriée. Mais, faute d'une décision rapide sur ce choix technique, il conviendrait, estime le rapporteur, d'étudier rapidement le doublement du tunnel existant du Fréjus. Dans les Alpes du Nord, ce passage est, de loin, privilégié à la solution par les vallées de Chamois et du Val d'Aoste, en butte à l'opposition de rivaux et de contraintes techniques, donc de coûts.

Dans les Alpes du Sud, M. Legrand estime urgente la réalisation d'une nouvelle liaison autoroutière, qu'il situe entre Nice et Cuneo, par la vallée de la Roya, dont le coût est évalué entre 10 et 13 milliards de francs, et, à défaut, le doublement du tunnel de Tende. Cette proposition n'exclut pas, pour autant, un passage par Briançon et le Montgenèvre, qui, selon le rapporteur, répond plus à un objectif d'aménagement du territoire et de désenclavement qu'à des impératifs adaptés aux relations internationales entre l'Espagne, le sud de la France et l'Italie.

MICHEL DELBERGHE

M. Antoine de Gaudemar élu gérant de la société civile des personnels de « Libération ». — Les trois sociétés de personnels du quotidien *Libération* ont procédé, lundi 25 novembre, à l'élection des gérants et au renouvellement de leurs représentants au sein du conseil de surveillance de la Société civile des personnels de *Libération* (SCPL), qui détient 62 % du capital de la société éditrice du journal. M. Antoine de Gaudemar (service culturel) a été élu gérant pour la société des rédacteurs (58 % des parts de la SCPL). M. Dominique Démentrède pour la société des administratifs et commerciaux (24 %) et M. Patrice Bourdais pour la société des fabricants et techniciens (18 %).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tableau d'honneur

Q'EST-CE que je vois ce matin en couverture de *Newsweek*? Les dix meilleures écoles de la planète. Je me jette. Je cherche l'Alsacienne, rue d'Assas, c'est la plus chouette, forcément. J'y ai fait mes classes. Elle y est pas, Polytechnique? L'ENA? Non plus. Enfin, c'est pas possible! Dans ma précipitation j'ai dû les laisser passer. Penses-tu!

La maternelle modèle, vous savez où ils sont allés la dénicher? Dans le nord de l'Italie, sous prétexte que les gamins y apprennent à compter en piquant des feuilles dans de la pâte à modeler. Si vous voulez qu'ils sachent lire, faut vous domicilier en Nouvelle-Zélande. C'est pas la porte à côté, mais là, au moins, vous êtes sûr de couper à la méthode globale et d'avoir droit au bon vieux B.A.-Ba.

Les forts en math, ça se fabrique en Hollande. Et en anglais, 95 % des élèves le parlent couramment sans une trace d'accent, histoire de pouvoir communiquer plus tard avec le reste du monde. Ils savent quand même quelques mots de batave, ça peut toujours servir pour dire : Passe-moi le pain. A Mammy, Champion toutes

catégories des sciences appliquées. Le Japon produit des bébés ingénieurs capables de réparer un grille-pain à l'âge où les nôtres ont enfin appris à peser à la main. Résultat, leurs écoles normales sont classées au top 10 et leurs lycées pareil. Egalement invités à monter sur le podium, la Californie, rapport à son Institut of Technology, et la Suède au chapitre de la formation continue.

Et nous, alors? Nous, on n'est nulle part. Ils nous ont snobés, les Américains. La raison? Insensé! Figurez-vous qu'à leurs yeux de nouveaux riches le secret de la réussite dans ce domaine, c'est le tricot. Pas celui qu'éponge une administration tentaculaire et pléthorique, non, celui qu'osel ouest prétendre cette bande de minables : les profs. N'importe quoi! On va quand même pas augmenter leur salaire pour obtenir de meilleurs résultats scolaires! Au contraire, faut les remettre à leur place! La dernière.

Alors qu'une table ronde est annoncée en janvier

Les fédérations d'enseignants pèsent sur la négociation pour le développement de l'apprentissage

Voulue par les partenaires sociaux, après la signature en juillet de l'accord réformant la formation professionnelle, reprise depuis dans un projet de loi, la négociation sur l'apprentissage tendra-t-elle ses promesses? Après la tenue de la deuxième séance, le 25 novembre, il est permis d'en douter. Outre la CGT, opposée sur le fond à un éventuel développement de l'apprentissage, la plupart des syndicats sont apparus prudents. La CFDT, FO, et dans une moindre mesure la CFTC, sont manifestement gênés par le poids et la présence de leurs fédérations d'enseignants, plus ou moins hostiles au projet. Et le CNFP ne peut pas afficher le même volontarisme qu'il y a quelques mois. Entre-temps, la situation économique

s'est dégradée et l'engagement financier en faveur de cette formule de formation risque d'être plus limité. Cet arrière-plan se retrouve dans les propos de M. Antoine Fauch (FO), qui réclame « un juste équilibre » et souligne : « on ne peut pas dire que tout le monde s'enthousiasme pour la formation professionnelle ». Devant le Sénat, le 25 novembre, M. Martin Aubry, ministre du travail, a confirmé l'organisation d'une table ronde sur le sujet. D'abord envisagée pour la fin de l'année, elle se tiendra du 8 au 10 janvier. « Elle précisera son objectif étant de proposer « un plan concerté de cinq ans (...) permettant d'augmenter de 400 000 jeunes le flux d'entrée ».

A. L.

L'instruction d'une affaire d'atelier clandestin

Le dossier introuvable

NANCY

de notre correspondant

Le dossier concernant une affaire d'instruction ouverte à Nancy en 1985 et relative à un atelier clandestin situé à Toul (Meurthe-et-Moselle) a disparu. A Nancy, cette nouvelle affaire emploie les milieux judiciaires. Le procureur de la République, M. Georges Garrigue, a saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy en lui demandant de statuer sur les nullités de cette affaire. Du dossier de l'atelier clandestin de Toul où travaillaient des réfugiés du Sud-Est asiatique et instruit depuis 1985 par le juge Gilbert Thiel, il manque en effet l'original. Et les doubles qui subsistent ne sont pas certifiés conformes. On risque une annulation de la procédure.

En 1985, sur plainte de la CFDT, la section de recherche de la gendarmerie de Nancy met la main sur un atelier de confection clandestin à Toul où travaillaient des réfugiés vietnamiens entrés en illégalité en France. Ces réfugiés sont logés dans un foyer géré par l'ATGA (Association toulousaine de gestion et d'animation) dont le président est M. Jacques Gosset, maître RPR de Toul.

A l'époque, la découverte de l'atelier fait grand bruit. Son responsable, M. Thomas Seysanth est placé en détention provisoire pendant près de six mois. Le maître est éblouissant par l'affaire. Quelques mois plus tard, l'affaire de l'atelier clandestin de Toul cède la place à une autre, également instruite

per Gilbert Thiel : celle des fausses factures de Nancy où, à nouveau, apparaît le nom du maître de Toul.

En février 1990, le juge quitte son cabinet d'instruction à Nancy pour gagner le parquet général à Metz. Les cent six dossiers du cabinet de M. Thiel sont répartis entre les magistrats nancéiens, et le juge Vincent Turbeaux hérite du dossier de l'atelier clandestin. En août 1991, il constate qu'il manque des pièces. Celles-ci sont introuvables. Les policiers de la sûreté urbaine et ceux de la police judiciaire, qui ont travaillé sur commission rogatoire, affirment ne pas les détenir. Pas plus que Gilbert Thiel, interrogé officiellement par téléphone par M. Turbeaux. La confusion est extrême.

Ces derniers jours, la CFDT remonte au créneau. Son avocat, M. Gérard Michel, exige une enquête et demande à la chambre d'accusation de surseoir à statuer sur les nullités. Il soutient également qu'on fasse le point sur les... exécutés durant l'instruction. M. Gosset, triomphant, claque la porte du dossier, qui avait été présenté comme le point de départ de l'affaire des fausses factures, n'est qu'une coquille vide. Et il s'interroge sur les raisons qui ont poussé les autorités de poursuite à diligenter des affaires qui se terminent par un *fiasco*. De son côté, le juge Thiel invite lui aussi les observateurs à se poser des questions : « à qui le crime profite-t-il? ».

MONIQUE RAUX

SOMMAIRE

DÉBATS

Yugoslavie : « Appel aux évêques serbes » : Bibliographie : « An 2000, déclin et renouveau de la civilisation occidentale », d'Albert Chambon..... 2

ÉTRANGER

Un entretien avec le président croate Franjo Tudjman..... 3
Belgique : M. Wilfried Martens a remis la démission de son gouvernement..... 4
Italie : le procès du « grand maître » de la loge P2..... 4
La visite de M. Roland Dumas au Vietnam..... 5
La paix au Proche-Orient : entretiens syro-égyptiens à Damas avant la reprise des discussions à Washington..... 7

POLITIQUE

Le débat sur les institutions et sur le mode de scrutin..... 8 et 9
Bibliographie : « La décennie Mitterrand », de Pierre Favier et Michel Martin-Roland..... 9
Le Conseil de l'Europe recommande d'accorder le droit de vote aux étrangers..... 10

SOCIÉTÉ

« Diagonales », par Bertrand Poirot-Delpech..... 11
Le procès de la COGEDIM au tribunal correctionnel de Paris..... 11
M. Bruno Durieux veut relancer le dépistage du sida..... 12
Le mort du matorador français Nimenno II..... 12
Les grands prix de l'Académie des sciences..... 20

SCIENCES • MÉDECINE

• La mer d'Aral, un espace dil-

pidé • « Règle du bâillon »

• Recherche à risques..... 13 à 15

CULTURE

La mort de Klaus Kinski..... 17
« Mayrig », le nouveau film d'Henri Verneuil, en avant-première à Marseille..... 17
« Les Guerres pierochinoises », à la Meison des arts de Créteil : un meneur en scène-contreur rencontre Rabeleis, son monde et ses fureurs..... 18
La Venezuela à Paris : à la découverte d'un pays qui a changé d'âme..... 19

ÉCONOMIE

La CEE mobilise 500 millions d'euros en faveur de l'ex-URSS. 23
La reprise américaine sera lente mais la récession est terminée. 23
L'OPA sur les Wagons-Lits..... 24

COMMUNICATION

Les banques accordent un répit méfiant au groupe Maxwell..... 20

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées VII à XVIII
Carnat..... 26
Marchés financiers..... 24 et 26
Météorologie..... 27
Mots croisés..... 26
Radio-télévision..... 27
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 26 novembre 1991 a été tiré à 515 427 exemplaires.

12 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES

L'insertion par l'intérim

AVENTURE exemplaire que celle de l'intérim. A quinze ans d'ici, les sociétés de travail temporaire étaient accusées des pires maux. Le passé n'était alors pas si loin où elles étaient encore qualifiées de « négreries » par les héritiers de Mai 1968. L'image était telle que, arrivant au pouvoir, la gauche envisageait sérieusement de mettre fin à cette activité. Au temps de la cohabitation, il y eut même des conseillers, dans les cabinets ministériels du gouvernement Chirac, pour agiter à nouveau cette menace, sans se rendre compte que, entre-temps, la profession avait évolué. En bien.

Mis sous surveillance, pendant une période probatoire de deux ans, l'intérim sut se ressaisir et, en 1984, dut définitivement son salut au dynamisme de sa politique contractuelle. Les deux syndicats patronaux, le PROMATT et l'UNETT, l'un entraînant l'autre, mus par une vieille rivalité, ne cessèrent de signer des accords avec les organisations de salariés au cours de ces années. La CFTD comme FO en vinrent bientôt à délivrer des certificats de bonne conduite. Depuis, et bien que le danger de la disparition pure et simple ait été écarté, la même ligne a été poursuivie avec obstination. Ne serait-ce que pour se prémunir contre les diverses interventions des pouvoirs publics, inquiets ensuite du développement du travail temporaire, les négociateurs ont eu le souci de faire la preuve de leur volonté de moraliser ce secteur d'activité. Ils ont cherché à devancer les critiques, implicitement contenues dans les différents projets de loi qui se sont progressivement ajoutés, ces dernières années, pour mieux les encadrer.

MAIS peu important les motivations, puisque le résultat est là. Grandes utilisatrices, les entreprises de travail temporaire ont par exemple accepté un taux de contribution à la formation professionnelle supérieur à l'obligation nationale, 2 % de la masse salariale, contre 1,2 % et prochainement 1,5 %. Dernier signe en date, un nouvel accord sur la formation professionnelle des salariés des entreprises de travail temporaire a été paraphé le mois dernier.

Actuellement, un nouveau virage est pris par une profession plus que d'autres en quête permanente d'honorabilité. Celle de l'insertion par l'intérim. L'UNETT affirme qu'une demi-douzaine de ses adhérents ont imaginé des initiatives en ce sens, un peu partout

en France. Au moment du rapport Praderie, en juillet, consacré à l'analyse des moyens pour mobiliser les entreprises dans la politique en faveur des quartiers défavorisés, le travail temporaire a clairement apporté son concours.

Pourquoi ce soudain intérêt pour une cause aussi délicate à mettre en œuvre ? Parce qu'elle a une part de responsabilité dans la situation, la courte histoire du travail temporaire et la spécificité de sa fonction, sur le marché du

travail, expliquent que les responsables du secteur aient voulu, en rendant un service à la société qui correspond à leurs capacités, s'offrir une autre réputation. Après avoir mal vécu d'être jugés comme des « marchands de travail », les agences d'intérim se sont retrouvées au cœur du débat provoqué par la croissance de la précarité.

Le travail temporaire a été l'instrument et le symbole de cette nouvelle forme d'emploi. La preuve : le nombre annuel des

missions passait de 2,3 millions en 1984 à 7,5 millions en 1990, année record. Ce faisant, l'intérim a accompagné une profonde mutation du marché du travail et a permis aux entreprises utilisatrices, par son intervention ciblée, d'implanter de nouvelles gestions du personnel, dont les fameux « flux tendus ». Au passage, le métier s'est modifié. Il est devenu un partenaire des politiques de ressources humaines et son approche s'apparente de plus en plus à l'élaboration d'un parcours

d'insertion où il fait preuve d'un évident professionnalisme, en comparaison de l'impuissance de l'ANPE, notamment. Annoncer, comme on le fait aujourd'hui, que l'on s'oriente davantage vers l'insertion revient à viser la réconciliation d'une compétence avec un marché, et à se donner une nouvelle justification pour agir demain. C'est enfin reconnaître que l'intérim, à son corps défendant parfois, a toujours servi de sas vers l'emploi stable, que les intérimaires ne

sont que de passage et que les techniques de placement, pour une mission, ne sont guère différentes selon les publics. Autrement dit, le savoir-faire acquis pendant les années noires du chômage peut permettre à la profession du travail temporaire de se trouver une autre raison, fondée, d'exister. Un juste retourment des choses.

Alain Lebaube

Lire votre dossier pages II et III

Femmes harcelées

L'affaire du juge Thomas a déclenché aux Etats-Unis une véritable crise de société, que décrit notre correspondant à New-York. En France, le sujet ne déchaîne pas autant les passions, mais il est néanmoins d'actualité page IV

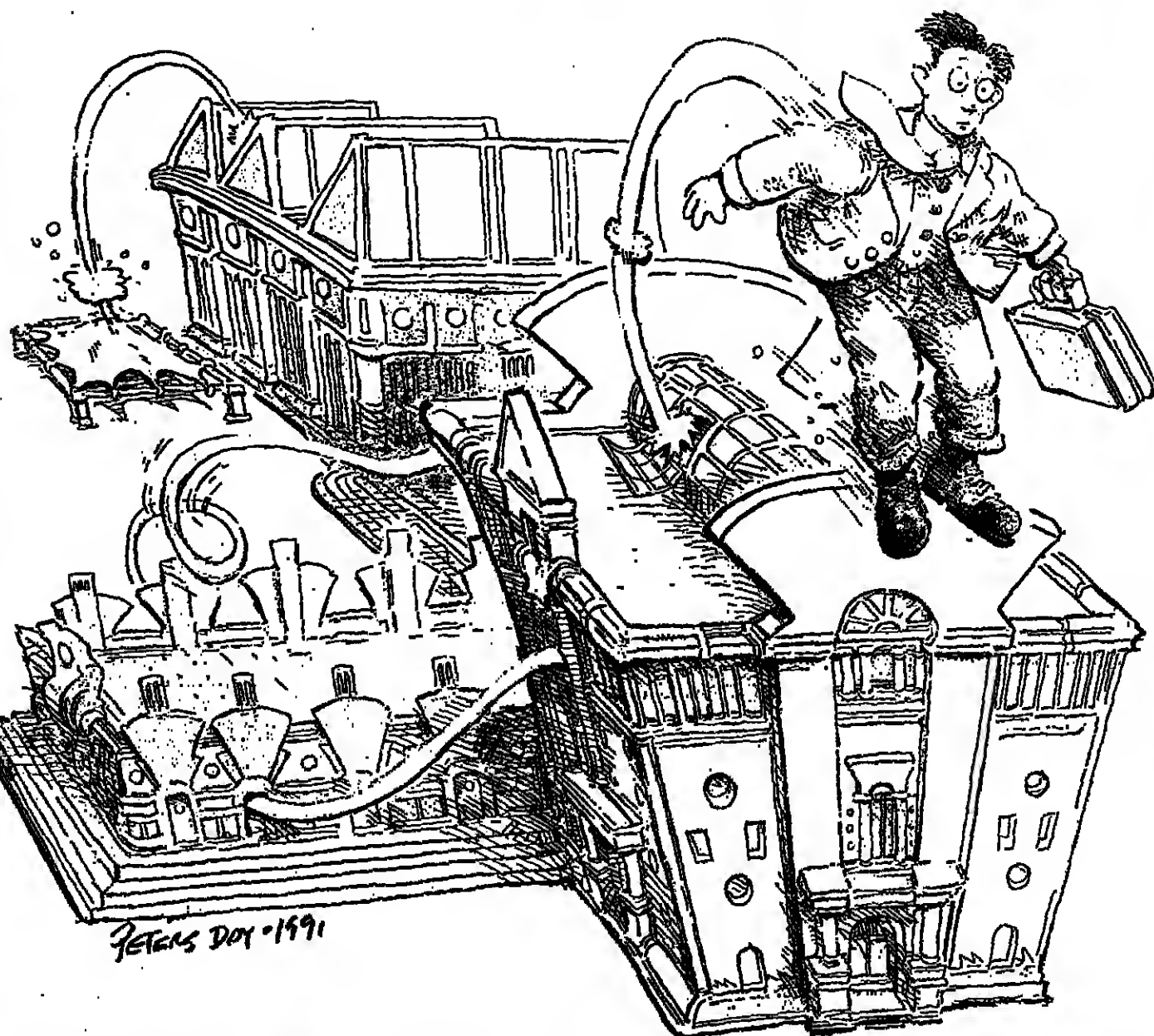
Cadres à douze

Après la Grande-Bretagne, nous poursuivons notre tour d'Europe de l'encadrement par l'Italie, d'une part, et l'éventail des essais d'autre part page V

STAGES page VI

12 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et finances p. VII
- Juristes p. X
- Ressources humaines p. X
- Cadres p. XI
- Fonction commerciale p. XIII
- Secteurs de pointe p. XIII
- Informatique p. XVII



en France. Au moment du rapport Praderie, en juillet, consacré à l'analyse des moyens pour mobiliser les entreprises dans la politique en faveur des quartiers défavorisés, le travail temporaire a clairement apporté son concours.

Pourquoi ce soudain intérêt pour une cause aussi délicate à mettre en œuvre ? Parce qu'elle a une part de responsabilité dans la situation, la courte histoire du travail temporaire et la spécificité de sa fonction, sur le marché du

travail, expliquent que les responsables du secteur aient voulu, en rendant un service à la société qui correspond à leurs capacités, s'offrir une autre réputation. Après avoir mal vécu d'être jugés comme des « marchands de travail », les agences d'intérim se sont retrouvées au cœur du débat provoqué par la croissance de la précarité.

Le travail temporaire a été l'instrument et le symbole de cette nouvelle forme d'emploi. La preuve : le nombre annuel des

missions passait de 2,3 millions en 1984 à 7,5 millions en 1990, année record. Ce faisant, l'intérim a accompagné une profonde mutation du marché du travail et a permis aux entreprises utilisatrices, par son intervention ciblée, d'implanter de nouvelles gestions du personnel, dont les fameux « flux tendus ». Au passage, le métier s'est modifié. Il est devenu un partenaire des politiques de ressources humaines et son approche s'apparente de plus en plus à l'élaboration d'un parcours

d'insertion où il fait preuve d'un évident professionnalisme, en comparaison de l'impuissance de l'ANPE, notamment. Annoncer, comme on le fait aujourd'hui, que l'on s'oriente davantage vers l'insertion revient à viser la réconciliation d'une compétence avec un marché, et à se donner une nouvelle justification pour agir demain. C'est enfin reconnaître que l'intérim, à son corps défendant parfois, a toujours servi de sas vers l'emploi stable, que les intérimaires ne

sont que de passage et que les techniques de placement, pour une mission, ne sont guère différentes selon les publics. Autrement dit, le savoir-faire acquis pendant les années noires du chômage peut permettre à la profession du travail temporaire de se trouver une autre raison, fondée, d'exister. Un juste retourment des choses.

Alain Lebaube

Lire votre dossier pages II et III

Le Monde

INITIATIVES
OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOIS

Les métiers de l'export

3 daté 4
DÉCEMBRE

Confirmés ou jeunes diplômés

LE MONDE INITIATIVES

vous propose les meilleures opportunités de carrière
dans les secteurs de l'export

25 ANNIVERSAIRE

l'ISG ...

... 25 ans de présence mondiale

ISG

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat
Etablissement d'enseignement supérieur technique privé
6/8, rue de Lota - 75116 Paris Tél. (1) 45 53 60 00

مكتبة

سكتا من الحاح

Un sas vers l'emploi, oui mais...

Le travail temporaire sert bien de tremplin, mais ce n'est pas si simple

DANS des temps anciens, quand sa réputation était encore enlisée des pires maux, le travail temporaire se défendait en prétendant que cette forme d'emploi avait ses «amateurs», attachés au sentiment de liberté qu'était censé procurer le fait de pouvoir changer fréquemment d'employeur et de lieu de travail. Après bien d'autres indications, toutes concordantes, une enquête réalisée en 1989 par l'IFOP pour le compte du PROMATT, l'un des deux syndicats patronaux du secteur, a définitivement tordu le cou à cette assertion (*Le Monde* du 12 octobre 1989).

Au mieux, parmi les centaines de milliers d'interimaires - 900 000 à l'époque - il n'y en avait guère que 18 % qui pratiquaient le travail temporaire par vocation, et pas plus de 10 % qui pouvaient être considérés comme des «irréductibles» de la formule, la différence étant composée de ceux qui avaient abandonné leur état volontairement «précaire» pour un poste fixe. Ce faisant, ces derniers réagissaient de la même façon que près des trois quarts des interimaire qui, toujours selon l'étude, ne le sont que d'«occasion», soit parce qu'ils ne trouvaient rien d'autre, soit parce qu'ils s'étaient bien obtenus un emploi permanent par ce biais.

Plus récemment, et à mesure que leur activité se normalisait, les entreprises de travail temporaire ont davantage mis l'accent sur une vérité d'évidence, là aussi démontrée par l'enquête. L'interim sert de vrai «marchepied» pour l'emploi, il est un «sas», un moyen d'insertion, notamment pour les jeunes - 30 ans de moyenne d'âge dans l'interim - surtout s'ils sont de sexe masculin, ouvriers peu ou pas qualifiés de l'industrie ou du bâtiment et des travaux publics, bien que les employeurs progressent en nombre et que les secteurs du tertiaire soient à leur tour touchés.

Bilan nuancé

Cette fonction sociale de «tremplin pour l'emploi» apparaît clairement dans les résultats du sondage. Au total, sur mille interimaire interrogés à dix huit mois de distance, sur toute la période qui précède leur entrée dans l'interim puis ensuite, 82 % venaient du chômage avant d'être employés par une agence, et seulement 8 % le sont à l'occasion, 90 après leur passage. A cette exception près, la plupart en étaient sortis. Un tiers avait quitté l'interim pour d'autres

formes d'emploi, dont 15 % pour un emploi permanent; 16 % prolongaient leur période d'essai par un contrat à durée déterminée; 2 % suivaient un stage, avaient obtenu un TUC (travail d'utilité collective) ou un SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle); et 57 % étaient encore interimaire. Autrement dit, seul sur dix continuaient d'avoir une activité professionnelle rémunérée, stable ou pas, alors qu'ils avaient connu massivement l'ANPE.

Mais, pour éloquent qu'il soit, ce bilan se trouvait nuancé par les autres données fournies par l'IFOP lui-même. Si les personnes interrogées déclaraient avoir en moyenne pratiqué l'interim pendant sept mois, la fonction de passage, reconnue par tous, devait cependant être appréciée selon un critère de durée. Moins on pratique longtemps l'interim, constate-t-on, plus on a de chances de faire autre chose. Situation provisoire, il n'empêche que l'interim est souvent un palier, l'étape suivante pouvant être le contrat à durée déterminée dans la même entreprise qui prolonge ainsi la période d'essai ou l'examen de pré-embauche.

Enfin, et c'est le plus préoccupant en matière d'insertion pour les exclus, l'interim a aussi ses laissés pour compte. Il y a égale-

ment des limites à la faculté d'intégration par les emplois précaires. Parmi ceux qui retournent au chômage, rares sont ceux qui ont reçu des propositions de la part des entreprises utilisatrices, et 70 % ne sont plus interimaire parce que les sociétés de travail temporaire ne leur ont pas offert de nouvelles missions. D'ailleurs, ils n'ont pas bénéficié de stages de formation, contre 13 % des interimaire en moyenne.

Un couple infernal

Ces réussites, ces limites du genre, mais aussi ces incapacités à apporter des réponses pour les cas les plus graves en matière d'insertion se retrouvent dans d'autres analyses, qu'elles émanent du ministère du travail ou du CEREP (Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications). Dans le couple infernal que forment l'interim et le contrat à durée déterminée, deux formules reconnues de l'emploi précaire, le mauvais rôle revient plus souvent au premier. Alors que, sur 100 personnes en contrat à durée déterminée, 75 % sont occupées un an après, dont la moitié dans un emploi stable, la même proportion d'interimaire n'obtient qu'à 33 %

un poste fixe et doit se contenter d'une transition par le contrat à durée déterminée (à 10 %) ou de son maintien dans l'interim (à 28 %). Pis, et cela va à l'encontre de l'image de l'intégration, l'une et l'autre de ces formes d'emploi débouchent, pour le quart restant, sur le chômage ou l'inactivité. Au plus fort de la crise, la moitié des nouveaux chômeurs provenaient de ces statuts, et environ 40 % aujourd'hui. Mais, encore plus grave, il reste qu'ils comptent aujourd'hui pour 30 % des chômeurs de longue durée, alors que l'interim, par exemple, et c'est bien là le danger, représente 40 % de l'emploi des moins de 25 ans.

Bien sûr, le fonctionnement du travail temporaire est et restera ambivalent, quels que soient les mérites dont la profession se pare actuellement (et c'est logique, et naturel, qu'on ne s'y méprenne pas). Certes, il réussit, mieux que d'autres sans doute, à assurer massivement l'intégration de publics «priori» défavorisés, professionnels et pénurie de main-d'œuvre aidant. Mais cette activité, qui a accompli 7,5 millions de missions en 1990, un record inégalé, accompagne aussi - et c'est le revers de cette médaille-là - de profonds changements dans les pratiques de gestion des entreprises qui ne vont pas, nécessairement, dans le sens

de l'insertion. En phase de modernisation, encore traumatisées par les restructurations, les entreprises utilisatrices de l'interim pratiquent la flexibilité externe, qui n'a surtout pas pour objectif d'insérer les plus démunis. Elles ont adopté une «culture de crise» et, au mieux, ont adopté une gestion «en flux tendus», justifiée en outre par la peur de devoir licencier à nouveau. Elles ont recouru à ce qu'on appelle l'interim de reconversion. Elles rechignent à embaucher durablement, et donc à jouer le jeu de l'insertion, si fondamental.

A tel point que, sur 3,5 millions de contrats de travail nouveaux conclus en 1988, 2,5 étaient à durée déterminée, sans compter les 5,5 millions qui, à l'époque, allaient à l'interim. Même si les proportions se sont améliorées depuis, légèrement en faveur de l'emploi stable, et même si cette technique de recrutement précaire sert de méthode de décontamination, on ne peut pas dire que l'environnement économique soit favorable aux succès, bien sociaux eux-là, de l'insertion. Fussent-ils soutenus par la profession du travail temporaire.

A. L.

Marseille tente l'impossible

Une opération de formation dans les banlieues

QUAND Vincent a touché sa première paie - 7 500 francs - il n'y a pas cru. Sa mère non plus, qui est allée jusqu'à demander des explications au patron. «C'était trop d'argent!» lance Vincent. Ensuite, quand j'ai été embauché, j'ai gagné 1 million de centimes... Mais ce n'est pas tout. Vincent, 27 ans, ancien élève de l'Institut médico-éducatif, a trouvé une place dans le monde du travail. Et cela grâce à l'opération «Cent jeunes en formation pour l'emploi», destinée aux moins de vingt-six ans habitant les quartiers nord de Marseille. Une initiative lancée en 1990 par la Logirem, société de HLM qui gère, entre autres, 5 000 logements dans ces quartiers, et sept entreprises de travail temporaire (ETT) : Bat, Ecco, Ete, Iris, Manpower, Socotemp et Usi.

Vincent habite la Busserine, une cité de 288 logements où un locataire sur deux a moins de vingt-six ans. Principale occupation des jeunes : «leur les murs», comme ils disent. Traduisant, ne faut-il pas le chômage touche en effet 40 % des seize-vingt-cinq ans, selon la Logirem. Sy ajoutent des problèmes d'illettrisme, de drogue et d'intolérance à leur égard. Or la Logirem doit procéder à la réhabilitation des bâtiments. Elle a déjà mené plusieurs actions à l'intention des jeunes : régie de quartiers, création d'associations sportives, etc. Dans ce même esprit, elle propose donc de faire participer les jeunes chômeurs aux travaux de rénovation de leur propre immeuble.

De leur côté, les ETT recherchent désespérément du personnel qualifié, notamment dans le secteur du bâtiment. Elles disposent de fonds importants pour financer des formations, collectés par le fonds d'assurance-formation des ETT (FAF-TT). Face à leurs intérêts convergents, la Logirem et les sept ETT se fixent pour objectif de conduire cent jeunes vers l'emploi, par le biais de la formation en alternance aux métiers du bâtiment. Après un bilan CFI (crédit formation individualisé) destiné à tester les connaissances générales et les motivations des jeunes, les ETT les embaucheront avec un contrat de qualification de six mois, au cours desquels ils suivront une formation dans des organismes reconnus : le Centre de formation aux travaux publics (CFTP) et l'Institut régional de formation des adultes (IRFA)-Provence, avant de passer un mois de stage en entreprise et le reste en missions d'interim. Etant entendu que la période de formation, financée par le FAF et des fonds publics, ne doit rien coûter aux ETT, si ce n'est du temps. Les rémunérations des jeunes (60 % du SMIC d'abord, puis le salaire de référence du poste) doivent être dans tous les cas versées pendant les six mois, sauf si l'interim est démissionnaire. De son côté, la Logirem garantit qu'à l'issue des contrats de qualification les jeunes seront embauchés pour la réhabilitation soit par des entreprises, soit par des ETT. Ce dernier pan du disposi-

tif échouera d'ailleurs complètement, la Logirem n'ayant reçu qu'un an après la fin des contrats les financements de la rénovation des HLM. Il a donc fallu trouver rapidement d'autres chantiers, pas toujours adaptés à ce type d'opération.

Maigres résultats

La proposition suscite d'abord des réactions mitigées. Certaines ETT, conviées à la réunion de présentation du projet, refusent de participer, invoquant des risques financiers trop importants, mais aussi par préjugés raciaux et par désintérêt envers «cette main d'œuvre plus difficilement placable» et surtout moins cotée.

Méfiant également, l'IRFA et la direction départementale du travail (DDTE), en raison notamment de la mauvaise image de marque de l'interim. Mais, au bout du compte, ils décident de tenter le pari. Quant au FAF-TT et aux syndicats professionnels Promatt et Unet, ils s'enthousiasment d'emblée, chacun y voyant l'occasion de prouver sa capacité à jouer un rôle social.

Pourtant, l'objectif initial ne sera pas atteint. 150 contrats avaient été proposés au départ; 85 candidats se sont présentés au bilan CFI. Parmi

eux, 13, déjà suffisamment formés, trouvent immédiatement un travail, précaire ou pas, tandis que 45 autres sont jugés aptes à suivre le parcours. Parmi ces derniers, 33 seulement signent un contrat de qualification. Enfin, une «sélection naturelle», expliquent les partenaires, a réduit à 12 le nombre des jeunes qui finiront les six mois du contrat de qualification.

Aujourd'hui, «deux sont en CDI (contrat à durée indéterminée), deux autres en interim, et trois suivent des formations complémentaires», détaille Denis Lullier, chargé de suivre le dossier au FAF-TT. D'autres encore sont retournés travailler dans leur pays. «J'estime que c'est normal, qu'ils sont aussi des exemples de réussite», insiste Evelyne Antico, attachée à la direction de Socotemp. Les derniers, dont certains étaient toxicomanes, se sont évanouis dans la nature. Certains jeunes, après des années d'errance, ont eu du mal à rester assis sur les bancs de l'école, à adopter un comportement de salariés ou encore à apprécier l'ambiance des chantiers. Vincent, par exemple, a dû, sur un chantier, rester vingt-quatre heures d'affilée sous terre. Tandis que sur un autre on lui a demandé de travailler soixante-douze heures par semaine! «C'est ça, l'interim», lance Alain, un autre jeune qui enchaîne plusieurs missions après

son contrat avant de suivre une formation plus qualifiante. On nous donne ce qu'il y a de pire sur un chantier. Mon but, c'est de sortir de l'interim. » «Nous pensons qu'il faudrait que nos stagiaires arrivent sur les chantiers en dehors des périodes de pointe, admet Gilles Zaffran, directeur général d'Usi. Sinon, les tuteurs n'ont pas le temps de s'occuper d'eux.»

Aujourd'hui, les partenaires cherchent à tirer les enseignements de cette expérience, qu'ils jugent globalement réussie. Ils ont appris à travailler ensemble, même si la coordination entre eux ne s'est pas toujours bien opérée. Les ETT accusent la Logirem et l'IRFA d'avoir «surprotégé les jeunes» alors qu'eux-mêmes tentaient de s'en tenir à leur rôle d'employeur. Séparer le parcours d'insertion sociale, qui s'impose pour certains jeunes, de celui de la qualification professionnelle devrait, en tout cas, résoudre ce problème, reconnaissent les ETT. Sans aucun doute faudra-t-il aussi associer étroitement, dès le début du projet, les entreprises de bâtiment et leurs tuteurs pour éviter les mauvaises surprises. En revanche, pas question de sélectionner plus sévèrement les jeunes.

Francine Aizicovici

Qualifications

Les moyens sont décisifs

DANS le travail temporaire, les contrats de qualification ont le vent en poupe. Ils ont passé de 493 en 1989 à 1 043 en 1990 et devaient atteindre 1 500 en 1991. Beaucoup de ces contrats se font au niveau cinq (CAP, BEP) et correspondent à des manques criants de qualification. Ils relèvent de Jean-Pierre Chanteloube, directeur du FAF-TT (Fonds d'assurance-formation du travail temporaire).

Depuis quelques années, il est vrai, le marché du travail se faisait pressant. D'un côté, les entreprises demandaient une main-d'œuvre qualifiée introuvable sur le marché. De l'autre, des interimaire demandaient aux ETT de leur financer des formations leur permettant de trouver un travail. «La seule logique pour nous a été de mettre en place des contrats de qualification», indique Jean-François Coman, directeur de la mission Ile-de-France d'Ecco. On a d'abord commencé à former ainsi des conducteurs de poids lourds. C'était en 1989. Puis, devant le succès de l'expérience, on a étendu les contrats de qualification aux métiers du tertiaire, mais surtout à ceux de l'industrie et du bâtiment. On a 100 % de succès dans le tertiaire, c'est-à-dire de personnes qui vont jusqu'au bout de leur contrat et obtiennent une qualification, 75 à 80 % dans l'industrie et un peu moins dans le bâtiment.

Cela dit, Ecco n'attend pas déve-

lopper à outrance les contrats de qualification car ils nécessitent un gros investissement pour pouvoir assurer le suivi, notamment avec la mise en place d'un système de tutorat solide. «Si on en fait trop, ça sera au détriment du suivi et donc de la qualité des opérations.» Elle souhaite simplement maintenir les contrats de qualification à leur niveau actuel pour suivre les formations, courtes et élaborées, dans le cadre du plan de formation et développer les congés individuels de formation (CIF), qui sont également de bons outils d'insertion.

Jusqu'à présent, les opérations d'insertion par la formation ont été essentiellement montées par les grosses ETT qui pouvaient en prendre les moyens. Ainsi Ecco a mis en place un «programme» pour dix manouvriers du bâtiment dont le niveau était proche de l'illettrisme, avec pour objectif de les réinsérer et de les faire accéder à la position d'aides-maçons. La formation était découpée en deux tranches : deux tiers du temps pour la formation technique et l'apprentissage des gestes du métier; un tiers consacré à la maîtrise du français et à la culture générale.

Il reste que les entreprises de travail temporaire ne peuvent pas permettre de monter sans cesse des opérations de formation-insertion pour toutes les populations en difficulté, reconnaît Jean-Pierre Chanteloube : «Il faut que les gens puissent être réactivés intellectuellement. Qu'ils puissent au moins retrouver la maîtrise des quatre opérations. Pour les alphabétisés, il faut prévoir des structures particulières.» Une règle générale qui peut se modifier un tant soit peu en fonction des opérations montées.

Ces expériences vont-elles s'étendre aux ETT de taille plus modeste? L'accord national d'octobre 1991 relatif à la formation professionnelle des salariés des entreprises de travail temporaire devrait en tout cas donner plus de moyens à celles qui souhaitent le faire. Notamment avec l'instauration d'une contribution au financement du tutorat ainsi qu'à la mise en place et au financement des bilans pré-professionnels et professionnels. «Les ETT savent faire du recrutement professionnel mais elles ne savent pas forcément faire du recrutement pour la formation. L'instauration de l'aide au bilan va nous permettre de leur donner les outils et les moyens de cette sélection», explique Jean-Pierre Chanteloube.

De son côté, la CFCT, qui souligne que les entreprises de travail temporaire se sont montrées au cours de la discussion sur l'accord «plus innovantes, plus constructives, plus ouvertes que les entreprises de droit commun», reconnaît que «les grosses entreprises de travail temporaire sont performantes dans le domaine de l'insertion par la formation. Mais elles n'ont pas le monopole de l'interim. Il existe une multitude de petites ETT qui sont à la limite du non-droit. Reste à savoir si les ETT innovantes arriveront à jouer un rôle moteur auprès des autres.»

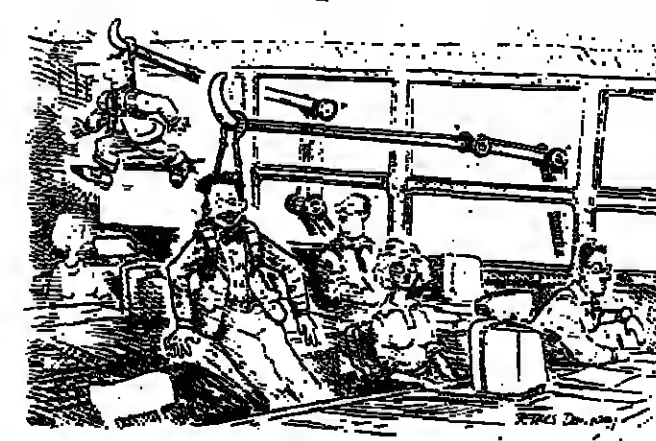
Catherine Leroy

Une nouvelle période d'essai

CERTAINES entreprises considèrent-elles les sociétés d'interim comme autant d'ANPE privées? Incontestablement, et à la plus grande joie des agences d'interim, de nombreux chefs de personnel font appel à leurs services avec l'intention de proposer par la suite un contrat à durée indéterminée à l'interimé. La mission fait alors office de première période d'essai.

«J'en ai plus de mal à vous donner des noms d'entreprises qui n'utilisent pas l'interim comme période d'essai que l'inverse, confie, en souriant, le directeur d'un organisme pénitentiaire de formation. La démarche est classique : vous faites appel à une agence pour remplacer une secrétaire malade et, le jour où un poste se libère, vous recontactez l'interimé. Si elle vous a fait bonne impression.»

D'autres employeurs ont une démarche plus subtile. Ainsi, Jean-Louis Pierdait, chef de personnel au Béton de Paris, le reconnaît sans aucune difficulté : «Nous utilisons l'interim comme méthode d'approche de nouveaux candidats pour 80 % des postes que nous avons à pour-



voir.» Pour cette entreprise de trois cent dix salariés, qui embauche une vingtaine de personnes chaque année, la formule présente de multiples avantages : «Les sociétés d'interim ont une bonne implantation locale, elles connaissent le climat qui règne chez nous et leur mode de sélection est bien fait. Avec elles, nous avons les gens que nous souhaitons avoir. Ça qui n'est pas toujours le cas avec l'ANPE. De plus, ce service

est presque gratuit puisqu'elles paassent parfois des annonces sans nous les facturer. Ce système nous donna satisfaction depuis plus de douze ans.»

Les éloges de ce genre ne sont pas rares. En fait, certaines entreprises font appel à des sociétés d'interim pour recruter leurs ouvriers ou leurs employés de la même façon qu'allait recourir à un cabinet de recrutement pour leurs cadres.

Même si la jugement que por-

tent les chefs de personnel sur l'ANPE est moins sévère que certaines déclarations du CNPF, un certain nombre d'entre eux utilisent les sociétés d'interim après avoir tenté, vainement, de faire appel au service public pour l'emploi. «J'en ai assez de voir défilier des candidats envoyés par l'ANPE qui ne correspondent pas à mes besoins. Au moins, les sociétés d'interim me font gagner du temps au moment du recrutement, constate le PDG de FSE-France, une petite société de services employant une douzaine de personnes. Mais le jeu est ambigu, car je dois quasiment promettre à l'interimé que je le forme que je l'embaucherai par la suite alors que lui n'a aucun engagement.»

Sans être généralisable, ce type de démarche semble se développer. Si les sociétés d'interim ne peuvent que s'en féliciter, l'ANPE a d'autant plus à y perdre qu'elle pourrait se retrouver demain avec... les demandeurs d'emploi que les agences d'interim ont exclus.

Frédéric Lemaître

Il mais...

Un parcours de longue haleine

La difficulté de certains cas exige une action progressive

« Un parcours... Des étapes... Des sés... Un travail de fond... Du temps, du temps, du temps... » Le langage que tiennent les responsables de la Mission formation créée par la société d'interim Ecco et notamment par Jean-François Conan, chef de l'agence Ile-de-France, est bien surprenant. Avec l'interim, n'est-on pas, par définition, dans le royaume du provisoire?

Ecco semble avoir perçu avant ses concurrents - à travers la difficulté croissante que tous rencontrent à fournir certains types de salariés aux entreprises - qu'un nouveau créneau pouvait s'offrir à la profession : participer à l'insertion vers les spécialités délaissées, y compris pour s'y fixer dans des emplois stables.

Dans ce contexte, la question-clé devient : que faire pour amener quelqu'un vers des métiers qu'il n'a pas appris et pour qu'il ait envie d'y rester? Le premier versant de ce travail de longue haleine concerne l'élaboration d'un projet professionnel réaliste. Et, effectivement, chez les jeunes, y compris les moins qualifiés, ce qui s'exprime spontanément est... directement issu des séries télévisées : travailler dans l'audiovisuel, devenir stylistes, cover-girl, grand reporter...

Il faut tirer ces jeunes des rêves de vie cinématographique et facile sans leur donner, souvent fragile, de conquérir une place dans la société. « Nous leur disons : D'accord, mais vous allez d'abord « romber » dur pendant beaucoup d'années. Y êtes-vous prêts? », explique Jean-François Conan. Ce n'est pas nécessaire de les faire romancer

à leur grand projet. C'est même bien qu'ils en aient un, si utopique qu'il soit.

La Mission formation leur propose de passer par un certain nombre de paliers qui vont leur permettre de mesurer à la fois leurs aptitudes et l'énergie qu'ils sont capables de mettre au service de leurs aspirations. Dans certains cas, le développement récent des techniques audiovisuelles et de la micro-informatique peut faciliter le parcours : on y voit en effet apparaître des tâches nouvelles qui permettent de travailler dans l'environnement désiré sans qu'un haut niveau de compétence soit nécessaire. De tels métiers permettent de passer sans trop de douleur du rêve à la réalité.

Bagage d'expériences

Plus ardu encore est le cas de ceux qui n'expriment aucun projet : « Il s'agit de jeunes qui viennent périodiquement chercher dans nos agences des missions de courte durée... comme du déchargement de camions, par exemple... juste pour pouvoir se payer un week-end, une fête, la dernière laser... Nous avons formé nos responsables de recrutement à les repérer et à nous les envoyer. Nous essayons alors, au travers d'entretiens, de faire émerger quelque chose qui ressemble à un désir, ne serait-ce, dans un premier temps, que celui d'accéder à la consommation... »

La diversité des missions d'interim est en elle-même un atout : le bagage d'expériences qu'elles permettent d'accumuler sert de support à la réflexion et permettent de croquer progressivement les



capacités, qui serviront de base d'abord à une orientation, puis à une formation.

Parallèlement, il faut arriver à repérer tout ce qui peut, dans chaque cas bien précis, faire obstacle au bon déroulement du processus, comme le montre le cas de Karim. Ce jeune de Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines, était d'accord pour s'orienter - chose assez rare - vers le BTP. Mais au moment de lui faire démarrer une formation, on s'aperçoit qu'il ne sait pas suffisamment écrire pour prendre des notes. On l'aide d'abord à rattraper le niveau en français ; il y fait des progrès fulgurants. Puis il accepte de suivre une formation non rémunérée en maths. Le voilà alors pourvu des meilleures chances de réussir et une entreprise de Nanterre est prête à l'accueillir. Hélas, à la dernière minute, c'est l'échec. Karim, qui n'est jamais sorti de Chanteloup-les-Vignes, ne réussit pas à aller jusqu'à Nanterre. « Nous n'avions pas pensé à ça problème », il va donc falloir en passer par une phase supplémentaire de préparation.

Pour un autre jeune, Jean-Luc, la difficulté va venir de l'environnement : on l'a fait venir du Cantal en Ile-de-France. On lui a trouvé un logement, apparemment satisfaisant. Mais il commence à craquer : la campagne et l'air pur lui manquent...

Comme les cas sont aussi nombreux que les individus, « il faut que tous les acteurs de l'opération d'insertion soient à l'écoute. Dès que quelqu'un plonge, il faut essayer de comprendre ce qui se

passé - travail trop dur, trop répétitif, dépaysement, mauvaise orientation... - et agir immédiatement car, pour certains de ces jeunes, demain, c'est quasiment un autre monde ».

Pour ce faire, la Mission formation a organisé un suivi multiforme : elle désigne pour chaque personne une « agence marraine » et, à l'intérieur de cette dernière, un « parrain » particulier. Quand une formation est mise en route, le groupe constitué à cette occasion est « accompagné » par un permanent de la mission, qui établit des liens étroits avec l'organisme de formation. Ce dernier s'engage à désigner un « formateur-lead » auquel les jeunes peuvent dire leurs difficultés et leurs souhaits, à signaler les absences, dont on recherche la cause, et à accepter une révision du plan de formation en cas de besoin. Dans un tout récent projet, le formateur-lead cesse même d'avoir un rôle précis de formation : on lui demande seulement de trouver au jour le jour les solutions pour chaque problème en prenant momentanément en charge de manière individuelle chaque personne en difficulté.

Enfin, une grande importance est attachée à tout ce qui peut rythmer le long et aride parcours menant vers l'insertion : d'une part, pour que chacun ait conscience des progrès réalisés et puisse s'en réjouir, d'autre part, pour multiplier les occasions de mieux adapter les projets aux réalités.

Marie-Claude Betheder

Les papiers de la douane

Une spécialité qui s'apprend sur le tas

UN ciel gris, un vaste entrepôt tout neuf de la nouvelle zone d'activité de Gennevilliers. Décor austère et industriel avec cette odeur particulière de carton et d'emballage. Chez Federal Express, société spécialisée dans les courriers express internationaux, les téléphones n'arrêtent pas de sonner, les téléopérateurs ne cessent pas de ronronner. Olivier passe d'un combiné à l'autre, tape sur un élévateur, une fois, deux fois, consulte fébrilement la bible (tarif des douanes) et le flambeau (tarif des compagnies aériennes), hurle : « C'est bon pour la plateforme de déchargement ! ». Olivier est un spécialiste, opérateur logistique de transit, ce douanier c'est-à-dire commissionnaire de transit, une profession très particulière qui consiste à dédouaner les marchandises transportées d'un bout à l'autre de la planète.

Certains gros transporteurs se chargent eux-mêmes de tous les papiers de douane, mais ils sous-

traitent souvent ces opérations très sophistiquées à des spécialistes, les transitaires. Dans ces professions du commerce international qui exigent une grande technicité, un bon niveau en langue, une résistance au stress, la pénurie est endémique. L'entreprise de travail temporaire Riverchelles, spécialisée depuis 1972 dans l'import-export, est sans conteste le leader du secteur avec deux cents salariés, et s'est toujours préoccupée de formation pour ses employés. Un supplément de qualification est le meilleur moyen de répondre aux besoins les plus pointus des clients.

Depuis deux ans, ses dirigeants ont proposé aux transitaires des contrats de partenariat pour les jeunes en contrat de qualification. En 1990, quarante-deux jeunes ont été recrutés ; il y en a eu quarante-cinq en 1991. Les six mois de formation en alternance se déroulent de la façon suivante : mars-avril, c'est la période de formation théo-

rique intensive de trois cent quarante heures dans le domaine du transit international ; un tronçon commun porte sur les modes de transport, l'informatique douanière de rigueur partout, l'acquisition des connaissances en gestion de marchandises, etc.

Le pied à l'étrier

En mai et juin, se déroulent les stages pratiques des clients. Il est important que le jeune soit bien accueilli. « Nous avons expliqué aux entreprises utilisatrices que ce stage était un co-investissement, qu'il n'était pas question de mettre les jeunes d'emblée en production. Le but de l'opération était de les initier à la vie dans ces métiers tout en finissant, en savoir-faire technique, en trucs », explique le responsable pédagogique, Juliette-aël, les congés entraînent le besoin d'intérimaires

et leurs jeunes tombent à point pour leur première mission réelle d'interim.

Le bilan est globalement positif. En 1990, le cursus de 65 % des jeunes en formation s'est soldé par une embauche : 35 % l'ont été avec des contrats à durée indéterminée et 12 % à durée déterminée. En 1991, 45 % des jeunes ont été embauchés dont 30 % avec des emplois stables. Sur les 55 % restants, quatre ont décidé de reprendre des études pour se perfectionner, un n'avait pas satisfait à ses obligations militaires, cinq ont refusé les postes proposés, et deux sont partis en vacances sans plus donner de nouvelles. « Nous nous donnons beaucoup de mal pour leur donner une qualification, pour leur mettre le pied à l'étrier. Ils nous sollicitent fréquemment. Un de nos responsables d'agence est plus spécialement chargé de la formation pédagogique de ces jeunes, explique Jean-Pierre Sisic, PDG de Riverchelles, et nous sommes un peu

décus quand ils ne profitent pas de leur chance ».

Mécontent de la médiocrité des intervenants pédagogiques des deux années précédentes, Riverchelles a décidé de se charger elle-même de la formation en créant pour cela Riverchelles Performances. Patricia Levanti, responsable pédagogique de l'entreprise, affirme qu'il est important de valoriser ces jeunes, de leur donner confiance en eux. « Nous les aidons dans leur recherche d'emploi, rédiger un CV, se présenter n'est pas toujours facile pour eux. » Il existe un turn-over important dans le transit. « En Europe, la douane disparaît, le transport maritime a des problèmes. Il faut donc s'adapter, être mobile et souple. C'est ce qu'on m'a appris pendant la formation, affirme Olivier. Même si je quitte un jour le métier, j'aurai toujours compris ça. Et puis, maintenant, j'ai une vraie profession. J'existe comme adulte. »

Liliane Delwasse

Transit

A l'origine de l'opération - unique en son genre - trois démarches : celle de la SNCF d'abord, qui souhaite apporter une réponse humanitaire à la question des sans-domicile-fixe (SDF) qui trouvent refuge dans ses gares. Ensuite, la volonté militante de Manpower, Michael Grunelius, da convaincre que l'interim ait au sein toujours une filière d'insertion. Enfin, la vocation d'ARES (Association pour la réinsertion économique et sociale) d'intensifier et de professionnaliser ses objectifs. Le résultat, c'est l'ouverture prochaine à Paris, dans la 10^e arrondissement, d'une agence d'interim pas tout à fait comme les autres.

Emanation juridique de l'association ARES, avec un capital initial majoritairement apporté par des subventions de la SNCF (12 millions de francs) et de Manpower (1 million de francs), ainsi que par des aides au démarrage du ministère des affaires sociales, cette entreprise de travail temporaire veut indiquer à nouveau la chemin de l'emploi aux SDF des gares de l'Est et du Nord. A l'exception de ceux dont la pathologie trop lourde est récidivante. Les enquêtes sur le terrain réalisées par ARES montrant l'existence d'une population désocialisée, jeune, de plus en plus jeune, isolée, originaire, dans un cas sur deux, de province, sans logement et dont la santé se dégrade progressivement.

C'est à ceux-là que les portes de l'agence d'interim vont s'ouvrir, d'une vraie agence, où ils seront accueillis par une équipe dirigée par un cadre supérieur de Manpower détaché par sa maison-mère. Des missions courtes, au départ, leur seront confiées auprès d'entreprises non complaisantes : « C'est vrai que nous pourrions exercer d'amicables pressions sur nos sous-traitants », explique Patricia Leroy, directeur régional de la SNCF, en charge du secteur Paris-Est. Mais ce n'est pas l'objectif visé. L'expérience pourrait être validée, et le mot « valide » ne doit pas être lié au bon vouloir d'une grande entreprise. Analyse identique de la part de Michael Grunelius, le PDG de Manpower. « Nous avons accepté, et pour notre groupe international c'est une première mondiale, que notre nom figure à côté de la future agence. Cela signifie que notre crédibilité est en jeu. Les missions de nos intérimaires doivent rester de qualité, c'est essentiel. »

Bouche à oreille

Afin de préserver un équilibre économique précaire et aussi afin d'éviter tout dérapage vers une agence d'interim ghetto, la moitié des intérimaires recrutés le seront parmi des candidats classiques ; les autres 50 % seront des SDF. Les premiers devront réussir à tenir sans problèmes les exigences de qualité ; les autres auront sûrement besoin d'aide pour y parvenir. « Nous ne voulons pas être considérés comme des éducateurs, veut à préciser Patrick Gagnairas, directeur d'ARES, mais il est certain que nous allons, en amont, accompagner la réinsertion au travail des SDF en leur donnant un accès au logement et à la santé. Nous voulons aussi absolument lutter contre la solitude ; nous discutons actuellement avec le comité d'entreprise de la SNCF d'une convention d'accès à leurs prestations. Les SDF doivent avoir des activités de loisirs, se reconstruire des réseaux... »

1992 sera la première étape, celle où les trois partenaires jugeront du bien-fondé de leur démarche. L'objectif est précis : l'insertion de quarante SDF à temps plein. « Nous prévoyons un turn-over de trois », insiste Patrick Gagnairas. Cela veut dire que nous aurons accueilli l'an prochain une centaine de SDF. Un pari difficile mais que tous espèrent tenir, malgré les difficultés qui surgissent déjà. La première, et non des moindres, c'est que l'agence soit vite débordée devant l'afflux de SDF informés par la bouche à oreille ou envoyés par les associations de bénévoles. Un autre obstacle touche au statut même de l'entreprise temporaire : est-elle agréée d'interim à 100 % ou peut-elle bénéficier des aides d'Etat offertes aux entreprises d'insertion? Ces premières difficultés devraient, en principe, se régler assez vite si tous les partenaires concernés, directement ou indirectement, par cette opération au masurant vraiment l'enjeu.

Marie-Béatrice Baudet

Le métier du futur

Pour Serge Ter Ovanessian (groupe Ecco), l'avenir est à l'intégration

S'IL y a bien une personne qui est persuadée que l'avenir du travail temporaire, en tant qu'activité économique, réside dans sa capacité à assurer l'insertion professionnelle, c'est Serge Ter Ovanessian. Et pas seulement parce qu'il est directeur de la recherche et de l'innovation au sein du groupe Ecco, mais parce qu'il y voit une chance de survie. « Si, dit-il, nous ne sommes pas capables de réduire l'exclusion, alors que la pénurie de main-d'œuvre nous menace, l'interim disparaîtra. »

Son analyse est limpide. Sur un marché du travail qui sera de plus en plus tendu, à moyen terme, le travail temporaire ne pourra plus se suffire de ses fonctions actuelles pour se développer : le remplacement inopiné de personnel, le surcroît d'activité, le substitut au recrutement, voire l'interim conçu comme période d'essai. Pour continuer à offrir des services recherchés, le métier, prévoit-il, devra « participer à la gestion prévisionnelle des emplois élaborée par les entreprises ». En partenariat spécialisé, il lui faudra répondre aux

besoins, partout où le manque de personnel qualifié se fait sentir, parmi les ouvriers de l'industrie, les équipes du bâtiment ou les chauffeurs de poids lourd, par exemple. Dans ce futur proche, poursuit-il, « le travail temporaire serait un élément de flexibilité interne, et non de flexibilité externe », comme maintenant. Il aurait un rôle d'orientation professionnelle, et donc de préparation, largement fondé sur la formation et le bilan de compétences.

Faculté d'expertise

Mais, pour être couronnée de succès, cette stratégie suppose que les professionnels de l'interim sachent trouver, ailleurs, la main-d'œuvre que les chefs d'entreprise ne savent pas ou ne peuvent pas aller chercher, faute d'être outillés ou d'avoir le temps. Or, où se situe « le gisement » inexploité, si ce n'est parmi les chômeurs de longue durée, les jeunes en difficulté et tous les exclus qu'un effort d'insertion peut rendre à l'emploi?

Pour le suite de son raisonnement, Serge Ter Ovanessian s'appuie sur plusieurs constats. Après tout, l'interim « n'a toujours fait de l'insertion sans le savoir », parce qu'il est plus facile de pousser la porte d'une agence que de se rendre à l'ANPE. Les responsables connaissent bien les potentialités d'un bassin d'emploi et, par la force des choses, savent détecter chez un candidat des capacités qui ne sont pas systématiquement sanctionnées par un diplôme. Nécessité oblige, aussi, il y a bien longtemps que les sociétés d'interim sont passées maîtres dans le recours aux stages de formation et elles ont acquis, sur ces dossiers qui rebutent souvent les PME-PMI, un vrai savoir-faire.

Dès lors, pourquoi ne pas mettre cette faculté d'expertise à profit pour mener des actions d'insertion? Depuis 1987, sous la houlette de Serge Ter Ovanessian, le groupe Ecco s'est lancé dans l'expérimentation, en commençant par les travailleurs handicapés, les jeunes sans qualification, et depuis peu les chômeurs de longue durée.

Les résultats démontrent que la voie est praticable puisque 50 % des handicapés finissent dans un emploi à durée indéterminée et que 90 % des jeunes obtiennent une embauche durable à l'issue de leur contrat de qualification (le Monde daté 14-15 juillet).

La méthode amène à faire un « bilan-revalorisation » avec les chômeurs de longue durée afin de définir « quelle ressource est mobilisable qui correspond au marché du travail » et permet ainsi d'engager la préparation aux compétences futures. Elle conduit, dans le cas des jeunes, à établir avec les entreprises la liste des postes soumis à des « pénuries matérielles ou à venir », puis d'y répondre par de la formation, en commençant l'immersion par des missions « même non qualifiantes », pour vérifier la motivation. Selon les situations, soit l'entreprise de travail temporaire anticipe ainsi son besoin, et dispose du personnel adapté tout en sachant qu'elle le perdra à un moment ou à un autre ; soit, notamment parce que l'employeur final ne maîtrise pas les dispositifs

de la politique de l'emploi, l'agence d'interim assure la prise en charge et la liaison administrative dans la perspective, définie par contrat, d'un recrutement ferme.

Certes, une telle approche a un coût et Serge Ter Ovanessian, qui n'agit pas par philanthropie, pas plus qu'Ecco, ne désespère pas de rendre ce nouveau service « à la sphère économique ». L'objectif serait alors que l'entreprise de travail temporaire se rémunère par le temps effectué en mission, pendant et après l'insertion, parallèlement à l'utilisation des contrats de qualification, du crédit formation individualisé, etc. L'entreprise utilisatrice, elle, y trouverait avantage dès lors qu'elle aurait l'assurance de pouvoir intégrer, à terme, du personnel qualifié.

« L'interim est un sas », résume Serge Ter Ovanessian. Sa conviction est qu'il peut le devenir aussi pour l'insertion. Et que tout le monde en sortirait gagnant.

A. Le.

هذا من اجل

DISCRIMINATION

Aux Etats-Unis, l'affaire Clarence Thomas déchaîne des passions et des désharmonies. Mais le téléviseur remplacé Zola : 120 millions de téléspectateurs ont assisté en direct aux diatribes lancées par Anita Hill, qui accusait Clarence Thomas, candidat à la Cour suprême, de l'avoir harcelé sexuellement. Depuis ce jour, les Etats-Unis sont très nettement divisés. Femmes contre hommes, Noirs contre Blancs, républicains contre démocrates : l'affrontement est général.

Ce sujet ne déchaîne pas les mêmes passions en France. Il est cependant à l'ordre du jour. Notamment sur le plan juridique, puisque la modification de la loi dans ce domaine devrait revenir en seconde lecture à l'Assemblée nationale au cours de cette session. Il s'agit des textes qui avaient été adoptés en juin 1991 dans le cadre du nouveau code pénal, et qui prévoient de punir d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende « le fait de solliciter, par ordre, contrainte ou pression, des faveurs de nature sexuelle, commis par tous les moyens, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ou dans l'exercice de l'activité professionnelle de la victime ».

Pour compléter cette notion et l'étendre aux pressions exercées par des collègues, Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, envisage une modification du code du travail qui permettrait aussi de prévoir une protection des témoins et la responsabilité des chefs d'entreprise. Car, dans les ateliers et les bureaux français — sociétés privées comme administrations, — les agents de maîtrise, les chefs de service ou les PDG ne se privent pas non plus d'avoir des privautés avec leurs collaboratrices. Un mot plutôt joli pour désigner une pratique détestable qu'on surnommait naguère le « droit de cuissage ».

Dans ce sinistre jeu, les femmes se retrouvent souvent coincées entre deux choix insupportables : céder avec dégoût ou se faire licencier. Les femmes seules avec enfants qui ne veulent pas voir échapper une promotion ou risquer les files de l'ANPE sont bien évidemment les plus vulnérables. Le phénomène est cependant difficile à chiffrer. La dernière étude remontée à 1984, menée au niveau européen, une enquête révélait que 10 % des femmes interrogées assuraient avoir fait l'objet d'un harcèlement sexuel de la part d'un supérieur hiérarchique au cours de leur vie professionnelle. Elles étaient 8 % en France. Pour réactualiser ces chiffres, le secrétariat d'Etat aux droits des femmes a commandé un sondage dont les résultats devaient être connus au début de l'année prochaine.

Car, pour l'instant, les femmes ne se confient qu'à condition qu'on leur promette la confidentialité. Mais elles sont nombreuses à vouloir parler de leur désarroi. La preuve : le standard panique de l'Association contre les violences faites aux femmes au travail est totalement saturé. Au fur et à mesure que la législation évolue, les victimes auront-elles le courage de se plaindre haut et fort et de témoigner publiquement ? Comme ce fut le cas pour le viol.

F. Ch.

NEW-YORK

de notre correspondant

DEPUIS l'affaire Thomas, les Etats-Unis sont élargement coupés en deux. Et, compte tenu des ingrédients — sexe, race, politique, — il ne fallait pas s'attendre que ce débat soit davantage posé qu'à l'occasion d'autres dossiers très controversés (l'avortement, l'euthanasie) qui semblent embraser régulièrement un pays trop habitué à « sur-réagir » à l'événement pour, quelquefois, l'oublier aussitôt après. Dans le cas présent, l'affaire Thomas a été l'élément qui a fait remonter à la surface non seulement les innombrables cas de harcèlement sexuel auquel sont effectivement confrontées les femmes au travail, mais aussi, d'une façon plus générale, la frustration qu'elles ressentent — trente ans après avoir versé dans un féminisme plutôt radical, à ses débuts du moins — à l'idée de n'avoir pas acquis la place qui leur revient dans la vie professionnelle, sociale et politique.

Dès les premiers jours de l'affrontement Thomas-Hill, des femmes parlementaires ont posé sur les marches du Capitole devant les caméras de télévision en brandissant les statistiques officielles d'un Congrès convaincu de machisme : 2 femmes sénateurs seulement siègent au Sénat, face à 98 hommes, et 93 % des représen-

tants à la Chambre sont des hommes. A cela, on pourrait ajouter 3 femmes PDG en 1990 dans la liste des 500 premières entreprises américaines recensées par le magazine *Fortune* contre 2 dix ans plus tôt (ce qui constitue, il est vrai, une augmentation de 50 %) alors qu'elles représentent actuellement près de 45 % des salariés américains. Dans le même temps, les écarts de salaires entre les deux sexes se sont un peu atténués mais ils restent importants.

Au cours de la décennie 80, les salaires féminins, à qualification égale, sont passés de 64 % à 72 % de ceux de leurs collègues masculins. Pour être juste, il faut ajouter que les salaires des femmes noires restent encore inférieurs de 21 % à ceux des femmes blanches, là aussi à qualification égale, ce qui constitue une discrimination supplémentaire, mais que, à l'inverse, le nombre d'entreprises détenues par des femmes a augmenté de 57 % en cinq ans aux Etats-Unis.

C'est dans ce contexte, aggravé par le fait que les viols, agressions et violences diverses commis à l'encontre des femmes n'ont jamais été aussi nombreux qu'actuellement aux Etats-Unis, qu'il faut replacer leur refus d'accepter le harcèlement sexuel dont 40 % d'entre elles avouent avoir été victimes, à un moment où un autre, dans leur vie professionnelle. Un phénomène qui a contraint les

entreprises à réagir en édictant des règles qui se veulent draconiennes. Autant pour éviter aux femmes — voire aux hommes, qui, pour être minoritaires parmi les plaignants, sont parfois victimes de *sexual harassment* — une discrimination condamnée par les textes que pour protéger les sociétés contre une cascade de procès qui pèserait lourd dans leurs comptes de fin d'année.

Absence de preuves

Parfois, l'incident peut paraître bénin. Témoin, le cas de cette femme agent de comptoir de Continental Airlines licenciée pour avoir refusé de se powder le visage et de mettre du fard à paupières, et finalement réintégrée sous la pression de ses collègues et des syndicats. D'autres fois, le harcèlement est difficile à établir et la procédure particulièrement longue et fastidieuse. Ainsi, Lindsey Browne-Alison et Melissa Cleckin, deux jeunes femmes policières d'un commissariat de Long-Beach, en Californie, ont mis trois ans avant que soient reconnues les agressions quotidiennes de leurs collègues mâles et que les tribunaux leur versent 3,1 millions de dollars pour le préjudice subi.

De part et d'autre, à moins d'avoir un magnétophone constamment glissé dans la poche ou dans le sac à main (*l'encreur ci-contre*), le plus ennuyeux est souvent l'absence de preuve ou de témoin, comme dans le cas de cette employée de la firme informatique Unisys qui a porté plainte contre son supérieur hiérarchique qu'elle accusait d'avoir profité d'une tempête de neige pour la raccompagner chez elle et de s'être permis, sur place, quelques privautés.

Pour essayer de limiter ces problèmes qui affectent non seulement l'entreprise mais aussi l'armée, l'administration et le Congrès, les grandes firmes ont généralement institué leur politique maison sur le harcèlement sexuel. La banque d'affaires Shearson Lehman Brothers codifie ainsi les interdits, parmi lesquels « les conversations orientées vers des sujets sexuels, les avances non sollicitées et l'usage de l'autorité pour obtenir des faveurs sexuelles ».

Sur ce chapitre, AT&T va plus loin en prévoyant dans son règlement intérieur non seulement une sanction disciplinaire, voire le licenciement, mais aussi l'éventualité de poursuites judiciaires pour les motifs déjà évoqués, auxquels s'ajoutent la condamnation du harcèlement commis « par un supérieur ou par un collègue » et « la disposition sur le lieu de travail d'objets ou d'images suggestifs et à caractère sexuel ». Dans ce dernier domaine, une nouvelle pièce à conviction a été versée au dossier, débute un nouveau procès, plainte déposée à Saint-Paul (Minnesota) par cinq employées contre la direction de leur entreprise, les brasseries Stroh, accusée d'avoir présenté une image dégradante de la femme (des modèles posant en bikini) dans une publicité maison destinée à la télévision. Une première qui pourrait obliger nombre

de compagnies à revirer la nature de leurs messages.

Un impressionnant catalogue, en tout cas, de limitations de tout ordre, dont certaines, en France, feraient parfois sourire mais qui, à New-York, sont prises très au sérieux. En priorité par les entreprises, bien sûr, mais aussi par d'autres organismes, notamment intersexuels, où le facteur « multiculturel », contrairement à ce qu'on pourrait penser, n'est pas toujours considéré comme un plus pour les femmes qui y travaillent. A l'ONU, par exemple, où les femmes représentent 30 % du personnel employé mais 9 % seulement des cadres supérieurs, les principales victimes du harcèlement sexuel sont celles qui ne disposent pas de contrats permanents et celles dont la culture d'origine ne prend pas en compte de la même façon que la culture américaine la notion de *sexual harassment* — ce dont savent profiter certains diplomates et fonctionnaires de l'organisation.

« Pendant longtemps, le problème a été ignoré », souligne la représentante d'un mouvement de femmes au sein des Nations unies. A présent, l'organisation dispose d'une commission de discrimination qui se saisit des plaintes et qui enquête, d'une commission paritaire de recours, enfin, dans les cas extrêmes, du tribunal administratif des Nations unies, dont les décisions sont exécutoires. Mais les dérapages continuent, témoin cet incident qui s'est déroulé juste après les audiences du juge Thomas : une jeune femme entrant en salle de conférence s'est entendue demander par son supérieur quel genre de sous-vêtements elle portait ce jour-là. Une plainte a aussitôt été rédigée, et l'intéressée a dû présenter ses excuses. Affaire classée.

Elargie au vaste débat sur la violence contre les femmes dans le monde, la question du harcèlement est aussi évoquée officiellement, mais de façon plus subtile, en Assemblée générale. Cette année, la commission sociale des Nations unies a consacré en octobre plusieurs journées aux discriminations dont sont victimes les femmes, mais sans jamais mentionner le terme précis de harcèlement sexuel, qui, pour certaines déléguées du tiers-monde, fait encore figure de « délit de pays riche » face aux multiples violences physiques dont souffrent les femmes dans ces pays.

Une timide avancée à tout le moins est née en octobre avec la recommandation, formulée en session par le Conseil économique et social, d'établir un *Instrument international* qui traiterait de ce problème.

Méfiance et incompréhension

Et les hommes dans tout ça ? Si certains sont les premiers à admettre que leur comportement va changer et à exiger que les femmes qui travaillent avec eux soient désormais mieux respectées, beaucoup s'avouent désemparés, amers, voire furieux. « Pour chaque dirigeant qui tourne autour d'une de ses collaboratrices, il y a une secrétaire qui rêve de faire un mariage d'amour avec son patron », estime Frederick Hayward, le responsable de Men's Right Inc., chargé d'allumer des contre-feux antiféministes. Dans le même temps, de nombreuses femmes se sont émus de voir des collègues accusés, souvent sans preuve, et contraints de démissionner, quand ils ne sont pas licenciés du jour au lendemain, sans qu'on puisse faire la part du véritable harcèlement et celle de la fausse accusation. Provenant, par exemple, d'une collaboratrice qui a vite compris l'intérêt financier — que pouvait rapporter une plainte pour harcèlement sexuel émanant d'une maîtresse éconduite. Ou, dans un autre registre, d'une salariée mécontente d'une absence de promotion.

A cet égard, les 6 millions de dollars de dommages et intérêts obtenus en septembre par une employée de la compagnie pétrolière Texaco, qui accusait son supérieur de l'avoir empêchée, à deux reprises, d'obtenir une promotion, sont encore dans les esprits. Mais il y a peut-être plus grave, en tout cas plus durable : le renforcement, depuis cette affaire, du sentiment de méfiance et d'incompréhension entre hommes et femmes alors que les relations entre les deux sexes sont déjà paisiblement compliquées aux Etats-

Unis, essentiellement en raison d'une incessante compétition dans la vie et sur la scène professionnelle.

La meilleure preuve en est cette enquête récente du magazine *Time* où les femmes interrogées sur la principale qualité recherchée chez leurs partenaires plaçaient en tête « l'ambition et l'ardeur au travail » suivies par « un job bien payé » et, à la fin seulement, « l'attrait physique ». Une surprenante échelle de valeurs qui seules résonnent certaines *golden girls* éblouies.

« Ici, à Wall Street, les femmes d'affaires ne sont pas des pusses cats. Elles sont habituées à se battre et à envoyer pître celui qui les dérange. Ce sont plutôt les secrétaires qui sont soumises à ces pressions, souligne cette vice-présidente d'un grand broker new-yorkais. Le vrai problème est que ces femmes ont longtemps lutté pour leur ascension sociale et que cet air de dévotion complétement les rapports humains hommes-femmes. C'est le combat. Alors, essayer de leur faire comprendre que, même si je revendique une égalité dans le travail, de temps en temps j'aime bien qu'on me dise que j'ai une jolie robe, c'est peine perdue... »

Serge Marti

Sexual business

NEW-YORK

de notre correspondant

UN sac, tout ce qu'il y a de plus banal, négligemment posé sur le bureau. A portée de main. Lorsque s'ébauche l'acte caractéristique du harcèlement sexuel, il suffit d'appuyer discrètement sur la boucle du fermoir pour que la microphone placée à l'intérieur, au milieu des papiers d'identité et du rouge à lèvres, capte aussitôt la conversation. Prix tout équipé, avec magnétophone : 698 dollars. C'est un produit très populaire mais de qualité que nous achetons chez Macy's (un des grands magasins new-yorkais). Mais nous pouvons aussi faire le montage sur le sac à main que vous avez l'habitude d'avoir au côté. C'est encore plus discret. C'est encore plus discret, souligne Peter Silverstein, le patron de Q&K, une boutique spécialisée depuis quatre ans dans le matériel d'espionnage pour le particulier ou la PME et où a été comprise l'intérêt que pouvait représenter ce nouveau marché.

Un détecteur de la taille d'une calculatrice discrètement glissé dans la poche intérieure du veston, équipé d'un capteur, et qui détermine des vibrations dès lors que commence à fonctionner un magnétophone à moins de trois mètres. Un peu cher (1 100 dollars) mais efficace. La panoplie du harcèlement comporte aussi des articles plus classiques tels que le détecteur de sons à travers les murs

(375 dollars) ou l'appareil photo Rinox de la taille d'un embout de stylo (310 dollars). Mais les firmes spécialisées ont fait assaut d'imagination ces derniers jours. Ainsi, Spytech propose pour moins de 400 dollars le stylo posé près du téléphone qui, retiré de son étui, déclenche automatiquement une bande d'enregistrement. Ou encore cet adorable petit ours en peluche que vous dissimulez une mini-caméra.

« Nous avons ça aussi », rappelle Peter Silverstein, désignant le faux détecteur de fumée installé au plafond, l'enceinte acoustique de la main-chaine au, mieux, l'innocent porteur des enfants à la campagne, équipé d'un œil électronique relié à une mini-caméra. « Elle permet de filmer dans la quasi-obscurité, indique-t-il en éteignant les lumières, et elle est dotée d'un angle permettant de filmer non seulement devant elle mais en vue plongeante. » Sa clientèle ? « Tout ceux qui veulent se protéger. » Contre qui ? Contre tout le monde. Un époux jaloux, un associé, des chaperons, un comptable indiscipliné. Pour l'instant, son carnet de commandes, qui témoigne d'un climat d'espionnage croissant au bureau, provient pour moitié de propriétaires de magasins ou de petites entreprises et, pour le solde, de particuliers.

S. M.

Une législation renforcée

AUX Etats-Unis, en l'absence de définition légale précise, tout est affaire de jurisprudence. La seule base juridique réside dans les recommandations formulées en 1980 par l'Equal Employment Opportunity Commission (EEOC), un organisme fédéral installé à Washington, et confirmées par la Cour suprême en 1986. Tout le reste est affaire de tribunaux ou d'accords à l'amiable.

Depuis cette date, le harcèlement n'est plus caractérisé seulement en cas d'agression physique appuyée par un chantage à la perte d'emploi (les tribunaux de l'Etat d'Ohio ont ainsi condamné en 1986 à 3,1 millions de dollars d'amende un chef d'entreprise qui avait contraint une de ses collaboratrices à accomplir un acte sexuel sous peine d'être licenciée) mais aussi par la notion de « environnement hostile ».

Dans un premier temps, la plainte pourra être instruite dans le

milieu professionnel et une solution devra être trouvée sur place dans les entreprises et les organismes officiels, de plus en plus nombreux, qui ont inclus le chapitre du harcèlement sexuel dans leur règlement intérieur.

L'étape suivante comporte le recours à l'EEOC au titre de l'article VII du Civil Rights Act de 1964 relatif au harcèlement sexuel, et dont les dispositions ont été renforcées dans la nouvelle version du Civil Rights Bill approuvée fin octobre par le Sénat et votée le 7 novembre par la Chambre des représentants. Cet organisme, l'EEOC, dispose d'un délai de six mois pour informer l'employeur du dépôt de la plainte, mener sa propre enquête et proposer un arrangement. En cas de désaccord, au-delà de ces six mois, le plaignant peut demander à l'EEOC de porter l'affaire devant les tribunaux. En 1990, l'Equal Employment Opportunity

Commission — qui a eu à sa tête, pendant plusieurs années, le juge Thomas — a reçu 5 557 plaintes. Il faut ajouter un nombre à peu près équivalent de plaintes déposées par des employés d'agences et d'organismes fédéraux qui ne bénéficient pas de la première étape de conciliation.

Deux chiffres qui reflètent très imparfaitement la réalité du problème puisque, par exemple, sur les quelque 11 000 femmes travaillant pour le compte du gouvernement fédéral, 42 % d'entre elles affirment avoir été victimes, sous une forme ou une autre, de harcèlement sexuel. D'après des estimations concordantes, seule une femme sur dix victime de harcèlement sexuel, dans les secteurs privé et public, porte plainte.

D'après une améloration du Civil Rights Bill qui doit encore être voté par la Chambre des représentants, les minorités et les

femmes qui se plaignent de discrimination raciale ou sexuelle sur le lieu de travail pourront intenter des procès en leur propre nom et recevoir une indemnisation, notamment pour rembourser les frais occasionnés par la procédure mais aussi au titre du préjudice moral subi, ce que ne prévoyaient pas les textes précédents. Une limite financière a toutefois été instituée de 50 000 à 300 000 dollars suivant le nombre de salariés des entreprises concernées.

Aucune disposition n'est prévue pour les sociétés de 15 employés ou moins, lesquelles échappaient déjà au Civil Rights Act de 1964. Une lacune d'autant plus regrettable que ces entreprises sont aussi celles où le personnel féminin est le plus démuné face aux pressions diverses qui peuvent s'exercer sur lui.

S. M.

Le strip-tease au bureau

NEW-YORK

correspondance

A scène se passe dans les bureaux new-yorkais d'une grande entreprise industrielle. On fête solennement, seulement avec du fruit et Coca-Cola, l'anniversaire d'un chef de département. Ses collègues et son épouse sont à ses côtés et chacun attend la surprise : qui doit accompagner le gâteau d'anniversaire. A l'heure pile, deux jeunes femmes entrent dans le bureau, déguisées en policières, et commencent à se déshabiller. Le strip-tease s'accompagne de mimiques expressives destinées à celui qui entre désormais dans la quarantaine. Tout le monde applaudit, y compris, bien sûr, l'épouse. Quand l'heureux élu pose pour la photo finale, les deux comédiennes, qui ont conservé un string, sont à genoux, torse nu, dans la pose est-ce. Le spectacle aura duré trente minutes. Le temps prévu.

Quelques jours plus tard, au siège d'une compagnie d'assurances américaine, on célèbre, cette fois, la promotion d'une exécutive montante. La même scène se répète. Inversement. Un homme dont le stéréotype a été choisi d'avance — aujourd'hui, il s'agit d'un type latino — arrive et écoute son manager. Une petite danse suivie d'un strip-tease, également avec le bout d'étoffe de rigueur pour le bouquet final. Mais, au moment de la photo, c'est encore la femme qui devra s'agenouiller. Le plus près possible du caméraman.

Un spectacle malséant pour certains, un amusement bien innocent pour d'autres. En tout cas, une affaire bien codifiée et réglementée. On ne plaisante pas avec le fisc. Généralement, c'est le comptable qui paie — 600 dollars pour trente minutes — et c'est le boss qui a fait les réservations. Les strippers, les sociétés qui organisent ces mini-spectacles, se valent simplement des prestations de services. Sans états d'âme. « Nous avons pour clients les plus prestigieuses établissements bancaires de Wall Street », indique le gérant de Carterford Stars, l'une de ces agences spécialisées. « Non, vraiment, je ne vois aucun rapport entre les activités que nous proposons et le harcèlement sexuel, explique-t-il. En tout cas, les commandes n'ont pas du tout diminué depuis l'affaire du juge Thomas... »

Colombe Schneick



Italie : des dirigeants solitaires

Le marché des jeunes diplômés est maîtrisé par les recruteurs

Cela ne surprend pas seulement les étrangers, mais les chefs d'entreprise italiens eux-mêmes. « Institution unique au monde », la catégorie des dirigeants (dirigenti) dispose en Italie d'un statut particulier, garanti par une convention collective nationale. En fait, automatiquement partie tous ceux qui gagnent plus de 80 millions de lires par an. Et ils bénéficient d'avantages qui sont autant de signes symboliques de leur réussite professionnelle, la voiture de fonction, bien sûr, mais aussi l'assurance-vie, etc.

Cette position élevée, qui ne s'atteint qu'entre quarante et quarante-cinq ans, témoigne d'un parcours lent, fait de fidélité et d'acharnement. Ceux qui y parviennent ont le sentiment d'être enfin installés et tiennent à ce que cela se sache. On leur doit le respect. Certes, ils peuvent en théorie être remerciés plus facilement que les autres salariés, mais dans les murs nationaux, compte tenu du niveau d'indemnisation en cas de chômage, le cas demeure peu fréquent. Ils sont donc très attachés à leur entreprise et, si des chasseurs de têtes ou des cabinets de recrutement veulent les attirer, il faudra les payer plus cher.

Un employeur moderne peut bien tenter d'individualiser leur revenu ou d'introduire une part variable, en fonction des résultats ou des objectifs, il ne pourra, légalement, modifier le salaire de base ni pratiquer des entretiens annuels d'évaluation. De la même façon, les « stocks options », viennent en plus; ce qui augmente d'autant le coût salarial. « Comme il y a une échelle mobile, et toujours de l'inflation, chaque année voit les salaires progresser davantage que le coût de la vie », commente cet industriel français implanté en Italie. Cela nous conduit à une spirale du succès, notre chiffre d'affaires devant suivre le même rythme de croissance.

Une université vaut l'autre

Non seulement les « dirigeants » ne sont guère nombreux (1,8 % de l'effectif chez Fiat, 2 % chez Olivetti), mais ils ne sont pas tous, tant s'en faut, de brillantes têtes d'affaires. Au plus haut de la hiérarchie, on trouve donc une part de « diplômés », en fait des bacheliers qui auront appris leur métier sur le tas, à côté des

doctari et avocats, les « lauréats » qui ont suivi les cours de l'université pendant quatre ou cinq ans. Autre particularité, les uns et les autres auront commencé leur carrière comme « employés », puisque — dernière différence de taille — le statut de cadre n'existe pas, mis à part dans la distinction, relativement récente, accordée aux quadri. C'est pourquoi, aussi, les employés sont si nombreux, de l'ordre de 71 % chez Olivetti, en comparaison de 27 % d'ouvriers, et encore de 27,4 % chez Fiat, contre 71,6 % d'ouvriers.

Pour expliquer cette situation, il faut revenir en arrière, bien que, de l'avis de nombreux observateurs, le marché soit en train de changer. L'Italie ne possède pas nos grandes écoles, peu d'Italiens ont un MBA, et les employeurs ne subissent pas encore le culte du diplôme. Pourtant, ils souffrent d'une pénurie d'ingénieurs puisque, dans la seule électronique, 2 700 sortent chaque année pour des besoins évalués à 4 000. Au contraire, il est fréquent d'entendre les chefs d'entreprise avancer le même argument selon lequel toutes les universités se valent, de Calabre à Milan, et les « diplômés » valent les « lauréats ». La raison révoque un fond des problèmes italiens : de même que les entreprises ont appris à s'organiser en l'absence d'Etat — ce qui se compose par un fort dynamisme, — de même, le système scolaire ne correspondant pas aux réalités économiques, il faudra, à toute manière, former puis intégrer. Dès lors, pourquoi ne pas prétendre, comme le fait un responsable de la Banca commerciale italiana, que, selon les individus, « l'ouverture mentale peut être différente, mais la capacité intellectuelle pas forcément ».

Si, selon ces principes, chacun a ses chances, presque par défaut, l'édifice tient à plusieurs règles communes aux sociétés qui embauchent. Contrairement à la France, le marché du jeune diplômé est parfaitement maîtrisé par les recruteurs, qui proposent officiellement des salaires d'entrée qui se situent dans la même fourchette, aux alentours de 28 millions de lires par an. « On ne cherche pas à se plier des candidats », répète-t-on à l'envi, d'une société à l'autre. Mais cette concurrence à armes égales peut n'être que façade. Fiat admet, tout ce qu'elle accorde, un « service hôtelier » pour la première année de séjour à Turin, à cause du prix

du logement, ou telle banque avançant qu'elle délivre de juteux frais d'enquête à travers le pays « qui peuvent doubler le revenu ». Certains, qui visent les Politecnici ou le Bocconi (1), prennent prétexte d'un stage pour réaménager un étudiant repéré avant son diplôme.

Quoi qu'il en soit, chacun fait attention à rester dans l'épure, sachant que le coût de l'embauche sera augmenté de la phase d'adaptation, plus ou moins longue. A ce jeu, les grandes entreprises sont

bien sûr les gagnantes, qui organisent des stages de cinq mois, que Fiat veut maintenant alterner sur dix-huit mois, par exemple. « Il faut les recruter et savoir qu'on ne peut pas compter sur eux tout de suite », dit-on chez le constructeur automobile, qui fait suivre chaque jeune par un tuteur, fait démarrer la carrière individuelle un an et demi après, et se livre à l'évaluation du potentiel au bout de trois ans. Mais d'Olivetti à n'importe quel groupe italien, on pourrait retrouver des dispositions à peu

près semblables, justifiées par les carences de l'université et de l'Etat.

En ce point, l'économie italienne a appris à vivre ainsi que tous les observateurs s'efforcent d'une capacité d'initiative à couper le souffle? Ils sont nombreux à citer « le tissu considérable des PME », à parler de la culture d'entreprise, bien acclimatée à la culture italienne et à évoquer la forte volonté d'entreprendre qui anime les entrepreneurs. « Sans Eni, sans grands corps, on s'efforcerait de tout », souligne un chasseur de têtes qui remarque aussi que « de très grosses entreprises sont entre les mains de grands entrepreneurs charismatiques ». « Ils ont généré des entreprises surdimensionnées par rapport au pays », constate-t-il.

L'attente de l'Europe

D'accord avec ce concert de louanges, d'autres le complètent en insistant sur l'espoir mis en l'Europe, pour devenir une nation totalement moderne, et enfin obtenir l'environnement technique que l'infrastructure nationale n'offre pas. « Dans un pays qui n'a pas réussi à faire son unité, qui reste morcelé et qui vit encore sur des bases régionalistes, ce n'est qu'un paradoxe de plus », commente, mi-

amusé mi-sérieux, un dirigeant français d'une multinationale implantée en Italie, et qui s'y trouve bien.

Il est vrai que ces ressorts, et cette vitalité, permettent de dépasser les contingences de la gestion sociale au quotidien, encombrée de vieilleries. Un dernier exemple, qui fait naître tous les chefs d'entreprise étrangers : l'existence d'une indemnité de fin d'emploi, quelle que soit la cause, qui est constituée année après année, et qui traite la propriété du salarié. Disponible au bout de huit ans à 70 % pour accompagner un emprunt, elle augmente de 1/13,5 du salaire annuel chaque année et sera perçue de toute façon à soixante ans, après trente-cinq ans de cotisations, par un employé ou un ouvrier; à soixante-cinq ans, après trente ans de cotisations, pour un dirigeant. « Concevoir pour compenser la faiblesse des indemnités de chômage, cette prime universelle se retourne contre ses objectifs », affirment les employeurs qui doivent négocier des primes de départ supplémentaires. A supposer qu'ils puissent réduire leurs effectifs et se restructurer.

A. Le.

(1) Le Politecnico de Turin et celui de Milan, ainsi que le Bocconi de Milan sont considérés comme les établissements universitaires les plus réputés.



Mauvaises surprises

La péninsule déconcerte les chefs d'entreprise français

« On ne peut pas licencier, sauf en cas de force majeure », constate ce dirigeant dont l'entreprise française est installée en Italie depuis des décennies. « Même après 180 jours d'absence, cela se discute... », raconte-t-il d'expérience. Un autre de ses collègues, arrivé plus récemment, a fait des découvertes similaires. Pendant trois ans, une mère de famille peut, sur simple justification médicale, rester autant de temps chez elle que la nécessité de la santé de son enfant.

Des anecdotes de ce genre, les

chefs d'entreprise français pourraient les multiplier, tant le système est différent de ce qu'ils connaissent et correspond à une autre logique. L'interim « est hors la loi », la flexibilité quasiment nulle, et à fait trouver des stratagèmes pour contourner les interdits. Par exemple, on utilisera des coopératives ouvrières qui sont les seules à pouvoir déléguer de la main-d'œuvre. Avec un risque, toutefois : si le travailleur est « licencié » pendant six mois dans un processus de production, il est habilité à obtenir son embauche. Pour éviter

les ennuis, ces deux patrons font comme leurs collègues, apparemment, ils passent un contrat avec la coopérative, qui devient l'employeur, ou s'adressent à des sous-traitants qui semblent bénéficier de suffisamment de facilités, ou d'appuis, pour parvenir à des arrangements. « C'est ainsi que le personnel de maintenance qui travaille chez nous est futurisé comme une prestation », dit l'un. « Quand j'ai eu un surcroît d'activité, j'ai confié la commande à une boîte qui se trouvait de l'autre côté de la rue, avoue l'autre. Ce qui n'a pas outremanqué les syndicats... » Un tel mécanisme, ils l'imaginent, conduit nécessairement au travail clandestin ou à la fameuse économie souterraine.

D'autres règles italiennes vont dans le même sens. Par exemple, le recrutement de salariés « normaux » peut être assimilé à un cas de force majeure, obligeant l'employeur à payer une amende, qui peut toutefois être négociée à 45 %. Résultats : « Un matin, j'ai vu arriver quatre handicapés, que je n'ai pas pu refuser », se souvient un employeur. « La loi s'appliquant à partir d'un standard à quatre lignes téléphoniques, un aveugle s'en imposait, en plus de la standardité que j'avais déjà », confirme un second.

Mais toutes ces mauvaises surprises, de France, sont fort heureusement compensées par l'attitude des Italiens au travail. De l'avis unanime, ils sont « très bavards », très attachés à leur entreprise, et particulièrement innovateurs. « Effectivement », ils permettent « de faire des choses qu'on n'aurait pas pu faire en France », et se déclarent « extrêmement rapides » en toutes circonstances, tout de suite disposés à appliquer une idée nouvelle, à réagir « avec d'excellents réflexes ». « Ce sont de bons professionnels, capables de faire des heures supplémentaires sans rechigner », note le dirigeant d'une société de transport, qui ne s'efforce plus, et au contraire, de les trouver « brillants », « peu carriéristes », et à peine rodés à manier des concepts. Eric Salmon, qui crée en Italie la profession de chasseur de têtes en ouvrant un bureau d'Egon Zehnder en 1973, juste après « les années de plomb », puis y a installé sa propre organisation, est encore plus catégorique. Il loue « l'extraordinaire vitalité italienne », due à « une attitude entrepreneuriale » que l'absence d'Etat a décuplée, et se félicite de trouver des talents partout, grâce au morcellement du pays. « Comme il n'y a pas la surpopulation d'une vraie capitale, il y a plus de richesse humaine à l'intérieur d'une région, affirme-t-il. L'absence de mobilité géographique est compensée. On trouve toujours les dirigeants sur place. »

A. Le.

REVENUS

Impossible comparaison

Les rémunérations dans la CEE relèvent de systèmes très divers

Un cadre allemand gagne-t-il plus que son homologue français ou britannique? Si de nombreux chefs d'entreprise sont visiblement prêts à rémunérer grassement les cabinets de consultants pour se faire une idée précise sur la question, d'autres paramètres entrent en jeu pour apporter une réponse à la fois catégorique et honnête.

Certes, dans leurs comparaisons internationales, certains cabinets poussent le souci du détail jusqu'à relever le prix du kilo de bœuf dans les principales villes européennes pour avoir une évaluation la plus fiable possible du pouvoir d'achat dans tel ou tel pays. Heureusement, la complexité du vivant rend très rapidement vain ce type de démarche : vaut-il mieux gagner 20 000 francs par mois à Florence ou 25 000 à Stuttgart? Même ce qui apparaît a priori plus quantifiable est à manier avec bien plus de précaution que ne le laissent croire les tableaux, souvent simplistes, que publient les journaux économiques. Comparer les rémunérations brutes est, bien entendu, insuffisant. Intégrer les retraites et la couverture sociale est indispensable mais délicat, puisque la situation peut varier d'une entreprise à l'autre, comme en Allemagne et en Angleterre. Ajoutons la pression fiscale et d'autres éléments qui dépendent de la situation de chaque famille (coût de la scolarité...), et l'on comprend que même le plus précis des logiciels ne peut apporter qu'une réponse partielle à la question initiale.

« On a l'habitude de dire que les cadres français sont mal payés, surtout si l'on tient compte du poids des impôts. Mais si l'on intègre les retraites, ce n'est pas évi-

dent. Au niveau européen, on peut sans doute affirmer qu'un cadre travaillant dans la sidérurgie à Manchester gagne moins qu'un informaticien à Sophia-Antipolis. Mais il est hasardeux d'aller beaucoup plus loin dans la comparaison », reconnaît Jean-François Bouehaud, du cabinet Hewitt Associates.

Les parts variables

Si les différences entre l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Europe sont suffisantes pour que les comparaisons soient probantes, il n'en va visiblement pas de même à l'intérieur de l'Europe communautaire. Ainsi le cabinet T. P. F. and C. tente périodiquement d'évaluer « la rémunération totale dans le monde ». En donnant une base 100 au pouvoir d'achat net du PDG d'une entreprise américaine, T. P. F. and C. estime que son homologue britannique perçoit 43 % de ce revenu, le Français 45 %, l'Allemand 46 % et l'Allemand 47 %. Alors que les Européens se tiennent dans un mouchoir de poche, le paroxysme japonais offre à ses collègues occidentaux une véritable leçon de modestie : il ne touche que 31 % du revenu de son homologue américain.

Si, quantitativement, les salaires des cadres européens semblent à peu près équivalents, les structures de rémunérations commencent, elles aussi, à s'harmoniser. Du nord au sud de la Communauté, les spécialistes remarquent les mêmes tendances : multiplication des formes de rémunérations (bonus, intéressement, rétribution au mérite, stock-options pour les dirigeants...), et donc augmenta-

tion des parts variables et de l'individualisation.

Pourtant, si ces tendances sont générales, chaque pays garde encore ses spécificités. Ainsi, selon Hewitt Associates, 15 % des entreprises allemandes n'accorderaient que des augmentations générales à leurs cadres, alors qu'au contraire 46 % auraient opté pour les seules augmentations individuelles. En revanche, en Espagne, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, les entreprises sont plus nombreuses à accorder que les augmentations générales (respectivement 22 %, 25 % et 25 %). L'individualisation des salaires des cadres n'y a que peu d'adherents : 8 % à Madrid, 4 % à Rotterdam et 0 % à Londres pour cause d'accord passé avec les syndicats. Selon ce cabinet, la France se situe dans une position médiane : 8 % seulement des entreprises ont maintenu le seul système d'augmentation générale et 27 % ont adopté la démarche inverse.

Augmentations et inflation

S'il est possible d'insister sur les différences entre les pays, il est également justifié d'en tirer une autre conclusion : contrairement à leurs confrères américains (3 % pratiquent uniquement des augmentations générales et 72 % des augmentations individuelles...), la grande majorité des entreprises européennes ont opté pour un système mixte. Même l'exception allemande est à relativiser car la notion de « cadre » correspond en fait plus à celle de « cadre dirigeant ».

Dans les comparaisons européennes, la France est loin de

faire piètre figure. Si l'individualisation des salaires a sans doute démarré plus tard que dans les autres pays, ceux-ci ont aujourd'hui notre système d'intéressement qui, à la fois, échappe aux charges sociales mais reste contenu dans des garde-fous bien précis. De plus, les avantages fiscaux accordés aux stock-options font plus d'un envieux parmi les dirigeants étrangers. La France serait d'ailleurs le pays européen où ce système est le plus développé (42 % en bénéficiaient contre 30 % en Allemagne, estime Hewitt).

Selon ce cabinet, qui vient d'interroger 3 398 entreprises européennes sur les augmentations de salaires qu'elles comptent accorder à leurs cadres l'année prochaine, les sociétés françaises risquent à nouveau de se distinguer, et ce pour le plus grand plaisir de Pierre Bérégovoy. Qu'en est-il? Les italiennes seront les plus généreuses puisqu'elles prévoient d'accorder 10,4 % à leurs cadres alors que, selon elles, l'inflation transalpine atteindrait 6,3 %. Les espagnoles ne sont pas chiches non plus : 8,2 % d'augmentation envisagée (et 5,6 % d'inflation). Les cadres allemands n'auront pas à se plaindre : leur augmentation devra atteindre 6,8 %, soit nettement plus que l'inflation (4,2 %). Situation comparable en Grande-Bretagne : 6,4 % pour 5,3 % d'inflation escomptée. Dans cet environnement, les cadres français seront les moins augmentés : 4,1 % seulement. Il est vrai que l'inflation pourrait y être la plus faible d'Europe : 3,3 %. De quoi alimenter un beau débat — européen, bien sûr — sur la « désinflation compétitive ».

F. Le.

هذا هو الحال

LIBRAIRIE

« Le Travail »

par Pierre Bouvier

Presses universitaires de France, collection « Que sais-je? », 126 p., 34 F.

« Selon les principes de la collection « Que sais-je? », Pierre Bouvier, professeur à Paris-Sorbonne, aborde « le travail ». On y trouve donc, de la préhistoire à nos jours, en passant par l'Antiquité, un rappel des origines de cette notion pour les hommes et la société.

Ensuite, vient le long défilé des théories et des conceptions, d'Adam Smith à Marx, mais aussi, plus original, de Paul Lafargue à Georges Bataille. C'est-à-dire une somme d'érudition, doublée d'une capacité de distance ironique.

Tout le reste est à l'événement, pour fournir un petit livre plaisant et terriblement documenté qui permet de restituer les débats d'aujourd'hui dans leur continuité. Un exercice indispensable, à un moment où les points de repère se brouillent. Un complément indispensable, avant d'entreprendre d'autres lectures.

TRIBUNE

Le social à l'épreuve de l'exclusion

par Jacques Ion

LES « trente glorieuses » sont loin derrière nous, la crise s'éternise et la société dualise prend corps : l'exclusion sociale redouble le chômage de longue durée. Le travail social, progressivement constitué dans les années de croissance, se voit confronté à de nouveaux publics comme à de nouvelles tâches. Ce défi tient en une phrase : « Le travail social avait à gérer dans le long terme des exclus à court terme, il doit maintenant gérer dans le court terme des exclus à long terme. »

Hier, en effet, l'objectif était relativement simple : remettre dans le peloton les oubliés provisoires de la croissance ; et la tâche était relativement aisée quand le mythe du progrès et les idéologies mobilisatrices donnaient sens à l'œuvre de rattrapage ; quand aussi les réseaux militants, associatifs et de sociabilité constituaient concrètement pour le travailleur social autant de ressources pour étayer sa pratique quotidienne. Assistants sociaux, éducateurs spécialisés ou animateurs partageaient avec beaucoup d'autres cet idéal éducatif issu des Lumières et porté par l'Etat nation. Leur action au jour le jour s'inscrivait dans cette visée de transformation des conduites et avait la longue durée pour horizon.

Aujourd'hui, la clientèle a changé en même temps que le paysage alentour s'est transformé. Les exclus ne le sont plus seulement d'être momentanément les laissés-pour-compte d'une classe ouvrière solidaire à leur égard. Ils le sont d'être sans plus aucune représentation. Localement, les organisations ouvrières et ses affiliées ne sont plus en mesure de structurer pour eux des réseaux possibles d'intégration. Les couches moyennes

salariées ont déserté le terrain du social en même temps que les grands ensembles. Et les grandes confédérations d'organismes sociaux privés ou publics gestionnaires du social s'avèrent souvent incapables de redéfinir leurs méthodes d'intervention. L'Etat se voit donc contraint de multiplier les formules de stages et les dispositifs territorialisés, décentralisés et contractuels : développement social des quartiers, opérations anti-été chaud, commissions de prévention de la délinquance, zones d'éducation prioritaires, commissions locales d'insertion, etc. Il tente de mobiliser, conjointement aux travailleurs sociaux, de nouveaux professionnels (enseignants, policiers, magistrats, etc.). Il essaie d'impliquer les élus locaux et tente désespérément d'en appeler à la « société civile ». Mais la logique partenariale bute sur l'absence de partenaires là où leur mobilisation serait nécessaire.

L'HEURE est venue de la gestion de l'exclusion. Il faut approcher, loio des grands espoirs, à traiter collectivement et dans le court ou moyen terme des situations individuelles dont l'ensemble constitue une véritable population spécifique. Les types d'intervention éprouvés - fondés sur l'établissement d'une relation durable et personnelle - se révèlent vite inadéquats au nouveau public comme aux exigences du travail collectif et de la médiation. Ainsi doit-on peut-être se poser la question des modalités d'une action qui, faute de sortie par l'emploi stable, considérerait l'exclusion pour une donnée de fait, comme la police ou la justice ont appris à considérer et à traiter la délinquance ; c'est-à-dire sans prétendre la faire disparaître. Ce

qui implique que devraient s'inventer trans-versalement de nouvelles techniques en dehors des clivages hérités des différents métiers.

DIFFICILE reconversion qui devrait aller de pair avec l'émergence et le développement d'un débat public. Car que serait une redéfinition technique des tâches et des moyens, que serait la promotion de nouveaux profils professionnels sans clarification des objectifs et donc sans élargissement et sans approfondissement de la réflexion politique ? Or si l'adaptation aux réalités nouvelles s'avère difficile du côté des professionnels au point que c'est plutôt de l'extérieur du travail social qu'émergent aujourd'hui de nouvelles compétences, est-il besoin de souligner l'incapacité actuelle du corps politique à se saisir de la question de l'exclusion au plan national et à engager un débat public à l'échelle du défi aujourd'hui posé à tous les citoyens ? Si est urgent de redéfinir les formations et les tâches des professionnels, quel pourrait en être le sens des missions confiées à ceux-ci si elles demeuraient affaire de spécialistes ?

La rénovation du travail social s'avère techniquement nécessaire. Elle resterait pourtant un leurre si les gouvernants, les politiques, la nation tout entière ne s'interrogeaient sur le développement généralisé de l'exclusion, ce formidable prix à payer de la modernisation de l'appareil productif et du maintien des équilibres économiques.

► Jacques Ion, sociologue au CRESAL (CNRS) à Saint-Etienne, est l'auteur du *Travail social à l'épreuve du territoire* (Editions Privat).

ÉCHOS

Face à face

« Les étudiants de l'Ecole centrale de Paris organisent, du 27 au 31 janvier 1992 une semaine sur le thème « L'Europe, une réalité pour le reste du monde ». Des personnalités et des chefs d'entreprise seront confrontés à 350 étudiants venus d'Europe, des Etats-Unis, d'Australie, du Japon, du Brésil et d'Afrique lors de cinq grands débats, consacrés notamment à la diplomatie, à la politique industrielle, aux migrations et à l'enseignement. Visites de sites industriels, projections de films et déjeuners-rencontres permettront aux étudiants présents d'avoir des réponses précises et directes à leurs interrogations » et d'exposer leur propre vision de l'Europe.

► Equipe organisatrice de Centrale : (1) 41-13-15-15.

Leçons de restructurations

« Que peuvent faire les élus d'un comité d'entreprise lorsqu'ils sont confrontés à des plans de restructurations ? En cette période de mauvaise conjoncture économique où, dans de nombreuses branches, les entreprises multiplient ce genre d'opérations, l'association Droit-Contacts a décidé d'organiser, le 11 décembre, une journée sur le thème : « Restructuration et communication ». Trois sujets seront particulièrement traités : les incidences juridiques des restructurations ; le rôle déterminant du comité d'entreprise, les difficultés de communication pouvant exister entre élus et salariés.

► Droit-Contacts, tél. : (1) 40-24-01-34.

Famille et chômage

« Pour alerter les pouvoirs publics sur la gravité du chômage, l'UNAF (Union nationale des associations familiales) fait référence à une enquête menée en 1987, mais dont elle estime qu'elle conserve tout son intérêt. Réalisée auprès de 700 demandeurs d'emploi, ce travail révèle les conséquences économiques et psychologiques de la privation d'emploi sur la vie du foyer. D'abord le paiement des impôts, assurances, factures de téléphone, d'EDF, du loyer, etc., représente un casse-tête confirmé par le fait que les ressources d'un ménage touché par le chômage est inférieur de 25 % au moins à celles des autres ménages. Du coup, les restrictions s'imposent : vacances, loisirs, habillement, équipement du logement sont les premiers postes touchés, en même temps que pour l'alimentation on recherche des magasins moins chers et des produits de moindre qualité. Viennent ensuite les dépenses de santé : très vite sont supprimés les soins dentaires ou optiques, alors que l'état général a tendance à s'aggraver.

Pis : « Dans 59 % des cas, le chômage entraîne d'importantes perturbations dans l'ambiance de la famille et dans le caractère de ses membres, particulièrement lorsque c'est le père qui est privé d'emploi ». Celui-ci en effet en ressent une impression de perte d'autorité et le sentiment de ne pas pouvoir assumer toutes ses responsabilités familiales. Ce qui entraîne chez les enfants « angoisse et inquiétude sur leur propre avenir ». Enfin, 67 % des familles se sentent isolées et plus de la moitié ont le sentiment d'être rejetées. Selon l'UNAF, dans de telles situations, la famille joue cependant « un rôle de soutien incontestable et (...) elle a le droit de faire entendre sa voix pour défendre les exclus du système social ».

DÉCEMBRE 1991

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

L'ÉCOLE AU SECOURS DES BANLIEUES

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Premier dossier

Otages et société

Second dossier

Les nouvelles sources d'information

Le Monde PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

LE COURRIER DU PÈRE NOËL

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT : de la guerre à la paix ?

132 pages - 45 F

En vente chez votre marchand de journaux

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour des étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement Stag'Etud, le service des stages de la MINEF, au téléphone au (1) 49-08-99-99 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 160 francs (50 francs pour les détenteurs de la carte MINEF Campus). Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de téléphoner au (1) 45-46-16-20.

GESTION

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1 mois mini, mi-temps possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS Action Co. Formation de vente, anglais apprécié. Mission : gestion des stocks, suivi d'un rayon. Réf. : 11750.

Lieu : Boulogne. Date : 15 décembre. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 600 F. Profil : bac + 2. Mission : gestion de campagne d'animation sur le territoire français, recrutement, briefing et planification des animateurs. Réf. : 11749.

COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2, comptabilité, gestion. Mission : au sein de la division financière, tâches administratives liées à la préparation de la déclaration DADS 2 (personnelles et courages). Réf. : 12703.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : suivi de comptabilité, pointage, suivi clientèle. Réf. : 12704.

PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 500/3 000 F. Profil : bac + 5, psychologie du travail, gestion du personnel. Mission : mener des missions de recrutement et de A à Z, définition de poste, entretien de sélection, comptes rendus de candidatures. Réf. : 13861.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : marketing téléphonique à partir d'un fichier existant. Réf. : 14166.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5. Droit. Economie. Sciences-Po. Mission : élaboration et suivi d'un ouvrage professionnel. Réf. : 14165.

Lieu : Versailles. Date : Immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : participer à des études de marché, contrôle de qualité, tout emploi de marketing. Réf. : 14163.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 6 semaines mini. Ind. : 33 % des ventes, indemnités de déplacement. Profil : bac + 1/2, BTS Action Co. Formation de vente, anglais apprécié. Mission : vente de services de recherche de partenaires à l'exportation et de distributeurs étrangers ; vente de services de formation linguistique. Réf. : 14161.

VENTES

Lieu : Versailles. Date : Immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Mission : commerce, vente, suivi commercial, création d'un service de communication externe. Réf. : 16017.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1 mois mini, mi-temps possible. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : vente d'articles de sport, approvisionnement d'un rayon. Réf. : 16016.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : environ 10 000 F. Profil : bac + 1/2, anglais apprécié. Mission : vente de produits de tourisme et immobilier. Réf. : 16015.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois mini, mi-temps possible. Ind. : à définir. Profil : bac, anglais apprécié. Mission : gestion d'un stand de maroquinerie de luxe, animation, vente, gestion des stocks. Réf. : 16014.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS Action Co. Mission : assurer le suivi commercial de la société en relation directe avec les clients. Réf. : 16013.

Lieu : Paris + France. Date : Immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac, voiture indispensable. Mission : visiter le clientèle existant de bazars, quincailleries. Réf. : 16007.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/5. Ecole de commerce. Mission : commercialisation d'une nouvelle publication. Réf. : 16924.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 2 000 F mini. Profil : bac + 2/3 mini. Cobol, Pascal, Basic. Anglais moyen. Mission : programmation. Réf. : 17995.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, bonne maîtrise micro IBM, PC et Macintosh. Mission : « homme système », installation de logiciel, transfert de formats de fichiers. Réf. : 17990.

Lieu : Levallois-Perret. Date : Immédiat. Durée : 6 mois mini à temps partiel (3 demi-journées/semaine). Ind. : fixe + %. Profil : DUT, BTS, école d'ingénieur informatique. Mission : après formation interne (réseaux locaux, connectivité, langage et bureautique), intervention clientèle en support technique, conseil, audit ou développement. Réf. : 17986.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 6 mois mini, mi-temps ou temps partiel. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, marketing et communication. Mission : assistance au développement de l'agence, tenue de fichiers, prise de rendez-vous, organisation de manifestations, pages sectorielles, analyses documentaires. Réf. : 18902.

PUBLICITÉ

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : fixe + %. Profil : bac + 3/4. Mission : chef de publicité pour un annuaire. Réf. : 19660.

Lieu : Roussier (13). Date : Immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : 50 ; SMC. Profil : bac + 2, publicité, arts plastiques. Mission : mettre au point le concept et la réalisation de matérielle de promotion pour la présentation de nos circuits intégrés. Réf. : 19659.

DROIT

Lieu : Fontenay-sous-Bois. Date : décembre. Durée : 6 mois mini. Ind. : 6 500 F. Profil : bac + 2, droit administratif. Mission : analyse et présentation de dossiers de demandes d'aide juridictionnelle déposées par des justiciables. Réf. : 23595.

SECRÉTARIAT

Lieu : Les Ulis. Date : Immédiat. Durée : 6 mois mini, mi-temps (14 h-18 h-15 h ou 19 h). Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2/3, TTX, Word. Mission : secrétaire de direction. Réf. : 24964.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F mini. Profil : bac + 2, expérience en bureautique indispensable. Mission : au sein du département « Ressources humaines », tâches administratives liées au recrutement. Réf. : 24963.

Lieu : La Défense. Date : Immédiat. Durée : 3 mois mini, temps partiel. Ind. : 6 000 F. Profil : bac, bilingue. Mission : standardiste (150 lignes). Réf. : 24962.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : mise en forme de textes, saisie. Réf. : 24953.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 6 mois, mi-temps. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, formation en TTX et bases de données dispensées sur place. Mission : saisie et frappe sur logiciel Works, Macintosh, contacts téléphoniques. Réf. : 24952.

Lieu : Versailles. Date : Immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 3 000 F maxi. Profil : bac + 3, la connaissance des métiers techniques et de l'industrie serait un plus. Mission : saisie informatique de CV sur Macintosh avec tri des formations, fonctions et secteurs d'activité. Réf. : 24943.

PolyG

Dire

et

Attaché direction d'un grand

Gestion et des Finances

PolyGram

Notre société (CA : 2,5 milliards de francs) est le leader en France de l'industrie phonographique (disques, cassettes, CD). Nous intervenons sous quatre labels à forte notoriété : Phonogram, Polydor, Barclay et Island.

Directeur de la Gestion
et des Comptabilités

Rattaché au Directeur Administratif et Financier du groupe, vous le seconderez et le déchargerez de tous les problèmes opérationnels. Vous êtes progressivement responsable d'une équipe de 65 personnes réparties sur 5 services : contrôle de gestion, comptabilité, clients, achats-fournisseurs et redevances. Vous prenez tout particulièrement en charge l'équipe contrôle de gestion et veillez à la production du reporting dans les délais. A 35 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS ou mieux de l'expertise-comptable. Votre anglais est courant, votre maîtrise de la comptabilité, du contrôle de gestion et de l'animation d'équipe importante vous permettront de vous imposer. Véritable manager, vous saurez prendre rapidement la dimension du poste. Basé à ANTONY (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LD/EF/157M à notre Conseil : EUROFINDERS FINANCE - 160 av. de Versailles - 75016 Paris - Tél : 40 50 70 00 - Fax : 40 50 66 76.

EF
EUROFINDERS
FINANCE



N°1 Mondial de la chaussure de sport recherche pour sa filiale française en forte expansion (CA > 1Md) un

Contrôleur
de Gestion Adjoint

Saint-Ouen l'Aumône (95)

Intégré à la cellule Contrôle de Gestion, votre mission permanente sera de participer au processus budgétaire et de répondre aux questions du groupe en matière d'activité mensuelle (stocks, royalties) et d'organisation interne. Parallèlement, vous travaillerez au développement de nombreux projets ainsi qu'à leur mise en place : systèmes et applications informatiques, tableaux de bord, outils de suivi budgétaire, contrôle et procédures internes. Agé de 25/28 ans environ, de formation supérieure type ESC ou MSTCF, vous justifiez idéalement d'une expérience

de 2 à 3 saisons en cabinet d'audit anglo-saxon ; la pratique courante de l'anglais comme de l'informatique vous est acquise. Vos qualités personnelles d'autonomie, sens des responsabilités, esprit aigu d'analyse et de synthèse alliées à de très bonnes facultés d'adaptation vous permettront de réussir dans cette société qui vit une forte croissance depuis de nombreuses années.

Contacter Charles Chabod, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CCH7624MO.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Important Etablissement Bancaire implanté en région Rhône-Alpes recherche un

Gestionnaire
Actif-Passif et un Trésorier

Vous aurez pour mission :

- d'optimiser la gestion du bilan et du hors bilan, compte tenu de l'exposition globale à un ensemble de risques,
- prévoir les équilibres, mesurer la rentabilité, gérer les flux,
- conduire l'analyse de situations spécifiques et proposer des actions correctives tout en assurant l'interface avec le département Trésorerie.

Vous avez entre 28/35 ans, de formation supérieure et possédez au moins 2 ans d'expérience en gestion financière ou une expérience équivalente en contrôle de gestion marqué par un suivi du risque de taux. (réf. JW7615MO).

Contacter Jan B. Wels au (1) photo + n° tél. + rém. actuelle à Goujon 75008 Paris, sous référence

Cette fonction en création, consiste :

- à optimiser dans le cadre d'un centre de profit la gestion de la trésorerie de l'établissement,
- à réaliser les opérations de marchés nécessaires à l'équilibre du bilan,
- à déterminer la politique de couverture et assurer le suivi et le contrôle du traitement des opérations réalisées sur les marchés.

Vous avez environ 28 ans, de solides connaissances financières, comptables et fiscales, plus une bonne première expérience dans le domaine de la trésorerie. (réf. JW7614MO).

42.89.30.03 ou adresser CV + Michael Page City, 10 rue Jean du poste choisi.

MP
Michael Page City
Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

Dans le cadre de son développement en France et à l'étranger, la division OPTIONS de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Marchés de Capitaux - recrute un

Organisateur Front-Office.

De formation supérieure (Grandes Ecoles d'ingénieurs ou commerciales), vous disposez d'une expérience de 2 à 4 ans en cabinet de conseil (Audit/Organisation).

En charge d'une équipe, vous êtes rattaché aux Responsables de la division au sein de la salle des marchés.

Vous participez avec eux à la mise en place et l'optimisation de l'organisation comptable interne.

Votre évolution sera à la hauteur de votre dynamisme et de votre engagement personnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence ORG2 à Sylvie MARAIS - Société Générale Service du Recrutement - 59, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Attaché à la
direction financière
d'un grand groupe

Avec un CA estimé à plus de 150 Mds de francs pour 1991, ce grand groupe français a acquis la première place mondiale dans ses activités traditionnelles et développe de nouveaux métiers. Pour soutenir sa croissance, le groupe recrute un Attaché à la Direction Financière.

30 ans ou plus, de formation Grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ...), vous avez acquis, lors de votre expérience de 5 ans, dont au moins 2 en cabinet d'audit, technique comptable et maîtrise des systèmes d'information. Rigueur intellectuelle, capacités d'analyse et de synthèse, aisance relationnelle font de vous le responsable idéal des missions que nous vous confierons.

Vous serez l'interface des exploitations de province pour les aspects de gestion comptables et financières. Vous aurez la responsabilité de :
• l'organisation de la fonction audit interne (fonction à créer pour l'essentiel) ;
• la participation au suivi de gestion opérationnel ;
• l'intervention, si votre expérience le permet, sur des dossiers de financement. Ce poste à forte valeur ajoutée, proche des réalités opérationnelles et basé à Paris, constitue une excellente carte de visite pour une évolution rapide dans un groupe en plein développement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la réf. CJ 77 à Puzzle Management, 9 rue Villebois Mareuil, 75017 Paris qui vous garantira une réponse rapide et une discrétion totale.

PUZZLE
MANAGEMENT

Jeune société informatique, s'appuyant sur un réseau national de distribution, recrute :

Un responsable produits
« Gestion commerciale » et « Paie »

Fonction :

Coordination des travaux sur les progiciels « Gestion commerciale » et « Paie » :

- élaboration et suivi du plan de développement du produit, de son budget,
- analyse des besoins des utilisateurs,
- suivi des plannings,
- organisation des tests,
- animation des groupes de travail...

Profil :

- * Parfaite maîtrise de la gestion commerciale et de la paie ainsi que de connaissances en informatique (analyse, pratique des systèmes MSDOS et PROLOGUE). Des notions en marketing seraient un atout supplémentaire.
- * Niveau ingénieur ou équivalent.
- * Esprit d'équipe, capacité d'écoute et sens du contact requis.

Adresser lettre manuscrite + CV avec prétentions à M. le Directeur, Gestami Développement SA, 183, avenue G.-Clemenceau - 92000 Nanterre.

Société financière spécialisée recherche dans le cadre de son développement un

Organisateur
(2 ans d'expérience)

Paris 8ème

230 KF+

Rattaché au Responsable Audit, Contrôle de Gestion et Organisation, vous aurez la charge de l'ensemble des missions d'organisation liées au fonctionnement de l'entreprise. L'engagement impliqué au niveau informatique vous devra faire l'analyse des besoins, proposer des solutions et établir les cahiers des charges. En relation avec les sociétés de services extérieures et le responsable informatique vous travaillerez notamment sur la mise en place du projet BAFI.

A 26/27 ans, de formation supérieure scientifique ou de gestion, vous possédez une expérience de 2 ans de l'organisation de préférence en milieu bancaire ou financier.

Pour cette fonction autonome et dotée de larges responsabilités, vos qualités d'analyse et de rigueur ainsi que votre sens relationnel vous permettront une intégration rapide à une équipe exigeante.

Contacter Yves Le Layeur au (1) 42.89.30.03 ou adresser votre CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous réf. YLL7494MO.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

هذا هو الاصل

هذا هو الحال

Gestion et des Finances



recherche dans le cadre de sa croissance, un

CHARGÉ DE RELATIONS ENTREPRISES

4gé d'environ 28 ans, diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC...), vous justifiez d'une expérience en exploitation commerciale d'au moins 4 ans dans le secteur bancaire.

Sens de l'analyse financière et de la synthèse économique des dossiers, vous maîtrisez les techniques bancaires, les opérations étrangères, les produits "salle des marchés".

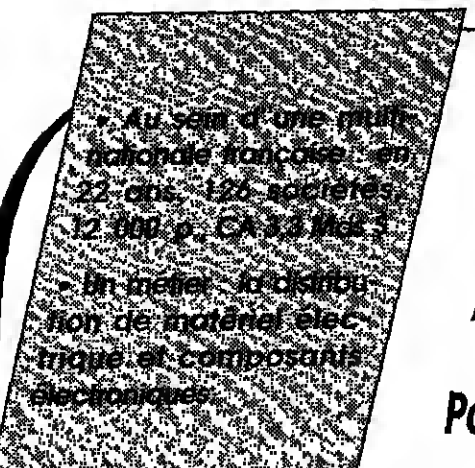
Rattaché au Responsable du secteur, vous serez chargé de la prospection et de la gestion d'un fonds de commerce d'entreprises diversifiées. Imaginez la mise en place de financements complexes pour accompagner leur développement.

Votre action sera appuyée par le soutien du réseau Crédit National dans le cadre de l'intensification de sa synergie groupe.

Rigueur, sens relationnel et fibre commerciale seront les atouts de votre réussite et de votre évolution.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à l'attention du Service du Personnel, Banque CSIA, 22 rue de la Trémoille, 75008 PARIS.

DESSIN



JEUNE AUDITEUR

Poste basé Paris 9^e

Après 2 à 3 ans d'audit externe en cabinet, vous souhaitez maintenant suivre la réalisation et le résultat de vos propositions.

Fortement appuyé par le Comité de Direction de SONEPAR ELECTRONIQUE, vous assurerez des missions d'audit et de conseil auprès de 19 sociétés européennes. Vous parlez impérativement anglais (espagnol serait un atout supplémentaire). Basé à Paris, vous vous déplacez fréquemment en France et à l'étranger.

La politique de développement soutenu du groupe permet d'envisager de nombreuses et diverses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous réf. 674993/LM.

Mercuri Urval

ORGANISATEUR COMPTABLE

Aux Assurances Générales de France, la fonction comptable est largement décentralisée dans les différentes directions de l'entreprise. Au sein de la Direction Comptable du Groupe, le service d'organisation comptable joue un rôle d'étude, de conseil et d'assistance en ce qui concerne :

- la définition, la mise en place et le contrôle des procédures comptables,
- les modifications à leur apporter à la suite de changements d'organisation ou de réglementation,
- l'interface avec les systèmes informatiques de gestion.

De formation supérieure, vous avez environ 2 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit ou dans une fonction similaire. Vos qualités de contact, vos talents de coordinateur, votre goût du travail en équipe seront déterminants pour votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous réf. M20C à Christine LABBE - Département Ressources Humaines - Secteur Emploi - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sûrs, plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 46 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



CONTROLLER

UN TREMPLIN POUR ÉVOLUER

Filiale d'un des premiers groupes français industriels et de services réalisant un chiffre d'affaires consolidé de 11 milliards de francs et développant ses activités en France et à l'étranger, notre société (eff. : 200 pers., CA : 220 MF) fabrique et distribue des tissus d'habillement pour femmes.

Rattaché au Directeur Général, vous supervisez l'ensemble des services comptables, financiers et informatiques de la société et de sa filiale allemande, dans le cadre de la politique et des normes du groupe.

A 30 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une spécialisation comptable et financière (MSTCF, DECS...). Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans au sein d'une direction financière, de préférence en entreprise industrielle.

Vous avez une bonne pratique de la micro-informatique en tant qu'utilisateur et parlez couramment l'allemand.

Le poste est basé dans le Nord.

Votre potentiel et votre mobilité vous permettront d'évoluer ultérieurement au sein du groupe.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier sous référence 50.04 à notre Conseil Isabelle MAVIAN, qui vous assure de sa totale discrétion KPMG COFROR - 20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE.

KPMG Cofror

Notre entreprise construit, aménage, gère l'habitat en mouvement. Pionnière du logement pour ceux qui bougent, notre entreprise représente aujourd'hui un effectif de 1100 personnes et un CA de 920 MF.

Pour notre Direction Financière (50 personnes), nous recherchons un

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Après du Directeur Financier, adjoint du Président, vous aurez pour mission d'assurer la cohérence et la coordination du système comptable et budgétaire de l'entreprise :

- Contrôle de la fiabilité de l'information et des outils de décision financière
- Analyse des procédures, propositions d'améliorations et mise en oeuvre des solutions retenues
- Suivi de la diffusion des éléments de comptabilité nécessaires à nos 60 centres de profit.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de gestion et/ou titulaire d'un DECS ou DESCF. Vous avez une solide pratique de la comptabilité générale acquise au cours de 6 à 7 ans d'expérience soit en entreprise, soit en cabinet.

Vous souhaitez la valoriser dans un poste vous permettant d'exercer votre sens de l'organisation, de l'animation, et vous placez en véritable garant de l'information financière pour l'ensemble de l'entreprise.

Poste situé à Paris 15^{ème}.

Ecrire sous réf. 48 A 2308-IM
Discrétion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

CONTROLLER

Filiale d'un groupe anglo-saxon, spécialisée dans le secteur de la navigation de plaisance (tissus, voiles et accastillages...).

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Général de la filiale et fonctionnellement au Directeur Financier du Groupe, le candidat devra mettre en place les outils pour assurer une bonne gestion et le contrôle de la société.

Il sera responsable d'une petite équipe, de la comptabilité, du reporting, de la trésorerie, du contrôle de gestion et de l'informatique.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, le candidat sélectionné aura une première expérience de 3/4 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou à un poste d'Assistant Controller ou sein d'une filiale d'une société multinationale.

Le candidat devra avoir impérativement un bon niveau d'anglais et être motivé par une petite structure anglo-saxonne.

Envoyer votre dossier de candidature à Ivan PACAUD, CLP Associés sous réf. 343 MO, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15; ou téléphoner au 45 38 62 62.

Lyon Nord,
300 KF +

C. L. P.
associés

Filiale d'Alcatel N.V., numéro un mondial des systèmes de communication, Alcatel Radiotéléphone est, avec 1500 personnes et 1,5 milliard de F. de CA, leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. Dans le cadre de la mise en place d'une structure de gestion par projets, nous recherchons un

Chargé de Planification

En étroite collaboration avec le Responsable Planification et les Responsables de programmes d'Etude et d'Affaire, vous aurez pour mission de participer à la mise en place d'un processus de planification des projets :

- définition de la méthodologie
- participation à l'élaboration des outils de planification
- assistance auprès des Responsables de projets.

De formation bac + 4 (Ecole de commerce ou de gestion, université), vous avez impérativement une expérience en milieu industriel. Vous souhaitez vous investir dans une mission d'organisation qui nécessite un esprit de synthèse et le goût de la communication. L'environnement international de nos projets nécessite la pratique de l'anglais.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, cv, photo) à Benoit de Fournoux - Alcatel Radiotéléphone 56, avenue Jean Jaurès - 92707 Colombes cedex.

Gestion et des Finances

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

Responsable de l'analyse
de la comptabilité
valeurs mobilières

Au sein de la direction des back-offices, vous rejoignez le service chargé des procédures comptables et du suivi de la comptabilisation des opérations sur valeurs mobilières.

Responsable d'une petite équipe, vous assurez :

- l'analyse et la justification des comptes, en relation avec le back-office titres, la comptabilité contrôle et l'audit,
- l'assistance auprès des back-offices, pour veiller à la correcte application des procédures existantes ou à leur amélioration, en liaison avec le front-office.

Pour ce poste, qui requiert autant de rigueur que de qualités relationnelles, nous souhaitons rencontrer un cadre de formation supérieure en comptabilité/gestion, riche d'une expérience de 2 à 3 ans de la fonction.

Si votre volonté est à la hauteur de nos ambitions, envoyez vite votre dossier de candidature, sous réf. S 1121, à notre Conseil

CONCEPT
RECRUTEMENT

Responsable des comptabilités : GIE - SA

Paris 8e - 250-280 KF

Groupe prestigieux de renom international, nous concevons et commercialisons des produits haut de gamme. Pour assurer les comptabilités de l'une de nos filiales (40 personnes) et de notre GIE (200 personnes), nous recherchons un **Chef comptable**. Rendant compte au Responsable du département Contrôle de Gestion et Comptabilités, avec l'aide de 3 collaborateurs, vous assurez :

- l'intégrité des deux comptabilités jusqu'au bilan inclus,
- les déclarations sociales et fiscales,
- le suivi de l'activité par département,
- la trésorerie,
- l'interface avec les audits,
- vous participez à l'informatisation du service pour l'une des structures, à la migration du système informatique pour l'autre.

De formation supérieure, niveau DECF, vous justifiez d'une expérience de 4 à 6 ans de la tenue de l'ensemble d'une comptabilité au sein d'une PME ou d'une société de services. Vous avez participé à l'informatisation d'une comptabilité.

Ce poste est disponible immédiatement mais peut n'être pourvu qu'après clôture du bilan de votre société actuelle.

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous référence 9136/LM, au 7, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MATIF : Marché à Terme
leader en Europe.

Un marché international

Des technologies de pointe

Des projets ambitieux

Une culture d'entreprise

Une dynamique des carrières

Une politique de formation

Matif S.A. a deux fonctions principales : chambre de compensation, qui apporte la garantie de bonne fin aux transactions sur le marché à terme, et organisatrice du marché.

En 1990, avec un total de près de 28,6 millions de contrats traités pour l'année, le MATIF a bénéficié d'une augmentation de son activité de 10 %.

Dans ce contexte dynamique nous vous proposons de conduire des missions en tant qu'

AUDITEUR INTERNE

Vous interviendrez sur des missions très variées d'audit opérationnel touchant à l'ensemble des départements de notre société. Vos responsabilités couvrent l'analyse, le diagnostic des outils de contrôle. Votre démarche devra être à la fois détaillée sur le terrain, et synthétique dans les recommandations que vous remettrez à la Direction Générale.

A 27/30 ans, vous bénéficiez d'une formation Grande Ecole de Commerce ou équivalent ainsi que d'une expérience de 2 à 4 ans acquise en Cabinet d'audit ou dans le service audit d'une grande entreprise.

La connaissance du monde bancaire serait un atout. Homme de dialogue, votre sens de la communication allié à votre esprit d'organisation vous permettront de réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence B/783 sur l'enveloppe à notre Conseil ORNICAR - 6, rue Halévy - Place de l'Opéra - 75009 PARIS

ornicar

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

TDF: LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

TDF Diffusion de France



TDF - 1^{er} diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (un système satellites de diffusion directe TDF1 - TDF2, radiomessagerie, radiotéléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4300 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

CHEF DU DEPARTEMENT
FINANCES ET TRESORERIE

Dans un contexte d'accroissement et de diversification de ses activités, TDF renforce ses compétences dans le domaine financier. A ce jour, TDF comprend 3 filiales, 3 sous-filiales (200 millions de CA) et 7 participations.

Vous aurez pour mission :

- La proposition et la mise en œuvre de la politique d'endettement, de placement, de couverture des risques, de change et de couverture des risques associés ; la prévision de trésorerie et d'analyse des écarts ; la mise en place de nouveaux instruments financiers...

- Le financement de projets en France et à l'étranger, l'analyse et la réalisation de plans d'affaires, les propositions de partenariat, de financement, de prise de participation.

- Le suivi des filiales (augmentation de capital, suivi de compte courant, transformation en quasi-fonds propres, transformation d'obligations convertibles en actions...).

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous avez 5 à 7 ans d'expérience dans un poste similaire.

Ce poste est basé à Montrouge.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) sous la référence LM/06/91 Z 6 : Lydia GARNIER - TDF - Direction des Ressources Humaines Département Développement des Carrières, 21/27 rue Barbès 92542 MONTROUGE Cedex.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.

La vocation d'Apple est de créer des ordinateurs exceptionnels permettant aux individus de donner le meilleur d'eux-mêmes dans leur travail, leur réflexion, leur formation et leurs communications. Convaincu de cette philosophie, vous voulez contribuer efficacement à notre mission. Basée à Paris, notre Division IEA est chargée du démarrage des activités d'Apple en Europe Centrale et URSS ainsi que de leur développement dans la zone Afrique, Méditerranée et Moyen Orient. Les 2 postes que nous recherchons sont rattachés au Comité IEA.

Assistant Controller

Vous travaillerez en étroite relation avec nos sociétés de distribution sur l'ensemble du territoire IEA afin de :

- Les former à nos méthodes de gestion (procédures, plan, budgets, ...)
- Evaluer et mettre en place des systèmes de financement destinés aux revendeurs et aux utilisateurs
- Superviser l'établissement des états financiers et des prévisions mensuelles

Vous serez également responsable du développement d'unités internes, en particulier pour l'évaluation de la profitabilité du réseau de distribution.

De formation grande école de commerce complétée d'un MBA ou d'un DECS, vous êtes parfaitement à l'aise en anglais et possédez 4 à 7 ans d'expérience dans l'audit, le contrôle de gestion et/ou l'analyse financière. Vous êtes prêt à vous investir dans un poste opérationnel qui nécessite de nombreux déplacements à l'étranger. Remunération attractive.

Financial Analyst

Au sein de l'équipe Finance vous prendrez en charge :

- Le reporting et les prévisions mensuelles pour la Division
- Le développement d'outils informatiques utilisant la technologie Macintosh et permettant d'optimiser l'analyse des données
- La mise à jour d'une base de données fournissant les éléments nécessaires au contrôle des activités des différents pays

Diplômé d'études supérieures, vous parlez anglais couramment et possédez 2 à 5 ans d'expérience financière et comptable. Une bonne connaissance du Macintosh serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature en anglais, en précisant le poste choisi à Benoîte Perminin, Apple Computer Europe, Inc., Le Wilson 2, Cedex 01 92168 Paris La Défense.

Apple, le logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la société Apple Computer Inc.

36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM
pour découvrir des annonces
qui correspondent à votre profil.

هاتفنا من الداخل

سنة 1 من الجدل

X Le Monde • Mercredi 27 novembre 1991 •

Le Monde des Juristes

Banque de premier plan (25,5 milliards de total de bilan, 750 personnes), intervenant en dépôts et crédits aux particuliers et aux entreprises, recherche son

Responsable des Relations Sociales

Paris Ouest

300 KF+

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, vous aurez principalement pour mission :

- la représentation de la politique de la Direction Générale auprès des instances représentatives (CE, DP, CHSCT).
- la prise en charge des dossiers prud'homaux et de droit du travail pour le groupe,
- la supervision de l'équipe de gestion du personnel (7 personnes).

Juriste de formation ou diplômé d'Ecole de Gestion, âgé d'environ 35 ans, vous pouvez

faire état d'une expérience réussie dans la fonction de 6/8 ans, en secteur industriel ou tertiaire. Rigoureux et créatif, vous avez un goût pour la négociation et vous êtes doté de réelles capacités d'autonomie.

Contacter Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + tel + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujoo, 75008 PARIS, sous réf. TV7604MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Rattachée à un
Groupe Interprofessionnel Fiduciaire,
FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE
Implantation nationale recrute son

DIRECTEUR GENERAL

Mission :

Participer à la définition de la stratégie, en assurer l'application aux niveaux de l'exploitation, du recrutement, de l'animation des hommes et du développement tant clientèle que produits.

Profil :

Technicien de haut niveau du Droit, de la Fiscalité et de la Gestion, ayant acquis une expérience hiérarchique significative dans un Groupe Fiduciaire et ayant développé son aptitude à la communication dans un environnement libéral.

Localisation du poste : Négociable Paris, Lyon, Angers.

Les dossiers de candidature, traités en toute confidentialité, seront adressés sous référence 80459 à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX



L'AVENIR DE SON APPETIT

Eurest, leader européen dans le domaine de la restauration collective, occupe, en France, une position prépondérante (CA : 2,3 milliards - 6200 personnes). Nous recherchons un(e)

JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Au sein d'une petite équipe active et dans un contexte opérationnel vivant, vous prenez en charge la rédaction et le suivi des contrats commerciaux ; vous assurez la gestion des sinistres. Vous veillez au respect des règles juridiques et fiscales relatives à notre métier. Vous êtes le conseil de nos délégations régionales en matière juridique. Titulaire d'un 3ème

cycle en droit des affaires, votre expérience professionnelle d'au moins 3 ans vous a permis de développer de réelles qualités rédactionnelles et organisationnelles. Ce poste est basé à Levallois-Perret. Corinne Langourieux vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à EUREST BP 327 - 92307 Levallois Perret Cedex.



Un Cabinet, leader dans le recrutement de Cadres, recherche un

JEUNE PSYCHOLOGUE

HF

Intégré à une équipe de consultants confirmés, il participera à différentes phases des recrutements et plus spécialement à la réalisation des examens psychologiques approfondis.

Cette offre intéresse un candidat débutant, ayant une maîtrise de psychologie ou diplômé de l'Ecole de Psychologues Professionnels, disposant de solides connaissances en méthodes projectives (Rorschach - TAT) et ayant si possible, effectué des stages dans l'industrie.

Est proposé un contrat à durée déterminée de 6 mois, avec possibilité d'intégration ultérieure.

Poste à Paris. Confidentialité assurée.

Ecrire sous réf. 6097 à PUBUPANEL - 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

Du commercial ... au recrutement

CONSULTANT

Rennes

Leader français et européen du conseil en recherche de cadres et dirigeants, le groupe EGOR compte plus de 500 personnes (dont 250 consultants) et réalise 5 000 recrutements par an. Il recherche aujourd'hui pour son agence de RENNES un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PME et PMI régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseil en ressources humaines.

Agé de 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une première expérience commerciale et souhaitez élargir votre champ de compétences dans le domaine des ressources humaines, au sein d'un groupe international de premier plan. Votre connaissance du tissu économique de la région OUEST est un atout.

L'engagement personnel et la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle s/réf M 2/JL à :

EGOR REGION OUEST
1, place de la Gare - 35000 RENNES

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Le Monde
des

Ressources Humaines

UN CANDIDAT DE VALEUR "BRAS DROIT" DU DRH

Nous sommes la filiale d'un Groupe International de premier plan, leader dans notre domaine. Nous disposons d'un effectif d'environ 1200 personnes dont quatre usines en France, des implantations à l'étranger. Nous vous proposons le poste de :

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

5 ans d'expérience environ

Il s'agit d'un poste opérationnel où :

- vous participerez à l'ensemble des activités de la DRH (recrutement, gestion des compétences, mobilité, relations sociales...) en assurant un rôle actif auprès de l'ensemble du personnel
- vous mettrez en œuvre et orienterez les projets sociaux avec le souci et l'expérience du management participatif (qualité, projet d'entreprise...) en développant au sein du personnel une bonne qualification, une forte réactivité et un esprit de progrès.

Vous êtes âgé de 30 à 35 ans environ, de formation juridique, Science Po, CELSA, CIPFOP... et vous disposez d'une expérience acquise en milieu industriel.

Fonctions intéressantes et évolutives.

Poste basé à PARIS.

Ecrire sous réf. 48 A 2304-1M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil
75015 Paris



Un enjeu à la hauteur
de vos compétences !

chef du Personnel

LYON

Reconnue pour sa dynamique de l'innovation et la diversité de ses projets, votre société, d'envergure nationale, intervient dans le domaine de l'électricité. Notre fort développement nous amène à intégrer, au sein de notre Fédération Rhône-Alpes (2000 personnes, CA : 1 MdF), un professionnel confirmé des Ressources Humaines.

Votre mission sera double : Responsable de la fonction personnel de l'établissement principal, vous assisterez également les responsables opérationnels de nos différents sites.

Votre fort potentiel vous permettra d'assurer une gestion cohérente des Ressources Humaines (gestion de l'emploi, gestion administrative, recrutement, formation...) et de mettre en œuvre la politique sociale définie avec le siège.

Charisme et compétences seront les garants de la bonne application de la gestion des relations avec les partenaires sociaux et feront de vous un acteur essentiel dans l'évolution de l'esprit d'entreprise de notre structure.

A 40 ans environ, de formation supérieure, vous justifiez d'une solide expérience (10 ans minimum) dans un domaine similaire qui vous a permis de mettre en valeur vos qualités de rigueur et vos capacités d'animateur. Doté d'une forte personnalité, vous faites preuve d'adaptabilité, de souplesse, d'autorité et de diplomatie...

Si cette opportunité vous attire, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 32664 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Consultant en recrutement

BOSSARD CARRIERES, conseil en recrutement, est filiale du Groupe BOSSARD (800 consultants, 715 MF de C.A.) première entreprise française de conseil en management.

BOSSARD CARRIERES, par l'expertise de ses consultants, et avec l'appui du savoir-faire du Groupe (gestion des ressources humaines, conseil en organisation et stratégie) apporte à ses clients un réel conseil au service du recrutement.

Pour renforcer la croissance du bureau de Lyon, nous recherchons un consultant dans le domaine industriel.

Le candidat souhaité est ingénieur de formation, il connaît le recrutement de cadres et le monde de la production en Rhône-Alpes.

Néanmoins nous serons attentifs aux projets d'autres candidats qui, bien qu'ayant un autre profil, souhaitent nous rejoindre.

Olivier RANDON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo sous réf 3500 B/LM

BOSSARD CARRIERES
Tour du Crédit Lyonnais
129 rue Servient
69003 LYON

**BOSSARD
Carrières**

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

REPRODUCTION INTERDITE



Chargé de Mission (IEP, DESS de droit)

Le Conseil National du Patronat Français recherche pour sa Direction Générale des Affaires Sociales, un jeune Chargé de Mission.

Au sein de la Direction de l'Emploi, vous aurez en charge de suivre les évolutions du marché du Travail, de les analyser et de rédiger les notes de synthèse et de conjonction, rapports et documents relatifs à ce sujet.

Vous collaborerez par ailleurs à des travaux et réflexions sur la situation de l'Emploi, et serez amené à participer à des réunions en interne aussi bien qu'en externe.

Outre de fortes capacités rédactionnelles et un intérêt pour le maniement des données chiffrées, vous disposez

d'un bon esprit d'analyse et de synthèse et d'excellentes aptitudes relationnelles.

Ce poste, basé à Paris/Cbamps Ellysées, est l'opportunité de rejoindre une structure influente dans les domaines économiques et sociaux.

Il est disponible immédiatement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (curriculum vitae et lettre manuscrite), sous référence CLES/LM2, à notre Conseil, Thierry Lafont CLESCORE - 104, av. de Villiers 75017 PARIS, qui le traitera en toute confidentialité.

CLESCORE
CONSEILS EN RECRUTEMENT

IECI 2 CONSULTANTS ASSOCIÉS DEVELOPPEMENT

Nous intervenons depuis 15 ans, dans des grandes entreprises qui veulent changer leur organisation et/ou leurs équipements. Notre contribution est de les aider à définir et à conduire le changement et d'en assurer la réussite à court et à long terme.

Trois domaines d'expertise

- La conduite de projets d'investissement : pour que l'équipement nouveau soit l'occasion d'améliorer dans l'organisation et d'élever le niveau des performances (Banque de France, BSN, Strator...).
- La productivité globale : en vue d'optimiser les structures, les modes de fonctionnement, les systèmes d'information et de gestion, le contenu et l'organisation du travail (EDF, Fiehet-Bauche, Soliac...).
- La qualification des emplois, en vue d'atteindre un niveau de performance accrue, grâce à des emplois plus qualifiés et plus attractifs (Kronenbourg, Rhône-Poulenc, Vitell...).

Les candidats

Pour poursuivre son développement, IECI (15 personnes) recrute deux consultants associés de haut niveau et de grande culture.

- Ils devront :
- Avoir 35 ans au plus.
- Être issus d'une grande École (Sciences, Gestion, Administration : X, Mines, Centrale,

HEC, Business School, ENA) et/ou être diplômés d'une université trilingue.

- Avoir exercé des responsabilités globales, élevées et diversifiées.

Nous recherchons des personnes :

- Ayant l'expérience personnelle de changements importants et sachant en tirer les enseignements.
- Reconnues pour les capacités d'écoute, de synthèse et d'innovation.
- Aptes à diagnostiquer un problème, à proposer des solutions, à programmer le changement, à mettre en œuvre.
- Aptes à impliquer tous les acteurs et faisant preuve de la même autorité pour être écoutées d'une direction générale ou d'un atelier de production.

Nous vous proposons :

- Le partenariat au sein d'IECI.
- Une formation à nos méthodes et démarches originales.
- La responsabilité globale de contrat (chef de projet).
- Un travail en équipe pluridisciplinaire sur tout contrat.
- En 1990 : la rémunération globale des consultants associés s'est élevée entre 390 et 620 KF.

Écrivez-nous avant le 5 JANVIER 1992.
Lettre manuscrite + photo + CV + 2 résumés.

IECI Développement
30, rue Herder - 67000 STRASBOURG

COORDONNER ET PILOTER LES PROJETS D'EQUIPEMENT D'EXPLOITATION ET DE SECURITE SUR AUTOUROUTES

C'est la mission que nous souhaitons confier à un :

INGENIEUR GENERALISTE EXPERIMENTE

SCETAURROUTE
leader européen
de l'ingénierie
 routièr
et autoroutière,
nous comptons
plus de
1200 personnes
dont
500 ingénieurs

Maître d'Ouvre, vous prendrez en charge la conduite d'opérations d'aménagement depuis les produits d'équipement de l'autoroute (les gares de péage, les aires de repos...) jusqu'à l'ingénierie d'exploitation (l'éclairage et l'énergie, la signalisation, les réseaux de télétransmissions, les systèmes vidéo...).

Les clients seront les Sociétés d'Autoroutes et, les sous-traitants des bureaux d'études spécialisés ou des entreprises expertes dans le génie civil, le génie électrique...

L'animation, la planification, la gestion et la coordination de l'ensemble des projets seront confiées à un ingénieur ESTP, INSA ou à un Architecte de 30 ans environ qui justifiera d'une expérience en études ou en travaux dans le BTP ou génie électrique.

Poste basé à : MARNE LA VALLEE (77)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. LM/1191/IG à SCETAURROUTE - Catherine MULLER - 2, rue Stephenson 78181 ST QUENTIN YVELINES CEDEX.

SCETAURROUTE

Simplifier les processus et réduire les coûts

Avec un effectif

de plus de

200 personnes

à Paris.

Peat Marwick

Consultants,

membre du réseau

mondial KPMG.

accompagne les

sociétés françaises

et étrangères dans

leur évolution.

De nombreuses sociétés s'interrogent sur la justification de leurs coûts de structures commerciales, administratives ou techniques et se demandent dans quelle mesure les ressources engagées contribuent à la qualité et à l'efficacité des principaux cycles de l'entreprise.

Diplômé(e) d'une grande école et maîtrisant l'anglais, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la réorganisation des structures d'entreprise, soit comme responsable de mission d'audit opérationnel dans un grand groupe industriel, soit dans un cabinet de conseil en organisation.

Peat Marwick Consultants vous propose de valoriser votre savoir-faire et d'accéder à court terme aux responsabilités de conduite de mission dans des opérations de type : benchmarking, simplification des processus, raccourcissement des cycles, restructuration, ...

Notre cabinet, par l'ampleur de ses missions et son environnement international, vous assure de réelles possibilités d'évolution.

Isabelle Régnier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-72 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 92084 Paris La Défense.



Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK, VOUS Y SEREZ BIEN

CHEF DU DEPARTEMENT CONSEIL EN ARCHIVAGE

Paris 8ème - 200 KF +

ECO-ARC, lance en 1964 le concept original de conservation et de gestion des archives en entrepôts spécialisés pour le compte des entreprises. Aujourd'hui, ECO-ARC est la référence de la profession en Europe par sa taille et par sa compétence. Avec plus de 1500 clients dont 120 Banques, les principaux Assureurs, Hôpitaux, Entreprises, les Professions Libérales, elle couvre 80% du marché national. Sa réussite est basée sur la qualité des hommes et l'importance des moyens financiers mis en œuvre.

Pour répondre aux demandes de ses clients qui veulent rationaliser leurs archives en amont du stockage et pour satisfaire ses besoins propres en organisation et en formation continue, ECO-ARC crée le Département Conseil en Archivage et recherche son Animateur, attaché au Directeur Général.

Après une période d'étude des besoins au contact de la clientèle, vous devriez Chef de ce Département et développer l'activité Conseil de la Société en vous appuyant sur ses commerciaux.

A 30 ans, de formation supérieure spécialisée dans ce domaine, vous êtes convaincant, prévoyant, pugnace, autonome, organisé. Avec votre expérience des techniques de l'Archivage et vos qualités pédagogiques vous vous reconnaissez parfaitement dans ce poste d'avenir.


Vous souhaitez en parler aujourd'hui : René CASIMIR, Directeur AWW RESSOURCES HUMAINES, est votre contact personnel et confidentiel : appelez-la maintenant au (1) 47 20 06 50 ou écrivez lui : (lettre, CV, photo) : 1, rue Auguste Vacquerie 75116 PARIS.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

دولت اسلامی

سأكون في ذلك

 Le Centre Régional de Lutte Contre le Cancer de BOURGOGNE (380 personnes) cherche


SECRETAIRE GENERAL

En étroite collaboration avec le Directeur, vous participerez à la gestion financière et humaine de l'établissement : préparation et suivi des budgets, gestion du personnel et des relations humaines, élaboration du plan de formation... Vous superviserez les services administratifs, intendance et services généraux et participerez au développement des moyens informatiques.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de 10 ans environ dans une fonction de gestionnaire et vous aspirez maintenant à des responsabilités plus larges. Votre esprit d'entreprise, votre capacité à animer une équipe, la qualité de vos relations avec les différents organismes régionaux dans le domaine de la Santé vous permettront de réussir à la mesure de vos ambitions.

Poste basé à DIJON.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions sous réf. : 1320/M à Michèle RUDLOFF - CEGOS Division Recrutement - Tour Vendôme 92516 BOULOGNE Cedex.

 cegos

Adjoint au Secrétaire Général

Poste à créer en région Aquitaine

Notre groupe, en forte croissance, est l'un des principaux acteurs du secteur BOIS PAPIER du massif aquitain.

Pour l'une de nos filiales, spécialisée dans les approvisionnements en matière première, le Secrétaire Général de notre activité recherche aujourd'hui son Adjoint.


Vous superviserez, avec les équipes existantes, la gestion comptable et financière, la gestion du personnel, prenez en charge la vie sociale et juridique de la société.

Au cœur du système d'information, vous analyserez la rentabilité des chantiers d'exploitation, développez des outils de gestion fine, coordonnez sur le terrain l'action des différents services de l'entreprise.

A 30-35 ans environ, après une formation supérieure du type Sup de Co ou Ecole d'Ingénieur Bois, complétée impérativement par un 3^e cycle de gestion, vous avez acquis une expérience significative de la gestion en milieu industriel et commercial. Familier des mécanismes comptables et financiers, vous connaissez bien le droit des sociétés ainsi que le droit social.

A la fois homme de terrain créatif et imaginatif et homme de chiffres rigoureux, vous avez le sens de l'écoute et du dialogue. Vous savez vous investir à long terme dans un groupe dynamique, évolutif et performant.

Merci de bien vouloir envoyer votre dossier complet (CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle) sous réf. G MAN 01 M à notre Conseil, qui vous garantira la confidentialité.

 EQUIPES ET ENTREPRISES
3, rue de la Bourse 75002 PARIS


PARIS • LONDRES • MANCHESTER • BRUXELLES • COPENHAGUE • MILAN • VIENNE

Responsable de la communication

(MARNE)

Société de services très diversifiée, à grand programme de développement, nous créons un poste de Responsable de la Communication externe et interne. Aux côtés de notre dirigeant, vous concevrez une stratégie utile de communication. Vous préparerez les dossiers d'information, organiserez les manifestations événementielles et assurerez les relations avec les médias et les collectivités territoriales. Dans un souci d'homogénéité vous coordonnerez cette communication avec les supports d'information interne. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la communication de formation supérieure, si possible juridique, possédant une expérience des relations professionnelles avec les organismes institutionnels et les collectivités territoriales. Disponibilité, autonomie et créativité assureront votre réussite dans ce poste évolutif basé dans une sous-préfecture de la Marne.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. et prétentions, sous la réf. 6030 à TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS. Discretion assurée.

 TAILLANDIER
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

PARIS • BORDEAUX • LILLE • NANTES • NIMES • ROUEN • STRASBOURG • TOULOUSE • VALENCIENNES

La SACEM est un Organisme professionnel créé par les Auteurs Compositeurs Editeurs de Musique pour défendre leurs intérêts et assurer la gestion des droits d'auteur. 9 Directions Régionales et 96 Délégations Régionales réparties en métropole et DOM TOM assurent la perception des droits, la collecte des programmes, l'information des diffuseurs et des médias.

2 ASSISTANTS

pour nos Directeurs Régionaux

Postes basés en Province

Une formation universitaire (BAC + 3/4) ou similaire et une première expérience professionnelle significative vous permettront d'apporter au Directeur Régional un soutien polyvalent dans tous les domaines de son intervention, y compris le contenu et les relations extérieures.

Votre compétence et vos capacités intellectuelles seront sollicitées dans de nombreux domaines : préparation de dossiers techniques, études de dossiers de perception, contenus, communication (avec les diffuseurs et les sociétés, animation de réunions), action culturelle...

Votre personnalité, votre esprit d'analyse et votre goût des contacts liés à une grande disponibilité seront des éléments déterminants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil :

 TAILLANDIER
10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous réf. 5040M

 sacem
La liberté de créer

 SCIC
GESTION ILE DE FRANCE

SCIC GESTION Ile de France, prestataire de services pour des sociétés immobilières en Ile de France recherche pour sa Direction des Projets et de l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage un

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Votre mission principale : montage et réalisation d'opérations de réhabilitation. Vous aurez à négocier avec les différents intervenants concernés et avec les entreprises. En outre, vous chiffrerez et assurerez le suivi financier du projet, gèrerez le planning des opérations et veillerez à leur bonne réalisation. Ingénieur de formation (ESTP...), vous avez une expérience confirmée dans la conduite de projets et le montage d'opérations. Vos qualités de négociateur, d'organisateur et votre sens de l'animation d'équipe sont indispensables à votre réussite dans ce poste. Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, photo à Anne GAVOTY - SCIC GESTION Ile de France - Direction des Ressources Humaines - 14/16 rue Voltaire - 94276 Le Kremlin Bicêtre.

Paris-Marseille

Jeunes Consultants

X, CENTRALE, MINES, SUPAERO, ESE, HEC, ESSEC...

Notre métier : Les études d'organisation, les audits, la planification stratégique et la mise en œuvre des systèmes d'information auprès des grandes entreprises et des administrations publiques.

Notre équipe : Des consultants issus des écoles les plus prestigieuses, formés à des méthodes éprouvées (Merise, Racines...) et dotés d'un réel esprit d'entreprise. Ils ont une excellente capacité d'adaptation, un jugement rapide et sûr et l'aptitude à mener des interventions à très haut niveau. Ensemble, ils déploient une stratégie offensive sur un marché concurrentiel.

Jeunes diplômés de grandes écoles, vous possédez des connaissances informatiques et bénéficiez d'une première expérience professionnelle réussie. Notre structure en expansion vous offre une évolution rapide et motivante en travaillant dès le début sur des projets d'envergure.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la ville choisie sous référence C.300.91M à notre conseil CRITERE - 4, rue du Général Lanrezac 75017 PARIS

 Critère

Notre banque, filiale d'un important groupe financier européen, recherche pour son Département des Risques, à Paris, des

CHARGES D'ETUDES


Au sein de ce Département, vos missions principales vous amèneront à suivre nos engagements à moyen et long terme issus d'une gamme complète de prêts immobiliers et de financements bancaires.

Vous participerez au développement de nos procédures de suivi des risques (tableau de bord, etc.) et à la mise en place progressive d'outils de sélection des risques, tout en contrôlant le respect des procédures internes.

De formation supérieure, vous disposez d'une bonne expérience bancaire ainsi qu'une réelle pratique de la micro-informatique et de la technique Infocentre.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV) sous la référence : CE/LM à :

EUROPA : 12, rue Desaix - 75015 PARIS qui transmettra

 CaixaBank

Conseil en Propriété Intellectuelle, à Paris, l'Européenne (75 personnes) recherche pour son siège de Paris un

INGENIEUR BREVET (H/F)

- 180 / 200 KF -
(Débutant ou première expérience)

Le candidat diplômé d'une Grande Ecole (spécialités : Mécanique, Electricité, Electronique) devra maîtriser l'anglais, la pratique de l'allemand étant un atout supplémentaire.

Le poste requiert des capacités d'analyse, de synthèse, d'expression écrite, d'adaptabilité à la polyvalence des dossiers traités.

Le Cabinet assurera la formation progressive du candidat et son intégration dans l'équipe dont il fera partie. Ce poste comporte d'intéressantes possibilités pour votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV et photo) sous référence ME/LM/1508 au

CNPG CONSEIL
69, Av. Pierre Grenier
92100 BOULOGNE

 CNPG

AIX EN PROVENCE - BRUXELLES - FRANCFORT - LONDRES - MILAN - NANTES - PARIS - ZURICH - STOCKHOLM

MMS INTERNATIONAL

TOKYO - LONDON - NEW YORK

ATTACHÉS COMMERCIAUX (MARCHÉS FINANCIERS)

MMS Int., groupe Standard & Poor's, spécialiste de l'analyse des marchés des changes et de taux d'intérêt en temps réel, distribue ses services via Telerate, Reuters, Bloomberg and Knight-Ridder.

MMS recherche à Paris une personne avec une expérience commerciale acquise dans l'environnement des salles de marchés afin de développer l'implantation des services en France, Italie et Espagne.

Une maîtrise parfaite de l'anglais est nécessaire, l'italien et l'espagnol seront un plus.

La formation initiale aura lieu à Londres. Salaire + commission attractives.

Envoyer votre CV et lettre de motivation en anglais à : Vyvian Pettler, Marketing Manager Europe, MMS International, 77, Champs-Élysées, 75008 Paris.

Le Monde des Cadres

FICHET F

FICHET BAUCHE, 6 800 personnes, 2,8 Mds de CA, leader sur le marché de la sécurité, est partenaire des plus grandes réalisations : le tunnel sous la Manche, le Ministère des Finances, la Grande Arche... Nous recherchons notre :

R esponsable Etudes Marketing et Planification

Rattaché au Directeur Marketing du groupe, vos missions sont :

- d'animer la démarche stratégique de l'entreprise,
- gérer et développer la système d'information et de décision marketing,
- réaliser ou faire réaliser les études marketing pour les Chefs de Produit.

A 35 ans environ, diplômé des Grandes Ecoles Commerciales (HEC, ESSEC, ESCP) ou de formation Ingénieur +

formation Marketing (IAE, ISA, CESMA...), vous avez l'expérience d'un poste similaire en industrie ou en cabinet, parlez l'anglais, avec une solide connaissance de la micro-informatique. Pour ce poste important, nous souhaitons une personnalité ayant de bonnes qualités d'analyse et de synthèse, un excellent sens du contact, de la rigueur et des qualités humaines indéniables.



Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A1 11 10 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

36 15
I M

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

Le Monde de la

Fonction Commerciale

SIGMA PLASTIQUE

Filleule de POMAGALSKI, leader mondial des remontées mécaniques et des transports par câble, nous avons un projet ambitieux : mettre notre savoir-faire et notre usine toute neuve au service de nouveaux clients.

responsable technico-commercial

Venez nous aider à faire connaître notre savoir-faire (produits complets intégrant mécanique, thermoformage de polyesters, assemblage et/ou sous-traitance mécanique...). Technicien averti, prospecteur infatigable, négociateur habile, vous avez aussi flair et bon sens et savez vendre vos idées en interne.

Vous êtes Ingénieur de préférence, vos 40 ans renforcent votre enthousiasme.

Ecrivez à notre conseil Philippe ROMANET (réf. 4016 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
LILLE - PARIS - STRASBOURG
LYON - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTÉC

Le Monde des

Secteurs de Pointe

Quand les hautes technologies s'expriment au meilleur niveau, la réussite est internationale.

THERMODYN

DIVISION DE FRAMATOME

THERMODYN (CA : + 85 500 MF, 550 PERSONNES),

DIVISION DU GROUPE

FRAMATOME COGEBIT ET

FABRIQUE DES

COMPRESSEURS ET DES

TURBINES A VAPEUR POUR

LES INDUSTRIELS DU GAZ

ET DU PÉTROLE, AINSI QUE

POUR LA MARINE

NATIONALE.

Ingénieur technico-commercial

Vous développez les ventes en Grande-Bretagne au travers de sociétés d'ingénierie et assurez la coordination technique et commerciale entre l'unité et les clients actuels et potentiels (compagnies pétrolières et gazières, sociétés d'études...).

Vous gérez les appels d'offres.

Ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous avez fait la preuve de vos compétences commerciales, ainsi que de vos compétences techniques acquises au travers de l'industrie pétrole-gaz. Vous connaissez si possible l'activité des machines tournantes. Vous êtes de langue maternelle anglaise et possédez des connaissances en français.

Votre lieu de travail sera Paris, avec de nombreux déplacements en France et à l'étranger. Venez rejoindre une unité de haute technologie du Groupe Framatome, en adressant lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. LEL-1, à Laurence Lapointe, Groupe Framatome, Service Gestion prévisionnelle, 1 place de la Coupole, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

SEXTANT AVIONIQUE

Chef de Projet Electronique

A comme Airbus
Avionique
Avenir



SEXTANT Avionique, 1er pôle européen en électronique de vol se situe, en tant que filiale, au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

Dernier né de la lignée AIRBUS, l'A340 réunit les systèmes d'aide au pilotage les plus performants et est équipé de calculateurs SEXTANT Avionique.

Pour l'un d'entre eux, vous êtes responsable de la définition et du développement de la partie matériel (hard). Garant de l'interface clientèle, vous assurez la coordination technique avec l'AEROSPATIALE.

Cette première mission vous permettra d'animer une équipe de 3 personnes (ingénieur et technicien) et de découvrir la conduite de projets dans un contexte aéronautique. Vous pourrez ainsi évoluer vers de plus hautes responsabilités. De formation Grande Ecole, option électronique, vous avez 4 à 5 ans d'expérience en "hard" (numérique et analogique), des connaissances en logiciel temps réel et une bonne maîtrise de l'anglais technique.

Vous vous êtes déjà impliqués dans la gestion de projet et vous souhaitez désormais élargir votre champ d'action, alors adressez-nous votre candidature, sous référence VSK/TEL-3 SEXTANT Avionique, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Villacoublay cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PORTE UN NOM

• TéléDiffusion de France



TDF

et 36 15
I M

vous donnent
rendez-vous dans :

télématin

sur

ANTENNE 2

mercredi 27 novembre à 6 h 40

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

مكتبة من الكتب

هنا من الاول

Secteurs de Pointe

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur des secteurs industriels les plus innovants.

La Direction des Constructions Navales (Paris), au sein de la DGA, est chargée de la conception, de l'ingénierie, de la fabrication et de l'entretien des navires de guerre. Elle recherche, pour le Centre de Programmation de la Marine, des

Jeunes Ingénieurs Informaticiens

De formation supérieure Grande Ecole, ENSI, 3ème cycle... vous souhaitez affirmer vos compétences en prenant rapidement des responsabilités. Nous vous proposons de vous impliquer dans la réalisation de projets de haute technologie. Intégré au Centre de Programmation de la Marine, vous prendrez en charge la conception et la réalisation d'études techniques inhérentes aux systèmes temps réel, bases de données, simulations de réseaux, intelligence artificielle et génie logiciel.



Merci d'adresser votre candidature à : ANDRÉ MEYER, EON PARIS 10 RUE SEXTIUS MICHEL - 75732 PARIS CEDEX 15.

Leader Mondial des MATERIAUX SPECIAUX et des FIBRES OPTIQUES

CORNING

La Direction Technique Européenne située à FONTAINEBLEAU (77) recrute un

INGENIEUR PROCÉDES MODELISATION

L'informatique scientifique et technique appliquée à l'optimisation des procédés industriels est votre centre d'intérêt. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'ingénierie pour développer et mettre en place des moyens informatiques (traitement de données, modélisation) destinés à améliorer les performances de nos procédés de fabrication du verre.

Jeune ingénieur, diplômé Grande Ecole, vous avez de solides connaissances en génie chimique, mécanique des fluides et thermique. Vous êtes également familier avec les techniques de traitement de données et d'analyse numérique.

Vos qualités de contact alliées à votre goût pour la technologie constituent un atout important pour défier rapidement les besoins de nos clients et les assister dans l'exploitation des outils à mettre en œuvre.

Poste évolutif au sein de notre groupe international.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE - Service du Personnel - BP n° 3 - 77211 AVON Cedex.

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Espace

14 INGÉNIEURS DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT (femmes et hommes) CONCOURS SUR TITRE

Agé(e) de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1992, vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un D.E.A. en :

- * PHYSIQUE
- * MÉCANIQUE INDUSTRIELLE
- * CHIMIE
- * GÉOLOGIE
- * ELECTRONIQUE
- * BIOTECHNOLOGIES

Après examen de votre dossier et entretien avec le jury, vous suivrez une formation rémunérée de trois mois dans une direction départementale de l'équipement et à l'école nationale des travaux publics de l'Etat.

Vous rejoindrez ensuite l'un des bureaux d'études ou l'un des laboratoires du réseau technique du ministère.

Renseignez-vous auprès du bureau des examens et concours : Direction du personnel 244, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Tél. : (16/1) 45-49-53-00

Clôture des inscriptions le 13 décembre 1991

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER DANS LE MONDE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES RECHERCHE UN

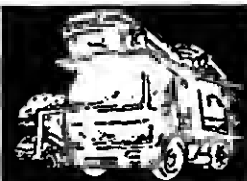
INGENIEUR ETUDES

Vous avez une expérience de trois années dans le monde des Télécommunications. Au sein de notre département Planification Réseau et Intégration, vous devrez :

- étudier la faisabilité technique des besoins spécifiques de nos clients,
- recommander les solutions techniques appropriées,
- participer à la définition des nouveaux services de télécommunications.

Pour ce poste basé à Sarre-Union, un excellent niveau en anglais est exigé. La connaissance des services de messagerie et EDI serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) sous référence 555 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex qui transmettra.



LOHR

Constructeur de véhicules industriels recherche un

INGENIEUR METHODES FABRICATION

Ingénieur mécanicien de formation, vous prendrez en charge la responsabilité du service METHODES - FABRICATION.

Disposant d'un outil S.P.A.D., vous aurez pour mission de développer l'ensemble de l'activité méthodes, préparation du travail, gammes de fabrication, étude des temps et analyse des besoins en outillages et prendrez en charge l'implantation des postes de travail.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant une expérience dans des activités de mécanisme-soudure et de montage mécanique qui saura faire preuve de qualités d'animateur d'une équipe.

Adresser lettre de candidature, C.V. et photo à : Direction des Ressources Humaines - LOHR 29, rue du 14 Juillet - 67880 HANGENBIETEN.



GRUPE SNR C.A. : 3 MILLIARDS DEF. 5200 PERSONNES PARTENAIRE DE L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE ET DE L'INDUSTRIE

Objectif et mission :

- réaliser auprès des grands constructeurs européens la pénétration technique, dans le cadre de notre politique marketing.
- Dans ce but, assurer la pleine responsabilité des dossiers techniques "clients" durant toute la phase du développement.
- Il bénéficiera d'une formation "produits" par l'entreprise et de l'appui direct du Bureau d'Etudes et des services : Calcul, Essais, C.A.D., ... ; et si nécessaire d'une remise à niveau intensive en allemand et/ou en anglais.

Profil :

- Formation INGÉNIEUR issu des GRANDES ECOLES de spécialité ou option mécanique.
- Expérience industrielle de quelques années, attendue.
- Fortes qualités de contact et de présence.
- Disponibilité pour des déplacements liés à la fonction (4 ou 5 jours par mois) à l'étranger à partir d'Annecy.

ANNECY

ENVOYER LETTRE MANUSCRITE + CV + PHOTO + PRÉTENTIONS À : SNR, SERVICE EMPLOI, BP 17 74010 ANNECY CEDEX.

NEC Electronics, n°1 mondial des circuits intégrés, souhaite recruter pour son équipe

Ingénieur d'application microcontrôleur, microprocesseur

Vous assurez et développez la promotion de nos produits en assistant notre force de vente et nos clients dans l'élaboration de solutions techniques.

Ingénieur Electronicien, vous avez une première expérience de développement ou à un poste similaire et une bonne pratique de l'anglais.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature, à NEC Electronics (France) S.A. 9, rue Paul Dautier - BP 187 78142 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.



NEC

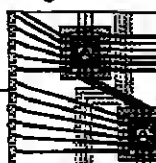
THOMSON VIDEOGLASS, filiale de THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, l'un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, fabrique dans son usine près de FONTAINEBLEAU (77000 pers.) les verres de télévision couleur. Nous recherchons un

INGENIEUR PROCÉDES FOURS FUSION

Au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, nous vous confierons des responsabilités Process. Votre objectif : optimiser et stabiliser la maîtrise de nos procédés de fusion du verre et améliorer la productivité de nos équipements. A terme, nous pourrions vous confier des responsabilités de projets ou de supervision d'atelier y compris sur le plan international.

Ingénieur Grande Ecole, généraliste avec de préférence une spécialisation en chimie, thermique ou génie des procédés, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Ce poste vous permettra de vous former et de vous exprimer dans un environnement technologiquement très élaboré.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : THOMSON VIDEOGLASS - Direction du Personnel 77167 Bagneux sur Loing.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS



Ingénieur Concepteur Electronique de Puissance Lyon

Jeune entreprise très performante, nous sommes leader européen dans le traitement thermique par induction. La haute compétitivité de notre bureau d'études nous permet de concevoir des équipements adaptés aux besoins de nos clients pour des applications professionnelles ou grand public.

L'ingénieur que nous recherchons aura la responsabilité de l'ensemble des étapes de conception des produits en relation étroite avec nos clients en France et à l'étranger.

Ingénieur électronicien, spécialiste électronique de puissance, vous êtes débutant ou possédez une première expérience dans un secteur technique proche de nos produits (composants, cartes et systèmes d'électronique de puissance).

Notre structure en pleine expansion vous permettra d'être l'acteur de projets nouveaux et motivants au contact de hautes technologies.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 418.91/M à notre conseil CRITERE - 4, rue du Général Lanrezac 75017 PARIS

Critère

Secteurs de Pointe

ingénieurs de vente export
CENTRALES DIESEL

Notre Groupe est le leader mondial dans la conception et la construction de moteurs Diesel de forte puissance (3 à 50 MW) destinés notamment à la production d'énergie.
La filiale française est le site de production du Groupe et assure la totalité de l'activité Centrales Diesel au plan mondial : elle a, de ce fait, une importante activité d'ingénierie.
Nous recherchons aujourd'hui deux :

INGÉNIEURS DE VENTE

• secteur Caraïbes / Amérique Centrale du Sud (Réf. KS 11) • secteur Asie (Réf. KS 22)

En vous appuyant sur le réseau international du Groupe, vous détecterez toutes les opportunités d'affaires de votre région. Vous piloterez chaque affaire. Vous vous impliquerez directement auprès de nos Responsables "Projets" pour leur donner les grandes orientations nécessaires à la préparation des offres. Vous négocierez les contrats. Vous superviserez le déroulement des affaires en vous assurant régulièrement de la satisfaction de nos Clients.

De formation ingénieur, vous avez déjà une expérience significative du montage et du suivi de contrats importants pour la vente de biens d'équipement durables, notamment dans l'ingénierie.

Vous êtes rompu aux négociations à tous niveaux, où votre personnalité saura s'imposer auprès de vos interlocuteurs.

Vous êtes mobile pour des déplacements fréquents, parfois de longue durée.

Bien entendu, vous maîtrisez parfaitement l'Anglais et en plus l'Espagnol pour le poste référencé KS 11.

Si l'une ou l'autre de ces opportunités vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions), sous la référence choisie, à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN
à l'école des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

INFORMATIQUE, MANAGEMENT, STRATÉGIE D'ENTREPRISE
CONCEVOIR, RÉALISER, ÉVOLUER...

Apprendre et maîtriser les techniques, les méthodes et les outils informatiques.
Les appliquer au sein de grandes entreprises pour aider leurs dirigeants à mieux gérer, mieux communiquer, mieux manager...
Encadrer des équipes, des activités, des centres de profits.
S'associer à la mise en œuvre de stratégies mondiales, ambitieuses et efficaces.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES
Débutants / 1^{ère} Expérience

Votre carrière dans le Groupe CGI évoluera au rythme de notre croissance rapide et régulière (plus de 20% par an depuis 10 ans).

Elle passera par des étapes nombreuses, où vous aborderez des techniques, des projets et des secteurs diversifiés.

Elle vous imposera une mobilisation permanente de vos compétences, de vos qualités personnelles et de votre potentiel de prise de responsabilités.

Elle vous conduira aussi loin que vous pourrez aller dans les structures de direction d'un des premiers groupes mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie (3500 personnes, réalisant un C.A. d'1,8 milliard de francs en Europe et en Amérique du Nord).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V.), sous la référence MO/2-B91, à Madame D. JAMET.

CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Renons - 75640 Paris cedex 13 ou directement sur minitel 3014 code CGI INF, tapez AVENIR



CORNING FRANCE

Une nouvelle usine,
des composants optiques, l'avenir!

Corning est le premier

fabricant mondial de
fibres optiques.

Sa nouvelle usine de

Melun lance la produc-
tion de coupleurs

destinés aux réseaux

de télécommunications.

L'ambition de notre

Division Télécommuni-
cations est aujourd'hui

d'investir le marché

européen des très

grandes entreprises,

administrations, gros

systémiers...

Ingénieurs de production

Les deux postes que nous offrons se complètent dans la mesure où l'un s'adresse à un jeune ingénieur Physique-Chimie, INPG, INSA option micro-électronique ou équivalent... Il interviendra en amont de la ligne et sera responsable de la fabrication en salle blanche de micro-circuits optiques.

Le second poste s'adresse à un ingénieur généraliste ECP, AM, DN ou équivalent... Il interviendra en aval de la ligne et supervisera l'assemblage des composants, les opérations de finition et de caractérisation.

Pour ces 2 postes, une première expérience est demandée. Le challenge consiste à produire nos composants en grande série dans un environnement de microtechnologies et d'optoélectronique.

La connaissance de l'anglais est nécessaire dans le cadre des relations avec les USA (échanges fréquents, déplacements de courte durée...).

Ingénieur d'application

Votre rôle est d'initier les marchés en identifiant les besoins techniques des futurs clients et en les informant sur nos produits. Vous assurerez par la suite la définition et le support techniques des produits vendus.

Ingénieur Télécom, électronique ou physique, votre maîtrise technique dans le domaine des réseaux télécom, des fibres optiques et des composants ainsi que votre sens du contact vous permettront d'aborder sous l'angle prospectif ces marchés de haute technologie. Jeune ingénieur, ayant acquis si possible une première expérience, vous êtes parfaitement bilingue anglais et parlez éventuellement une 3^e langue européenne.

La démarche nettement en expansion de cette division exige des personnalités autonomes, dynamiques et créatives disposant de bonnes qualités de communication et d'un réel potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. 26833, à CORNING FRANCE, DRH, 44 avenue de Valmy, 77210 Avon.

concevoir et mettre en œuvre
des solutions intégrant
les progiciels leaders du marché

LE SAVOIR-FAIRE, LE SENS AIGU DES
RÉSULTATS, LE PRAGMATISME
ET LA CRÉATIVITÉ DES PROFES-
SIONNELS D'EUREXPERT CONSEIL EN
FONCTION DES LEADERS DU CONSEIL
EN SYSTÈME D'INFORMATION.

Membre d'un groupe de conseil
(135 professionnels), en forte
croissance, nous apportons à nos
clients un conseil à haute valeur
ajoutée grâce aux méthodes
et outils que nous avons
développés.

A 30-35 ans, diplômé de l'ensei-
gnement supérieur, votre expé-
rience acquise depuis 3 à 5 ans
dans le Conseil vous a permis
d'avoir une vision globale de
l'entreprise et de maîtriser les

fonctions distribution, logistique,
gestion Industrielle ou finance.
La rigueur, le respect des enga-
gements, l'écoute, le travail en
équipe, le sens du service client,
l'autonomie ont pour vous une
réelle signification.

Aujourd'hui, vous souhaitez
conduire des projets à la mesure
de vos ambitions. Notre cabinet
vous offre l'opportunité de
prendre en charge rapidement
l'encadrement de missions dans
les contextes les plus variés
auprès des grands groupes
industriels multinationaux et
des entreprises de taille moyenne
et du secteur public.

Vous assisterez vos clients dans
leur démarche d'organisation et
dans la conception de leur
système de gestion. Vous les
conseillerez depuis leur choix de
solution jusqu'au démarrage
opérationnel. Manager reconnu
d'une équipe, vous vous impli-
querez opérationnellement et
serez garant de la qualité de
vos missions.

Merci d'adresser votre can-
didature à Francine Maisonneuve,
EUREXPERT Conseil, 17 rue
Louis-Rouquier, 92300 Levallois.

Important Groupe industriel recherche
dans le cadre du développement de son unité du Centre Ouest

2 INGÉNIEURS MÉCANICIENS

30/40 ans environ et bénéficiant d'une solide expérience usinage de 5 à 10 ans, nous vous confierons les postes de :

INGÉNIEUR PROGRAMMATION

réf 372

Sous la responsabilité de l'ingénieur informaticien, vous serez chargé de la programmation des machines à commandes numériques.

Vous possédez un excellent niveau en mathématiques et avez surtout "une vision innée de l'espace géométrique en 3 dimensions". Des connaissances en informatique et en CN sont indispensables.

INGÉNIEUR PRODUCTION

réf 373

Responsable technique adjoint.

Une première expérience réussie de l'animation des hommes en milieu industriel doublée de très bonnes connaissances techniques vous permettront d'évoluer dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre man.) sous la référence choisie à notre conseil COMIN FRANCE - 21 bd du Sélin - 19100 BRIVE.

Com'in

Radiotéléphonie : donnez une autre dimension
à votre expérience grand public

ALCATEL RADIOTELEPHONE, 1500 personnes, 1,5 milliard de F de CA, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale.
Compte tenu de notre forte croissance et des nombreux développements menés notamment dans le cadre du programme pan-européen de radiotéléphonie numérique, nous recherchons le

Responsable du bureau d'études mécaniques

Animant une équipe d'une cinquantaine de personnes (dont 14 ingénieurs), vous superviserez les choix techniques effectués dans les développements des infrastructures et des terminaux, gèrerez les moyens humains et matériels et vous impliquerez personnellement dans la coordination de certains programmes européens.

Agé(e) d'au moins 33 ans, diplômé(e) d'une école

d'ingénieurs en mécanique, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années dans l'animation d'une équipe de taille significative au sein d'un bureau d'études en charge de la conception mécanique de produits Grand Public (électroménager, produits audio-vidéo, téléphones, ...). Un très bon niveau d'anglais s'impose également pour ce poste basé dans les Hauts de Seine (92).

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence : 57/3172 R
EGOR TECHNOLOGIES - 17, avenue Maignon - 75008 PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

مكتبة في الحظ

كندا من الوطن

Secteurs de Pointe

GEC ALSTHOM

PARIS
PROCHE
BANLIEUE

DIVISION ELECTROMECHANIQUE
LE PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE TURBO - MACHINES
recherche pour l'un de ses établissements (RATEAU)

INGENIEURS CHANTIERS INTERNATIONAUX

a) - Deux jeunes ingénieurs mécaniciens généralistes débutants ou avec première expérience.

Après formation de 15 mois sur les turbines à vapeur, pompes et compresseurs conçus et réalisés par l'établissement, ils seront intégrés à l'équipe Intervention sur site dont la mission est d'assurer la mise en service et la maintenance dans le monde entier.

b) - Deux ingénieurs mécaniciens généralistes ayant déjà quelques années d'expérience dans une fonction similaire (machines tournantes, contrôle commande, automatismes). Ils intégreront l'équipe Intervention sur site où bénéficiant rapidement d'une large autonomie, ils dirigeront leurs chantiers et assureront la liaison entre le client, les sous-traitants locaux et l'établissement Rateau.

Initiative, esprit d'entreprise et grande mobilité internationale (Europe, Asie, Amériques) sont indispensables à ces 4 postes.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé, sous référence 91233 à Lévi-Tourmay/ASSCOM - 31 Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra.



INGENIEUR D'ETUDES MECANIQUE

De formation A&M, ENSEEIHT, ENSI, INSA et une première expérience de 2 à 3 ans, vous avez une réelle compétence des automatismes ou asservissements en petite mécanique. Vous souhaitez la valoriser en intégrant la structure d'un groupe en plein développement.

Nous vous proposons d'assurer, après une période d'intégration, le pilotage de projets d'études et de développement pour notre secteur instruments. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, et dans un environnement de haute technologie, vous bénéficierez dans cette fonction, de l'opportunité d'exprimer votre goût pour les projets pointus, ainsi que votre sens des applications concrètes.

Lieu de travail : CRETEIL (94)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence IEM/LM à :

Participer au démarrage d'une unité High-Tech

Filiale de l'un des 10 premiers Groupes Internationaux, nous créons dans le Centre de la France (ville universitaire, à 150Km de Paris), une Société de production de produits de très haute technologie, à vocation européenne. Opérationnelle dès 1992, les effectifs évolueront de 150 à 500 personnes en 3 ans. Nous recherchons pour assurer le succès du démarrage des lignes d'assemblage : circuits imprimés et unités de disques magnétiques, deux responsables :

Ingénieurs de Production

Rattachés au "Manufacturing Manager" et travaillant en coordination avec différents Services dont l'Ingénierie de Production et l'Assurance Qualité, vous créez votre poste : assistance pour l'installation des équipements, mise en place de toutes procédures et schémas explicatifs, formation du personnel, entière responsabilité des objectifs de votre programme de production, améliorations continues afin de parvenir au plus haut niveau d'efficacité des équipes que vous pilotez.

Ingénieurs diplômés en électronique ou électromécanique... votre formation est complétée par une expérience de 5 ans minimum, sur une ligne de fabrication, dans une industrie de haute technologie.

Pour ces 2 postes, l'Anglais est indispensable. De réelles perspectives d'évolution existent en raison d'un projet très ambitieux.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle, en indiquant la référence 3445 M.



12, rue Hamelin - 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



LA COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

recrute

UN CHARGÉ D'ÉTUDE EN ENVIRONNEMENT

PROFIL :

Ingénieur ou équivalent ayant une expérience polyvalente dans le domaine de :

- l'environnement (air, eau, sol...);
- des risques technologiques;
- des impacts des « installations classées ».

Vous aimez travailler en équipe et vous avez le sens des responsabilités. Vous savez définir des objectifs essentiels, prendre des initiatives et vous adapter à une grande variété de tâches.

MISSIONS :

- ingénieur intégré au Service de l'Environnement et des Forêts, vous serez responsable de projets, chargé des études portant sur les dangers des pollutions liés aux installations classées et urbaines et de l'environnement;
- examen des études d'impact et des études de danger des installations classées.

Parmi les missions :

- analyse des compatibilités entre les projets industriels, la protection du milieu naturel et la qualité de la vie (risques majeurs, etc.);
- suivi des dossiers des commissions de concertation et d'information entre les industriels, les administrations et les associations;
- suivi des études des pollutions des sols, de la surveillance de la qualité de l'air;
- gestion des ressources naturelles (protection et exploitation).

Candidatures avec CV sont à adresser à :

COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Direction des Ressources Humaines - 1, place de l'Étoile - BP 1049/1050 F
67070 STRASBOURG Cedex

15 ans d'existence, notre PME filiale d'un groupe Télécom est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de matériel de télésecrétariat, nous recherchons notre :

R

NICE

Rattaché au Directeur du Marketing, animant une équipe de 15 personnes, vous intervenez dans la définition stratégique et fonctionnelle des projets que vous engagez, assurez le suivi et la maîtrise des budgets, plannings, résultats des études qui vous sont confiées, études hautement spécialisées en électronique, informatique, méthode et industrialisation. Vous êtes spécialisé dans les transmissions Multi-réseaux (RIS/LS/X25/FNIS) et dans les environnements informatiques (UNIX, XWINDONW, Base de données, Réseaux locaux...).

Ingénieur Grandes Ecoles, Télécom ou équivalent, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans une fonction similaire, la connaissance du milieu de la télétransmission appliquée à la sécurité serait un plus.



FAVREAU
CONSULTANTS

Ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) sous référence A1 11 05 à notre Conseil, Madame Claude Favreau, FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

L'ARGUS Le Monde

LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

Passeport pour l'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres,
pendant 2 jours, venez rencontrer
des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES GRANDES SOCIÉTÉS
ET COURTIERS D'ASSURANCES, PARTICIPEZ AUX CONFÉRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION,
GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK POUR 2 PERSONNES*

ENTRÉE GRATUITE



* Pour obtenir votre invitation, écrivez à :
L'Argus - service M - 2, rue de Colonne - 75009 Paris

29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE

29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h

Secteurs de Pointe

Pôle "Propreté/environnement" du Groupe LYONNAISE DES EAUX DUMEZ, le Groupe SITA exerce des activités de Collecte et de Traitement de Déchets, Propreté Urbaine et Gestion de l'Environnement (3,2 milliards de francs de CA, 60 filiales, 13 000 personnes). Il recherche pour son siège parisien son

CHEF DU SERVICE "ETUDES & DEVELOPPEMENT"

Vous avez environ 40 ans et une solide formation de base de type Ingénieur Généraliste (Arts & Métiers ou équivalent) assortie d'une expérience opérationnelle d'environ 10 ans, si possible dans le secteur du transport et/ou du process industriel dans le domaine de la mécanique, de l'hydraulique ou de l'électricité.

Référence technique reconnue par les filiales, vous constituez le trait d'union entre le Marketing et le pôle "Recherche" du Groupe et supervisez l'assistance technique à l'ensemble des filiales autour de 2 axes :

- la définition et le développement de nouveaux matériels destinés à assurer les nouveaux services
- l'optimisation et la rentabilité des matériels déjà existants, en proposant les améliorations techniques adéquates.

Rattaché au Directeur du Marketing & des Techniques du Groupe, vous assurez également la "veille technologique" sur les métiers de SITA en France et à l'étranger.

Vous vous imposez rapidement par votre professionnalisme et vos qualités de meneur d'hommes. Vous voulez rejoindre un groupe leader dans son domaine d'activité et présent à l'échelle internationale.

Merci d'adresser votre CV et vos prétentions à Geoffroy Vieljeux - Responsable du Recrutement des Cadres - Groupe SITA - 7 rue de Logelbach 75017 PARIS (Fax : 42.65.42.75)

GROUPE SITA L'ÉCOLOGIE ACTIVE

L'Institut International de Recherche Scientifique pour le Développement en Afrique (IIRSDA) conduit en banlieue d'Abidjan des recherches de base sur des problèmes agricoles et médicaux.

L'IIRSDA RECHERCHE :

UN DIRECTEUR SCIENTIFIQUE

Le Directeur scientifique dirige les équipes de chercheurs et anime et coordonne les programmes de recherche de l'Institut. Il assure la collaboration avec les systèmes de recherche nationaux des pays de l'Afrique au sud du Sahara et les Centres Internationaux. Il maintient des liens avec les instituts de recherche avancés.

L'IIRSDA recherche une personnalité possédant :

- une compétence reconnue ;
- leadership et sens du devoir ;
- vécu de travail en milieu tropical ;
- familiarité avec la philosophie et l'approche des Centres Internationaux de recherche ;
- capacité de travail en français et en anglais.

Le poste à pourvoir est de statut international, avec un contrat initial de 5 ans, renouvelable une fois.

DIX CHERCHEURS

Agriculture : les chercheurs travailleront sur un programme de biologie cellulaire et moléculaire, s'articulant autour des thèmes de régénération *in vitro*, d'analyse des génomes et de repérages génétiques.

Santé : la paludisme constituera le thème principal du programme de recherche Santé. Ce programme s'intéressera, entre autres, aux recherches sur les antipaludiques et les formes latentes du paludisme (neuropaludisme).

Les candidats devront :

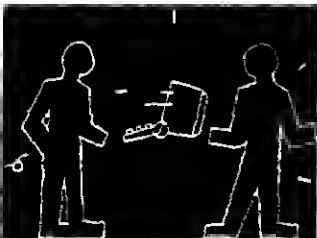
- être titulaires d'une thèse d'Etat ou d'un PhD en biologie cellulaire, biochimie, physiologie ou toute autre discipline en rapport avec l'un des deux thèmes de recherche ;
- avoir une expérience démontrée dans la conduite des recherches de base ;
- être capables de s'exprimer couramment en français et en anglais.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, ainsi que des notes de trois références, devront parvenir avant le 24 janvier 1992, sous le timbre « confidentiel », à : M. Gaston Grenier, Directeur Général de l'IIRSDA - B.P. V-51 - Abidjan (Côte-d'Ivoire) - Fax : (225) 45.68.28/(225) 45.41.70.

36 15
LM

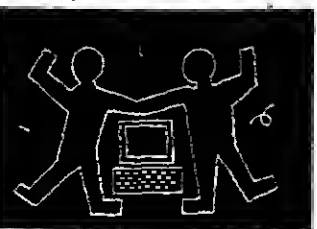
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langues...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



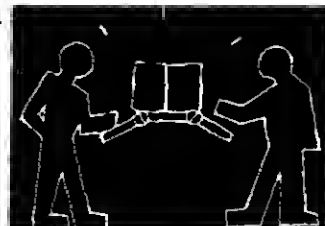
LE RENDEMENT

De jour ou de nuit, au profit le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

36 17
LM CV

L'INTERACTIVITÉ

Offrez-leur la possibilité de poser directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LM CV



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



RE TROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

A l'aube du XXI^e siècle, les hommes ont toujours plus besoin de communiquer de façon rapide, précise et efficace. Aussi le marché des Télécommunications représente-t-il non seulement de formidables enjeux économiques et technologiques, mais aussi des possibilités de croissance et de développement accrues. Sur ce marché éminemment concurrentiel, le Groupe OCTEL a su investir un créneau spécifique : les systèmes multi-accès de messagerie vocale (logiciels et serveurs). Grâce à sa maîtrise sans égale des produits et solutions à forte valeur ajoutée technologique, le Groupe OCTEL occupe désormais le leadership mondial sur son secteur, offrant aux entreprises des systèmes conviviaux permettant le libre accès de tous à toutes les informations, offrant à sa clientèle ce que le Groupe vit au quotidien : une parfaite interactivité et une véritable fluidité de la communication entre les hommes.

Aussi, lorsque le Groupe OCTEL décide de poursuivre son implantation en Europe, c'est avec l'assurance de s'ouvrir à l'horizon 93 un marché libre et nouveau pour ses systèmes et solutions. Et, lorsque le Groupe OCTEL, fort de sa compétitivité et de sa croissance de 50% par an, crée sa filiale française, Octel Communications S.A., il offre des opportunités professionnelles à la mesure du challenge européen (nouveaux besoins, nouvelles données économiques et perspectives d'angles de croissance).

Directeur
Commercial

30-40 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs), votre expérience d'au moins 5 ans de la vente de produits et de solutions "hi-tech" vous a parfaitement rodé aux techniques du marketing et aux réalités du marché des hautes technologies dédiées à la communication inter et intra-entreprises.

Parfaitement bilingue français/anglais, votre sens de la négociation s'ajoute face à des interlocuteurs de haut niveau.

En charge de la vente de nos produits, vous saurez maintenir un tissu relationnel de qualité avec les décisionnaires grands comptes et les distributeurs (parmi lesquels de grandes entreprises françaises), et vous mettrez en place les outils et moyens nécessaires à l'application de notre politique de développement (plans commerciaux, recrutement, stages et séminaires de vente, etc.). Garant de notre pénétration sur un marché à fort potentiel, votre sens du relationnel et votre aptitude à dynamiser votre équipe vous permettront, après avoir démontré vos performances et assuré la croissance d'Octel Communications S.A., d'accéder à la direction générale de notre filiale française.

D'autres postes sont d'ores et déjà à pourvoir dans les fonctions :

• SUPPORT TECHNIQUE

Formation supérieure - 3 à 5 ans d'expérience technique dans un secteur proche

• SUPPORT À LA VENTE

Formation supérieure - 3 à 5 ans d'expérience technique et/ou commerciale en télécommunications

• ADMINISTRATION

Formation supérieure et solide expérience de l'organisation et du secrétariat

Télécommunications :
la parole est
au serveur vocal

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre manuscrite et prétentions) sous référence 1246 à : Austin Knight France - 8, rue Magellan - 75008 PARIS.

OCTEL

LEADER MONDIAL DE LA MESSAGERIE VOCALE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde
de

l'Informatique

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

**Notre Grand
Projet : un
Superordinateur
Européen**

INGENIEURS
CHEFS DE PROJETS

Développer et vendre un Superordinateur Européen, c'est le défi que nous relevons à LYON. Notre équipe multinationale y définit une architecture avancée qui met en œuvre des technologies de pointe. Nous recherchons des ingénieurs décidés à s'investir dans ce projet exceptionnel et possédant une solide expérience (5 ans minimum) acquise chez des constructeurs informatiques ou électroniques dans les domaines suivants :

VLSI ET CARTES Conception, simulation et vérification : • Circuits intégrés VLSI • Modules multi-chips (MCM) • Circuits imprimés (PCB) de haute complexité, fréquences élevées (réf. H06)

PACKAGING • Interconnexions (cartes, connecteurs...) • Compatibilité électromagnétique • Mécanique (chassis, tôlerie...) • Refroidissement (réf. H07)

SYSTEMES ET SOUS-SYSTEMES • Processeurs rapides, multi-processeurs • Mémoire cache, mémoire principale • Alimentation, intégration système, tests • Entrées/Sorties : canaux liaison haut débit, communication réseaux, connexions disques et stations. (réf. H08)

Si vous désirez saisir cette opportunité unique en Europe adressez votre candidature en anglais à : J. Stern
ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE
1 Bd Vivier Meile - 69443 LYON cedex 03.

CONTESSE

هذه اعلان

سکتا میں لکھو

XVIII Le Monde • Mercredi 27 novembre 1991 •

Le Monde
des

Secteurs de Pointe

TDF: LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

● TéléDiffusion de France



TDF - 1^{er} diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (un système satellites de diffusion directe TDF1 - TDF2, radiomessagerie, radiotéléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4300 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

CHEF DE LABORATOIRE

Le CERIM - 1 des 3 centres de recherche de TDF, recrute son Chef de Laboratoire Réception.

Rattaché au Directeur du CERIM, vous assurerez en réel manager la direction scientifique en animant la réalisation d'études appliquées dans le domaine de la réception des signaux (audio, vidéo et données).

Vous participerez de cette manière à l'avance technologique de TDF en matière de radiocommunications, de réception des services audiovisuels, de gestion des fréquences et de compatibilité électromagnétique.

Vous garantirez le bon fonctionnement du laboratoire en gérant au mieux les moyens humains et matériels à votre disposition afin d'optimiser l'efficacité et la qualité des prestations du laboratoire (17 personnes encadrées, budget d'investissement et de marchés d'étude : 2 MF). Vous contribuerez à la promotion de TDF tant en France qu'à l'étranger.

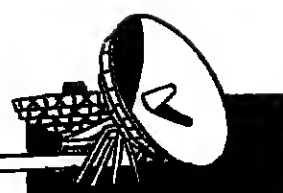
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez 5 à 7 ans d'expérience dans un service d'études ou recherches.

Ce poste est basé à Issy-les-Moulineaux.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) sous la référence LM/07/91 Z à : Dominique NIEL - TDF - Direction des Ressources Humaines Département Développement des Carrières, 21/27 rue Barbès 92542 MONTROUGE Cedex.

TDF : LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES.

INGENIEURS RADIO-COMMUNICATIONS



Société Internationale leader dans le monde des Télécommunications Aéronautiques, pour faire face à l'expansion rapide de nos services, nous recherchons aujourd'hui deux ingénieurs dotés d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans.

Nous vous confierons, au sein de l'équipe chargée de la mise en œuvre des systèmes de communications aéronautiques AIR-SOL (VHF et Satellite), les missions suivantes :

DÉPLOIEMENT :

- Installation des stations Radio terrestres VHF, comprenant la sélection des sites, l'approvisionnement des équipements et la coordination et le suivi des installations jusqu'à leur mise en service.

- Suivi technique du réseau de stations pour assurer le maintien de la qualité de service optimale.

réf. 553/D

INTÉGRATION :

- Assurer, lors des tests de connexion, l'expertise et le support techniques aux utilisateurs sur l'en-

semble des systèmes mis en œuvre dans les services de communications aéronautiques par satellite (avionique, stations terrestres, réseau d'interconnexion).

- Assurer, lors de la mise en service de nouveaux utilisateurs, la coordination technique entre les opérateurs de stations terrestres Satellite, INMARSAT et les compagnies aériennes utilisatrices.

réf. 553/I

- Pour ces postes basés à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

La maîtrise de l'anglais parlé et écrit est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en précisant la référence choisie à MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



SILOGIA

POLE CONSEIL
DU GROUPE MARBEN

Nous sommes depuis plus de 8 ans le partenaire privilégié des grandes entreprises et administrations en France et en Europe pour le management des TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

La qualité de nos prestations repose sur le savoir-faire de nos consultants et sur la mise en œuvre de méthodes et d'outils répondant aux nouveaux besoins des entreprises dans les domaines tels que : schémas directeurs, études d'infrastructure informatique et de réseaux, conception et développement des systèmes d'information, assistance à la maîtrise d'ouvrage... Notre expansion nous conduit à intégrer de nouveaux :

CONSULTANTS

Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de Commerce (X, Mines, A.M. HEC...) basés à Paris, Lyon, Montpellier

Quelques années d'expérience, nécessairement acquises dans le domaine des systèmes d'information et/ou des télécoms, de projets informatiques ou d'organisation, faciliteront votre intégration au sein d'une structure dynamique.

Votre talent à communiquer, votre esprit de conseil trouveront leur véritable dimension dans un contexte stimulant par la richesse et la diversité des problèmes posés et évoluant compte-tenu du rythme de notre croissance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo, en précisant votre salaire actuel, sous référence LM/15 à notre Conseil ARCOS SELECTION - 6 Avenue d'Eylau - 75116 PARIS. Discretion assurée.



Calorstat
industries

INGENIEUR D'AFFAIRES

RESPONSABLE EXPORT ZONE ANGLOPHONE

De formation technique - Ecole d'ingénieur... vous souhaitez donner une dimension nouvelle à votre carrière en développant vos aptitudes d'organisateur et votre sens des affaires : nous vous offrons une mission riche d'expérience, au sein d'une entreprise qualitative et performante, sur un marché valorisant.

Vous superviserez l'EXPORT de longue anglais, soucieux d'accroître, par votre plus-value personnelle et commerciale, la QUALITE de nos relations et la mise en valeur de notre PROFESSIONNALISME.

Vous développez par votre implication directe les clients du marché britannique et concrétisez de nouveaux courants d'affaires. Vous êtes correspondant direct du commercial USA et suivez plus particulièrement certains contrats, le CANADA notamment.

Résultats et organisation feront la PERFORMANCE qui vous permettra d'élargir le champ de vos responsabilités.

La rémunération motivante et les possibilités d'évolution satisfieront un candidat ambitieux et de valeur.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable et la connaissance de l'Allemand serait un avantage... Ce poste, mobile, est basé à Dourdan (91).

Ajoutez une valeur sûre à votre carrière, envoyez CV + photo à MERCURI URVAL 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex, sous référence 48.5385/LM.

Mercuri Urval



Nous sommes une société américaine, leader mondial du marketing direct de fournitures et accessoires informatiques. La haute qualité de nos produits de réseaux et de transmission de données est reconnue aux Etats-Unis et en Europe par de nombreuses sociétés utilisant des technologies de pointe.

Pour relever ce défi permanent, nous recherchons un :

CHEF DE PRODUITS

Réseaux et transmission de données

Reportant au Chef de Groupe de Produits, vous serez responsable de :

- l'atteinte de vos objectifs de CA et de marge brute,
- la gestion de votre gamme de produits et de son adéquation au marché : positionnement, prix, promotions, recherche de nouveaux produits,
- la précision et de la qualité de la communication catalogue,
- l'écoute du marché et de la concurrence.

La trentaine, Ingénieur de formation, vous possédez une première expérience du marketing de produits techniques.

Une bonne connaissance du marché des réseaux et de la transmission de données sera un atout déterminant.

Vous avez d'excellentes qualités relationnelles et une parfaite maîtrise de l'anglais. Vous êtes intéressé par cette opportunité de carrière ?

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Jean-Marc Briant - INMAC, Direction des Ressources Humaines - Paris Nord II BP 50005, 95945 Roissy Charles de Gaulle Cedex.

Inmac